



**SFI**

**SOCIÉTÉ FINANCIÈRE  
INTERNATIONALE**  
GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

30260

# Une valeur ajoutée *à l'investissement privé*



Rapport annuel 2004

Public Disclosure Authorized  
Public Disclosure Authorized  
Public Disclosure Authorized  
Public Disclosure Authorized  
Public Disclosure Authorized

LE RAPPORT ANNUEL DE LA SFI  
SUR LE WEB : [www.ifc.org/ar2004](http://www.ifc.org/ar2004),  
qui fait pendant à cette publication,  
permet de naviguer et de télécharger  
facilement des informations sur les  
projets d'investissement de la SFI.

Note : l'examen et l'analyse de la  
situation par la direction, les états  
financiers vérifiés et le portefeuille des  
investissements de la SFI pour  
l'exercice 04 figurent dans le deuxième  
volume du rapport annuel (en anglais).

La Société emploie le terme  
« engagement » pour désigner :  
1) les accords signés au titre de  
financements sous forme de prêts et  
de participations (y compris les quasi-  
participations) ; 2) les accords de  
garantie signés ; et 3) les mécanismes  
de gestion des risques considérés être  
applicables comme indiqué par un  
accord ISDA signé ou un accord de  
mécanisme de gestion des risques  
signé avec un client.

Sauf indication contraire, tous les  
montants figurant dans le rapport sont  
exprimés en dollars des États-Unis.

Tous les chiffres ont été arrondis.

**LA SOCIÉTÉ FINANCIÈRE INTERNATIONALE** favorise la réalisation d'investissements privés durables dans les pays en développement. La SFI, qui est l'une des institutions du Groupe de la Banque mondiale et a son siège à Washington, a, comme les autres institutions du Groupe, pour objectif principal de réduire la pauvreté et d'améliorer les conditions de vie de la population dans les pays membres en développement.

Depuis sa création en 1956, la SFI a engagé plus de 44 milliards de dollars au titre de financements pour son propre compte et a monté des opérations de syndication et de garantie représentant 23 milliards de dollars au profit de 3 143 sociétés dans 140 pays en développement. La Société coordonne son action avec les autres institutions du Groupe de la Banque mondiale — la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, l'Association internationale de développement, l'Agence multilatérale de garantie des investissements et le Centre international de règlement des différends relatifs aux investissements — mais elle est juridiquement et financièrement indépendante. Son capital est fourni par ses 176 pays membres, qui déterminent collectivement sa politique.



## TABLE DES MATIÈRES

### Volume 1

#### PAGE 2

### L'exercice en bref

|  |   |
|--|---|
| Les faits marquants de l'exercice        | 2 |
| Le Conseil d'administration<br>de la SFI | 4 |
| Le message<br>du vice-président exécutif | 6 |



TED POLLETT

**PAGE 14**

Pour une action inscrite  
dans la durée :  
un rôle d'entraînement  
et des compétences  
particulières

THÈME PRINCIPAL

**PAGE 10**

Une valeur ajoutée  
à l'investissement  
privé

Rapport  
sur les opérations et les régions 22

Assistance technique 26

Afrique subsaharienne 30

Asie de l'Est et Pacifique 34

Asie du Sud 38

Europe et Asie centrale 44

Amérique latine et Caraïbes 52

Moyen-Orient et Afrique du Nord 58

Le Conseiller/ombudsman  
pour l'application des directives 62

Organigramme de la SFI 63

**PAGE 20**

Les activités  
et les régions  
de la SFI

**PAGE 64**

Examen 2004

Le Groupe d'évaluation  
des opérations 65

Les résultats financiers 67

Le portefeuille 71

Les produits et services 74

Les projets engagés 76

Les projets d'assistance  
technique et de services-conseil 92

Annexes 105

# Les faits marquants de l'exercice

*LA MISSION  
DE LA SFI  
Promouvoir des  
investissements privés  
durables qui réduiront la  
pauvreté et amélioreront  
les conditions de vie de la  
population dans les pays  
en développement.*

## OPÉRATIONS – ÉTAT RÉSUMÉ, EX. 04

|   |                    |
|---|--------------------|
| Nombre de nouveaux projets engagés  | 217                |
| Montant total des financements engagés  | USD 5,63 milliards |
| Financements engagés par la SFI pour son propre compte  | USD 4,75 milliards |
| Montant total du portefeuille engagé*   | USD 17,9 milliards |
| Prêts en pourcentage du portefeuille engagé   | 74 %               |
| Participations en pourcentage du portefeuille engagé  | 20 %               |
| Produits de financement structurés (y compris les garanties)<br>en pourcentage du portefeuille engagé | 5 %                |
| Instruments de gestion des risques en pourcentage du portefeuille engagé                              | 1 %                |

\*Y compris des instruments hors bilan tels que les produits de financement structurés et les instruments de gestion des risques engagés par la SFI pour son propre compte au 30 juin 2004.

## RESSOURCES ET REVENU, EX. 04

|                                      |                   |
|--------------------------------------|-------------------|
| Résultat d'exploitation              | USD 982 millions  |
| Revenu net                           | USD 993 millions  |
| Capital libéré                       | USD 2,4 milliards |
| Bénéfices non distribués             | USD 5,4 milliards |
| Emprunts effectués durant l'exercice | USD 3,0 milliards |
| Actif net                            | USD 7,8 milliards |

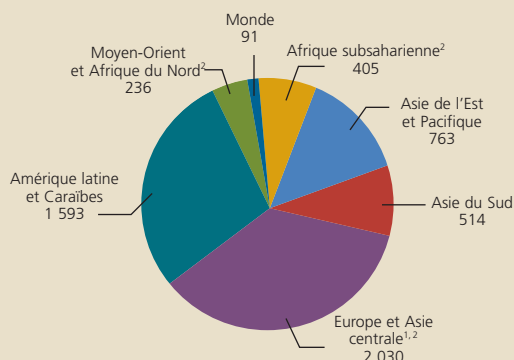
## Régions

La SFI investit dans les entreprises et les institutions financières des pays en développement. Ces activités sont décrites plus en détail dans les sections consacrées aux différentes régions (à partir de la page 30) et dans le tableau des projets engagés (voir p. 76). L'expression « Monde » désigne un projet couvrant plus d'une région en développement.

### ENGAGEMENTS PAR RÉGION, EX. 04

Pour le propre compte de la SFI et au titre de syndications (millions de dollars)

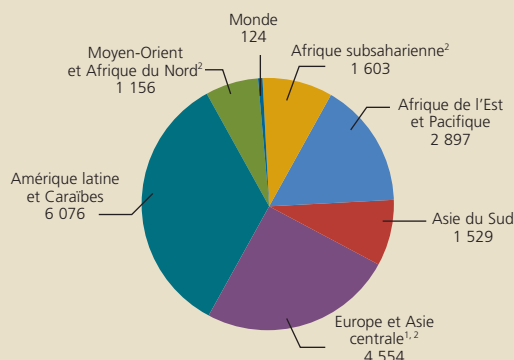
MONTANT TOTAL USD 5 633



### PORTEFEUILLE D'INVESTISSEMENT PAR RÉGION, EX. 04

Pour le compte de la SFI (millions de dollars)

TOTAL USD 17 938



1. Y compris le projet d'oléoduc de BTC, officiellement classé dans les projets mondiaux (rubrique « Monde »).

2. Y compris la part des projets officiellement classés projets mondiaux de LNM Holdings Investment qui concernent la région.  
Note : tous les chiffres ont été arrondis.



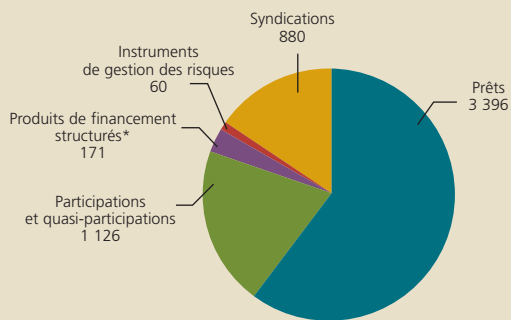
## Produits

La SFI propose toute une gamme de produits d'investissement (pour plus de renseignements sur les opérations correspondantes, voir la page 22). Elle fournit aussi de plus en plus des services d'assistance technique et de conseil aux entreprises du secteur privé et aux organismes publics concernés (voir p. 26).

### ENGAGEMENTS PAR PRODUIT, EX. 04

Pour le propre compte de la SFI et au titre de syndicats (millions de dollars)

TOTAL USD 5 633



\*Y compris les garanties.

## Secteurs

La SFI intervient dans tous les secteurs commerciaux de ses pays membres en développement. Elle assure souvent, parallèlement à ses financements, une assistance portant sur les meilleures pratiques dans le secteur, le gouvernement d'entreprise, les questions environnementales et sociales et l'établissement de liens avec les petites entreprises locales.

### ENGAGEMENTS PAR SECTEUR, EX. 04

Pour le propre compte de la SFI et au titre de syndicats (millions de dollars et pourcentage)

| Secteur   | USD   | Pourcentage |
|---|-------|-------------|
| Services financiers et d'assurance                | 1 675 | 29,7 %      |
| Services d'utilité collective                     | 739   | 13,1        |
| Hydrocarbures et industries extractives           | 630   | 11,2        |
| Information                                       | 312   | 5,5         |
| Produits industriels et de consommation           | 295   | 5,2         |
| Transports et entreposage                         | 249   | 4,4         |
| Fabrication de produits minéraux non métalliques  | 238   | 4,2         |
| Placements collectifs                             | 207   | 3,7         |
| Pâte à papier et papier                           | 206   | 3,7         |
| Produits chimiques                                | 200   | 3,5         |
| Métaux de première fusion                         | 173   | 3,1         |
| Agriculture et foresterie                         | 166   | 2,9         |
| Commerce de gros et de détail                     | 125   | 2,2         |
| Produits alimentaires et boissons                 | 123   | 2,2         |
| Textiles, vêtements et cuirs                      | 75    | 1,3         |
| Santé   | 63    | 1,1         |
| Services hôteliers et de tourisme                 | 50    | 0,9         |
| Plastiques et caoutchouc                          | 37    | 0,6         |
| Services spécialisés, scientifiques et techniques | 36    | 0,6         |
| Construction et immobilier                        | 25    | 0,4         |
| Éducation   | 10    | 0,2         |

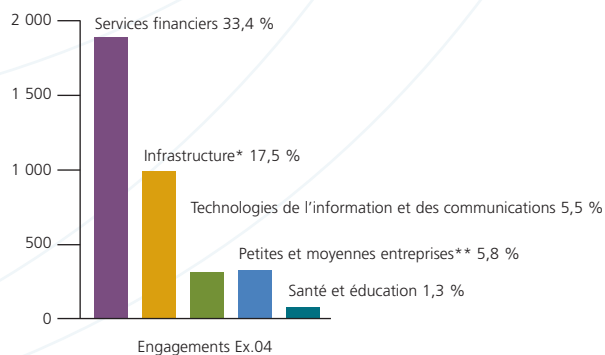
TOTAL, ENGAGEMENTS USD 5 633 100,0 %

## Objectifs

La SFI oriente principalement son action sur cinq secteurs ayant un grand impact sur l'économie des pays en développement parce qu'ils touchent un grand nombre de personnes ou parce qu'ils ont des retombées sur beaucoup d'autres secteurs de l'économie. Près de deux tiers des opérations de la SFI se rapportent à ce groupe de **secteurs prioritaires**.

### ENGAGEMENTS STRATÉGIQUES, EX. 04

Pour le compte de la SFI et au titre de syndicats (millions de dollars et pourcentage)



\* Non compris les services et matériels d'information et de communication.  
\*\* Les chiffres relatifs aux PME couvrent tous les secteurs d'activité.

Les services financiers couvrent les services de financement et d'assurance et les fonds de placement.

Les infrastructures couvrent les équipements collectifs et de transport.

## Impact

La SFI consacre aussi une grande partie de ses efforts aux **économies pionnières**, qui n'attirent qu'un volume très limité, sinon nul, de capitaux étrangers. Elle établit des projections de l'impact de chaque nouveau projet d'investissement sur le développement. Par ailleurs, chaque année, le Groupe d'évaluation des opérations analyse un échantillon des projets arrivés à maturité pour déterminer leur impact sur le développement.

### APERÇU DE L'IMPACT SUR LE DÉVELOPPEMENT

Pour le propre compte de la SFI et au titre de syndicats (pourcentage)

|  | Ex. 02                | Ex. 03                | Ex. 04    |
|--|-----------------------|-----------------------|-----------|
| <b>Engagements dans les secteurs prioritaires</b>            | <b>77</b>             | <b>76</b>             | <b>64</b> |
| Secteur financier  | 34                    | 50                    | 33        |
| <b>Engagements dans les économies pionnières<sup>1</sup></b> | <b>22</b>             | <b>22</b>             | <b>22</b> |
| <b>Engagements supposés être à grand impact<sup>2</sup></b>  | <b>47</b>             | <b>58<sup>3</sup></b> | <b>61</b> |
| <b>Contribution positive au développement<sup>4</sup></b>    | <b>61<sup>3</sup></b> | <b>57</b>             | <b>58</b> |

1. La SFI considère qu'un pays est une « économie pionnière » s'il entre dans la catégorie des pays à faible revenu telle qu'elle est définie par la Banque mondiale, ou s'il présente un risque élevé (Institutional Investor lui a attribué une note de crédit inférieure ou égale à 30 ou ne l'a pas noté)

2. Les critères pertinents figurent à la p. 16.

3. Nombre ajusté.

4. Voir p. 65 pour plus d'informations sur les analyses du Groupe d'évaluation des opérations.

# Le Conseil d'administration de la SFI

## Orientation et supervision

Durant l'exercice écoulé, les administrateurs ont approuvé un certain nombre d'investissements et suivi attentivement l'évolution et l'exécution de la stratégie de la Société. Ils ont aussi participé très activement aux débats sur les orientations stratégiques de la SFI, qui définissent le cadre général de ses futures activités. Les administrateurs ont enjoint la Société à collaborer plus étroitement avec d'autres institutions du Groupe de la Banque mondiale, notamment dans le cadre de l'assistance technique relative au climat des affaires et au développement du secteur privé. À cet égard, les administrateurs ont noté avec satisfaction le resserrement de la coopération entre la SFI et l'IDA en Afrique. Ils ont aussi passé en revue les opérations menées dans différents pays durant l'exercice et examiné 15 stratégies d'aide-pays préparées conjointement par la Banque, la SFI et la MIGA, ainsi que les instruments correspondants.

Les administrateurs ont noté la difficulté qu'il y a à concilier le maintien de la rentabilité des activités et l'accroissement de leur impact au plan du développement, et ils ont réitéré leur appui aux priorités définies par la SFI telles que les marchés pionniers, et surtout les petites et moyennes entreprises, les mécanismes de financement novateurs, les investissements « sud-sud », les partenariats de longue durée, les infrastructures, l'éducation et la santé.

Les administrateurs ont examiné avec la direction de la SFI diverses questions telles que la mise à jour des Politiques de sauvegarde et des directives correspondantes de la Société, l'examen de sa Politique de l'information, une évaluation de la stratégie et des procédures qu'elle suit dans le cadre des opérations financées par des bailleurs de fonds et, en collaboration avec des services du Groupe de la Banque mondiale, l'Examen des industries extractives. Ils continueront de se pencher sur ces questions durant l'exercice 05, en même temps que sur la proposition de fonds pour les services d'assistance technique et de conseil, qui aurait pour objet de fournir un appui financier durable aux activités d'assistance technique de la Société qui prennent de plus en plus d'importance.

Dans le cadre de leurs fonctions de supervision, les administrateurs se sont penchés sur l'examen annuel de l'évaluation des opérations et la réponse de la direction de la SFI. Ils se sont félicités de la poursuite du dialogue constructif établi entre la direction et le Groupe de l'évaluation des opérations.

S'agissant de l'examen annuel des résultats du portefeuille, les administrateurs ont pris note avec satisfaction des résultats obtenus par la Société, et surtout des progrès marqués enregistrés tant au niveau de son résultat d'exploitation que de l'expansion, de la diversification et de l'amélioration de son portefeuille.

### Lettre au Conseil des gouverneurs

Le Conseil d'administration de la Société financière internationale a fait préparer ce rapport annuel conformément aux statuts de la SFI. M. James D. Wolfensohn, président de la SFI et de son Conseil d'administration, a soumis ce rapport ainsi que les états financiers vérifiés y afférents au Conseil des gouverneurs.

Les administrateurs constatent avec satisfaction que la SFI a continué, au cours de l'exercice clos le 30 juin 2004, de favoriser un développement durable par le biais de ses opérations de financement de projets du secteur privé et de ses activités de conseil.

DEBORAH CAMPOS



## La gouvernance de la SFI

Les pays membres de la Société financière internationale, par l'intermédiaire du Conseil des gouverneurs et du Conseil d'administration, décident de l'orientation générale des programmes et activités de l'institution. Chaque pays membre nomme un gouverneur et un suppléant. Le Conseil des gouverneurs est investi de tous les pouvoirs de la SFI, mais il en délègue la majeure partie aux 24 administrateurs. Ceux-ci disposent chacun d'un nombre de voix qui est fonction de la contribution du pays ou du groupe de pays qu'ils représentent au capital de la Société. Les administrateurs se réunissent régulièrement au siège du Groupe de la Banque mondiale à Washington pour examiner tous les projets d'investissement, prendre les décisions nécessaires en la matière et définir les axes stratégiques de la gestion de l'institution.

Les administrateurs sont aussi membres d'au moins un des cinq comités permanents qui aident le Conseil à s'acquitter de sa mission de supervision en procédant à des examens approfondis des politiques et procédures. Le Comité de l'audit fournit des conseils sur la gestion financière et la gestion des risques, le gouvernement d'entreprise et les questions de supervision et de contrôle. Le Comité du budget examine certains aspects des procédures, les directives administratives, les normes et les questions budgétaires qui ont un impact significatif sur l'efficacité par rapport aux coûts des opérations du Groupe de la Banque. Le Comité pour l'efficacité du développement offre des conseils aux administrateurs sur certaines questions ayant trait à l'évaluation des opérations et des politiques et à l'efficacité du développement dans le but de suivre les progrès accomplis au plan de la réduction de la pauvreté. Le Comité du personnel examine les questions de rémunération et les autres aspects importants de la politique du personnel. Les administrateurs sont aussi membres du Comité de la gouvernance et des questions administratives concernant les administrateurs.

James D. Wolfensohn est le président de la SFI et de chacune des autres institutions du Groupe de la Banque mondiale, c'est-à-dire la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), l'Association internationale de développement (IDA), l'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA) et le Centre international de règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI). Il est également président des Conseils formés des administrateurs de chaque institution. Peter Woicke, qui est le vice-président exécutif de la SFI, est chargé de la gestion générale des opérations courantes de la Société. Il est, par ailleurs, directeur général de la Banque mondiale et est, à ce titre, chargé des opérations de la Banque concernant le secteur privé et de la formulation d'une stratégie cohérente du développement de ce secteur pour le Groupe de la Banque mondiale.

*Se reporter aux sections consacrées au Bureau du conseiller/ombudsman pour l'application des directives (p. 62) et au Groupe de l'évaluation des opérations (p. 65) qui tous deux, opèrent indépendamment de la direction de la SFI.*

### DE GAUCHE À DROITE SUR LA PHOTO :

*(Debout) Per Kurowski, Terry O'Brien\*, Otaviano Canuto, Paulo F. Gomes, Nuno Mota Pinto\*, Pierre Duquesne, Thorsteinn Ingolfsson, Tanwir Ali Agha, Tom Scholar, Kurt Bayer, Eckhard Deutscher, Alexey Kvasov, Toshio Oya\*, Louis A. Kasekende, Yahya Abdullah M. Alyahya, Rapee Asumpinpong.*

*(Assis) Zhu Guangyao, Pietro Veglio, Carole Brookins, Mahdy Ismail Aljazzaf, Gobind Ganga\*, Tamara Solyanyk\*, Alieto Guadagni.*

*Chander Mohan Vasudev (ne figure pas sur la photo).*

\* Administrateur suppléant. Certains administrateurs ou administrateurs suppléants n'étaient pas disponibles lorsque la photo a été prise.

### Administrateurs et administrateurs suppléants au 30 juin 2004

| ADMINISTRATEURS           | SUPPLÉANTS              | ADMINISTRATEURS       | SUPPLÉANTS                    |
|---------------------------|-------------------------|-----------------------|-------------------------------|
| Tanwir Ali Agha           | Sid Ahmed Dib           | Alieto Guadagni       | C. Veronica Querejazu Vidovic |
| Mahdy Ismail Aljazzaf     | Mohamed Kamel Amr       | Thorsteinn Ingolfsson | Inkeri Hirvensalo             |
| Yahya Abdullah M. Alyahya | Abdulrahman M. Almfadhi | Louis A. Kasekende    | J. Mills Jones                |
| Rapee Asumpinpong         | Hadiyanto               | Per Kurowski          | Maria Jesus Fernandez         |
| John Austin               | Terry O'Brien           | Alexey Kvasov         | Eugene Miagkov                |
| Kurt Bayer                | Gino Alzetta            | Marcel Masse          | Gobind Ganga                  |
| Biagio Bossone            | Nuno Mota Pinto         | Ad Melkert            | Tamara Solyanyk               |
| Carole Brookins           | Robert B. Holland, III  | Tom Scholar           | (vacant)                      |
| Otaviano Canuto           | Gil S. Beltran          | Chander Mohan Vasudev | Akbar Ali Khan                |
| Eckhard Deutscher         | Walter Hermann          | Pietro Veglio         | Jakub Karnowsky               |
| Pierre Duquesne           | Anthony Requin          | Zhu Guangyao          | Wu Jinkang                    |
| Paulo F. Gomes            | Louis Philippe Ong Seng | (vacant)              | Toshio Oya                    |

## Message du vice-président exécutif

On entend souvent parler du phénomène du « point de bascule. »

C'est le point auquel une masse critique est atteinte — auquel les consciences, les tendances et les idées se réalignent pour déboucher sur une manière totalement nouvelle de comprendre le monde ou de s'y adapter. Ce phénomène est omniprésent : un produit révolutionne un marché, de nouveaux travaux de recherche remettent en question des théories scientifiques jusque-là largement acceptées, une évolution démographique provoque une modification des attitudes culturelles.

La Société financière internationale est parvenue à un tel point de bascule au cours des dernières années.

À la fin des années 90, nous avons commencé à comprendre que le marché de la SFI — et, partant, notre modèle opérationnel — pouvait avoir atteint un stade critique. Nos clients commençaient à attendre de nous plus que des financements sur projet ou des syndications de prêts. Les pouvoirs publics nous demandaient de les aider à résoudre des problèmes concernant le secteur privé qui sortaient largement du cadre d'opérations de privatisation ou de structuration de concessions. Les entreprises locales souhaitaient forger des partenariats durables non seulement pour s'assurer des capitaux mais aussi pour s'attaquer à des questions qui étaient d'ordre environnemental ou social ou avaient trait au gouvernement d'entreprise. De plus en plus d'entreprises de pays en développement se préparaient à lutter avec la concurrence sur des marchés plus vastes, au niveau régional voire même mondial.

La encore, tout était affaire de temps. Dès 2001, une série de crises survenues sur les marchés émergents a fortement ébranlé le portefeuille de la SFI et suscité de graves problèmes au niveau des activités traditionnelles de la Société. Était-ce vraiment le bon moment de procéder à une réorganisation et à une réorientation majeures de nos activités ?

Les résultats des opérations pour l'exercice écoulé montrent clairement que le moment d'agir était effectivement venu. Je suis en fait convaincu que la SFI ne peut que se féliciter d'avoir pris une telle décision.

Les engagements de la SFI pour son propre compte ont augmenté de 23 % durant l'exercice et le résultat d'exploitation a atteint le niveau record de 982 millions de dollars. Le volume des nouveaux investissements a plus que doublé en Afrique subsaharienne tandis que la région Europe et Asie centrale et la région Asie du Sud ont affiché des résultats sans précédent. Il est aussi encourageant de voir que les nouvelles opérations sont largement réparties entre les secteurs.

### Des objectifs convergents

Le plus important, c'est que nous avons cherché — et peu à peu réussi — à réorienter nos efforts pour assurer une correspondance encore plus étroite entre notre approche stratégique et nos capacités institutionnelles, les besoins exprimés par nos clients et les gouvernements des pays en développement ainsi que les positions prises par les pays qui sont nos actionnaires.

La SFI a dépassé le point de bascule et est, à bien des égards, extrêmement bien placée pour atteindre ses objectifs à long terme. Elle jouit d'une large gamme d'avantages comparatifs.

**Une présence mondiale.** L'impression générale est que les investissements étrangers directs (IED) nord-sud — c'est-à-dire les investissements transfrontières des pays riches sur des marchés émergents — sont le moteur de la mondialisation économique. En fait, comme le montrent de récentes études, si les IED nord-sud ont doublé vers la fin des années 90, les investissements sud-sud ont, quant à eux, décuplé. C'est sur cette



BRETON LITTECHALES

*Peter Woicke, vice-président exécutif (à gauche)  
et James D. Wolfensohn, président du Groupe de la Banque mondiale*





KEITH MARTIN

*Travaux de reconstruction à Kabul (Afghanistan).*

*La SFI est bien placée pour atteindre ses objectifs à long terme. Elle jouit d'une large gamme d'avantages comparatifs.*

base que nous avons pris la décision difficile d'accélérer le mouvement de décentralisation des activités de la SFI et de placer les départements régionaux en première ligne des initiatives de développement des activités, en créant des centres opérationnels dans sept régions en développement et en élargissant le réseau des bureaux extérieurs. Cette décision porte déjà ses fruits comme en témoignent les nombreux investissements intrarégionaux et sud-sud décrits dans ce rapport.

**Des capacités d'assistance technique dans de nombreux domaines.** Les pays en développement, qui sont de plus en plus nombreux à jouir de la stabilité macroéconomique, portent maintenant leur attention sur les défis posés par les réformes microéconomiques, et plus précisément l'amélioration du climat de l'investissement et la fourniture d'un appui aux petites et moyennes entreprises afin de les aider à se lancer dans de nouvelles opérations et à créer des emplois. Les services de promotion et de développement des investissements de la SFI fournissent un appui aux entrepreneurs de nombreuses branches d'activité des nations et régions « pionnières » (qui ont de faibles revenus ou présentent des risques élevés pour les investisseurs privés). Les activités financées par l'intermédiaire des partenariats que nous avons formés avec des pays donateurs généreux, que ce soit pour promouvoir le gouvernement d'entreprise, l'exploitation des synergies au niveau des chaînes d'approvisionnement ou la réforme du climat de l'investissement, sont essentielles au développement de l'entrepreneuriat, en particulier au niveau des petites et moyennes entreprises. Le réseau des partenariats constitués avec des bailleurs de fonds continue de s'étendre, et la SFI a également obtenu de ses administrateurs qu'ils approuvent une nouvelle formule de financement qui l'aidera à continuer de renforcer les capacités.

**Des produits financiers novateurs.** La SFI a restructuré ses opérations de trésorerie et s'est employée avec énergie à mettre au point des systèmes de financement en monnaie nationale et des produits de financement structurés pour appuyer le développement de marchés financiers locaux. Elle se trouve ainsi en mesure de faire rapidement face à de nouveaux besoins, maintenant que les fonds de pensions et autres investisseurs institutionnels des nations en développement s'efforcent de diversifier leurs portefeuilles en y incluant des instruments à long terme en monnaie nationale et que les entreprises de ces pays s'efforcent de gérer leurs risques de change.

**Des connaissances spécialisées en matière environnementale.** De plus en plus de pays en développement sont confrontés aux retombées environnementales d'une rapide industrialisation. La vaste expertise de la SFI en des domaines tels que l'utilisation rationnelle de l'énergie, les énergies renouvelables et la biodiversité lui permettra de rester le partenaire de choix pour la poursuite d'un développement durable du secteur privé.

**Un rôle moteur pour une action inscrite dans la durée.** La SFI a eu une action normative de portée mondiale dans le domaine des financements sur projet en faisant siens les principes d'Équateur, et a aussi constitué un référentiel des meilleures pratiques en matière de gouvernement d'entreprise. Elle peut ainsi mieux aider ses clients, ce qui est d'autant plus important que l'examen par les actionnaires et les parties prenantes des résultats obtenus au plan environnemental et social et en matière de gouvernement d'entreprise contribue désormais dans une plus large mesure à l'évaluation des entreprises.

**Un accroissement des opérations relatives aux financements municipaux.** Face à l'urbanisation progressive des nations en développement et au transfert graduel de la responsabilité de la fourniture de services d'infrastructure essentiels aux municipalités, la SFI et la Banque mondiale ont entrepris de renforcer leurs capacités et leurs compétences spécialisées dans le domaine des financements municipaux.



*Un marché malien.*

*La SFI a adapté ses programmes de prêt et d'assistance technique aux besoins sur le terrain.*

## Une place durement gagnée

Cette redéfinition, plus diversifiée, de la mission de la SFI n'est pas fortuite. Elle est le fruit d'années, voire même de décennies, d'un travail acharné qui lui permet d'afficher des progrès notables au plan du développement, progrès qui lui ont peu à peu gagné le respect de ses actionnaires et qui ont contribué à renforcer sa collaboration avec les autres institutions du Groupe de la Banque mondiale. Les relations de longue date qu'elle entretient dans le monde entier favorisent, de même, l'adoption généralisée des principes d'Équateur, de sorte qu'un nombre croissant de grandes institutions financières définissent leurs normes environnementales et sociales en fonction de celles de la SFI.

S'il faut pouvoir afficher de bons résultats pour obtenir l'appui des parties prenantes, cela ne suffit pas à assurer un avenir ensoleillé. Il faut, pour cela, être capable de discerner les évolutions profondes qui régissent les marchés mondiaux et présenter des arguments convaincants et cohérents pour justifier une réorientation stratégique et évolutive des opérations. C'est exactement ce que fait la SFI depuis quelques années. Il est vrai que, sur les marchés émergents, les capitaux d'investissement sont de plus en plus considérés comme un simple facteur de production tandis que les compétences spécialisées qui permettent de gérer des risques et des problèmes non traditionnels — qu'ils soient d'ordre environnemental ou social, ou qu'ils aient trait au gouvernement d'entreprise ou aux chaînes d'approvisionnement — sont désormais un facteur plus déterminant de la viabilité à long terme des entreprises privées. Dans le même temps, grâce à la baisse des coûts de transport et des technologies de l'information, l'aptitude des petites et moyennes entreprises locales à lutter contre la concurrence dans une économie mondiale s'accroît rapidement. Il s'ensuit que les chefs d'entreprise, et les responsables nationaux du développement, sont moins intéressés par des projets ou des

transactions autonomes. Ce qu'ils veulent vraiment, c'est constituer les partenariats stratégiques qui renforceront les capacités de leurs entreprises privées, leur permettront d'accroître leurs connaissances et de développer leur potentiel à long terme.

C'est pourquoi, région après région, la SFI s'est résolument tournée vers l'avenir, a recentré ses efforts et a adapté ses programmes de prêt et d'assistance technique aux besoins sur le terrain. Elle a promu le gouvernement d'entreprise dans les nouvelles sociétés qui constituent une génération pionnière en Europe centrale et en Europe de l'Est, a fait prendre conscience à une large gamme de sociétés chinoises de l'importance d'une action durable sur le plan environnemental et social, a procédé au montage d'opérations de financement municipal pour répondre aux besoins d'infrastructures de la plus grande ville d'Afrique du Sud, et a entrepris, entre autres, de collaborer avec l'Association internationale de développement (Banque mondiale) pour forger des partenariats public-privé en Afrique subsaharienne. Tous ces efforts ont été confortés par les travaux de recherche comparative sans précédent qu'elle appuie dans le domaine du climat de l'investissement et qui sont présentés dans le rapport « Doing Business » ; la première édition de cette publication annuelle guide déjà les efforts de réformes nationaux et aide les entreprises à lutter contre la concurrence.

Il ne fait aucun doute que la SFI devra encore traverser des années difficiles. Les marchés émergents sont, par définition, volatiles. Il est possible qu'à certaines périodes le niveau de rentabilité et l'impact de la Société au plan du développement ne soient pas aussi élevés qu'ils ne le sont pour l'exercice 04. Toutefois la SFI se tourne vers l'avenir forte d'un personnel toujours plus résolu, d'une mission plus vaste, de solides capacités et d'un pouvoir mobilisateur sans précédent.

Je tiens ici à féliciter et à remercier tous ceux qui, à la SFI, ne cessent de faire preuve d'un dévouement considérable, d'une grande créativité et d'un puissant esprit d'équipe. Grâce à leurs efforts, les perspectives de nous acquitter de notre mission fondamentale — réduire la pauvreté et améliorer les conditions de vie des populations des pays qui sont nos clients — sont beaucoup plus souriantes.

*La SFI se tourne vers l'avenir forte d'un personnel toujours plus résolu, d'une mission plus vaste et d'un pouvoir mobilisateur sans précédent.*

Peter Woicke  
Vice-président exécutif

*Peter Woicke, vice-président exécutif,  
avec les vice-présidents de la SFI*

*DE GAUCHE À DROITE :*

*(debout)*

*Michael Klein*

*Nina Shapiro*

*Assaad Jabre*

*(assis)*

*Farida Khambata*

*Peter Woicke*

*Dorothy Berry*

*Carol Lee (ne figure  
pas sur la photo)*

*L'organigramme de la SFI se  
trouve en page 63.*





# Une valeur ajoutée à l'investissement privé

La Société financière internationale a pour mission de promouvoir un développement économique durable par le biais du secteur privé. Son action est de portée mondiale et ses ressources sont uniques.

## **Une amélioration des opérations de prêt des banques aux petites entreprises**

Grâce aux investissements et aux services d'assistance technique qu'elle propose au secteur financier, la SFI s'efforce de lever les obstacles au financement des petites entreprises. Au Bangladesh, par exemple, le Service de promotion de l'entreprise en Asie du Sud (SEDF) collabore avec huit institutions financières partenaires à l'introduction de toute une gamme de nouveaux produits et instruments dans le but d'augmenter la qualité et le volume de leurs portefeuilles de PME. Déjà, 3 000 nouvelles petites et moyennes entreprises ont accès à des financements, et cinq des institutions financières affichent pour l'exercice écoulé une augmentation de 50 millions de dollars de leurs prêts à longue échéance aux PME. Le SEDF travaille aussi avec la Banque centrale du Bangladesh pour offrir à environ un millier de banquiers une formation dans des domaines essentiels pour la gestion des risques, tels que l'analyse du crédit, la gestion actif-passif, les fonctions de trésorerie, les contrôles internes et la lutte contre le blanchiment des capitaux, autant de domaines que les banquiers et les autorités au niveau local jugent essentiels pour la viabilité du secteur financier. En collaboration avec Netherlands Development Finance Company et le Groupe des marchés des capitaux mondiaux de la SFI, le SEDF a aussi organisé des ateliers sur le gouvernement d'entreprise avec les institutions financières locales. Les recommandations formulées à l'issue de ces ateliers ont été adoptées par la Banque centrale et incorporées dans de nouveaux textes de loi.

## **Les objectifs stratégiques de la SFI ...**

### **Investir sur les marchés pionniers**

La Société oriente une grande partie de son action sur des pays à faible revenu ou présentant un risque élevé. Elle travaille avec les pouvoirs publics pour améliorer le climat de l'investissement et accorde une attention particulière aux besoins des petites entreprises.



RICHARD CAINES





*Le projet de l'oléoduc BTC a montré, durant l'exercice écoulé, comment la participation de la SFI à un investissement majeur peut changer la donne, que ce soit en donnant lieu à des consultations avec les populations concernées ou à la passation de marchés avec des entrepreneurs locaux, en assurant la transparence des déclarations des recettes pétrolières ou en collaborant avec d'autres institutions multilatérales. Pour plus de renseignements, voir p. 48.*



TED POLLETT

OLIVER RYAN

## Développer les marchés des capitaux locaux

La SFI aide les institutions financières à conforter leur position par le biais de ses investissements et de ses activités de renforcement des capacités. Elle intervient essentiellement dans des domaines tels que le financement du logement, le microfinancement et l'introduction de produits financiers novateurs.



RICHARD ENGLISH

## Mener l'action pour promouvoir la viabilité

La SFI dispose de ressources exceptionnelles pour aider les entreprises et les institutions financières à améliorer leur impact environnemental et social ainsi que leur gouvernement d'entreprise. Les banques commerciales sont de plus en plus nombreuses à adopter les principes d'Équateur et, ce faisant, à accepter de respecter les normes environnementales et sociales de la SFI quand elles investissent dans des pays en développement.



Des marchés financiers d'Amérique latine aux secteurs des entreprises qui se constituent en Afghanistan et en Iraq, en passant par les industries manufacturières d'Asie de l'Est, le financement et l'assistance technique que fournit la SFI sont indispensables au développement du secteur privé. La Société continue de jouer un rôle catalyseur en attirant d'autres investisseurs et d'exercer une influence positive sur les pratiques d'une large gamme de secteurs commerciaux.



REPRODUCTION AUTORISÉE - COMMISSION EUROPÉENNE

### **La SFI appuie l'adhésion à l'Union Européenne des pays d'Europe centrale**

En mai 2004, huit pays d'Europe centrale ont adhéré à l'Union européenne (UE), moins de 15 ans après la chute du Mur de Berlin. Cela n'a été possible que grâce aux réformes considérables qui ont fait de ces pays des économies de marché libéralisées.

La SFI est fière d'avoir soutenu cette transition en investissant plus de 2 milliards de dollars en faveur de 265 projets en Estonie, en Hongrie, en Lettonie, en Lituanie, en Pologne, en République tchèque, en Slovaquie et en Slovénie depuis que ces pays sont devenus membres de la SFI à la fin des années 80 et au début des années 90. La SFI a également monté une syndication de prêts de 745 millions de dollars au titre de projets dans ces pays et, par l'entremise du FIAS, elle a contribué à supprimer des obstacles administratifs à l'investissement. Les projets sont répartis dans tous les secteurs, mais surtout dans les marchés des capitaux, le secteur manufacturier, les services et l'infrastructure.

Grâce aux projets de la SFI, certaines conditions requises pour l'adhésion à l'UE ont pu être remplies telles que la privatisation des grandes entreprises nationales, la création et le renforcement d'institutions financières, le recours à de nouveaux produits financiers et l'amélioration de la productivité et de la compétitivité des entreprises. Récemment, les investissements ont ciblé des activités novatrices telles que la rationalisation de l'utilisation de l'énergie, la vente de créances improductives et la prestation de services de santé par le secteur privé. La SFI s'efforce aussi d'encourager ses clients d'Europe centrale à exporter leur savoir-faire vers leurs voisins de l'Est. Durant l'exercice écoulé, par exemple, la SFI a appuyé les investissements en Russie d'un de ses clients polonais, Intercell, leader du marché des produits de papier recyclé.

Pendant la phase d'intégration de ces pays dans l'UE, la SFI continuera de jouer un rôle important, mais ciblé, pour combler les derniers retards observés au niveau de la croissance et des institutions du secteur privé. Ses projets couvriront notamment des investissements dans des secteurs insuffisamment développés, la participation à des opérations de privatisation difficiles, la mise au point de produits financiers de pointe, et des investissements transfrontières dans des pays voisins de la région qui n'appartiennent pas à l'UE.

### **Établir des partenariats de longue durée avec les clients**

En investissant à plusieurs reprises dans des entreprises des pays en développement et en leur fournissant une assistance pour leur permettre d'adopter des pratiques commerciales durables, la SFI aide celles-ci à s'imposer sur la scène internationale. La Société encourage aussi les partenariats intrarégionaux ou « sud-sud » en aidant ces entreprises à développer leurs activités dans d'autres pays en développement.



BAHODIR TOSHMATOV



## Celtel international reçoit le Prix du meilleur client de la SFI

Durant l'exercice écoulé, la SFI a créé un Prix du meilleur client qui sera accordé chaque année à l'entreprise qui aura obtenu des résultats remarquables tout en contribuant de manière notable au développement durable, conformément à la mission de la SFI. La première entreprise à recevoir ce prix est Celtel International B.V., fournisseur panafricain de services de téléphonie mobile, qui a monté une affaire prospère tout en ayant un impact extraordinaire sur le développement des pays dans lesquels elle opère.

Celtel fournit des services de téléphonie mobile fiables et abordables qui facilitent la communication et les affaires à travers l'Afrique et avec le reste du monde. La compagnie a investi plus de 600 millions de dollars dans des entreprises de téléphonie mobile dans 13 pays (Burkina Faso, Gabon, Kenya, Malawi, Niger, Ouganda, République démocratique du Congo, République du Congo, Sierra Leone, Soudan, Tanzanie, Tchad et Zambie). En 2003, elle comptait 2,5 millions de clients, 446 millions de dollars de revenus et un revenu net de 74 millions de dollars. La collaboration entre la SFI et Celtel a commencé en 1994 lorsque la Société a investi dans Celtel Ouganda, l'une des premières sociétés d'exploitation du groupe. Depuis, la SFI a investi dans la société holding et dans trois autres de ses sociétés d'exploitation, dernièrement en République démocratique du Congo et en Zambie. Ces investissements ont permis de moderniser les réseaux et d'augmenter le taux de pénétration des téléphones mobiles. Ils ont également permis de stimuler la concurrence et, ce faisant, ont entraîné une baisse des tarifs et un accroissement de la participation du secteur privé de ces pays au secteur des télécommunications.

Celtel a atteint ses objectifs commerciaux tout en se montrant résolue à appliquer de solides principes de gouvernement d'entreprise et en s'efforçant d'améliorer les conditions de vie des populations locales. Alors qu'elle opère sur des marchés parmi les plus difficiles au monde, Celtel s'enorgueillit de sa transparence et de ses normes très rigoureuses d'éthique et d'intégrité. Le groupe a contribué à améliorer la situation dans les secteurs de la santé et de l'éducation en rénovant des écoles et des postes de santé, en octroyant des bourses, en finançant des programmes pour athlètes et personnes handicapées, et en parrainant le Prix africain du journalisme d'éducation. La compagnie a inscrit la question du VIH/SIDA dans son plan d'action interne et communautaire et, dans le cadre du programme de lutte contre le sida de la SFI, elle a défini la politique qu'elle applique à ses employés et à leurs familles en cas d'infection par le VIH. Celtel a également lancé une initiative de téléphonie communautaire et a installé des panneaux solaires pour recharger les téléphones ; elle participe aussi à la protection des espèces en voie de disparition.

Celtel est un parfait exemple des possibilités qui s'offrent au secteur privé dans les marchés pionniers. La compagnie est très performante, elle est un leader dans son domaine et un modèle de bonnes pratiques pour la promotion des affaires et du développement en Afrique subsaharienne.



REPRODUCTION AUTORISÉE - CETEL

*Bureaux donnés par Celtel dans le cadre de son action de rénovation des écoles.*

### **Promouvoir l'action du secteur privé dans les domaines de l'infrastructure, la santé et l'éducation**

Avec la Banque mondiale, la SFI contribue à la création de partenariats public-privé dans ces secteurs essentiels, et fournit des financements novateurs et des conseils, y compris à l'échelon municipal.



REPRODUCTION AUTORISÉE - MAGADI SODA

# Un rôle d'entraînement et des connaissances particulières

*pour une action inscrite dans la durée*

## Un aspect incontournable de l'action de la SFI

Le souci d'inscrire le développement dans la durée — c'est-à-dire l'attention portée aux questions environnementales et sociales ainsi qu'au gouvernement d'entreprise — définit désormais tout simplement *le mode d'action de la SFI*. La Société fait preuve de la diligence voulue sur le plan environnemental et social et sur celui du gouvernement d'entreprise dans le cadre de ses fonctions fondamentales d'investissement. Elle aide les sociétés qui sont ses clientes à comprendre que la responsabilité sociale de l'entreprise est maintenant un facteur incontournable de l'action économique et non un complément à l'investissement. La SFI propose des solutions à ses clients grâce aux compétences techniques spécialisées de ses agents et à sa capacité à identifier des sources de financement novatrices.

Les investisseurs soucieux de l'intérêt de la collectivité consultent souvent des relevés de portefeuille de large portée pour orienter leurs investissements vers des opérations qui créent des biens publics. La SFI va encore plus loin : elle évalue chaque projet d'investissement pour s'assurer qu'il répond à ses normes sociales et environnementales et note l'impact positif qu'il peut avoir sur les populations locales et les pays en développement. Elle accorde une importance particulière à la création de projets dans les secteurs et les pays « pionniers », qui ont le plus besoin d'avoir un secteur privé dynamique.

Les rapports sur les régions, qui commencent à la page 30, montrent clairement que les facteurs environnementaux et sociaux et le gouvernement d'entreprise font maintenant partie intégrante des opérations de la SFI. Le rapport sur l'action durable pour l'exercice 04 (publié séparément) présente des informations et des statistiques supplémentaires.



RICHARD ENGLISH

## L'examen des principes de sauvegarde et de la politique d'information

Les principes de sauvegarde de la SFI et les directives qu'elle fournit en ce domaine constituent un cadre pour la gestion des risques des projets qu'elle finance, et sont le fondement des efforts déterminants qu'elle mène pour promouvoir une action durable sur les plans environnemental et social ; par le biais des principes d'Équateur, ils ont contribué à définir de nouvelles normes mondiales. À la suite de l'examen mené en 2003 par son Conseiller/ombudsman pour l'application des directives, la SFI a entrepris durant l'exercice 04 une mise à jour approfondie de ses principes de sauvegarde afin d'intégrer encore davantage la recherche d'une action durable dans ses opérations. Les principes actuels seront les normes minimales de référence ; les principes révisés définiront les objectifs déterminants de l'institution et les résultats qu'elle attend de ses clients sur les plans social et environnemental. Ils viseront également à combler les lacunes existant au niveau des normes du travail, de santé et de sécurité.

La SFI a également entrepris de revoir sa politique d'information. Depuis la dernière mise à jour, qui remonte à 1998, des modifications ont été apportées aux procédures de la SFI, et les attentes du public en ce qui concerne la transparence des activités des institutions publiques ont changé. L'examen, qui part du principe que la transparence est source de confiance, d'efficacité et de responsabilité et qu'elle accroît l'impact des actions sur le développement, examine ce que la SFI doit communiquer. Elle définit également les domaines dans lesquels la Société attend de ses clients qu'ils fassent preuve de transparence, notamment en ce qui concerne les aspects environnementaux et sociaux de leurs projets.

Les procédures suivies pour procéder à la révision de ces importants principes et de cette politique ont été conçues de manière à assurer la participation systématique de toute la gamme des parties prenantes de la SFI — clients, partenaires financiers, pouvoirs publics, populations locales et société civile. Les versions révisées des principes et de la politique seront soumises à la direction et aux administrateurs de la Société durant l'exercice 05. Des informations sur ces examens sont disponibles en ligne à l'adresse [www.ifc.org/policyreview](http://www.ifc.org/policyreview).





## Le cadre de la SFI pour une action durable

La SFI a conçu un cadre pour faciliter l'évaluation des projets sur le plan de leur contribution à un développement durable, qui complète son cadre d'évaluation habituelle des projets d'investissement (voir la section consacrée au Groupe d'évaluation des opérations, page 65). Le cadre d'une action durable détermine si la performance *escomptée* d'un projet marque un dépassement sensible du simple respect des principes de sauvegarde de la SFI, des directives connexes et des attentes sur le plan économique et du gouvernement d'entreprise pour produire des avantages dans les domaines ci-après :

- développement économique
- engagement de la direction et gouvernement d'entreprise
  - gestion environnementale, souci de développement social et capacités
  - gouvernement d'entreprise
  - responsabilité et transparence
- environnement
  - éco-efficacité et impact environnemental
  - performance environnementale des produits et services
- développement socio-économique
  - partenariats et croissance économique au niveau local
  - développement de proximité
  - santé, sécurité et bien-être de la main-d'œuvre

La SFI a entrepris de réviser ce cadre dans le contexte d'une mise à jour de l'ensemble de ses principes et de sa politique (voir plus haut).

### Formation du personnel de la SFI pour promouvoir une action durable

L'inscription de son action dans la durée étant un aspect incontournable des opérations de la SFI, durant l'exercice 04, celle-ci a fait suivre à 230 de ses agents son programme de formation pour une action durable en les faisant participer à des examens approfondis de cas pratiques et à des interactions avec des clients, des spécialistes, des ONG, etc. Au nombre des principaux sujets abordés figurent l'intérêt de la fourniture d'une aide aux entreprises pour les aider à lutter contre le VIH/SIDA. Durant l'exercice, 300 agents ont aussi reçu une formation portant sur le gouvernement d'entreprise.

## Le gouvernement d'entreprise

Un bon gouvernement d'entreprise — c'est-à-dire des structures et des procédures efficaces pour assurer la direction et le contrôle des entreprises — est essentiel à l'expansion à long terme du secteur privé des pays en développement. La SFI procède à une analyse du gouvernement d'entreprise dans le cadre de ses travaux d'investissement et contribue à faire avancer le dialogue mené à l'échelle mondiale sur les gouvernements d'entreprise dans les marchés émergents. Le service de la SFI chargé des questions de gouvernement d'entreprise a mis au point une méthode en ligne pour fournir au personnel de l'institution des outils d'évaluation du gouvernement d'entreprise d'éventuels clients et aider ces derniers à améliorer leurs pratiques en ce domaine. Cette méthode est également utilisée par Netherlands Development Finance Company et la Société interaméricaine d'investissement ; elle a en outre été présentée par la SFI, en juin 2004, à d'autres institutions financières bilatérales et multilatérales dans les bureaux du Groupe de la Banque mondiale à Paris.

La SFI fournit des directives aux organismes de réglementation, aux marchés boursiers, aux administrateurs de sociétés et d'institutions et autres entités intéressées par le gouvernement d'entreprise ainsi qu'à ses sociétés clientes. Depuis 2000, elle organise avec l'OCDE une table ronde sur le gouvernement d'entreprise en Amérique latine et fournit son appui à des tables rondes en Asie, Eurasie et Russie. C'est à la SFI que se trouve le secrétariat du Groupe consultatif pour le développement du secteur privé qui relève du Forum mondial sur le gouvernement d'entreprise, formé conjointement par le Groupe de la Banque mondiale, l'OCDE et des pays bailleurs de fonds en vue d'améliorer les politiques et pratiques sur les marchés émergents. Au niveau des pays, des agents de la SFI gèrent les travaux sur le gouvernement d'entreprise réalisés par le Partenariat pour l'entreprise privée en ex-Union soviétique et par le Service de promotion et de développement de l'investissement en Chine. La Société a aidé, durant l'exercice, non seulement les entreprises qui ont bénéficié de ces projets, mais aussi plus de 40 entreprises et institutions financières, à examiner et renforcer leurs pratiques en matière de gouvernement d'entreprise.



MICHAEL GUINAWAN





## La SFI contre le sida

Dans de nombreuses régions, le VIH/SIDA est autant un problème économique qu'une menace sanitaire et humanitaire. Travailleurs et consommateurs sont décimés par le virus et il est probable que l'impact économique du sida se fera sentir pendant plusieurs générations.

Le programme de la SFI contre le sida collabore avec les sociétés clientes pour accélérer leur participation à la lutte contre le VIH/SIDA. Il aide les clients de la SFI à analyser les risques que le syndrome fait courir à leur entreprise. Il fournit également des directives sur la manière de concevoir et d'exécuter des programmes, notamment d'éducation, de prévention et de soins axés sur les employés et la population locale.

Durant l'exercice, le programme de la SFI contre le sida a fourni des conseils à une entreprise de boissons au Nigéria, à une société forestière en Afrique du Sud ainsi qu'à une banque de microfinancement et à la compagnie nationale des chemins de fer au Kenya. Une compagnie de téléphonie mobile opérant dans 13 pays africains a reçu des directives qui l'ont aidée à préciser sa politique en matière de VIH et à formuler un plan d'action de lutte contre le sida, qui couvre notamment la fourniture d'un traitement antirétroviral à ses employés et aux personnes qui sont à leur charge (voir également l'encadré de la page 13). Le programme a fourni des outils adaptés pour appuyer l'application des principes applicables sur les lieux de travail et les programmes communautaires de lutte contre le VIH/SIDA à une compagnie minière à Madagascar, à une entreprise de thé au Kenya, à une usine de coton en Zambie et à une compagnie d'électricité en Jamaïque. Étant donné les problèmes particuliers auxquels sont confrontées les petites et moyennes entreprises, la SFI contre le sida a également lancé un programme de formation au profit des PME africaines en collaboration avec le Service de promotion et de développement de l'investissement en Afrique. Pour de plus amples informations se rendre sur le site [www.ifc.org/ifcagainstids](http://www.ifc.org/ifcagainstids).

JOHN GRIFFIN

## Les principes d'Équateur

Depuis leur lancement en juin 2003, 24 institutions financières ont annoncé qu'elles avaient adopté les principes d'Équateur, c'est-à-dire un ensemble de directives environnementales et sociales facultatives qui peuvent être appliquées dans le cadre de financements sur projet. Ces directives, qui sont fondées sur les politiques et procédures environnementales et sociales de la SFI, et notamment ses Principes de sauvegarde, sont devenues la norme sur le marché et ont transformé le financement sur projet dans tous les pays. Les banques appliquant les principes d'Équateur ont, selon les estimations, monté environ 80 % des opérations de financement sur projet dans le monde entier durant l'année civile 2003 et l'on compte que d'autres banques adopteront ces principes dans les mois qui viennent. Parmi les adhérents à ces principes figurent une banque d'un marché émergent, Unibanco (Brésil) et un organisme de crédit à l'exportation danois, Eksport Kredit Fonden.

Il est de plus en plus probable que le succès des efforts de syndication de promoteurs souhaitant lever des fonds sur le marché du financement sur projet dépendra du respect de ces principes. Ses politiques servant de fondement à ces principes, la SFI a intérêt à s'assurer que ces normes sont bien comprises et bien appliquées dans toutes les banques. Elle a mis au point un programme de formation destinée aux cadres des banques appliquant les principes d'Équateur et, à ce jour, a formé environ 400 personnes. D'autres instruments seront mis à la disposition des banques dans une deuxième phase, lorsque ces institutions auront acquis davantage d'expérience en ce domaine.

Les principes d'Équateur sont plus qu'une déclaration d'intention ; ils définissent un cadre de procédure et de normes particulières auxquelles doivent se conformer les banques lorsqu'elles prennent des engagements avec des emprunteurs et entre elles. Chaque institution adhérent à ces principes est responsable de leur application mais la SFI est déterminée à en assurer avec elles le succès à long terme. (La liste des institutions qui ont adopté les principes d'Équateur figure page 119.)



NIELS VESTERGAARD

## Des solutions novatrices pour des activités durables

Grâce à la commercialisation de nouvelles technologies, à ses approches novatrices du financement et à son expérience qui est pratiquement sans égale dans d'autres institutions, la SFI montre que l'attention portée aux questions environnementales et sociales ont un impact positif sur l'activité économique. Outre qu'elle possède des compétences particulières pour ses investissements fondamentaux, comme le montrent les rapports sur les régions, elle continue d'innover dans des domaines où la justification commerciale d'une action inscrite dans la durée ne cesse d'évoluer.

Quelques exemples des efforts déployés par la SFI pour promouvoir des activités durables sont présentés ci-après. Pour de plus amples informations se reporter au rapport sur l'action durable pour 2004.

### LA SFI VEUT MAXIMISER LES EFFETS BÉNÉFIQUES DE SES INVESTISSEMENTS SUR L'ENVIRONNEMENT

La SFI fournit une assistance technique et des financements pour aider les entreprises qui sont ses clientes à modifier leurs processus de production. Une production moins polluante contribue à réduire le volume des ressources employées, accroît l'efficacité et minimise les déchets : en d'autres termes, elle accroît la rentabilité des opérations tout en réduisant l'impact négatif sur l'environnement. La SFI s'efforce également, par le biais d'intermédiaires financiers, de mettre en place des établissements de crédit-bail et de financements commerciaux pouvant accorder des capitaux au titre d'investissements axés sur l'obtention d'un bon rendement énergétique. Les montants engagés par la Société depuis 1990 au titre de projets de rationalisation de l'utilisation de l'énergie dépassent 90 milliards de dollars. Durant l'exercice 04, la SFI a fourni à des entreprises des conseils et, dans certains cas, l'appui financier de bailleurs de fonds, pour accroître le rendement de l'énergie et produire de manière moins polluante. Par exemple, elle a aidé un fabricant de panneaux de fibres chinois à réduire ses freintes et, partant, à accroître son produit vendable de 6 %. Bien que ce fabricant continue de consommer autant de matières premières et d'énergie qu'auparavant, cette modification devrait lui permettre d'accroître ses bénéfices annuels de 20 %.

## L'examen des industries extractives

Le Groupe de la Banque mondiale a entrepris un examen des industries extractives en 2000 pour déterminer dans quelle mesure ses investissements dans le secteur des hydrocarbures et des industries extractives ont permis de promouvoir un développement durable et pour l'aider à définir le rôle futur de tels investissements qui représentent environ 2 % des financements engagés chaque année. Cet examen se compose de deux évaluations réalisées par des groupes opérant indépendamment de la direction du Groupe de la Banque mondiale : la première est préparée par les services d'évaluation des opérations du Groupe de la Banque mondiale et par le bureau du Conseiller/ombudsman pour l'application des directives dans le cas de la SFI et de la MIGA tandis que la seconde s'effectue dans le cadre d'un processus de consultation des parties prenantes.

Les évaluations ont abouti à la conclusion que la participation du Groupe de la Banque mondiale à des projets d'extraction a contribué de manière positive, mais non uniforme, à un développement durable. Le rapport des parties prenantes, en particulier, suggère des réformes dans différents domaines, notamment en accordant une plus grande importance aux sources d'énergie renouvelable, en publiant des rapports plus transparents sur les montants des revenus, en intensifiant les consultations avec les parties prenantes locales et en fournissant des informations plus complètes sur les projets.

La direction du Groupe de la Banque a présenté sa réponse à cet examen aux administrateurs en août 2004. Elle propose de poursuivre ses travaux dans ce secteur tout en prenant des mesures pour en accroître l'impact sur le développement. Cette position témoigne de l'appui résolu que portent les pays en développement à la poursuite par le Groupe de la Banque mondiale du rôle

qu'il joue pour obtenir des industries extractives des résultats positifs au plan du développement, notamment par le biais de ses principes de sauvegarde environnementale et sociale et de ses directives en matière de gouvernement d'entreprise. Les mesures proposées consistent, notamment, à :

- utiliser des indicateurs explicites de bonne gouvernance pour l'évaluation et la conception des projets
- concevoir les projets de manière à garantir que les populations locales et les individus les plus pauvres en profitent
- veiller à obtenir l'adhésion générale de la communauté au projet considéré avant de décider d'investir
- s'engager à accroître d'au moins 20 % par an en moyenne les engagements du portefeuille de projets portant sur l'utilisation rationnelle de l'énergie et les énergies renouvelables au cours des cinq prochains exercices
- réduire le risque que les recettes produites par les industries extractives ne soient pas utilisées à bon escient en exigeant la diffusion des chiffres de revenus et des principales clauses des contrats pertinents pour tous les grands projets qui bénéficient d'un appui du Groupe de la Banque mondiale
- accroître les investissements dans les projets relatifs au gaz naturel

Les administrateurs sont convenus avec la direction des mesures nécessaires pour poursuivre cet effort et suivront, avec elle, leur mise en œuvre.



## Des investissements qui tiennent compte des intérêts de la collectivité

Durant l'exercice écoulé, la SFI a publié un rapport intitulé « Toward Sustainable and Responsible Investment in Emerging Markets » qui traite des investissements effectués par des sociétés cotées en Bourse en tenant compte des intérêts de la collectivité.

Sur un marché mondial d'une valeur de 27 000 milliards de dollars, moins de 0,1 % des investissements qui tiennent compte des intérêts de la collectivité sont effectués dans des marchés émergents. Le rapport présente des recommandations sur la manière de surmonter les obstacles et d'accroître les flux de capitaux socialement responsables vers les pays en développement.

Par ailleurs, la SFI accorde des financements et mobilise des capitaux supplémentaires auprès de bailleurs de fonds au titre de projets d'énergie renouvelable ou d'énergie durable, en particulier ceux qui ont pour objet de commercialiser de nouvelles technologies. Le montant total engagé par la SFI au titre de projets d'énergie renouvelable depuis 1990 dépasse 765 millions de dollars. Durant l'exercice 04, la SFI a appuyé un projet qui constitue une première mondiale car il donne lieu à l'utilisation conjointe d'énergie hydroélectrique et d'énergie solaire. CEPALCO, qui est en importance la troisième compagnie d'électricité philippine, avait envisagé d'accroître sa production de combustibles fossiles pour répondre à une demande de plus en plus importante. Toutefois, la SFI lui a accordé une subvention de 4 millions de dollars par le biais du Fonds pour l'environnement mondial, pour l'aider à structurer un projet photovoltaïque novateur. Une nouvelle centrale installée à Mindanao renforcera la capacité d'installations hydroélectriques actuelles de CEPALCO ; la centrale photovoltaïque d'une puissance de 950 KW sera la plus importante installation de ce type raccordée au réseau dans un pays en développement. Le projet devrait prouver la viabilité commerciale d'installations photovoltaïques similaires et promouvoir l'utilisation d'énergies plus propres et plus viables dans de nombreuses régions du monde.

## SERVICES DE PROMOTION D'UN DÉVELOPPEMENT DURABLE SUR LES PLANS ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL

Le Programme d'appui à des pratiques commerciales et industrielles durables poursuit des initiatives stratégiques et hautement sélectives dans des secteurs essentiels du marché où la démonstration de pratiques commerciales et industrielles durables procure des avantages notables. Ce programme fait intervenir trois services financés par des bailleurs de fonds :

Le **Service de promotion du civisme des entreprises** (CCF) aide les sociétés clientes de la SFI à améliorer l'impact environnemental et social de leurs activités. Durant l'exercice 04, le CCF a engagé 690 000 dollars au titre de 31 projets dans le but d'aider ses clients à concevoir et à appliquer des stratégies efficaces pour s'assurer l'intérêt des parties prenantes.

Le **Service des opportunités à caractère environnemental** (EOF) finance des projets novateurs axés sur l'obtention d'un impact positif sur l'environnement local. Durant l'exercice 04, il a procédé à un investissement dans une société de financement de l'innovation et a accordé six dons au titre de l'assistance technique dans le but de promouvoir des projets de production plus propres et de maîtrise de l'énergie en Asie et en Amérique latine.

Le **Service des marchés des capitaux pour un développement durable** (SFMF) renforce l'impact environnemental et social des actions des intermédiaires financiers. Durant l'exercice 04, il a assuré une formation en gestion des risques environnementaux au personnel d'une centaine de banques, fonds de placement et autres institutions financières de pays en développement.

Sur le marché mondial des crédits d'émission de carbone lancé par le Protocole de Kyoto, la SFI a collaboré avec le Gouvernement néerlandais dans le cadre du mécanisme (**IFC-Netherlands Carbon Facility**) qu'ils ont établi pour acheter des crédits d'émission de manière à réduire les émissions de gaz à effet de serre de projets réalisés en Afrique, en Asie et en Amérique latine. La SFI et les Pays-Bas ont entrepris de créer un mécanisme similaire pour acheter des crédits d'émission dans le cadre de projets réalisés en Europe centrale et en Europe de l'Est ; ce dernier mécanisme sera géré conjointement par la SFI et par la Banque mondiale.

La SFI oriente également des financements du **Fonds pour l'environnement mondial** vers des projets novateurs qui ont un impact positif sur l'environnement mondial, notamment en préservant la diversité biologique.



REPRODUCTION AUTORISÉE : EL NIDO RESORTS

## Philippines : préservation des habitats grâce à des investissements novateurs

La SFI appuie la protection des habitats naturels dans des secteurs qui ont un impact sur la diversité biologique. Elle encourage notamment la poursuite d'une agriculture biologique et l'écotourisme. Durant l'exercice, elle a accordé une subvention de 1,6 million de dollars par l'intermédiaire du Fonds pour l'environnement mondial au titre d'une initiative du secteur privé visant à protéger plus de 90 000 hectares d'habitats marins et côtiers fragiles aux Philippines. Ce financement sera accordé à la fondation El Nido, organisation sans but lucratif qui collaborera avec les populations locales pour atténuer les dangers auxquels est exposé l'écosystème marin, tels que la pêche illégale, la surexploitation des stocks de poisson et la sédimentation. La viabilité financière de cette initiative sera assurée par une société de portefeuille privée novatrice, Asian Conservation Company (ACC). Celle-ci prend des participations au capital d'entreprises philippines situées dans des zones caractérisées par leur grande diversité biologique et dont la viabilité à long terme dépend des ressources marines. ACC détient la majorité des actions de El Nido Resorts et veillera à ce qu'une partie des recettes de cette dernière finance les travaux de conservation de la fondation et, partant, assure un rendement financier aux investisseurs tout en protégeant des écosystèmes revêtant une importance capitale. Le projet allie les compétences de spécialistes des investissements et celles d'organisations axées sur la protection de la diversité biologique. Il devrait contribuer à protéger d'importantes superficies de récifs de coraux, de palétuviers, d'herbiers, et de forêts tropicales dans une réserve naturelle qui assure la subsistance de 19 communautés.

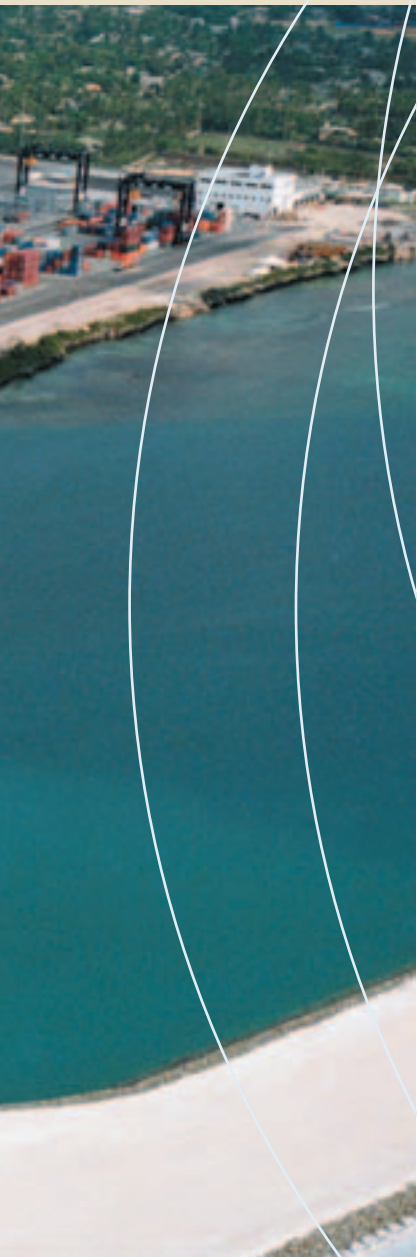
# Rapport *sur les opérations et les régions*



Les activités de la SFI 22  
Assistance technique 26

**PAGE 30**  
Les régions  
de la SFI





Afrique subsaharienne 30

REPRODUCTION AUTORISÉE : PUERTO CAUCEDO

*PHOTO, À GAUCHE :*  
*Puerto Caucedo, société cliente de la*  
*SFI en République dominicaine.*

Asie de l'Est et Pacifique 34

Asie du Sud 38

Europe  
et Asie centrale 44

Moyen-Orient  
et Afrique du Nord 58

Amérique latine  
et Caraïbes 52



# Les activités de la SFI

Durant l'exercice 04, plus de 64 % des nouveaux investissements de la SFI ont été réalisés dans les cinq secteurs considérés prioritaires par la Société, à savoir, la finance, les infrastructures, les technologies de l'information, les petites et moyennes entreprises, la santé et l'éducation. Ces investissements ont bénéficié, pour 22 %, à des pays pionniers, c'est-à-dire à des pays présentant des risques élevés ou dont le niveau de revenu est faible.

## Panorama des activités

Durant l'exercice 04, la SFI a signé des engagements portant sur un montant global de 5,63 milliards de dollars, dont 4,75 milliards de dollars pour son propre compte ; les chiffres correspondants pour l'exercice 03 sont de 5,03 milliards et de 3,85 milliards de dollars. La Société offre à ses clients une large gamme de produits et de services tels que prêts, participations, quasi-participations, financements structurés et instruments de gestion des risques, qu'elle finance au moyen de ses propres ressources. Elle permet aussi à des institutions financières internationales de participer à ses opérations de prêt dans le cadre de syndicats. La SFI a signé des engagements pour son propre compte au titre d'accords de prêts (3,40 milliards de dollars), de participations (787 millions de dollars) et de quasi-participations (339 millions de dollars), de produits de financement structurés, notamment des garanties (171 millions de dollars) et d'instruments de gestion des risques (60 millions de dollars). Si l'on considère le coût total des projets de l'exercice 04, chaque dollar engagé par la Société pour son propre compte a eu pour contrepartie un financement additionnel de 5,14 dollars émanant d'autres sources.

La SFI a engagé des financements au titre de 217 projets répartis dans 65 pays, contre 204 projets dans 64 pays pour l'exercice 03. Son portefeuille d'investissements au 30 juin 2004 comprenait des investissements pour son propre compte (17,9 milliards de dollars) et des prêts syndiqués détenus pour des tiers (5,5 milliards de dollars). Durant l'exercice, 171 entreprises sont entrées dans son portefeuille tandis que 179 autres en sont sorties. Les données relatives aux engagements et aux décaissements au titre d'investissements durant les cinq derniers exercices sont présentées sur la page opposée. Les projets d'investissement sont décrits plus en détail dans les sections consacrées aux différentes régions et apparaissent dans les tableaux descriptifs des projets qui commencent à la page 76.

## Syndicats et mobilisation de fonds

La SFI continue de jouer un rôle prédominant en élargissant l'accès aux financements du secteur privé. Par le biais de son programme de prêts B, la Société entretient des relations d'affaires suivies avec les grandes banques commerciales du monde entier, ce qui lui permet de mobiliser des ressources supplémentaires en faveur de ses clients. Le montant des nouveaux prêts B signés durant l'exercice 04 s'est chiffré, au total, à 880 millions de dollars, contre 1,18 milliard de dollars pour l'exercice 03.

Au 30 juin 2004, le portefeuille d'engagements de la SFI au titre de prêts syndiqués se chiffrait à 5,5 milliards de dollars et couvrait 204 projets en Amérique latine (45,4 %), en Asie (26,0 %), en Europe et Asie centrale (12,8 %), les projets restants étant réalisés dans les régions du Moyen-Orient et Afrique du Nord et de l'Afrique subsaharienne.

La SFI s'efforce sans cesse de trouver de nouveaux moyens d'accroître les volumes qu'elle peut mobiliser sur les marchés financiers, que ce soit en utilisant de manière créative les instruments existants ou en mettant au point de nouvelles techniques de financement, comme la titrisation.



TED POLLETT



RICHARD CAINES



ANNE COPELAND CHIU

## OPÉRATIONS DE LA SFI

(millions de dollars)

|  | Ex. 00 | Ex. 01 | Ex. 02 | Ex. 03 | Ex. 04 |
|--|--------|--------|--------|--------|--------|
| <b>OPÉRATIONS</b>                                    |        |        |        |        |        |
| <b>Montants engagés au titre d'investissements</b>   |        |        |        |        |        |
| Nombre de projets <sup>1</sup>                       | 205    | 199    | 204    | 204    | 217    |
| Nombre de pays                                       | 78     | 72     | 74     | 64     | 65     |
| Montant total  |        |        |        |        |        |
| des engagements signés <sup>2</sup>                  | 3 867  | 3 931  | 3 608  | 5 033  | 5 633  |
| Pour le compte de la SFI <sup>2</sup>                | 2 337  | 2 732  | 3 090  | 3 852  | 4 753  |
| Pour le compte de tiers                              | 1 530  | 1 199  | 518    | 1 181  | 880    |
| <b>Montants décaissés au titre d'investissements</b> |        |        |        |        |        |
| Montant total  |        |        |        |        |        |
| des décaissements                                    | 3 307  | 2 370  | 2 072  | 4 468  | 4 115  |
| Pour le compte de la SFI                             | 2 210  | 1 535  | 1 498  | 2 959  | 3 152  |
| Pour le compte de tiers                              | 1 097  | 835    | 574    | 1 509  | 964    |
| <b>Portefeuille d'engagements<sup>3</sup></b>        |        |        |        |        |        |
| Nombre d'entreprises                                 | 1 333  | 1 378  | 1 402  | 1 378  | 1 337  |
| Montant total du portefeuille                        |        |        |        |        |        |
| d'engagements <sup>2</sup>                           | 22 168 | 21 851 | 21 569 | 23 379 | 23 453 |
| Pour le compte de la SFI <sup>2</sup>                | 13 962 | 14 321 | 15 049 | 16 777 | 17 938 |
| Pour le compte de tiers                              | 8 206  | 7 530  | 6 519  | 6 602  | 5 515  |

Certaines données se rapportant aux exercices précédents ont été révisées.

- Inclut les projets au titre desquels un premier engagement a été pris durant l'exercice. Un projet donnant lieu au financement de plus d'une entreprise est considéré donner lieu à un seul engagement.
- Y compris les produits de financement structurés et les instruments de gestion des risques.
- Le montant total du portefeuille d'engagements et le montant pour le compte de tiers incluent les prêts titrisés.

## BILAN RÉSUMÉ

(Millions de dollars)

|   | Ex. 00        | Ex. 01        | Ex. 02        | Ex. 03        | Ex. 04        |
|---|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| <b>ACTIF</b>                            |               |               |               |               |               |
| Portefeuille                            |               |               |               |               |               |
| de liquidités, hors produits dérivés    | 13 740        | 14 581        | 16 924        | 17 004        | 18 397        |
| Investissements                         | 10 940        | 10 909        | 10 734        | 12 002        | 12 312        |
| Provisions pour pertes                  | -1 973        | -2 213        | -2 771        | -2 625        | -2 033        |
| Investissements nets                    | 8 967         | 8 696         | 7 963         | 9 377         | 10 279        |
| Produits dérivés                        | 14 224        | 1 143         | 1 077         | 1 734         | 1 092         |
| Montants à recevoir et autres actifs    | 1 788         | 1 750         | 1 775         | 3 428         | 2 593         |
| <b>Total Actif</b>                      | <b>38 719</b> | <b>26 170</b> | <b>27 739</b> | <b>31 543</b> | <b>32 361</b> |
| <b>PASSIF</b>                           |               |               |               |               |               |
| Encours des emprunts                    | 14 919        | 15 457        | 16 581        | 17 315        | 16 254        |
| Produits dérivés                        | 14 990        | 1 768         | 1 576         | 1 264         | 1 549         |
| Montants à payer et autres exigibilités | 3 077         | 2 850         | 3 278         | 6 175         | 6 776         |
| <b>Total Passif</b>                     | <b>32 986</b> | <b>20 075</b> | <b>21 435</b> | <b>24 754</b> | <b>24 579</b> |
| <b>CAPITAUX PROPRES</b>                 |               |               |               |               |               |
| Capital social                          | 2 358         | 2 360         | 2 360         | 2 360         | 2 361         |
| Bénéfices non distribués                | 3 378         | 3 723         | 3 938         | 4 425         | 5 418         |
| Divers                                  | -3            | 12            | 6             | 4             | 3             |
| <b>Total capitaux propres</b>           | <b>5 733</b>  | <b>6 095</b>  | <b>6 304</b>  | <b>6 789</b>  | <b>7 782</b>  |

Note : Par suite de l'adoption, durant l'exercice 01, de nouvelles normes comptables pour les produits dérivés et les instruments de couverture, il n'est pas possible de comparer les chiffres relatifs aux investissements, aux emprunts et aux produits dérivés portés à l'actif et au passif du bilan pour les exercices 01 et suivants aux chiffres enregistrés à la clôture des exercices précédents.

## COMPTE DE RÉSULTAT RÉSUMÉ

(millions de dollars)

|   | Ex. 00 | Ex. 01 | Ex. 02 | Ex. 03 | Ex. 04 |
|---|--------|--------|--------|--------|--------|
| Intérêts et commissions financières au titre des prêts                            | 694    | 732*   | 547*   | 477    | 518    |
| Produits des dépôts à terme et titres   | 634    | 773*   | 493*   | 318    | 278    |
| Frais liés aux emprunts   | -812   | -961   | -438   | -226   | -141   |
| Produits financiers nets  | 516    | 544    | 602    | 569    | 655    |
| Plus-values et moins-values nettes des transactions                               | -38    | 87     | 31     | 157    | -104   |
| Produits des participations   | 262    | 222    | 428    | 195    | 584    |
| (Réduction de la)/Provision pour pertes au titre des investissements et garanties | -215   | -402   | -657   | -98    | 177    |
| Charges financières nettes autres que les intérêts                                | -145   | -210   | -243   | -295   | -330   |
| Résultat d'exploitation   | 380    | 241    | 161    | 528    | 982    |
| Plus-values et moins-values sur produits financiers                               | —      | 11     | 54     | -41    | 11     |
| Effet cumulatif des modifications comptables                                      | —      | 93     | —      | —      | —      |
| Revenu net  | 380    | 345    | 215    | 487    | 993    |

\* Chiffres reclassés pour assurer la conformité des données à la présentation adoptée pour l'exercice 04.

*Les produits et services de la SFI sont décrits en détail à la page 74.*

*La liste des engagements au titre des projets commence à la page 76.*



REPRODUCTION AUTORISÉE : PRODEM

## Instruments de gestion des risques des clients

La SFI offre des instruments de couverture des risques de taux d'intérêt et de change et des risques liés aux prix des produits de base à ses clients des marchés émergents, qui n'ont généralement pas accès à de tels instruments en raison du risque de crédit ou du risque-pays qu'ils présentent. Dans le cadre de son programme de gestion des risques des clients, la SFI allie son expérience de la gestion des risques à son rôle traditionnel d'intermédiation de crédit. Parce qu'elle peut accepter les risques de crédit à long terme associés à ses clients, la SFI peut jouer le rôle d'intermédiaire entre ces derniers et les marchés des produits dérivés. Les clients, qui peuvent se couvrir au moyen d'instruments de gestion des risques, protègent leurs positions financières. Ces transactions accroissent également la qualité du portefeuille d'investissements de la SFI.

Au cours des 13 années écoulées depuis la mise en place du programme, la SFI s'est engagée au titre de 76 projets de gestion des risques dans 41 pays. Ces transactions ont permis de couvrir un montant notionnel de plus de 2,5 milliards de dollars (l'engagement potentiel ou risque futur de ces transactions ne représente qu'une fraction du montant notionnel).

Durant l'exercice 04, la Société s'est engagée au titre de dix transactions de gestion des risques. L'une d'entre elles a consisté en une opération d'amélioration partielle de la signature aux fins de la réalisation d'une opération de swap d'engagements à long terme en dollars et en yens, qui a permis à Unibanco (Brésil) de titriser les rentrées de fond en dollars qu'il enregistrera à des périodes futures, de solliciter le marché des investisseurs institutionnels japonais et de couvrir les titres en dollars. En Géorgie, la SFI a exécuté la première opération de swap du pays. Elle a également exécuté des opérations de couverture de taux d'intérêt et de change à long terme avec des sociétés au Brésil, en Inde et au Mexique.

Les produits de gestion des risques proposés par la SFI à ses clients ne peuvent être utilisés par ces derniers qu'à des fins de couverture et non à des fins de spéculation. La Société se couvre de ses propres risques de marché sur ces transactions et suit de très près l'évolution des montants ainsi engagés.

## Produits de financement structurés

De plus en plus la SFI offre des produits de financement structurés à ses clients, notamment sous forme de garanties partielles de crédit et de titrisations. Elle utilise ces instruments dans le cadre de sa stratégie plus générale qui consiste à renforcer les marchés financiers intérieurs et à offrir une plus large gamme d'options de financements en monnaie nationale à ses clients des pays en développement. Les émissions obligataires qui en résultent permettent aux clients de la Société de lever des montants nettement plus importants que ceux que représentent les engagements pris par la SFI pour son propre compte. En garantissant partiellement le risque de crédit des opérations de financement, la Société a pu non seulement allonger la durée des financements en question mais aussi élargir la base des investisseurs.

Durant l'exercice 04, la SFI a investi 170,5 millions de dollars et mobilisé un montant supplémentaire de 528,1 millions de dollars dans le cadre de 13 opérations de financement structurées. Parmi ces dernières figure une opération de titrisation d'un prêt improductif assorti d'une garantie hypothécaire en Colombie, qui est la première de ce type réalisée dans ce pays et en Amérique latine. Toujours en Colombie, la SFI a procédé à une opération de renforcement du crédit en monnaie nationale dans le but d'appuyer l'émission de titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles par la première société du marché secondaire du pays. En Afrique du Sud, elle a fourni une garantie partielle au titre de la première émission d'obligations municipales structurées. La SFI a effectué son premier investissement sur les marchés des capitaux argentins depuis la crise économique ; cette opération a consisté en la titrisation de crédits à l'exportation pré-expédition. La SFI a également fourni une garantie partielle au titre d'une opération de swap de devises réalisée avec Unibanco, au Brésil (voir le paragraphe précédent, qui est consacré à la gestion des risques).



GREG GIRARD





CARLOS MADRID

## LE FONDS DE PLACEMENT MUNICIPAL

La SFI et la Banque mondiale ont lancé un programme pilote, le Fonds de placement municipal, afin de procéder à des placements dans des municipalités, des entités municipales et d'autres échelons des administrations locales, sans prendre de garantie souveraine. Ce programme a pour raison d'être l'évolution du marché, les administrations nationales transférant de plus en plus la responsabilité de la fourniture de services d'infrastructures essentielles sur les municipalités et autres entités infranationales qui, souvent, n'ont pas accès aux capitaux et aux compétences techniques dont elles auraient besoin pour s'acquitter de manière satisfaisante de leurs nouvelles fonctions. Le Fonds de placement municipal contribue à satisfaire ces besoins en élargissant l'accès des municipalités aux marchés financiers privés et en organisant des services d'appui technique.

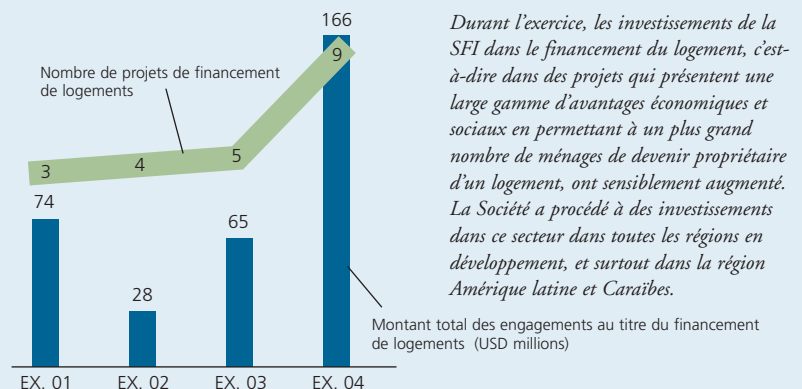
Durant l'exercice 04, le Fonds de placement municipal qui, pendant l'exercice 03, avait réalisé un investissement sans précédent dans une compagnie municipale des eaux au Mexique, a collaboré avec la Banque de développement de l'Afrique australe en vue de fournir à la ville de Johannesburg une garantie partielle au titre d'une émission obligataire sur le marché financier sud africain qui contribuera à financer des investissements hautement prioritaires dans les infrastructures hydrauliques, énergétiques et routières. Le Fonds de placement municipal explore la possibilité de réaliser d'autres investissements sur les marchés émergents et compte voir ses opérations s'accélérer au cours du prochain exercice.

### PAYS BÉNÉFICIAIRES DES PLUS GROS ENGAGEMENTS DE LA SFI

Portefeuille d'engagements de la SFI pour son propre compte au 30 juin 2004 (millions de dollars)

|                      |       |
|----------------------|-------|
| Brésil               | 1 316 |
| Fédération de Russie | 1 188 |
| Inde                 | 1 136 |
| Mexique              | 1 068 |
| Turquie              | 885   |
| Argentine            | 817   |
| Chine                | 779   |
| Thaïlande            | 468   |
| Indonésie            | 467   |
| Philippines          | 435   |

### FINANCEMENT DU LOGEMENT : UN SECTEUR EN PLEIN ESSOR POUR LA SFI



*Durant l'exercice, les investissements de la SFI dans le financement du logement, c'est-à-dire dans des projets qui présentent une large gamme d'avantages économiques et sociaux en permettant à un plus grand nombre de ménages de devenir propriétaire d'un logement, ont sensiblement augmenté. La Société a procédé à des investissements dans ce secteur dans toutes les régions en développement, et surtout dans la région Amérique latine et Caraïbes.*

# Le renforcement des entreprises *par l'assistance technique*

*Pour une liste des projets de services-conseil et d'assistance technique pour l'exercice 04, voir p. 92.*



TRAN THI HONG NHIEU

La SFI appuie le développement du secteur privé en procédant à des investissements et en fournissant une assistance technique et des services-conseil qui ont pour effet de renforcer les entreprises. Son assistance technique permet aux petites et moyennes entreprises, aux institutions financières et aux grandes entreprises — de même qu'aux organismes publics intervenant dans le secteur privé — de renforcer, notamment, leurs capacités, leurs pratiques de gestion et leurs stratégies de croissance.

La SFI fournit son assistance technique en grande partie par le truchement de services qu'elle gère mais qui résultent de partenariats constitués avec des pays donateurs et d'autres institutions d'aide multilatérale. Cet aspect des activités de la SFI connaît une expansion rapide : au cours de l'exercice 04, près d'un tiers du personnel de la Société travaillait dans le cadre de 24 opérations financées par des bailleurs de fonds, aussi bien au siège que sur le terrain. Les dépenses au titre d'opérations de ce type se sont chiffrées à environ 90 millions de dollars pour l'exercice 04, la contribution de la SFI dépassant plus de 30 millions de dollars.

Au cours de l'exercice écoulé, la SFI a aligné son réseau de services d'appui aux PME sur le découpage de ses régions en raison de l'importance grandissante que revêt la fourniture d'une assistance technique et de conseils dans toutes les régions. La Société s'emploie aussi à harmoniser les procédures, l'enregistrement des données, les relations entre partenaires et le suivi dans toutes ses opérations financées par des bailleurs de fonds.

## Une assistance technique appuyée par des bailleurs de fonds

Le programme des fonds fiduciaires d'assistance technique (TATF) finance des études de faisabilité, des études sectorielles, des activités de renforcement des capacités, des projets de services-conseil sur les privatisations et sur l'action à mener pour renforcer le cadre des affaires dans les pays en développement ainsi que des évaluations de l'impact environnemental et social des projets d'investissement. Des exemples de projets appuyés par le TATF sont donnés dans les chapitres consacrés aux régions.

Au cours de l'exercice écoulé, le TATF a financé dans divers pays, par exemple, des programmes de constitution de centrales des risques privées qui octroient des crédits aux petites entreprises ; la préparation d'un nouveau modèle de formation en gestion des PME ; et la mise au point des nouvelles technologies et méthodes de gestion visant à attirer l'investissement dans le secteur des produits à base de pulpe et de papier d'origine non ligneuse. Lorsque des projets financés par l'intermédiaire du TATF donnent de très bons résultats, il arrive qu'ils entraînent la poursuite des programmes d'assistance technique. Par exemple, le programme de crédit pour la maîtrise de l'énergie en Hongrie a non seulement attiré les capitaux d'une banque autrichienne, mais il a été reproduit dans d'autres pays, et sera bientôt lancé en Russie.

Le montant cumulé des apports des bailleurs de fonds au titre du TATF durant l'exercice 04 était de l'ordre de 188 millions de dollars, y compris les allocations effectuées par la SFI à partir de son propre budget qui atteignent 14,4 millions de dollars à ce jour. Depuis le lancement de ce programme en 1988, les bailleurs de fonds ont approuvé plus de 1 300 projets d'assistance technique.

Les bailleurs fournissent également une aide dans le cadre des services de promotion et de développement des investissements dans les PME, du programme d'aide pour une entreprise durable (qui est axé sur les questions environnementales et sociales), des nouvelles initiatives d'assistance technique de la SFI dans les Balkans et au Moyen-Orient, y compris certaines activités du Service-conseil pour l'investissement étranger, des services-conseil de la SFI et du Partenariat pour l'entreprise privée. Le montant cumulé des contributions à l'ensemble des programmes d'assistance technique gérés par la SFI était de 931 millions de dollars à la fin de l'exercice 04.





BAHODIR TOSHMATOV

## Les petites et moyennes entreprises

Les petites et moyennes entreprises, c'est-à-dire les entreprises comptant de 10 à 300 employés et réalisant un chiffre d'affaires annuel compris entre 100 000 dollars et 15 millions de dollars, sont la cheville-ouvrière des économies en développement, en particulier lorsque celles-ci attirent peu d'investissements étrangers directs. Tout comme les microentreprises — qui ont moins de 10 employés et un chiffre d'affaires inférieur à 100 000 dollars — les petites et moyennes entreprises sont une source essentielle d'emplois et jouent un rôle crucial de moteur de la croissance économique et de la réduction de la pauvreté.

Le renforcement des entreprises de taille limitée est une priorité stratégique de la SFI. L'action de la Société consiste principalement à aider les pays à mettre en place les éléments suivants : un climat propice aux affaires, l'accès aux capitaux, l'accès à des services de promotion des entreprises, et des liens plus étroits avec des projets d'investissement de grande envergure. Ses principaux moyens d'action sont un réseau de services d'appui aux PME qui bénéficient du concours de plusieurs bailleurs de fonds, ses programmes pilotes et de partenariats financés par le Mécanisme de renforcement des capacités des PME (CBF) ; et le nouveau programme pilote créé conjointement avec l'IDA pour la promotion des petites, moyennes et microentreprises en Afrique subsaharienne.

Les services d'appui aux PME n'accordent pas eux-mêmes de financement, mais conçoivent plutôt des produits et des services adaptés à la demande locale et s'efforcent de recouvrer leurs coûts en demandant à leurs clients de régler une commission appropriée. Le CBF a financé 117 programmes pilotes et partenariats durant les quatre années qui se sont écoulées depuis sa création.

Durant l'exercice 04, la SFI a complété son travail avec les PME, dont la plupart sont des entreprises du secteur moderne inscrites au registre du commerce et payant des impôts, en préparant le terrain pour une nouvelle initiative visant à renforcer les entreprises locales qui créent des emplois dans les communautés les plus pauvres et les plus marginalisées. Les groupes de population touchés sont, notamment, les femmes maltraitées, les personnes vivant avec le VIH/SIDA, les victimes de mines terrestres, les paysans pratiquant une agriculture de subsistance, et d'autres personnes qui parviennent rarement à intégrer l'économie moderne. Qu'elles soient ou non à but lucratif, les organisations de proximité contribuent considérablement à augmenter les revenus et les opportunités économiques de ces populations. Grâce au soutien systématique des experts en promotion des entreprises de la SFI, ces organisations peuvent se développer, se renforcer et devenir plus viables.

## Le Partenariat pour l'entreprise privée

Le Partenariat pour l'entreprise privée est le programme d'assistance technique mis en place par la SFI dans l'ex-Union soviétique. Il est financé conjointement par la SFI, qui lui consacre une allocation budgétaire annuelle de 4,6 millions de dollars jusqu'à la fin de l'exercice 06, et par des pays donateurs, qui lui ont affecté au total 48,5 millions depuis sa création, en 2000, jusqu'à la fin de l'exercice 04. Le partenariat exécute des programmes visant à créer des marchés des capitaux, relier les entreprises locales aux chaînes d'approvisionnement et de distribution des grandes sociétés, améliorer le gouvernement d'entreprise, et renforcer les services d'appui aux entreprises ainsi que le cadre réglementaire des petites entreprises. Ces activités sont conformes à l'objectif du partenariat qui est de créer et de renforcer le secteur privé et la croissance économique dans les pays qu'il couvre. L'assistance technique du partenariat a permis de lever 781 millions de dollars, dont 68 millions auprès de la SFI. Étant donné ses excellents résultats, cette initiative sert de modèle à un nouveau partenariat que la SFI a entrepris de lancer au Moyen-Orient (voir encadré, p. 61).





HOA NGUYEN

## Services de la SFI travaillant avec les PME

### Service de promotion et de développement des investissements en Afrique

Afrique subsaharienne

### Service de promotion et de développement des investissements en Chine

Province de Sichuan, Chine

### Service d'appui aux PME de la région

#### Amérique latine et Caraïbes

Bolivie, Honduras, Nicaragua, Pérou

### Service de promotion et de développement du secteur privé dans la vallée du Mékong

Cambodge, Laos, Viet Nam

### Service de développement de l'entreprise en Afrique du Nord

Algérie, Égypte, Maroc

### Service de promotion de l'entreprise dans le Pacifique

Îles du Pacifique

### Partenariat pour l'entreprise privée

Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Géorgie, Kazakhstan, Mongolie, République kirghize, Russie, Tadjikistan, Ukraine, Ouzbékistan

### Partenariat pour l'entreprise privée au Moyen-Orient

Afghanistan, Cisjordanie et Gaza, Iraq, Yémen

### Programme d'appui aux PME

#### en Indonésie orientale

Îles orientales d'Indonésie

### Service de promotion de l'entreprise en Asie du Sud

Bangladesh, Bhoutan, nord-est de l'Inde, Népal

### Service de promotion de l'entreprise en Europe du Sud-est

Albanie, Bosnie-Herzégovine, ex-République yougoslave de Macédoine, Kosovo, Serbie-et-Monténégro

## Le climat de l'investissement

L'amélioration du climat pour l'investissement du secteur privé et la promotion des entreprises est une priorité de l'intervention de la SFI dans les pays en développement. Nombre de programmes d'assistance technique de la Société traitent de questions liées au climat de l'investissement ; les prêts, les investissements sous forme de prises de participation, ainsi que les produits financiers novateurs de la SFI sont un catalyseur efficace pour le financement du secteur privé par d'autres sources. Signe de leur collaboration en la matière, la SFI et la Banque mondiale ont créé conjointement une vice-présidence pour le développement du secteur privé, chargée de coordonner leurs activités portant sur le climat de l'investissement.

La publication du premier rapport « Doing Business », qui contient des données comparatives sur la réglementation commerciale des pays, a été le point saillant de l'exercice 04 (voir encadré). Ce rapport complète les enquêtes du Groupe de la Banque sur le climat de l'investissement, menées auprès d'entreprises privées dans 52 pays au cours de l'exercice 04, et les évaluations connexes qui utilisent les données des enquêtes pour identifier les obstacles de nature politique, réglementaire ou institutionnelle ayant un impact sur l'investissement privé et sur les résultats des entreprises. Le Groupe de la Banque mondiale travaille aussi avec les autorités nationales pour encourager l'investissement étranger direct, fournit son aide à la privatisation des entreprises d'État et appuie l'amélioration des gouvernements d'entreprise.

La démarche adoptée par le Groupe de la Banque mondiale et les stratégies adoptées par les pays eux-mêmes pour réduire la pauvreté s'inspirent des conclusions des évaluations du climat de l'investissement et du rapport « Doing Business ». L'IDA a adopté des objectifs de réforme de l'action publique sur la base des indicateurs figurant dans ce rapport, et de nombreux organismes nationaux et internationaux utilisent ces mêmes indicateurs pour déterminer comment allouer l'aide ou suivre les progrès dans certains pays.

## Le Service-conseil pour l'investissement étranger

Service conjoint de la SFI et de la Banque mondiale, le Service-conseil pour l'investissement étranger aide les gouvernements des pays en développement à élaborer des initiatives pour améliorer le cadre des affaires et attirer l'investissement étranger direct. Le FIAS fournit des conseils sur les lois, les institutions et les politiques dans le but d'aider les pays à attirer des volumes plus importants d'investissements étrangers directs (IED) et à en tirer le maximum d'avantages. Depuis sa création en 1985, le FIAS a aidé plus de 130 pays, souvent sur de très longues périodes. De plus en plus, le FIAS

## Services de conseil portant sur les marchés des capitaux

Les services de conseil de la SFI relatifs aux marchés des capitaux visent à élargir l'accès des entreprises de taille limitée à des ressources financières, à renforcer les opérations de base des banques en en améliorant la qualité et la viabilité, et à accroître les sources de financements non bancaires en monnaie nationale. Nombre de ces services, financés par les bailleurs de fonds et la SFI, visent un ou plusieurs de ces objectifs.

Au cours de l'exercice 04, le programme a procédé à des montages financiers d'un montant équivalant à près de 23 millions de dollars au titre de 49 nouveaux projets ; son portefeuille se compose, au total, de 86 projets dans 60 pays dont la valeur dépasse 41 millions de dollars. Environ 75 % des travaux ont été consacrés aux marchés pionniers. Par région, ce sont l'Europe du Sud et l'Asie centrale qui ont le plus bénéficié des services.

Environ deux tiers du portefeuille de projets appuient le renforcement des capacités des institutions financières dans lesquelles la SFI a investi ou prévoit de le faire. Environ 70 % des activités des services-conseil portant sur les marchés des capitaux concernent le renforcement des possibilités de financement des petites, moyennes et microentreprises. La SFI aide à installer des banques de microfinancement dans plusieurs pays et appuie le programme mondial de centrales des risques, qui aide les consommateurs et les petites et microentreprises. Environ 35 % des activités de ces services-conseil portent sur des services financiers non bancaires, y compris le crédit-bail et le financement du logement. Près de 28 % du portefeuille visent à renforcer les opérations de base des banques. Une nouvelle initiative a également été lancée pour créer des programmes stratégiques régionaux pour l'assistance technique au secteur financier, en intégrant mieux les services de promotion et de développement des investissements de la SFI dans la conception et le déroulement de ces programmes.

La SFI renforce aussi l'impact social et environnemental des intermédiaires financiers par le biais du Service des marchés de capitaux pour un développement durable (voir p. 19).



## Les formalités administratives, véritable fardeau pour les entreprises

Pourquoi faut-il 210 jours pour inscrire une entreprise au registre du commerce en Angola, et seulement quatre à Porto Rico ? Pourquoi faut-il payer l'équivalent de cinq fois le revenu par habitant au Cambodge pour faire aboutir cette procédure, mais moins de 1 % au Canada ? Le rapport « Doing Business in 2004: Understanding Regulation », publié cette année par la SFI et la Banque mondiale, est une étude extrêmement novatrice qui met une question complexe à la portée du public. Ce rapport fournit des données microéconomiques sur 133 pays, qui permettent de comparer cinq indicateurs fondamentaux du cadre des affaires : création d'une entreprise, recrutement et licenciement du personnel, respect du contrat, obtention de crédits, fermeture d'une entreprise.

D'après le rapport « Doing Business », les pays pauvres adoptent des réglementations commerciales qui vont de pair avec un mode de gouvernement peu performant, plus de corruption, un taux de chômage plus élevé et moins d'investissements. Mais, toujours d'après ce rapport, les meilleures pratiques sont transférables. Ce qui donne de bons résultats dans les pays industriels peut aussi donner de bons résultats dans les pays en développement, et les innovations dans les pays en développement peuvent être reproduites à grande échelle.

Ce rapport a attiré l'attention dans le monde entier et aide les organismes et les institutions d'aide multilatérale à déterminer comment attribuer des fonds et suivre les progrès. Douze pays ont entrepris des réformes réglementaires au cours de l'exercice écoulé ; et des pays aussi différents que l'Éthiopie, le Maroc et la Turquie ont réduit de plus d'un tiers le temps nécessaire pour créer une entreprise ainsi que le coût de cette opération.

Le rapport « Doing Business », qui sera désormais publié chaque année, inclura des indicateurs sur les titres de propriété, le gouvernement d'entreprise et les tracasseries administratives à partir de son édition de 2005, et des indicateurs sur la fiscalité, le commerce et l'ordre public à partir de 2006. Une base de données relative aux indicateurs peut être consultée en ligne à l'adresse suivante : <http://rru.worldbank.org/doingbusiness>.

coordonne ses activités avec celles des services d'appui aux petites entreprises de la SFI.

Le FIAS a mené à terme 60 projets de services de conseil durant l'exercice 04. Les plus importants ont été réalisés en Europe et en Asie centrale (17) et dans la région Asie et Pacifique (16, dont cinq dans le Pacifique). Le Botswana, Grenade, Malte, les Seychelles et la Syrie ont eu, pour la première fois recours à ses services.

Au cours de l'exercice écoulé, le FIAS a lancé une stratégie progressive pour l'application de recommandations visant à simplifier les procédures administratives, notamment dans les pays sortant d'un conflit. Dans le cadre de son programme à long terme en Turquie, le FIAS a établi un comité consultatif pour les investissements composé de responsables internationaux de grande réputation qu'il a chargé de renforcer le climat de l'investissement du pays. Par ailleurs, il a incorporé la problématique hommes-femmes dans le projet qu'il consacre aux obstacles administratifs au Kenya, et a apporté son soutien à des programmes de renforcement des capacités à l'intention des femmes entrepreneurs en Iraq (voir encadré, p. 60).

## Les services-conseil de la SFI

Les services-conseil de la SFI fournissent des conseils aux gouvernements et aux entreprises d'État sur la privatisation des infrastructures appartenant à l'État et autres transactions favorables à l'établissement de partenariats durables entre le secteur public et le secteur privé, notamment dans le domaine de l'infrastructure et des questions sociales. Depuis 1996, ce groupe a conclu 16 transactions de ce type dans le monde, générant plus de 3,2 milliards de dollars par le biais de la cession de concessions et d'entreprises. Au cours de l'exercice 04, le groupe a travaillé sur 15 transactions dans les domaines de la santé, des industries extractives, de l'énergie, de l'eau et de l'assainissement, des déchets solides, de l'irrigation, et dans plusieurs secteurs des transports : aviation, aéroports, ports, transports ferroviaires et transport en commun urbain.

Le personnel des services-conseil exploite la connaissance approfondie qu'a le Groupe de la Banque mondiale des questions de développement pour veiller à ce que les dispositions prises avec le secteur privé pour la fourniture de services d'infrastructure servent bien les objectifs du gouvernement, tout en restant viables. La SFI accorde aussi une importance particulière à la transparence pendant la conception et l'exécution des transactions, et est déterminée à promouvoir un développement écologiquement et socialement durable.

Les investisseurs et les prêteurs privés sont de plus en plus conscients des risques liés à l'infrastructure, et il est devenu plus difficile de mener à bien les missions entreprises. Les services-conseil ont réagi en modifiant la conception des transactions pour mieux intégrer les conseils sur l'action à mener et l'exécution, ainsi que le financement privé et public. Ils collaborent également étroitement avec les autres services de la SFI et, souvent, interviennent plus tôt qu'auparavant dans la conception du projet. Avec l'aide du Département britannique pour le développement international (Department for International Development) et le ministère néerlandais des Affaires étrangères, ils ont créé DevCo Advisory, un fonds fiduciaire financé par plusieurs bailleurs de fonds chargé d'apporter son appui à ce travail. DevCo cofinance des analyses d'opportunités et l'exécution d'opérations de privatisation dans les pays pionniers.



REPRODUCTION AUTORISÉE : ODEBRECHT



# Afrique subsaharienne

## Un engagement renouvelé

En Afrique subsaharienne, le taux de croissance réelle est resté bloqué à 2,4 % en 2003, soit un niveau inférieur à celui de 3 % enregistré les deux années précédentes, en raison d'un environnement externe difficile, de conditions climatiques défavorables et de problèmes d'origine interne. Ce taux est loin d'égaliser ceux qui ont pu être observés vers la fin des années 90 et bien inférieur aux 7 % requis pour atteindre les objectifs de développement pour le Millénaire. Le développement de cette région se heurte toujours à des obstacles intérieurs considérables tels que le VIH/SIDA, les faibles niveaux d'épargne et d'investissement, les carences des infrastructures, les conflits, l'insuffisance de ressources humaines et l'image négative qu'ont les investisseurs internationaux de cette région. Les montants engagés par la SFI au titre d'investissements pour son propre compte, très faibles l'exercice précédent, ont fait un bond pour atteindre 405 millions de dollars et couvrent, en partie, des projets de grande envergure en gestation depuis plusieurs années.

Consciente de la nécessité de replacer le développement de l'Afrique dans un cadre mieux intégré, la SFI a lancé une nouvelle stratégie pendant l'exercice 04 dans le but d'élargir la portée de ses programmes destinés aux petites entreprises, qui constituent une grande partie du secteur privé dans la région. Cette stratégie accorde un appui plus important aux stades initiaux de l'élaboration des grands projets et fait jouer à la SFI un rôle qui dépasse largement celui d'un simple bailleur de fonds. Pour améliorer le climat général de l'investissement, elle allie la connaissance qu'a la SFI des marchés mondiaux à son expérience de terrain afin d'éliminer les obstacles aux investissements auxquels se heurtent les pouvoirs publics et le secteur privé. La Société a aussi entrepris d'étendre la portée du programme de la SFI contre le sida, qui a pour objet d'aider le secteur privé à faire face aux graves problèmes économiques et sociaux posés par le VIH/SIDA, notamment en Afrique (voir p. 17).

Aucune entreprise africaine, à l'exception des très grandes, n'a les ressources ou les capacités requises pour financer des projets dont l'ampleur et le niveau de capitalisation répondent aux normes fixées par la SFI pour ses financements directs. Pour pouvoir servir le secteur privé africain et répondre à ses besoins, la SFI a entrepris de mettre au point une gamme de produits différents comprenant aussi bien des investissements que d'autres services. Elle collabore avec l'Association internationale de développement (qui est une institution de la Banque mondiale) au lancement, dans dix pays, de programmes intégrés à l'intention des micro, petites et moyennes entreprises (MPME). Le programme MPME proposé vise à réduire les obstacles à la croissance et à la compétitivité en élargissant l'accès à des financements, en renforçant les capacités techniques des entreprises pour les aider à trouver de nouveaux marchés et en assouplissant la réglementation pour permettre une plus grande participation du secteur privé. Au cours de l'exercice 04, le Nigéria a bénéficié des premiers crédits accordés par l'IDA au titre de ces programmes.

Le Service de promotion et de développement des investissements en Afrique (APDF) est l'un des instruments de renforcement des capacités par excellence de la SFI. Pour répondre plus efficacement aux besoins, la Société a entrepris d'accroître l'échelle des opérations de l'APDF en utilisant un nouveau mode de financement, plus souple. Elle a adopté, à titre expérimental, un nouveau modèle de fourniture de services aux entreprises de taille limitée par le biais de Centres de solutions pour les PME. Chaque centre sera un « guichet unique », qui offrira aux PME un accès à des services et des financements, y compris à court et long terme, des activités de renforcement des capacités, des informations, et proposera des approches en vue d'améliorer le cadre des affaires. Le premier centre de ce genre a été ouvert à Madagascar dans le courant de l'exercice. La SFI a accordé un don à African Institute of Corporate Citizenship pour l'aider à créer un centre pour les investissements durables (Center for Sustainable Investing) qui travaille directement avec les clients de la SFI, y compris African Bank ; ce centre vise à former des spécialistes en financements respectueux de l'environnement et des intérêts de la collectivité aux fins de la poursuite de stratégies et de la mise en place de systèmes de gestion.

### AFRIQUE DU SUD

ANGOLA

BÉNIN

BOTSWANA

BURKINA FASO

BURUNDI

CAMEROUN

CAP-VERT

COMORES

CONGO, RÉPUBLIQUE

DÉMOCRATIQUE DU

CONGO,

RÉPUBLIQUE DU

CÔTE D'IVOIRE

DJIBOUTI

ÉRYTHRÉE

ÉTHIOPIE

GABON

GAMBIE

GHANA

GUINÉE

GUINÉE-BISSAU

GUINÉE ÉQUATORIALE

KENYA

LESOTHO

LIBÉRIA

MADAGASCAR

MALAWI

MALI

MAURICE

MAURITANIE

MOZAMBIQUE

NAMIBIE

NIGER

NIGÉRIA

OUGANDA

RÉPUBLIQUE

CENTRAFRICAINE

RWANDA

SÉNÉGAL

SEYCHELLES

SIERRA LEONE

SOMALIE

SOUDAN

SWAZILAND

TANZANIE

TCHAD

TOGO

ZAMBIE

ZIMBABWE

### PAYS BÉNÉFICIAIRES DES PLUS GROS ENGAGEMENTS DE LA SFI

Portefeuille d'engagements de la SFI pour son propre compte au 30 juin 2004 (millions de dollars)

|                |     |
|----------------|-----|
| Nigéria        | 290 |
| Afrique du Sud | 225 |
| Mozambique     | 147 |
| Cameroun       | 147 |
| Kenya          | 127 |





JOHN GRIFFIN

## FINANCEMENT DES PROJETS ET PORTEFEUILLE

(millions de dollars)

|   | EX. 03       | EX. 04**     |
|---|--------------|--------------|
| Financements engagés pour le compte de la SFI                                     | 140          | 405          |
| Prêts   | 91           | 189          |
| Participations et quasi-participations*   | 29           | 135          |
| Financements structurés et gestion des risques                                    | 20           | 82           |
| Syndications de prêt signées  | 26           | 1            |
| <b>TOTAL, ENGAGEMENTS SIGNÉS</b>  | <b>167</b>   | <b>407</b>   |
| Portefeuille d'engagements pour le compte de la SFI                               | 1 442        | 1 603        |
| Prêts   | 973          | 1 010        |
| Participations  | 409          | 455          |
| Financements structurés et gestion des risques                                    | 60           | 138          |
| Portefeuille d'engagements détenus pour des tiers<br>(Participations à des prêts) | 254          | 226          |
| <b>TOTAL, PORTEFEUILLE D'ENGAGEMENTS</b>  | <b>1 696</b> | <b>1 829</b> |

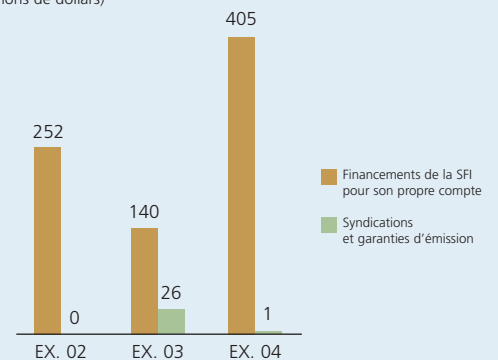
\* Y compris les prêts et les investissements sous forme de participations et de quasi-participations.

\*\* Y compris la part des projets officiellement classés projets mondiaux de LNM Holdings Investment qui concernent la région.

Note : tous les chiffres ont été arrondis.

## ENGAGEMENTS

(millions de dollars)



## ENGAGEMENTS AU TITRE DE PROJETS ET PAYS

|                   | EX. 02 | EX. 03 | EX. 04 |
|-------------------|--------|--------|--------|
| Nombre de projets | 37     | 21     | 25     |
| Nombre de pays    | 23     | 13     | 12     |



RICHARD CANES

## Afrique : de plus amples débouchés pour les matières premières agricoles

Durant l'exercice écoulé, la SFI a investi 15 millions de dollars sous forme de prises de participation au profit d'Olam, société spécialisée dans la gestion de la chaîne d'approvisionnement en produits et matières premières alimentaires, au titre de ses opérations en Afrique subsaharienne et en Asie. La SFI a également fourni une garantie partielle de crédit d'un montant de 50 millions de dollars au titre d'un fonds de roulement plurinational, qui accroît la souplesse avec laquelle Olam peut financer ses opérations. Basée à Singapour, Olam a commencé à importer des noix de cajou du Nigéria en 1989. Aujourd'hui, cette entreprise de 1,1 milliard de dollars opère dans plus de 30 pays et propose toute une gamme de produits allant du cacao au café en passant par les noix et les épices. Et dans nombre de ces branches d'activités, elle est le leader mondial.

L'expansion d'Olam en Afrique est le résultat de la libéralisation généralisée des monopoles de commercialisation des produits d'exportation, qui permet aux entreprises privées d'occuper la place laissée par les anciens offices de commercialisation d'État. Elle se doit aussi à l'application de deux principes commerciaux de base : acheter à proximité du début de la chaîne d'approvisionnement chaque fois que c'est économiquement faisable et établir des relations solides avec les fournisseurs locaux. Olam opère à tous les niveaux de la chaîne d'approvisionnement, des fermes des pays producteurs aux usines des marchés de consommation. Elle aide les producteurs locaux en leur faisant bénéficier de services de vulgarisation agricole, en leur accordant des préfinancements et en leur offrant des prix plus avantageux. Elle exploite aussi les créneaux existant pour les produits de base de pays présentant des risques élevés. En Afrique, par exemple, Olam a contribué à l'ouverture de nouveaux marchés d'exportation pour la noix de karité. Celle-ci, qui est récoltée dans le Sahel et dans d'autres régions semi-arides, est sous-exploitée malgré son utilité dans la fabrication de cosmétiques. Grâce à l'investissement de la SFI, Olam pourra élargir l'accès des producteurs locaux aux marchés internationaux.

La SFI ajoute de la valeur aux grands projets d'investissement en intervenant de plus en plus tôt au stade de la conception de ces projets. Elle doit donc aussi travailler avec les pouvoirs publics pour améliorer le climat des affaires. Au Mozambique et dans les pays voisins, la SFI aide, par le biais du Programme d'investissement dans le tourisme dans le sud-est de l'Afrique, à définir une approche stratégique et concertée de l'investissement privé dans un secteur touristique viable et respectueux du milieu naturel et humain. La SFI fournira son appui au départ sous forme d'assistance technique, mais elle contribuera également au financement de projets clés pendant le déroulement du programme. Par ailleurs, elle s'efforce de promouvoir les interactions entre le public et le privé au Cameroun et collabore avec les gouvernements ghanéen, kenyan et sénégalais à la mise en place d'un cadre réglementaire adapté aux investissements privés d'importance majeure dans l'infrastructure.

La SFI déploie des efforts similaires au titre de projets proposés dans l'infrastructure, le secteur financier et les industries d'exportation concurrentielles. Elle a investi 100 millions de dollars dans MTN Nigeria et, ce faisant, a apporté son soutien à l'un des marchés de téléphonie mobile qui connaît l'une des croissances les plus rapides au monde (voir encadré). Toujours dans le secteur des télécommunications, la Société a investi de nouveau dans Celtel, qui avait remporté le premier Prix du meilleur client de la SFI (voir p. 13). La SFI a continué de fournir un soutien à ceux de ses clients qui affichaient de bons résultats et a investi pour la première fois dans un grand producteur de carbonate de sodium au Kenya, une minoterie au Mozambique, une société hôtelière au Mali, et un exportateur de textiles à Madagascar. Elle a aussi appuyé la mise en valeur durable des ressources naturelles de l'Afrique par le biais de l'agrandissement d'une mine ferrochrome en Afrique du Sud et d'une participation de 18 millions au capital d'une société participant au projet de gazoduc entre le Mozambique et l'Afrique du Sud. Elle a également aidé un groupe de Noirs sud-africains à obtenir une part importante du capital de l'une des plus grandes compagnies d'extraction de l'or du pays (voir encadré), et collaboré avec la ville de Johannesburg à la première émission d'obligations municipales structurées du pays. La SFI a coparrainé avec le *Financial Times* une grande conférence régionale sur l'amélioration du climat de l'investissement et la promotion de nouveaux modèles de participation du secteur privé dans le secteur de l'infrastructure.

Un engagement précoce de la SFI est particulièrement indiqué dans les pays africains sortant d'un conflit car la Société peut favoriser une relance rapide des activités du secteur privé. Ainsi, elle a pris une participation de 15 % au capital de NovoBanco Enterprise Bank en Angola, qui fournira des crédits et autres services financiers aux micro et petites entreprises. La SFI a également contribué au financement de l'expansion de banques locales au Cap-Vert, en Mauritanie et au Nigéria.

## Kenya : une entreprise florissante soucieuse du bien-être de la population locale

La SFI a investi à plusieurs reprises dans Magadi Soda ; cette entreprise prospère produit du carbonate de sodium qui est surtout utilisé dans la fabrication de verre dans d'autres marchés émergents. La SFI a investi pour la première fois dans l'entreprise en 1996 ; elle contribue actuellement au financement d'un projet d'expansion de 98 millions de dollars qui doit permettre à l'entreprise d'améliorer la qualité de ses produits, d'appliquer des normes environnementales plus rigoureuses et d'accroître ses capacités pour pouvoir demeurer compétitive sur un marché international difficile. Magadi Soda, qui est déjà la deuxième source de recettes en devises du Kenya, pourra ainsi conforter sa position sur le marché et accroître le volume des exportations du pays.

Le projet, qui exploite une source renouvelable de matières premières, offre la seule activité économique importante dans cette région reculée du Kenya, et fournit des emplois et d'autres avantages économiques aux populations massai locales. Filiale du Brunner Mond Group basé au Royaume-Uni, Magadi Soda montre qu'elle a véritablement à cœur l'intérêt des populations locales en leur fournissant des logements, des écoles, des services hospitaliers et de l'eau potable. Cet engagement lui a valu de remporter pendant trois années consécutives le prix de la meilleure entreprise citoyenne (Corporate Citizenship Award) décerné par Kenya Institute of Management pour son attitude responsable et son souci de faire face aux besoins de la population locale. Par ailleurs, Magadi Soda et la SFI aident la population locale à établir un plan de développement pour diversifier sa base économique, notamment dans le cadre de contrats d'approvisionnement conclus avec Magadi Soda.





REPRODUCTION AUTORISÉE - MTN NIGERIA

## Afrique du Sud : la transformation de l'actionnariat dans le secteur minier sud-africain

L'Afrique du Sud, qui génère plus du tiers du produit de l'Afrique subsaharienne, a l'économie la plus importante, la plus diversifiée et la plus avancée d'Afrique. Son secteur minier, auquel sont imputables environ 6 % du PIB, 30 % des exportations et 400 000 emplois, est le principal moteur de l'activité économique. Les compagnies minières représentent 42 % de la capitalisation de la Bourse de Johannesburg et sont les principales sources de recettes en devises du pays.

Le Gouvernement sud-africain est résolu à transformer la propriété du capital dans le secteur minier afin de réduire les inégalités de revenus et d'augmenter la participation économique des Noirs. Le but fixé aux entreprises est de transférer 15 % de leur capital dans les cinq ans à venir et 26 % dans les dix ans à un segment de la population sud-africaine longtemps défavorisé. Comme mesure de soutien, la SFI a prêté l'équivalent de 28 millions de dollars à Mvelaphanda Resources Limited au titre de la plus grande opération de démarginalisation économique des Noirs à ce jour. L'entreprise utilisera ce prêt pour financer une mise de fonds initiale de 4,1 milliards de rands (environ 590 millions de dollars) qui lui permettra d'acquérir en cinq ans 15 % des actifs miniers et des opérations commerciales de Gold Fields Limited dans le domaine de l'extraction de l'or. Cette acquisition permettra à l'entreprise d'atteindre l'objectif fixé pour augmenter la participation des Noirs au capital.

La SFI a également entrepris de forger un partenariat avec Gold Fields pour maximiser la viabilité de ses opérations. Cet effort donnera lieu à des contrats d'approvisionnement avec des petites et moyennes entreprises, à une assistance dans le cadre des programmes relatifs au VIH/SIDA, à des services de proximité dans les domaines de l'éducation et de la santé et à une aide à l'agriculture pour les communautés minières d'Afrique du Sud et du Mozambique.

## Nigéria : de plus en plus d'abonnés

Au Nigéria, la stratégie de réduction de la pauvreté du Groupe de la Banque mondiale est d'encourager une croissance rapide pilotée par le secteur privé dans des branches d'activités autres que le pétrole. L'investissement de 100 millions de dollars de la SFI dans le réseau de téléphonie mobile de MTN Nigeria permettra de déployer l'infrastructure sur l'ensemble du territoire national et, partant, d'améliorer les conditions dans lesquelles le secteur privé peut se développer dans tout le pays. C'est aussi le premier investissement de la SFI dans l'infrastructure au Nigéria.

En 2001, MTN Nigeria Communications Limited a obtenu, dans ce pays, l'une des trois nouvelles licences de téléphonie mobile d'une durée de 15 ans aux termes d'enchères menées dans le cadre de la libéralisation du secteur qui se poursuit sous l'égide de la Banque mondiale. MTN, l'une des plus grandes compagnies africaines de téléphonie mobile, détient environ 75 % du capital de MTN Nigeria, tandis que des investisseurs nigériens et la SFI se partagent le capital restant. MTN Nigeria a commencé à fonctionner en août 2001 et, en mars 2004, comptait près de deux millions d'abonnés. Elle a d'ores et déjà fourni un service téléphonique à un nombre de personnes plus élevé que ne l'a fait la compagnie para-étatique nigérienne en 50 ans.

La SFI a investi dans ce projet pour stimuler la concurrence sur le marché de la téléphonie mobile en vue de faire baisser les prix, d'améliorer la qualité des services et la capacité d'adaptation aux besoins de la clientèle, et d'élargir l'accès aux télécommunications. Par ailleurs, la Société encourage la libéralisation du secteur et une plus grande participation du secteur privé par un processus équitable et transparent. Une partie de l'investissement de la SFI appuiera le financement de MTN Nigeria en monnaie nationale, ce qui permettra de réduire l'impact que les fluctuations des taux de change pourraient avoir sur les opérations de la compagnie et contribuera à développer les marchés financiers locaux. À ce jour, ce projet est l'investissement le plus important effectué par la SFI pour son propre compte au Nigéria, et son opération la plus notable dans le pays depuis le rétablissement de la démocratie.

## Réseau mondial des écoles de commerce : le renforcement des capacités de gestion

Par le truchement de son réseau mondial des écoles de commerce (Global Business School Network — GBSN), la SFI met en place des projets pilotes dans le but de renforcer les écoles de commerce d'Afrique subsaharienne en établissant des liens entre celles-ci et leurs homologues des pays développés. Le but est d'une part de renforcer les capacités de ces écoles pour leur permettre de fournir des programmes de formation en gestion viables et de haute qualité et, d'autre part, d'établir un réseau de compétences et de connaissances susceptibles d'être partagées dans toute l'Afrique et ailleurs. Les premiers projets pilotes en cours d'exécution font intervenir, au Ghana, Ghana Institute of Management and Public Administration ; au Kenya, U.S International University ; et au Nigéria, Lagos Business School ; par ailleurs, en Afrique du Sud, Wits Business School met en place un programme à l'intention de professeurs de hautes études commerciales venant de tous les pays africains. GBSN fournit aussi une assistance technique dans le cadre de l'initiative pilote SFI-IDA lancée au Kenya. Dans ce cas précis, le réseau aide les écoles de commerce du pays à élaborer des études de cas adaptées aux réalités locales et des programmes de formation de courte durée axés sur les besoins des entreprises de taille réduite ; il organise aussi un concours pour déterminer le meilleur plan d'activité national, qui réunira étudiants, hommes d'affaires, novateurs, universitaires et investisseurs. Le concours comprendra un volet formation très important de façon à ce que tous les participants puissent bénéficier des ressources des écoles de commerce locales.

Ces projets pilotes sont préparés de manière à répondre aux besoins des institutions locales et des populations qu'elles servent. Chaque projet est conçu de façon à renforcer les liens entre les écoles de commerce et les entreprises locales et doit être viable sur le plan financier à l'issue d'une période de trois ans. La phase d'exécution de ces projets commencera durant l'exercice 05, et les progrès accomplis seront systématiquement évalués par rapport aux objectifs d'étape.



LAURA BURES





# Asie de l'Est et Pacifique

CAMBODGE  
CHINE  
CORÉE, RÉPUBLIQUE DE  
FIDJI  
ÎLES MARSHALL  
ÎLES SALOMON  
INDONÉSIE  
KIRIBATI  
MALAISIE  
MICRONÉSIE, ÉTATS FÉDÉRÉS DE  
MONGOLIE  
MYANMAR  
PALAOS  
PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE  
PHILIPPINES  
RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE  
POPULAIRE LAO  
SAMOA  
THAÏLANDE  
TONGA  
VANUATU  
VIET NAM

## Des perspectives souriantes malgré certaines difficultés

Les milieux d'affaires d'Asie de l'Est et du Pacifique sont restés optimistes durant l'exercice écoulé, malgré une grave menace sanitaire et un climat politique incertain. L'accélération de la croissance aux États-Unis et au Japon, l'intensification des échanges intrarégionaux et la solidité des dépenses de consommation sont autant de facteurs qui ont contribué à cette évolution positive. Les flux de capitaux internationaux et le volume des prêts consentis par les banques intérieures ont augmenté, les marchés des capitaux ont eu une bonne tenue et on a pu constater une légère reprise des dépenses d'investissement dans certains pays. La région se heurte néanmoins à des difficultés profondément ancrées auxquelles il importe de s'attaquer si l'on veut assurer l'existence d'un secteur privé prospère et dynamique. Ces difficultés sont, notamment, la persistance des capacités excédentaires des industries manufacturières, le volume toujours élevé de créances improductives, et les craintes d'une surchauffe sur le marché des actifs.

L'Asie de l'Est offre des opportunités considérables à la SFI car ses services et domaines d'expertise sont particulièrement bien adaptés à la satisfaction des besoins de cette région. La Société a des moyens uniques d'aider les entreprises à adopter les meilleures pratiques internationales en matière de gouvernement d'entreprise et dans le domaine environnemental et social. Elle a accru le nombre de ses agents dans la région et module sa démarche en fonction de l'évolution du contexte de l'activité économique. Durant l'exercice, elle a élargi la portée de ses opérations en Chine pour doubler l'ampleur de son programme dans ce pays. Elle a alloué davantage de ressources spécialisées aux activités relatives au secteur financier. Dans le domaine de l'infrastructure, elle a entrepris d'examiner de nouveaux modèles de partenariats public-privé pour que le secteur privé puisse réellement accroître sa contribution à la prestation de biens publics. Elle a également entrepris d'accroître la portée de ses programmes d'assistance technique.

Durant l'exercice 04, la SFI a entrepris des investissements d'un montant total de 730 millions de dollars dans l'ensemble de la région. Elle a continué de cibler des secteurs dans lesquels son action a un fort impact, en particulier les marchés des capitaux et l'infrastructure. Le financement qu'elle a accordé à Industrial Bank est son premier investissement dans une banque d'État chinoise ; il contribuera à préparer l'avenir du secteur bancaire dans un contexte de plus en plus concurrentiel. La SFI a également participé à l'établissement de Shanghai International Banking and Finance Institute (voir encadré) et a collaboré avec Colony Capital à l'adoption d'une nouvelle démarche pour résoudre le problème des actifs en difficulté en Chine. Aux Philippines, la SFI a fait bénéficier Globe Telecom d'une série de transactions de couverture à long terme, pour aider cette compagnie à mieux gérer ses engagements face à l'évolution des taux de change et des taux d'intérêt. Les financements consentis par la SFI à Xinao Gas sous forme de prêts et de participations confortent les efforts déployés par le Gouvernement chinois pour mettre en valeur l'industrie du gaz naturel. L'appui fourni à China Green Energy contribuera à la lutte contre la pollution engendrée par des usines au charbon ayant un mauvais rendement énergétique et une gestion des déchets inadéquate.

La rapidité de la croissance en Asie de l'Est suscite des risques d'ordre environnemental, notamment en ce qui concerne l'air, l'eau, la biodiversité, les pêcheries, la fertilité des sols et la qualité de la vie. La SFI s'emploie énergiquement à prouver les avantages que peut avoir un développement durable pour les entreprises. Elle a, également à cette fin, appuyé des travaux de recherche novateurs et coparrainé une conférence sur les activités économiques viables en Asie de l'Est (voir encadré). Son investissement dans Olam, qui est une société de production et de transformation de produits de base opérant dans toute l'Asie, permettra de promouvoir un développement durable des agroindustries et complétera les efforts déployés par la Banque mondiale pour libéraliser les marchés d'exportation des produits de base (se reporter à l'encadré de la page 32). Dans cette région où les déchets ne sont pas gérés de manière adéquate et où les méthodes employées pour leur évacuation sont loin d'être systématiques, l'appui de la SFI à une société de gestion des déchets, Modern Asia Environmental Holdings, contribuera à réduire la pollution et les maladies qu'elle cause.

### PAYS BÉNÉFICIAIRES DES PLUS GROS ENGAGEMENTS DE LA SFI

Portefeuille d'engagements de la SFI pour son propre compte au 30 juin 2004 (millions de dollars)

|                     |     |
|---------------------|-----|
| Chine               | 779 |
| Thaïlande           | 468 |
| Indonésie           | 467 |
| Philippines         | 435 |
| République de Corée | 230 |



MIGUEL NAVARRO

### FINANCEMENT DES PROJETS ET PORTEFEUILLE

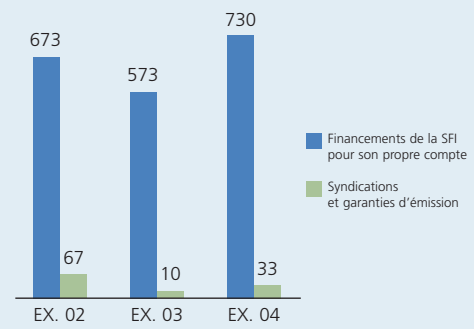
(millions de dollars)

|   | EX. 03       | EX. 04       |
|---|--------------|--------------|
| Financements engagés pour le compte de la SFI                                     | 573          | 730          |
| Prêts   | 130          | 424          |
| Participations et quasi-participations*   | 183          | 242          |
| Financements structurés et gestion des risques                                    | 260          | 64           |
| Syndications de prêts signées   | 10           | 33           |
| <b>TOTAL, ENGAGEMENTS SIGNÉS</b>  | <b>583</b>   | <b>763</b>   |
| Portefeuille d'engagements pour le compte de la SFI                               | 2 791        | 2 897        |
| Prêts   | 1 354        | 1 503        |
| Participations  | 850          | 961          |
| Financements structurés et gestion des risques                                    | 587          | 433          |
| Portefeuille d'engagements détenus pour des tiers<br>(Participations à des prêts) | 1 138        | 907          |
| <b>TOTAL, PORTEFEUILLE D'ENGAGEMENTS</b>  | <b>3 929</b> | <b>3 804</b> |

\* Y compris les prêts et les investissements sous forme de participations et de quasi-participations.  
Note : tous les chiffres ont été arrondis.

### ENGAGEMENTS

(millions de dollars)



### ENGAGEMENTS AU TITRE DE PROJETS ET PAYS

|                   | EX. 02 | EX. 03 | EX. 04 |
|-------------------|--------|--------|--------|
| Nombre de projets | 33     | 31     | 40     |
| Nombre de pays    | 7      | 7      | 7      |



## Chine : des investissements pionniers

La Chine continue de se transformer rapidement en une économie de marché, en procédant à des réformes des secteurs commerciaux et financiers et en instituant des réglementations pour promouvoir et réglementer un secteur privé dynamique et de plus en plus compétitif. La SFI continue d'appuyer cette transition au moyen de ses financements et de ses innovations.

Durant l'exercice, la Société a pris une participation de 52 millions de dollars au capital d'Industrial Bank, qui est une banque commerciale en rapide expansion constituée en société anonyme dont le siège se trouve dans la province de Fujian et dont les opérations couvrent l'ensemble du pays. Ce projet est le premier réalisé par la SFI en Chine qui donne lieu à la privatisation progressive et à la réorientation stratégique d'une banque d'État ; la Société aidera la banque à rationaliser la structure de son actionariat, à améliorer son gouvernement d'entreprise et à adopter les normes internationales et les meilleures pratiques bancaires. Ce projet servira de modèle pour la privatisation des banques d'État chinoises.

La SFI a également investi 13 millions de dollars dans Chenming, une nouvelle fabrique de papier couché léger construite dans la zone de développement économique de la ville de Nanchang. Ce projet se traduira par l'établissement d'installations à la pointe du progrès, qui contribueront à satisfaire la demande croissante de ce type de papier en Chine et dans la région Asie-Pacifique. Il aidera Chenming à devenir l'un des principaux acteurs sur le marché mondial du papier et à réduire les coûts assumés par les consommateurs finaux, en particulier ceux qui travaillent dans la publicité et pour les médias imprimés. La SFI fournit à l'entreprise des conseils sur les pratiques commerciales durables, notamment la certification des plantations et la promotion de normes environnementales et sociales satisfaisantes.

Les marchés pionniers — où le secteur privé est embryonnaire — occupent une place importante dans le programme de travail de la SFI pour la région. Dans le prolongement d'une opération d'assistance technique antérieure du Service de promotion et de développement du secteur privé dans la vallée du Mékong (MPDF) et d'une participation au capital d'Acleda Bank (Cambodge) prise par la SFI pour son propre compte, cette dernière a accru sa participation au capital de la banque et lui accordé une ligne de crédit pour l'aider à diversifier ses actifs. En collaboration avec différents partenaires, le MPDF a mis en place un institut (Cambodia Institute of Banking) chargé d'assurer une formation portant sur les normes bancaires internationales (voir encadré). Par ailleurs, la SFI a consenti un prêt pour financer l'expansion des deux aéroports internationaux du Cambodge et, ce faisant, faciliter l'accès au patrimoine culturel unique que constituent les temples d'Angkor.

La SFI reste déterminée à forger des partenariats de longue durée avec ses clients, comme elle l'a fait avec plusieurs clients indonésiens durant l'exercice (voir encadré). La Société, qui avait déjà pris une participation au capital de Sacombank (Viet Nam), a souscrit à une émission de droits de souscription pour appuyer le programme d'augmentation de capital de la banque, à laquelle elle a par ailleurs fourni une assistance technique pour l'aider à renforcer les capacités de ses services opérationnels et de gestion des risques.

La SFI s'efforce également de promouvoir des investissements intrarégionaux. Celui qu'elle a réalisé dans Southern Aluminum Industry, société productrice de feuilles et de papier d'aluminium appartenant à des intérêts indonésiens et de Hong Kong et installée dans la province de Fujian, en Chine, facilitera le transfert de compétences à la main-d'œuvre locale et établira des normes environnementales plus rigoureuses pour l'industrie locale. L'investissement de la SFI dans Wilmar, l'une des plus importantes entreprises de traitement et de marchandisage de graines oléagineuses et d'huiles comestibles de la région, permettra d'accroître les exportations d'huile de palme indonésienne et profitera aux entreprises participant à sa chaîne d'approvisionnement.

Quatre des services de promotion et de développement des investissements sont situés dans la région Asie de l'Est et Pacifique (voir encadré). Ces services aident les entreprises de taille réduite à adopter les meilleures pratiques, à obtenir accès à des capitaux et à forger des liens avec les investissements de plus grande envergure de la SFI dans la région. La SFI a également mis en place des programmes d'assistance technique ciblés sur les entreprises de la région. La nouvelle initiative régionale pour le gouvernement d'entreprise en est un exemple ; celle-ci assure une formation aux membres de la direction des institutions financières et les fait profiter des services de spécialistes venus en consultation.

Dans la région Asie de l'Est et Pacifique, la SFI reste déterminée à promouvoir l'amélioration du cadre législatif et réglementaire de l'investissement étranger. Durant l'exercice, le FIAS a fourni des conseils portant sur une nouvelle loi relative aux investissements au Cambodge et sur la suspension des droits d'exportation à Fidji. Il a également contribué à mettre en place un groupe de travail national chargé d'étudier la réduction des obstacles aux activités du secteur privé en Papouasie-Nouvelle-Guinée.

## Cambodge et Chine : le perfectionnement des compétences bancaires et financières

L'adhésion de la Chine à l'OMC stimule la concurrence dans le secteur financier du pays. Bien qu'il soit devenu essentiel de perfectionner les compétences, seul un petit nombre d'institutions chinoises dispense un enseignement professionnel dans les domaines bancaires et financiers. La SFI a donc aidé à mettre en place l'Institut bancaire et financier international de Shanghai afin d'assurer une formation de classe internationale aux institutions financières chinoises. L'institut donnera des cours, procédera à des travaux de recherche et en appliquera les résultats, et organisera des séminaires et des conférences, aussi bien dans le pays qu'à l'étranger, en vue d'améliorer la formation de réseaux de collaboration entre les praticiens des secteurs bancaires et financiers et les universitaires. Cet institut devrait devenir une école de commerce à part entière axée principalement sur l'enseignement continu et la préparation de diplômes de hautes études.

Le secteur des banques commerciales joue maintenant aussi un rôle crucial au Cambodge qui, après de longues années de conflits internes, a entrepris de se transformer en une économie de marché. Conscient de l'importance de ce secteur embryonnaire, le Service de promotion et de développement du secteur privé dans la vallée du Mékong (SFI) en collaboration avec Association of Banks in Cambodia et ASEAN Bankers Association, a créé un institut bancaire (Cambodia Institute of Banking). Celui-ci devra répondre à la demande grandissante de services de formation à des prix abordables pour les Cambodgiens. Il offrira aux banques locales des cours adaptés à leurs besoins, organisera des séminaires sur l'évolution des activités bancaires au profit des membres de la direction des établissements bancaires, et fournira des services de conseil.







MICHAEL GUNAWAN

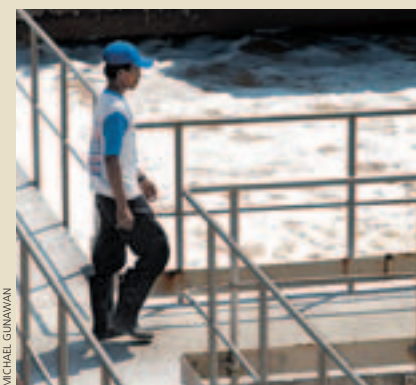
## Indonésie : des relations durables

La SFI reste déterminée à forger des partenariats durables avec ses clients. Durant l'exercice, elle a identifié de nouvelles opportunités d'investissement en Indonésie, dans des entreprises qu'elle connaît déjà bien. Son investissement le plus récent dans un fabricant de fibres synthétiques, South Pacific Viscose, aidera celui-ci à produire l'électricité dont il a besoin et à accroître la viabilité de sa production. La SFI a aidé Wings Group à développer ses activités dans le secteur de l'alimentation et des boissons, en créant des chaînes d'approvisionnement à laquelle participent des entreprises de taille plus modeste et qui profitent ainsi à la population locale. La SFI a également maintenu son appui à Bank NISP, qui est l'une des banques privées les plus dynamiques d'Indonésie, en lui accordant un prêt de 35 millions de dollars. Ce financement permettra à la banque de diversifier la structure de ses engagements, appuiera ses opérations essentielles de financement d'entreprises de taille limitée et aidera à accroître le volume d'autres activités telles que le financement hypothécaire pour lequel il est nécessaire de disposer de capitaux à long terme.

## Une force motrice pour une action durable en Asie de l'Est

L'Asie de l'Est connaît actuellement des transformations radicales par suite de sa rapide expansion économique, de sa croissance démographique et du processus d'urbanisation qui grève lourdement les ressources sociales et environnementales. Cette croissance est toutefois aussi une source d'opportunités commerciales considérables. La SFI aide des entreprises privées à comprendre les enjeux et, notamment, la manière dont l'adoption de normes environnementales et sociales plus rigoureuses peut améliorer l'accès des entreprises aux capitaux et accroître leurs rendements financiers à long terme. Durant l'exercice, la SFI a commandité un rapport publié par Association for Sustainable and Responsible Investment in Asia qui montre l'intérêt d'une conception responsable sur le plan social de l'investissement. La SFI a parrainé avec le *Financial Times* une conférence sur la viabilité de l'activité économique en Asie de l'Est qui a examiné l'évolution des pratiques durables, les avantages qu'en tirent les entreprises et le rôle des différentes parties prenantes.

Ce souci de viabilité caractérise aussi tous les investissements de la SFI dans la région. Par exemple, la demande de services de gestion intégrée et responsable des déchets augmente rapidement en Asie de l'Est parce que les ménages ont pris conscience du problème et qu'il existe maintenant des normes internationales en ce domaine. L'investissement réalisé durant l'exercice par la SFI dans Modern Asia Environmental Holdings, dont les activités couvrent plusieurs pays, servira à appuyer les services de collecte, de transport, de recyclage, de traitement et d'élimination des déchets des clients industriels et commerciaux de la compagnie en Indonésie, aux Philippines et en Thaïlande. Cela encouragera le recours à des pratiques et des technologies respectueuses de l'environnement pour la collecte et le traitement des déchets et, partant, contribuera à réduire la pollution de l'air, des sols et de l'eau ainsi que l'incidence des maladies que ces types de pollution peuvent occasionner. Par ailleurs, aux Philippines, la SFI a mobilisé des fonds auprès de donateurs pour promouvoir l'utilisation de l'énergie solaire et la protection des habitats côtiers (voir page 19).



MICHAEL GUNAWAN

## Les services de promotion et de développement des investissements : un appui aux entreprises de taille limitée

La SFI gère des services spéciaux de promotion et de développement des investissements financés par plusieurs bailleurs de fonds dans la région Asie de l'Est et Pacifique où le développement économique est particulièrement tributaire de la fourniture d'un appui aux petites et moyennes entreprises ; ces services couvrent la région du Mékong, les pays insulaires du Pacifique, la province chinoise de Sichuan et l'est de l'Indonésie. Durant l'exercice 04, la Société a accru les efforts qu'elle déploie pour intégrer les travaux de ces services dans certaines autres de ses activités ainsi que dans les opérations d'autres institutions du Groupe de la Banque mondiale. On peut citer, à cet égard, l'assistance technique fournie par ces services pour contribuer à l'inclusion de petites entreprises dans les chaînes d'approvisionnement des entreprises de taille plus importante dans lesquelles investit la SFI.

Il existe aussi de très fortes synergies entre ces services et les investissements de la SFI dans le secteur financier où les activités de formation aux opérations de prêt et à l'analyse des crédits pour les petites entreprises viennent compléter les prêts et les prises de participation de la SFI ainsi que les directives stratégiques et opérationnelles qu'elle formule, et ce dans de nombreux domaines tels que la gestion des données, le gouvernement d'entreprise et le respect des normes comptables internationales. Au Viet Nam, par exemple, la SFI est maintenant un investisseur stratégique dans deux grandes banques commerciales, Asia Commercial Bank et Sacombank, auxquelles le Service de promotion et de développement du secteur privé dans la vallée du Mékong avait auparavant fourni une formation approfondie par l'intermédiaire de son centre de formation bancaire. Les deux banques ont sensiblement accru le volume de leur portefeuille de prêts aux petites et moyennes entreprises.



MIGUEL NAVARRO



# Asie du sud

BANGLADESH  
BHOUTAN  
INDE  
MALDIVES  
NÉPAL  
SRI LANKA

## Un nouvel acteur sur la scène internationale

Au cours de l'exercice 04, la croissance s'est accélérée en Asie du Sud, entraînée par l'expansion de plus en plus rapide de l'économie indienne. Le secteur privé a été le moteur de ces excellents résultats, les milieux d'affaires de toute la région s'efforçant d'accroître leur compétitivité sur les marchés mondiaux et d'identifier des opportunités de conquérir de nouveaux marchés dans la région et ailleurs. La SFI a encouragé cette tendance avec ses nouveaux investissements, qui ont atteint le niveau record de 405 millions de dollars, et des syndications de prêts à hauteur de 109 millions de dollars. Elle a aussi fourni une assistance technique aux entreprises pour les aider à améliorer leur compétitivité, obtenir des financements à long terme, et trouver de nouveaux débouchés. Par le biais de cette assistance, la SFI s'efforce, notamment, de faciliter les investissements entre les pays en développement et de renforcer les liens entre les petites entreprises et les gros clients de la SFI.

La SFI contribue, dans toute l'Asie du Sud, à rendre des entreprises compétitives sur le plan international. Au cours de l'exercice écoulé, la SFI a investi une deuxième fois dans Ballarpur Industries Limited, le plus grand producteur indien de papier d'écriture et d'impression, afin d'augmenter l'efficacité de ses opérations locales et de soutenir l'expansion de son programme de foresterie rurale, dont les avantages sont considérables pour les paysans (voir encadré). La SFI a également aidé RAK Ceramics, société basée dans les Émirats arabes unis, avec laquelle elle avait déjà travaillé au Bangladesh, à investir dans de nouvelles capacités de production de carreaux de céramique en Inde. Toujours dans le but d'accroître la compétitivité, la Société a accordé des investissements, entre autres, à United Phosphorus Limited, l'un des plus grands producteurs indiens de produits de protection des cultures et l'un des cinq plus grands fabricants mondiaux de produits agrochimiques génériques ; et à Crompton Greaves Limited, qui est l'entreprise phare de l'industrie indienne de l'équipement et du génie électrique et le plus important exportateur de transformateurs du pays. L'investissement de la SFI dans CMS Computers, l'une des plus grandes sociétés de services de technologie sur le marché intérieur, aidera la compagnie à devenir plus compétitive et à développer ses opérations en Inde.

La région ne pourra poursuivre son expansion que si son infrastructure s'améliore, mais les pays ont du mal à satisfaire les besoins en ce domaine en raison de leurs contraintes budgétaires. C'est pour cela que la SFI s'efforce de promouvoir la participation du secteur privé aux grands services d'infrastructure tels que les télécommunications et l'énergie. Au cours de l'exercice écoulé, le Gouvernement indien ayant décidé d'autoriser le secteur privé à participer à des activités de transport d'électricité, la SFI a formé le premier partenariat du pays en ce domaine. Powerlinks, qui est une coentreprise constituée par Tata Power Company et Power Grid Corporation of India, facilitera le transport d'électricité à partir d'un projet hydroélectrique dans le Bhoutan ainsi que le transport de l'électricité excédentaire produite dans d'autres régions vers le nord de l'Inde. Dans le secteur de la téléphonie mobile, la SFI a contribué à financer l'expansion de grands prestataires de services tels que Grameen Phone au Bangladesh et Dialog au Sri Lanka (voir encadré). Dans le secteur des hydrocarbures, elle finance la mise en valeur des ressources de la région par le biais de l'appui qu'elle fournit à Cairn Energy PLC (voir encadré).

La SFI favorise la création d'institutions solides qui élargissent l'accès aux services financiers. Elle a accordé un prêt à Sundaram Finance, grâce auquel cette institution pourra accroître le volume de ses opérations de prêts aux propriétaires et opérateurs de véhicules commerciaux dans les zones rurales et semi-rurales et, ce faisant, favoriser le développement d'entreprises de petite taille. Le volume accru des financements hypothécaires ayant imprimé un élan au secteur du bâtiment dans toute l'Inde, la SFI a aidé HDFC à prendre pied sur les

### PAYS BÉNÉFICIAIRES DES ENGAGEMENTS DE LA SFI

Portefeuille d'engagements de la SFI pour son propre compte au 30 juin 2004 (millions de dollars)

|            |       |
|------------|-------|
| Inde       | 1 136 |
| Bangladesh | 133   |
| Sri Lanka  | 129   |
| Népal      | 51    |
| Maldives   | 28    |
| Bhoutan    | 10    |





RICHARD ENGLISH

## FINANCEMENT DES PROJETS ET PORTEFEUILLE

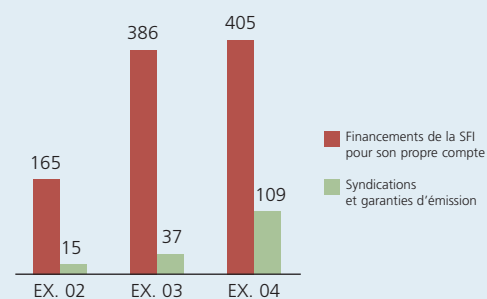
(millions de dollars)

|   | EX. 03       | EX. 04       |
|---|--------------|--------------|
| Financements engagés pour le compte de la SFI                                     | 386          | 405          |
| Prêts   | 349          | 332          |
| Participations et quasi-participations*   | 34           | 64           |
| Financements structurés et gestion des risques                                    | 3            | 9            |
| Syndications de prêts signées   | 37           | 109          |
| <b>TOTAL, ENGAGEMENTS SIGNÉS</b>  | <b>422</b>   | <b>514</b>   |
| Portefeuille d'engagements pour le compte de la SFI                               | 1 447        | 1 529        |
| Prêts   | 929          | 1 101        |
| Participations  | 345          | 265          |
| Financements structurés et gestion des risques                                    | 172          | 163          |
| Portefeuille d'engagements détenus pour des tiers<br>(Participations à des prêts) | 140          | 237          |
| <b>TOTAL, PORTEFEUILLE D'ENGAGEMENTS</b>  | <b>1 587</b> | <b>1 765</b> |

\* Y compris les prêts et les investissements sous forme de participations et de quasi-participations.  
Note : tous les chiffres ont été arrondis.

## ENGAGEMENTS

(millions de dollars)



## ENGAGEMENTS AU TITRE DE PROJETS ET PAYS

|                   | EX. 02 | EX. 03 | EX. 04 |
|-------------------|--------|--------|--------|
| Nombre de projets | 9      | 18     | 19     |
| Nombre de pays    | 4      | 4      | 5      |



marchés internationaux pour obtenir les capitaux à plus long terme dont il a besoin pour financer ses prêts hypothécaires, et Birla Home Finance à étendre la portée de ses opérations de financement du logement, notamment en faveur des ménages indiens à revenu moyen. Birla Home Finance, qui appartient à la société allemande BHW, a réussi à introduire un plan d'épargne logement en Inde, qui offre aux ménages à faible revenu la possibilité d'obtenir des prêts en fonction de l'épargne qu'ils ont pu accumuler sur une période de trois à cinq ans.

Les petites et moyennes entreprises sont un élément déterminant d'une croissance et d'un développement durables. La SFI continue de leur apporter son appui en développant les marchés des capitaux en Asie du Sud. Au Bangladesh, la Société a investi dans United Leasing Company et BRAC Bank ; cette dernière est une nouvelle banque constituée par la SFI avec Shorebank et BRAC, une grande ONG bangladaise, pour promouvoir la fourniture de services financiers aux entreprises de taille limitée. La SFI aide aussi les entrepreneurs locaux et leurs entreprises par le truchement du Service de promotion de l'entreprise en Asie du Sud (SEDF), son mécanisme d'appui aux PME de la région. Le SEDF opère sur plusieurs fronts à la fois, en s'efforçant d'améliorer le climat des affaires, d'élargir l'accès des entrepreneurs au financement et d'accroître la disponibilité des services axés sur les entreprises (voir encadré et page 10).

Le secteur privé joue aussi un rôle de premier plan dans la fourniture de services de santé dans la région. En Inde, la SFI aide Max Healthcare à monter le premier réseau intégré de fourniture de soins de santé dans la région de New Delhi.

Le Bhoutan, qui est devenu membre de la SFI en décembre 2003, est le dernier pays en date à adhérer à la Société. Peu de temps après, celle-ci a pris son premier engagement dans le secteur touristique du pays (voir encadré). Le SEDF travaille avec le client de la SFI, Bhutan Resorts Corporation Limited, pour établir des relations avec les petites entreprises, tandis que le FIAS aide les pouvoirs publics à élaborer un cadre de politiques pour guider les investisseurs privés. La SFI a également investi dans le secteur touristique des Maldives par le biais de Taj Maldives, qui est une filiale du Taj Group (Inde). Ces deux projets touristiques sont des investissements « sud-sud » qui permettent à la fois d'aider les deux pays les plus petits d'Asie du Sud et de fournir des financements de plus longue durée pour l'expansion de grandes entreprises dans la région.



REPRODUCTION AUTORISÉE: DQ ENTERTAINMENT

*La SFI a investi dans DQ Entertainment, société indienne productrice de films d'animation et de services multimédias pour le compte de maisons de production nord-américaines et européennes.*

## **Inde et Bangladesh : la mise en valeur des ressources énergétiques intérieures**

La compagnie d'hydrocarbures Cairn Energy PLC, qui est basée au Royaume-Uni, a axé sa stratégie opérationnelle sur l'Asie du Sud, et notamment sur l'Inde (qui est le sixième plus grand consommateur d'énergie au monde) et le Bangladesh (qui a les ressources nécessaires pour devenir un grand producteur de gaz). La SFI vient d'approuver pour le compte de Cairn un mécanisme de financement renouvelable à long terme pour financer l'expansion de sa capacité de production et de ses activités de prospection dans la région. En accroissant les volumes de gaz local pouvant être utilisés pour générer de l'électricité et dans le cadre des activités industrielles, Cairn permettra de substituer au naphta et au charbon un combustible plus propre et plus efficace au plan des coûts. L'entreprise a également introduit de nouvelles technologies pour augmenter les taux de récupération de pétrole ; celui-ci est passé pour le gisement de pétrole de Ravva, par exemple, de 30 à 55 %. Cairn travaille avec les spécialistes de l'environnement de la SFI pour veiller à ce que la mise en valeur des nouveaux gisements du Rajasthan, qui sont les plus importants découverts sous le sol indien depuis une vingtaine d'années, permette de protéger les fragiles écosystèmes naturels et les systèmes sociaux de cette région.

## Bangladesh et Sri Lanka : l'accès aux télécommunications s'élargit

Grâce aux investissements de la SFI, la téléphonie mobile en Asie du Sud connaît une expansion rapide et génère d'importants avantages économiques. Au Bangladesh, GrameenPhone a été la première compagnie à viser un marché de masse en adoptant une stratégie consistant à facturer ses services à bas prix. Elle s'est rapidement constituée une clientèle d'abonnés qui, à la fin de 2003, avaient atteint le million. D'autres compagnies ont suivi son exemple. Ces services bon marché et fiables ont permis d'accroître le taux de pénétration des téléphones mobiles qui est passé de 0,1 % en 1999 à 1,25 % aujourd'hui, soit plus du double du taux de pénétration du téléphone fixe. Cette croissance a également motivé des réformes dans le secteur national des télécommunications, dont la création d'un organisme de réglementation indépendant. GrameenPhone, grâce à son programme Village Phone, a considérablement augmenté les connections en zones rurales. Ce programme permet à des particuliers, à qui souvent Grameen Bank a consenti un microcrédit à cette fin, d'exploiter un service de publiphone dans leur communauté. Environ 50 millions de personnes ont pu ainsi bénéficier de ces services de téléphonie mobile. Ce programme, qui a remporté de nombreux prix pour l'efficacité avec laquelle il élargit l'accès des populations rurales aux services de télécommunications, a également permis d'améliorer la situation des femmes qui exploitent ces services dans les campagnes. La SFI a pu reproduire ce modèle en Ouganda et lance une initiative similaire au Nigéria.

En 2004, la SFI a investi une deuxième fois dans GrameenPhone Ltd. en lui accordant un prêt de 30 millions de dollars pour étendre son réseau dans tout le pays et refinancer sa dette. En 1999, la SFI avait consenti un prêt à la compagnie et pris une participation à son capital dans le cadre d'un projet de 124 millions de dollars qui visait à développer le réseau de la compagnie au cours des quatre premières années d'exploitation. L'opérateur de téléphonie mobile est parrainé par Telenor (Norvège) et Grameen Telecom, entité constituée par Grameen Bank.

Au Sri Lanka, où le nombre d'abonnés au réseau mobile a augmenté de près de moitié au cours de 2003, la SFI a investi dans Dialog, nom de marque utilisé dans le pays par MTN Networks. Dialog qui, lorsqu'il a lancé ses opérations en 1995, était le quatrième opérateur de téléphonie mobile du pays, détenait 50 % du marché dès 2002. Depuis le cessez-le-feu, la compagnie cible de plus en plus sa stratégie d'expansion sur les provinces du nord et de l'est où la guerre civile a empêché de développer l'infrastructure des télécommunications. L'investissement de 50 millions de dollars de la SFI appuiera les plans d'expansion de la compagnie et l'aidera à améliorer son réseau pour offrir de nouveaux services.



REPRODUCTION AUTORISÉE : DIALOG



REPRODUCTION AUTORISÉE : GRAMEENPHONE





BANQUE MONDIALE

### **Bangladesh : aider des entreprises de taille limitée à devenir compétitives**

L'industrie du vêtement est le fondement de l'économie bangladaise puisqu'elle génère 75 % des recettes totales d'exportation et emploie plus de 1,8 million de personnes, surtout des femmes qui travaillent dans des petites et moyennes entreprises. Les revenus dégagés permettent de relever le niveau de vie, notamment en ce qui concerne les soins de santé, le logement et l'éducation des enfants des employés. Accéder aux marchés internationaux est crucial, étant donné la concurrence de plus en plus forte exercée par la Chine et d'autres pays où la productivité de la main-d'œuvre est très élevée, et le démantèlement progressif de l'accord multifibres, dont le système de contingents limitait la quantité de textiles et de vêtements en provenance de pays en développement qui pouvait entrer dans les pays industrialisés.

Le Service de promotion de l'entreprise en Asie du Sud (SEDF) de la SFI aide les petites et moyennes entreprises opérant dans le secteur de la confection à trouver de nouveaux acheteurs au Canada, qui a accepté, à la fin 2003, de supprimer toutes les barrières commerciales opposées aux importations de vêtements du Bangladesh. Le SEDF s'est associé avec l'Alliance des Manufacturiers et des Exportateurs du Canada et le Bureau canadien de promotion du commerce pour organiser à Montréal et à Toronto des foires commerciales réussies. Les chefs de file du secteur espèrent donc que les exportations de vêtements vers le Canada doubleront pour atteindre 300 millions de dollars au cours de l'année à venir.

### **Bhoutan : un tourisme haut de gamme et écologique**

Le Bhoutan, qui est devenu membre de la SFI durant l'exercice, est le dernier pays en date ayant adhéré à la Société et il souhaite promouvoir son développement économique tout en protégeant son environnement naturel et son unique culture. Les autorités ont commencé à travailler avec le FIAS, en 2000, pour mettre en place des politiques et des réglementations favorables à l'investissement étranger direct. Cette collaboration a préparé le terrain au premier investissement de la SFI dans le pays : une station touristique dont les promoteurs sont Bhutan Resorts Corporation Limited et Silverlink Holdings de Singapour, propriétaire du nom de marque Amanresorts. Le projet appuiera la formule du gouvernement en faveur d'un tourisme « haut de gamme et écologique » en attirant un petit nombre de visiteurs ayant des revenus élevés, respectueux de l'environnement et intéressés par la culture du pays, afin de minimiser l'impact du tourisme sur l'environnement, le tissu social et la culture du pays. La SFI apporte dix millions de dollars et rassure par sa présence l'État et les investisseurs dans le cadre de cette opération qui sera le plus gros investissement étranger direct au Bhoutan depuis de nombreuses années. L'expérience acquise par la SFI en matière de gestion de l'impact environnemental et social des activités du secteur privé permet aussi de maximiser les avantages que peuvent tirer les populations locales du développement de produits et de services associés à un écotourisme durable. Le Service de promotion de l'entreprise en Asie du Sud de la SFI travaille également avec la station touristique pour établir des liens avec des entreprises de taille limitée, notamment au niveau des chaînes d'approvisionnement alimentaire locales. Ce projet devrait avoir un important effet d'émulation et attirer d'autres investissements étrangers directs au Bhoutan.



JOHN GRIFFIN





RICHARD ENGLISH

## **Inde :** **des investissements dans des programmes** **de foresterie paysanne**

Au cours de l'exercice 04, la SFI a investi dans Ballarpur Industries Limited (BILT), le plus grand producteur indien de papier d'impression. Cet investissement, qui est le second de la SFI dans cette société et qui doit permettre de moderniser ses installations et d'accroître sa capacité de production, permettra aussi de développer son programme de foresterie paysanne. BILT cible les petits exploitants dont les terres sont impropres à d'autres cultures de rapport, cultive et distribue des plants aux paysans à des prix subventionnés, fournit des conseils techniques gratuits, met au point des variétés de plantes à haut rendement, et gère des centrales d'achat afin d'obtenir des prix raisonnables pour les produits. Les paysans ont ainsi l'assurance d'avoir des revenus stables quelle que soit la saison. En outre, BILT a lancé un programme pilote qui garantit aux paysans le rachat de leur bois à pâte l'année de la première rotation de leurs cultures. L'entreprise s'est entendue avec les banques commerciales pour qu'elles fassent des avances aux paysans en attendant que les cultures arrivent à maturité. Les banques sont payées par BILT une fois que celle-ci reçoit le bois à pâte. Depuis le lancement du programme de foresterie paysanne en 2000, plus de 15 000 paysans y participent et la superficie totale plantée couvre 10 000 ha. Grâce à l'aide de la SFI, BILT compte étendre la portée de son programme pour arriver à distribuer environ 100 millions de plants chaque année à plus de 25 000 paysans d'ici 2008 de manière à ce qu'une grande partie de ses matières premières viennent des paysans locaux.



RICHARD ENGLISH



# Europe et Asie centrale

ALBANIE  
ARMÉNIE  
AZERBAÏDJAN  
BÉLARUS  
BOSNIE-HERZÉGOVINE  
BULGARIE  
CROATIE  
ESTONIE  
EX-RÉPUBLIQUE  
YOUGOSLAVE  
DE MACÉDOINE  
FÉDÉRATION DE RUSSIE  
GÉORGIE  
HONGRIE  
KAZAKHSTAN  
LETONIE

LITUANIE  
MOLDOVA  
OUBÉKISTAN  
POLOGNE  
RÉPUBLIQUE KIRGHIZE  
RÉPUBLIQUE SLOVAQUE  
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE  
ROUMANIE  
SERBIE-ET-  
MONTÉNÉGO  
SLOVÉNIE  
TADJIKISTAN  
TURKMÉNISTAN  
TURQUIE  
UKRAINE

## Des investissements en hausse et des innovations

Durant l'exercice, les activités de la SFI en Europe et Asie centrale ont fait intervenir toute la gamme des produits et des services de la Société, et ont revêtu des formes aussi diverses que celles d'investissements dans des secteurs essentiels comme les institutions financières, les infrastructures et la santé, ou de services d'assistance technique visant à améliorer le climat de l'investissement, élargir l'accès des petites entreprises aux capitaux et renforcer les gouvernements d'entreprise.

## Europe centrale et Europe de l'Est

### DES PROGRÈS DANS DE NOMBREUX DOMAINES

Les engagements de la SFI en Europe centrale et en Europe de l'Est ont atteint le niveau record de 825 millions de dollars durant l'exercice 04, et ont été complétés par des syndications de banques partenaires à hauteur de 68 millions de dollars. Ces financements ont essentiellement ciblé la Russie, en raison de la croissance économique du pays et de sa stabilité et aussi de l'élargissement des opérations de la SFI avec des entreprises et sociétés locales implantées en dehors de Moscou. La Société a également porté le volume de ses engagements en Ukraine à 57 millions de dollars en procédant à des investissements dans l'agroindustrie, le secteur financier et le secteur manufacturier. Elle a continué d'appuyer le secteur privé des petits pays d'Europe de l'Est par le biais de ses services de conseil et de ses investissements, en privilégiant le renforcement des entreprises de taille réduite. Ses récents investissements dans les États baltes, notamment les premières opérations de titrisation transfrontières de la région qui ont contribué à approfondir les marchés hypothécaires, témoignent du rôle plus sélectif joué maintenant par la SFI dans les pays souhaitant devenir membres de l'Union européenne (voir encadré page 12).

En Russie, la SFI investit dans un nombre croissant de secteurs, sa stratégie consistant à promouvoir la diversification de l'économie nationale de manière à ce que celle-ci ne soit plus essentiellement tributaire du pétrole et du gaz. Il convient en particulier de noter l'augmentation des investissements consacrés durant l'exercice aux infrastructures, notamment des transports et de logistique. La SFI a financé des projets de grande envergure dans le domaine des transports ferroviaires et aériens. Ces investissements ont renforcé le système de transport du pays, qui est essentiel à la croissance économique, et témoignent des avantages que présente l'élargissement du rôle du secteur privé dans l'infrastructure. Les investissements de la Société dans Kulon et Russkiy Mir ont été motivés par la demande croissante des entreprises locales qui souhaitent obtenir des services logistiques et d'entreposage afin d'améliorer l'efficacité de leurs activités de stockage, de manutention et de transport. Tous les investissements ont concerné des entreprises locales russes.

La SFI aide également ses clients de longue date à obtenir accès à de nouveaux marchés. Durant l'exercice, elle a procédé à plusieurs investissements relais en Russie avec des sociétés clientes ressortissant d'autres pays de la région. Le fabricant de verre Sisecam, qui est devenu un client de la SFI dans les années 70 en Turquie, son pays d'origine, a récemment travaillé en partenariat avec la Société en Géorgie et en Russie. Durant l'exercice, sa filiale russe, Ruscam, a obtenu son troisième prêt de la SFI depuis qu'elle a ouvert ses portes en Russie il y a trois ans ; ce dernier financement lui permettra d'accroître encore sa capacité de production de bouteilles. La SFI détient depuis 1994 une part du capital d'Intercell, qui est l'un des principaux producteurs d'emballages polonais et la plus importante société de recyclage de papier du pays. Durant l'exercice, la SFI a aidé Intercell à investir en Russie où l'entreprise fabriquera des sacs en papier.

À l'extérieur de Moscou, le secteur financier reste le moteur du développement. La SFI a sélectionné des institutions chefs de file en mesure de définir les normes applicables, et elle

### PAYS BÉNÉFICIAIRES DES PLUS GROS ENGAGEMENTS DE LA SFI

Portefeuille d'engagements de la SFI pour son propre compte au 30 juin 2004 (millions de dollars)

|                      |       |
|----------------------|-------|
| Fédération de Russie | 1 188 |
| Turquie              | 885   |
| Roumanie             | 280   |
| Bulgarie             | 266   |
| Kazakhstan           | 167   |





RICHARD ENGLISH

## FINANCEMENT DES PROJETS ET PORTEFEUILLE

(millions de dollars)

|   | EX. 03       | EX. 04**     |
|---|--------------|--------------|
| Financements engagés pour le compte de la SFI                                     | 1 203        | 1 667        |
| Prêts   | 968          | 1 330        |
| Participations et quasi-participations*   | 141          | 336          |
| Financements structurés et gestion des risques                                    | 95           | 1            |
| Syndications de prêts signées   | 190          | 363          |
| <b>TOTAL, ENGAGEMENTS SIGNÉS</b>  | <b>1 394</b> | <b>2 030</b> |
| Portefeuille d'engagements pour le compte de la SFI                               | 3 581        | 4 554        |
| Prêts   | 2 898        | 3 768        |
| Participations  | 527          | 672          |
| Financements structurés et gestion des risques                                    | 156          | 114          |
| Portefeuille d'engagements détenus pour des tiers<br>(Participations à des prêts) | 785          | 935          |
| <b>TOTAL, PORTEFEUILLE D'ENGAGEMENTS</b>  | <b>4 366</b> | <b>5 489</b> |

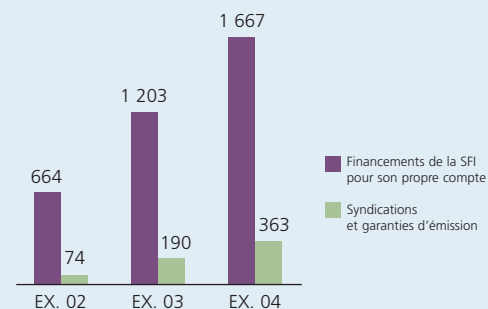
\* Y compris les prêts et les investissements sous forme de participations et de quasi-participations.

\*\* Y compris l'oléoduc de BTC et la part des projets officiellement classés projets mondiaux de LNM Holdings Investment qui concernent la région Europe de l'Est et Asie centrale.

Note : tous les chiffres ont été arrondis.

## ENGAGEMENTS

(millions de dollars)



## ENGAGEMENTS AU TITRE DE PROJETS ET PAYS

|                   | EX. 02 | EX. 03 | EX. 04 |
|-------------------|--------|--------|--------|
| Nombre de projets | 60     | 59     | 65*    |
| Nombre de pays    | 19     | 18     | 17     |

\* Y compris l'oléoduc de BTC



## L'Ukraine affiche du poulet frais au menu

Lorsque, en 1996, Yuriy Kosyuk a acquis les actifs d'entreprises en faillite dans la filière volailles, ce jeune entrepreneur était déterminé à devenir le plus gros producteur de volailles d'Ukraine. Après avoir maîtrisé tous les aspects de l'approvisionnement des détaillants en produits frais réfrigérés, son entreprise, Mironovsky Khleboprodukt, a pu faire davantage concurrence aux importations de produits surgelés.

Afin d'aider Mironovsky à consolider sa position sur le marché, la SFI lui a accordé un prêt de 30 millions de dollars qui l'aidera à développer ses systèmes de production et de distribution et à accroître son efficacité. Le projet, dont le coût total est de 120 millions de dollars, devrait permettre à la société de pratiquement tripler sa production d'ici 2005, d'abaisser ses coûts de production de 20 % et de créer 450 emplois. La SFI lui fournit également des services d'assistance technique en matière de gouvernement d'entreprise et l'aide à mettre en place des systèmes de gestion de la qualité et de la sécurité alimentaire répondant aux normes internationales. Mironovsky améliorera ses opérations à divers égards, notamment en construisant une usine de transformation de protéagineux (tournesol) pour produire des aliments pour les poulets de chair et, ce faisant, réduira ses coûts. L'usine sera la première de ce type construite en ex-Union soviétique et servira de modèle dans ce secteur qui est encore à la traîne sur le plan technologique.

Pour étendre son réseau de distribution, Mironovsky a l'intention d'ajouter à ses 400 points de vente aux consommateurs actuels 900 autres magasins gérés par des franchisés. Un investissement initial de 2 000 dollars par point de vente génère au minimum un emploi et permet de dégager un profit mensuel de l'ordre de 300 dollars dans un pays où le salaire mensuel moyen était de 94 dollars en 2003.

ajoute de la valeur à leurs opérations par le biais de ses investissements et de ses services de conseil. La Société s'est engagée pour le long terme, ce qui se manifeste fréquemment par des opérations relais. Elle travaille actuellement, en dehors de Moscou, avec quatre institutions financières appartenant à des capitaux locaux. Le Partenariat pour l'entreprise privée, par l'intermédiaire duquel la SFI assure des services de conseil dans la région, a également aidé certains des clients de la Société à améliorer leur gouvernement d'entreprise (voir encadré).

La SFI aide à introduire dans toute la Russie des produits d'intermédiation financière novateurs, tels que des financements en monnaie nationale et des opérations de titrisation. Durant l'exercice, elle a consenti son premier prêt lié au rouble à Russian Standard Bank (voir encadré) et elle a créé, avec des parties prenantes des secteurs public et privé russes, un groupe de travail pour identifier les obstacles aux opérations de titrisation.

En Ukraine, les investissements dans l'un des grands producteurs de volailles (voir encadré) et dans le principal producteur de jus de fruits du pays, Sandora, aideront des entreprises locales à s'agrandir et à se moderniser tout en créant des emplois pour les ménages agricoles locaux. La SFI a également fourni son appui à Nova Liniya aux fins de la construction de deux magasins de détail spécialisés dans le bricolage, qui stimuleront les activités locales de production et emploieront 300 personnes. Les opérations de la Société témoignent de l'amélioration du climat de l'investissement dans le pays, des opportunités existant dans plusieurs secteurs et du regain d'intérêt manifesté par les investisseurs étrangers. Au Bélarus, la SFI a, de même, appuyé la première opération de privatisation à laquelle des investisseurs étrangers ont participé dans le secteur des boissons.

Sur les marchés pionniers, la Société a continué d'aider les institutions financières à élargir l'accès des petites entreprises au crédit. En Géorgie, le Partenariat pour l'entreprise privée a facilité la présentation de textes de loi essentiels au développement des opérations de crédit-bail, qui seront une nouvelle source de financement pour les PME. La SFI a constitué son premier partenariat avec une banque arménienne, Armeconombank, en lui accordant un prêt qui permettra à celle-ci d'élargir son assiette financière aux fins de la rétrocession de fonds à de plus petites entreprises. En Ukraine, la SFI a accordé un prêt à l'une des principales sociétés de crédit-bail du pays, First Lease, pour appuyer le financement-location de matériels aux PME. Le Partenariat pour l'entreprise privée a également aidé à rédiger un nouveau texte de loi sur le crédit-bail en Ukraine, qui a été adopté par le parlement durant l'exercice. Au Bélarus, afin de renforcer le secteur financier, la Société a organisé, à l'intention des responsables de l'action publique, un atelier sur le développement du secteur bancaire et le rôle des banques étrangères. Elle a aussi continué de collaborer avec des associations d'entreprises afin d'améliorer le cadre dans lequel opèrent les PME.

La SFI a maintenu son appui à ses banques partenaires de pays pionniers et les a fait profiter d'innovations du marché, en consentant de nouveaux financements à ProCredit Bank en Ukraine et en Géorgie et à TBC en Géorgie. La transaction effectuée avec TBC a constitué la première opération de swap de taux d'intérêt et de devises réalisée en Géorgie (voir encadré).

## Grâce à la SFI, la Géorgie s'initie à la gestion des risques

Durant l'exercice, la SFI a signé un accord-cadre d'International Swaps and Derivatives Association avec TBC Bank of Georgia. Cet accord lui permet de procéder à des swaps de taux d'intérêt et de devises, c'est-à-dire d'utiliser deux instruments financiers complexes qui sont employés couramment sur les marchés de capitaux des pays développés mais rarement sur les marchés des pays en développement. TBC sera donc mieux à même de se couvrir du risque de taux d'intérêt en dollars et du risque de change dollar-euro associé à l'encours de ses emprunts à terme. Elle pourra ainsi équilibrer plus efficacement ses éléments d'actif et de passif et améliorer ses capacités de gestion des risques. La SFI est la première institution à introduire cet instrument financier en Géorgie.

TBC, qui a été créée en 1992, est la plus ancienne banque commerciale privée de Géorgie ; elle affiche aussi l'actif total le plus élevé et la part du marché des dépôts la plus importante des banques du pays. Elle est un partenaire de la SFI depuis 1998. Cette dernière lui a déjà accordé deux prêts de trois millions de dollars chacun, dont le montant devait être rétrocédé à des petites et moyennes entreprises ou financer des prêts hypothécaires immobiliers. La SFI a également pris une participation de 10 % au capital de la banque et lui a fourni une assistance technique pour lui permettre de renforcer ses procédures de nantissement de crédit, améliorer son gouvernement d'entreprise et mettre son système de présentation de l'information aux normes internationales.

L'accord de swap est l'un des éléments de la stratégie adoptée par la SFI pour développer le recours à de nouveaux produits financiers en Géorgie. En 2000, la Société a lancé des opérations de financement du logement en accordant à Bank of Georgia une ligne de crédit de trois millions de dollars et une assistance technique concernant les opérations hypothécaires. Elle fournit aussi actuellement une assistance technique afin de développer l'infrastructure juridique et commerciale de crédit-bail dans ce pays.



REPRODUCTION AUTORISÉE : MIRONOVSKY KHELEBPRODUKT

## L'impact d'un bon gouvernement d'entreprise sur les affaires

Attirer des investisseurs stratégiques, lever des fonds sur les marchés financiers, accroître l'efficacité des opérations, protéger les droits des actionnaires minoritaires — voilà ce que peut apporter une amélioration du gouvernement d'entreprise. Avec l'appui de bailleurs de fonds, le Partenariat pour l'entreprise privée, c'est-à-dire le programme d'assistance technique mis en place par la SFI dans l'ex-Union soviétique, aide des entreprises et les pouvoirs publics russes, ukrainiens et, plus récemment géorgiens, à mettre au point des pratiques judicieuses en matière de gouvernement d'entreprise et à renforcer le cadre réglementaire des sociétés. L'objectif est de montrer aux investisseurs qu'ils peuvent avoir confiance dans des entreprises appartenant à des intérêts locaux et gérés par ces derniers, confiance essentielle pour imprimer un nouvel élan aux activités de production et aux réformes.

Dans le cadre de ce partenariat, la SFI a fourni des services de conseil et de formation sur le gouvernement d'entreprise à presque 2 400 entreprises allant de grandes sociétés russes opérant dans les domaines de la foresterie, des télécommunications et des produits chimiques à des fabricants ukrainiens de taille moyenne et à des banques géorgiennes qui prêtent aux petites entreprises. Par ailleurs, 30 universités russes et 34 universités ukrainiennes offrent des cours en gouvernement d'entreprise depuis le dernier exercice. La SFI collabore également avec les commissions des valeurs mobilières locales afin de promouvoir des réformes. Le partenariat a aussi permis d'élaborer des codes de gouvernement d'entreprise et d'encourager leur application en Russie et en Ukraine.

Durant l'exercice écoulé, la SFI a examiné les pratiques de gouvernement d'entreprise dans les secteurs bancaires russe et ukrainien. Le partenariat permettra de guider les banques dans le cadre du renforcement de leurs pratiques et de l'évaluation du gouvernement d'entreprise de leurs clients lorsqu'elles prennent des décisions de financement.



## En Russie, Siberia Airlines est heureuse de vous retrouver sur ses vols

Siberia Airlines, qui est basée à Novosibirsk, la plus grande ville de Sibérie, est issue en 1992 de la réorganisation d'Aeroflot et a été privatisée en 1994. Aujourd'hui, elle est la deuxième compagnie aérienne russe et transporte chaque année 3,5 millions de passagers entre plus d'une cinquantaine de villes en Russie et à l'étranger.

La demande de transports aériens est depuis quelque temps en très nette hausse en Russie. Pour tirer profit des opportunités commerciales qui s'annoncent, Siberia Airlines doit accroître et améliorer sa flotte ; or, elle ne peut se procurer aucun financement à un coût abordable au titre d'un projet à si longue échéance. Le prêt de 25 millions de dollars de la SFI aidera la compagnie aérienne à consolider les prêts à court et moyen termes qu'elle avait antérieurement contractés pour acquérir et réaménager ses appareils, accroître ses fonds de roulement et étendre son réseau aérien.

Le financement accordé par la SFI à Siberia Airlines contribue à stimuler la concurrence dans le secteur des transports aériens, auparavant dominé par la compagnie nationale Aeroflot. Ce financement fait suite au prêt de 30 millions de dollars accordé par la Société à la compagnie de transport aérien de marchandises Volga-Dnepr, qui représente le premier gros investissement étranger dans le secteur de l'aviation civile russe. Le développement des transports aériens dans un pays qui couvre huit fuseaux horaires et dont certaines régions ne sont accessibles que par avion contribue à l'établissement de liens commerciaux, culturels et privés entre les diverses communautés russes. L'engagement de la SFI montrera la viabilité d'investissements dans le secteur des transports aériens russes et attirera d'autres financements extérieurs.



## Le marché des prêts à la consommation se développe en Russie

Il y a quelques années, les consommateurs russes étaient obligés de payer leurs achats en espèces, même lorsqu'ils achetaient des équipements ménagers ou une voiture. Aujourd'hui ils ont accès au crédit comme les consommateurs des marchés occidentaux grâce, en grande partie, à Russian Standard Bank qui a innové en lançant son programme de crédit à la consommation en 2000.

La SFI collabore avec RSB depuis 2001 à l'établissement d'un marché du financement de la consommation. Durant l'exercice écoulé, la Société a consenti à la banque son premier prêt lié au rouble, d'un montant de 40 millions de dollars. Sur le marché des swaps de rouble offshore, la SFI a procédé au montage de ce financement de manière à ce que RSB puisse emprunter sur une base renouvelable en dollars ou sous forme de financement lié au rouble. Comme la banque peut rembourser son emprunt en rouble, il lui est possible d'effectuer des prêts en monnaie nationale aux consommateurs et, partant, d'accroître son portefeuille.

Au nombre des investissements précédents de la SFI dans RSB figurent la première garantie partielle d'une émission d'obligations en roubles par la Russie et l'émission de billets à ordre, ainsi que la première prise de participation de la Société au capital d'une banque russe depuis la crise financière de 1998. RSB a renforcé sa base de capital et a élargi son accès aux marchés financiers, ce qui lui a permis de se développer de manière stratégique à Moscou et en dehors de la capitale. Son portefeuille de prêts à la consommation fait plus que doubler tous les ans depuis 2001, et se chiffrait à plus de 465 millions de dollars en janvier 2004. La banque, qui compte environ 3 000 agences partenaires en Russie, compte chaque jour 15 000 nouveaux clients de plus. Elle estime que, à la fin de 2004, sa clientèle atteindra 2,3 millions de personnes.



## Le projet d'oléoduc de BTC est un exemple d'innovation, de transparence et de participation locale

La participation de la SFI à un important investissement régional contribue au respect par les marchés émergents des normes relatives à l'utilisation des richesses tirées des ressources naturelles pour promouvoir un développement durable. Durant l'exercice, la Société a joué un rôle crucial en mobilisant un montant de 2,4 milliards de dollars auprès de diverses sources, et notamment 310 millions de dollars sous forme de prêts de la SFI et de 15 banques commerciales, au titre de la première phase de la mise en valeur des champs pétrolifères d'Azeri-Chirag-Deepwater Gunashli (projet d'un montant de 3,2 milliards de dollars qui se déroulera dans la mer Caspienne au large de l'Azerbaïdjan) et au titre de l'oléoduc Baku-Tbilisi-Ceyhan, qui traversera l'Azerbaïdjan et la Géorgie pour amener le pétrole jusqu'à la côte méditerranéenne de la Turquie. Ces projets généreront d'importants revenus pour les trois pays, tout en créant des modèles de financement de projets dans des contextes difficiles et en encourageant la transparence et la collaboration avec les ménages et les entreprises locales. Les projets respecteront également de rigoureuses normes environnementales et sociales. La SFI et la Banque mondiale ont montré la voie en s'assurant que les pays déclareront l'intégralité de leurs revenus pétroliers ; en Azerbaïdjan, il a été décidé de constituer un fonds pour veiller à ce que les recettes contribuent au développement économique.

La SFI aide également les entrepreneurs locaux à profiter de ces projets : elle leur fournit une assistance au niveau des marchés d'approvisionnement, des activités de formation de consultants locaux aux fins de la fourniture de services commerciaux, des opérations de crédit-bail et des produits financiers pour faciliter l'accès aux capitaux. À ce jour, plus d'un milliard de dollars ont été consacrés par le projet, dans ces pays, à des marchés se rapportant aux champs pétrolifères et à l'oléoduc.

La SFI a contribué à cet effort en parrainant des réunions entre les différentes parties prenantes dans chaque pays, en organisant des forums pour permettre aux populations locales, aux organisations non gouvernementales et à d'autres entités d'exprimer leurs préoccupations, notamment en ce qui concerne l'emplacement de l'oléoduc. Un rapport, publié conjointement par la SFI et la BERD, est disponible en ligne en anglais et dans les langues autochtones. L'oléoduc, qui couvre une distance de 1 760 km, n'a entraîné le déplacement d'aucun ménage, et les dédommagements versés au titre des terrains sont systématiquement supérieurs à la valeur marchande de ces derniers et font l'objet d'un suivi indépendant. Durant la phase de construction, un montant de 37 millions de dollars doit être consacré à des investissements communautaires et environnementaux.



SHAWN MILLER



TED POLLETT



TED POLLETT



## Europe du Sud et Asie centrale

### LE RENFORCEMENT DES ENTREPRISES ET DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES

La région de l'Europe du Sud et de l'Asie centrale se transforme rapidement sous l'effet de l'expansion du secteur privé, de l'apparition d'entreprises locales dynamiques et de l'intérêt croissant manifesté par les investisseurs étrangers. Le montant des investissements de la SFI dans la région a plus que doublé en deux ans pour passer de 345 millions de dollars pour l'exercice 02 à 842 millions de dollars pour l'exercice 04 ; celui des prêts syndiqués des banques partenaires a atteint 195 millions de dollars. Durant l'exercice écoulé, le secteur financier est demeuré la cible principale de la stratégie conçue par la SFI pour renforcer le développement des institutions financières privées et, par leur intermédiaire, des petites et moyennes entreprises. La Société a également accordé une place accrue aux investissements privés dans l'infrastructure aux niveaux régional et national tandis que, dans le secteur manufacturier, elle a continué à investir dans la restructuration et la modernisation d'ex-entreprises d'État.

La SFI continue de faciliter les opérations de privatisation du secteur financier de la région et l'engagement d'investisseurs étrangers stratégiques. Elle a pris, avec la BERD, une participation au capital de BRC, qui est la plus grande banque roumaine, afin d'appuyer sa future privatisation. La SFI aide également cette banque à examiner sa stratégie et ses opérations et à améliorer son gouvernement d'entreprise ainsi que sa gestion des risques. Ce projet, qui représente la plus importante prise de participation de la SFI dans une banque à ce jour, devrait stimuler l'intérêt des investisseurs et améliorer les conditions dans lesquelles s'opère la privatisation de BRC ; il est jugé crucial pour le développement de l'économie roumaine. En Bosnie-Herzégovine, la SFI a poursuivi son aide à la réorganisation et à la privatisation du plus important groupe bancaire du pays (voir encadré). En Albanie, la SFI et la BERD ont chacune pris une participation de 19,5 % au capital de la plus grande compagnie d'assurance du pays, également pour faciliter sa privatisation. Cet investissement permettra d'améliorer le gouvernement d'entreprise, les politiques et les procédures de la compagnie et, ce faisant, il accroîtra l'attrait qu'elle pourrait avoir pour les investisseurs.

La SFI a également pour priorité de promouvoir le développement des institutions financières non bancaires, notamment dans les secteurs du financement des logements et du crédit-bail. Elle a contribué à la mise en place d'une compagnie spécialisée dans l'instruction des dossiers et la gestion de prêts aux ménages roumains sur le marché hypothécaire primaire. En Turquie, où les grandes réformes du secteur financier commencent à faire sentir leurs effets, la SFI a continué de fournir des financements à plus long terme aux institutions financières, et notamment à une importante société de crédit-bail.

La SFI met également l'accent sur la fourniture d'un appui stratégique aux petites et moyennes entreprises de la région. Elle a accordé des financements à Raiffeisen International, qui est une

### Le Service de promotion et de développement des infrastructures dans les Balkans

Les insuffisances des infrastructures continuent de décourager les investisseurs privés et de faire obstacle à la croissance économique dans la région des Balkans. Afin de soutenir la croissance et de répondre aux besoins pressants d'investissements de capitaux privés dans l'infrastructure, la SFI a entrepris de mettre en place un Service de promotion et de développement des infrastructures dans les Balkans en collaboration avec USAID et des bailleurs de fonds européens. Ce service aidera les entités du secteur public de la région à attirer des investissements du secteur privé, plus particulièrement dans les secteurs de l'énergie, des transports, de l'eau et de l'assainissement. Les pays couverts par le Service sont l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, la Bulgarie, la Croatie, l'ex-République yougoslave de Macédoine, la Roumanie, et la Serbie-et-Monténégro.

Le Service, qui est administré par la SFI et est basé à Sofia (Bulgarie), est une manifestation de la stratégie poursuivie par le Groupe de la Banque mondiale en vue d'accroître les engagements dans l'infrastructure de manière à assurer des services d'infrastructure efficaces, durables et d'un coût abordable. Le Service de promotion et de développement des infrastructures aidera à identifier, concevoir et structurer des projets d'infrastructure et à obtenir les financements requis par ces derniers, pour que les entités du secteur public déterminées à poursuivre ces opérations dans les pays des Balkans puissent collaborer plus efficacement avec le secteur privé et attirer des investissements essentiels au développement économique de la région. Le Service sera totalement opérationnel dans le courant de l'exercice 05.



REPRODUCTION AUTORISÉE : STOMANA

importante source de financement pour les PME de la région. En Bosnie-Herzégovine, en Bulgarie, au Moldova et en Roumanie, la SFI a ouvert des lignes de crédit en faveur de banques qui prêtent essentiellement aux petites entreprises. Après avoir pris une participation au capital de Microfinance Bank Romania durant l'exercice écoulé, la SFI a ouvert une ligne de crédit en faveur de cette institution pour l'aider à devenir la principale source de financement des micro et petites entreprises sur le marché intérieur. Outre les investissements qu'elle a effectués dans le secteur financier, la SFI met ses produits et services à la disposition des petites entreprises par l'intermédiaire de son Service de promotion de l'entreprise en Europe du Sud-est (SEED) (voir encadré), et le Partenariat pour l'entreprise privée (voir encadré page 27).

Les investissements réalisés par la SFI dans des entreprises auparavant détenues par l'État contribuent à accroître leur efficacité, à améliorer leur compétitivité et à relever les normes de gestion, de gouvernement d'entreprise et de respect de l'environnement. Durant l'exercice 04, la Société a compté parmi ses clients une aciérie et une fabrique de conteneurs en verre en Bulgarie. Dans le cadre de la stratégie qu'elle poursuit pour encourager les sociétés turques souhaitant opérer sur les marchés mondiaux à investir dans la région, la SFI a entrepris d'aider le principal fabricant de verre turec à construire deux usines employant des techniques de pointe en Bulgarie. Ces installations contribueront également à élargir la base des exportations bulgares. Dans le secteur de la santé et des infrastructures, la SFI s'efforce de faciliter la constitution de partenariats public-privé, en fournissant des financements novateurs et une assistance technique à des intervenants privés locaux et à des entités publiques infranationales (voir encadré). La SFI a réalisé son premier investissement dans le secteur de la santé en Turquie en fournissant un financement à long terme à MESA, groupe industriel basé à Ankara, pour lui permettre d'installer un hôpital dans le cadre de la stratégie qu'il poursuit pour étendre le champ de ses activités aux soins de santé. La SFI a également investi dans Euromedic, qui est l'un des plus grands fournisseurs de services d'imagerie médicale et de dialyse d'Europe centrale, d'Europe de l'Est et d'Europe du Sud, et qui est déjà un client de la Société, afin de lui permettre de développer son réseau dans la région. En Albanie, la SFI et la BERD ont financé la constitution par Vodafone d'un réseau cellulaire couvrant l'ensemble du pays, qui permettra d'améliorer les télécommunications dans les nombreux endroits actuellement mal desservis. Ce projet donne lieu au plus important financement par l'emprunt réalisé en Albanie à ce jour et au premier prêt syndiqué à long terme accordé au secteur privé albanais. La SFI a également fourni son appui à l'une des principales sociétés turques de technologies de l'information, Meteksan Sistem.

Un grand projet mené dans le secteur des hydrocarbures montre la manière dont la SFI ajoute de la valeur aux activités de ses clients en faisant du principe de la durabilité un élément indissociable de ses opérations de base. La SFI a appuyé la deuxième phase de la mise en valeur des champs pétrolifères d'AGC en Azerbaïdjan et la construction de l'oléoduc Baku-Tbilisi-Ceyhan, qui transportera le pétrole brut à travers la Géorgie et la Turquie jusqu'à la Méditerranée, par le biais d'un prêt pour son propre compte de 155 millions de dollars et d'une syndication de prêts d'un montant de 155 millions de dollars. Non seulement la Société a assuré des financements à long terme mais aussi elle a guidé la conception de projets d'une manière écologiquement et socialement durable (voir encadré).



ARZU KULCOZLU



REPRODUCTION AUTORISÉE : COMMISSION EUROPÉENNE

## Le SEED ouvre de nouveaux horizons aux entreprises de taille limitée

Le Service de promotion de l'entreprise en Europe du Sud-est (SEED) de la SFI renforce les capacités des institutions locales pour leur permettre de fournir un appui durable aux petites et moyennes entreprises. Cet appui revêt notamment la forme de plusieurs types de financement, tels que le crédit-bail, l'affacturage et la médiation commerciale. La rapide expansion des opérations de crédit-bail en Serbie-et-Monténégro, où la contribution du SEED a été substantielle, montre que le marché est tout à fait prêt à accueillir des options de financement novatrices et pratiques. Le lancement d'un nouveau programme de résolution des différends en Bosnie-Herzégovine aidera les entreprises à éviter des procès longs et coûteux.

Le SEED collabore également avec les sociétés plus importantes de la région de manière à accroître leur compétitivité en intégrant les petites entreprises dans leur chaîne d'approvisionnement et en sous-traitant un plus grand nombre de leurs activités aux entreprises de taille plus réduite. Un programme mené à titre expérimental avec Tigar, gros producteur de pneus et d'articles en caoutchouc de Serbie-et-Monténégro, couvre maintenant d'autres grandes sociétés de la région dans des secteurs aussi variés que la production de ciment, la fabrication de pièces détachées automobiles, la réutilisation de l'acier et l'alimentation et la boisson. Pour démarginaliser les plus petites entreprises, renforcer leur viabilité et promouvoir leurs intérêts communs, le SEED travaille avec des groupes sectoriels, des coopératives, des réseaux régionaux et des associations d'entreprises dans les pays qu'il couvre. Ce faisant, il peut offrir à plus de 1 500 petites entreprises des services de formation et de conseil.

Durant l'exercice 04, le SEED a été placé sous le contrôle direct du centre régional situé à Istanbul, afin d'assurer l'intégration totale de ses activités d'assistance technique dans la stratégie formulée par la SFI pour la région.



BANQUE MONDIALE

## La Bosnie-Herzégovine innove pour obtenir des résultats

La privatisation des banques qui ont succédé à United Privredna Banka Sarajevo, autrefois le plus gros groupe bancaire bosniaque, illustre encore une fois les avantages d'une opération novatrice menée par la SFI en collaboration avec la Banque mondiale et le FMI. En décembre 2001, le ministère bosniaque des Finances, la SFI et la société de placement autrichienne BPIC ont conjointement constitué un organe ad hoc, Sarajevo Privatization Venture (SPV). Grâce à un financement de 10,5 millions d'euros de la SFI et d'un million d'euros de la BPIC, ce nouvel organe a réglé la totalité des engagements que l'ex-United PBS avait contractés avant la guerre envers des créanciers étrangers et qui l'avaient empêché d'attirer des investisseurs stratégiques à temps pour tenir l'un des délais fixés par le FMI aux fins de sa privatisation. En échange, la SPV a acquis une part majoritaire du capital des trois banques qui lui ont succédé (Privredna Banka Sarajevo, Central Profit Banka et Travnicka Banka). Ces trois banques ont enfin pu être privatisées après de nombreuses années. Après avoir procédé à leur acquisition, la SPV a fusionné Central Profit Banka et Travnicka Banka puis, durant l'exercice 04, a vendu la banque issue de cette fusion à un grand groupe autrichien de services bancaires commerciaux et de détail, Bank Austria Creditanstalt, prouvant ainsi que la privatisation avait assuré la stabilité commerciale des banques issues de la succession et avait fait de leur acquisition une option attrayante.

## La Roumanie forge des partenariats public-privé pour assurer des services de santé

Étant donné l'augmentation des coûts et de la demande, les soins de santé sont devenus un domaine nouveau et important pour les partenariats public-privé. Dans le cadre de tels partenariats, une administration publique ou une société nationale d'assurance médicale conclue un contrat avec une société médicale privée en vue de la fourniture de services médicaux déterminés à des patients couverts par l'État. Ces partenariats peuvent élargir l'accès des patients aux services de santé et améliorer la qualité de ces derniers tout en réduisant les coûts assumés par l'État.

En Roumanie, les services de conseil de la SFI ont aidé le ministère de la Santé à concevoir et à mettre en place un programme de partenariats public-privé pour la prestation de services de santé. Les opérations pilotes, qui ont porté sur toute une gamme de services médicaux, seront reproduites dans tout le pays avec les procédures et les dossiers d'appel d'offres préparés par la SFI. Grâce à l'appui de cette dernière, le ministère a pu mener à bien deux appels d'offres initiaux durant l'exercice 03, qui ont porté sur la fourniture de services de radiologie et de laboratoire par des entreprises médicales privées dans un grand hôpital public de Bucarest. Deux autres appels d'offres ont été menés à bien durant l'exercice 04 ; le premier concernait la sous-traitance à des prestataires privés compétents de plusieurs centres de dialyse, tandis que le second avait pour objet de créer une aile privée dans un hôpital spécialisé dans les soins à la population féminine. D'autres opérations, portant notamment sur la gestion par le secteur privé d'un grand hôpital public et la construction et la gestion par le secteur privé de centres chirurgicaux ambulatoires pour les patients du secteur public sont en préparation. Toutes les opérations feront l'objet d'un appel d'offres public et comportent des mesures de protection contractuelle afin d'assurer la fourniture à toute la population de soins de la plus haute qualité.



REPRODUCTION AUTORISÉE : APOLLO HOSPITAL





# Amérique latine et Caraïbes

## Un avenir plus prometteur mais des obstacles subsistent

Les perspectives économiques de la région Amérique latine et Caraïbes (LAC) se sont améliorées au cours de l'exercice 04, grâce à des taux d'intérêt peu élevés, des prix en hausse pour les matières premières et une demande croissante, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur, pour les biens produits dans la région. Les marchés des obligations et des actions ont connu une évolution positive, et les mesures d'ajustement adoptées par de nombreux pays pendant le ralentissement de l'activité économique de ces dernières années a contribué à réduire les déficits budgétaires. En 2003, les flux nets de capitaux privés dans la région ont atteint 24 milliards de dollars (soit seulement la moitié environ du chiffre enregistré deux ans plus tôt), et les envois de fonds sur salaires se sont élevés à 38 milliards de dollars. De nombreux pays ayant de nouveau accès au marché financier international, surtout pour les financements de courte durée, la SFI a réorienté son action vers des financements à plus long terme. Elle axe sa stratégie sur les services qui ajoutent de la valeur et sont adaptés à des segments spécifiques du marché et sur la réduction des inégalités sociales par le biais de l'investissement et de l'assistance technique. Elle continue de prôner un accroissement de la compétitivité, d'apporter son appui aux investissements intrarégionaux et « sud-sud » pour établir dans la région de solides intervenants capables de jouer un rôle sur la scène internationale, et de fournir un appui anticyclique à des projets viables dans les pays où le climat de l'investissement est peu porteur.

Au cours de l'exercice 04, la SFI a fourni un volume de financement de 1,6 milliard de dollars à la région, dont 374 millions dans le cadre de syndicats. La demande est demeurée forte pour les financements de la SFI, notamment dans les secteurs de l'infrastructure, de l'énergie et des industries manufacturières. Le volume des syndicats a diminué parce que la SFI avait aidé, durant l'exercice 03, à mettre en place plusieurs mécanismes de financement du commerce extérieur dans le cadre de grandes opérations de syndicats. Certains promoteurs de projet ont refinancé ou restructuré leurs dettes pour obtenir des échéances plus longues à la suite de la récession prolongée qu'a connue la région. Cela a été le cas, au Mexique, notamment de Copamex, entreprise de produits à base de papier (voir encadré), et du port de Manzanillo. D'autres entreprises ont sollicité un financement de la SFI pour pouvoir réaliser de nouveaux investissements, comme Thames Chile, dont les projets permettront d'approvisionner en eau plus de 900 000 Chiliens, dont environ 30 % vivent en dessous du seuil de pauvreté. La Société a également effectué un gros investissement dans deux centrales électriques au Mexique (voir encadré).

La SFI élargit la portée de son rôle de partenaire durable du secteur privé de la région en mettant l'accent sur le développement durable et l'assistance technique. Durant l'exercice, elle a lancé les travaux du mécanisme des PME dans la région LAC, qui est parrainé par plusieurs bailleurs de fonds et vise à renforcer la compétitivité des petites entreprises, à simplifier les réglementations commerciales, à élargir l'accès des entreprises aux capitaux, et à promouvoir les entreprises autochtones et socialement responsables. D'abord axé sur la Bolivie, le Honduras, le Nicaragua et le Pérou, ce mécanisme a entrepris des programmes pilotes afin de simplifier les procédures administratives à La Paz (Bolivie), et de procéder à l'examen des secteurs de la microfinance au Pérou et du bois en Bolivie et au Nicaragua. Le FIAS, qui travaille avec ce nouveau mécanisme, est également intervenu en fournissant des conseils pour aider à renforcer le climat de l'investissement en Amérique centrale et au Pérou.

La SFI conforte les financements accordés aux entreprises de la région par son assistance technique. C'est ce qu'elle a fait pour Marlin au Guatemala (voir encadré) et pour deux autres clients dans lesquels elle avait déjà investi auparavant : Calidra (un producteur de chaux au Mexique) et Metrocentro (une société exploitant des centres commerciaux en El Salvador). La SFI fournit aussi une assistance technique à des secteurs commerciaux précis. Durant l'exercice

|                    |  |
|--------------------|--|
| ANTIGUA-ET-BARBUDA | HAÏTI                                  |
| ARGENTINE          | HONDURAS                               |
| BAHAMAS            | JAMAÏQUE                               |
| BARBADE            | MEXIQUE                                |
| BELIZE             | NICARAGUA                              |
| BOLIVIE            | PANAMA                                 |
| BRÉSIL             | PARAGUAY                               |
| CHILI              | PÉROU                                  |
| COLOMBIE           | RÉPUBLIQUE<br>DOMINICAINE              |
| COSTA RICA         | SAINTE-LUCIE                           |
| DOMINIQUE          | SAINT-KITTS-ET-NEVIS                   |
| EL SALVADOR        | TRINITÉ-ET-TOBAGO                      |
| ÉQUATEUR           | URUGUAY                                |
| GRENADE            | VENEZUELA, REPÚBLICA<br>BOLIVARIANA DE |
| GUATEMALA          |  |
| GUYANA             |  |

### PAYS BÉNÉFICIAIRES DES PLUS GROS ENGAGEMENTS DE LA SFI

Portefeuille d'engagements de la SFI pour son propre compte au 30 juin 2004 (millions de dollars)

|           |       |
|-----------|-------|
| Brésil    | 1 316 |
| Mexique   | 1 068 |
| Argentine | 817   |
| Colombie  | 401   |
| Pérou     | 338   |



REPRODUCTION AUTORISÉE : AYEM

## FINANCEMENT DES PROJETS ET PORTEFEUILLE

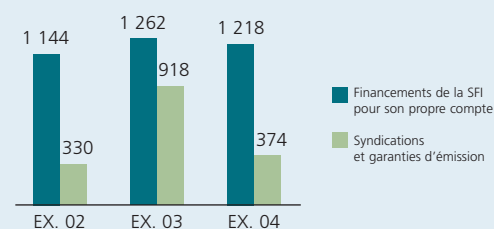
(millions de dollars)

|   | EX. 03       | EX. 04       |
|---|--------------|--------------|
| Financements engagés pour le compte de la SFI                                     | 1 262        | 1 218        |
| Prêts   | 908          | 996          |
| Participations et quasi-participations*   | 309          | 184          |
| Financements structurés et gestion des risques                                    | 45           | 38           |
| Syndications de prêts signées   | 918          | 374          |
| <b>TOTAL, ENGAGEMENTS SIGNÉS</b>  | <b>2 180</b> | <b>1 593</b> |
| Portefeuille d'engagements pour le compte de la SFI                               | 6 145        | 6 076        |
| Prêts   | 4 966        | 5 035        |
| Participations  | 1 099        | 928          |
| Financements structurés et gestion des risques                                    | 79           | 112          |
| Portefeuille d'engagements détenus pour des tiers<br>(Participations à des prêts) | 3 447        | 2 504        |
| <b>TOTAL, PORTEFEUILLE D'ENGAGEMENTS</b>  | <b>9 592</b> | <b>8 580</b> |

\* Y compris les prêts et les investissements sous forme de participations et de quasi-participations.  
Note : tous les chiffres ont été arrondis.

## ENGAGEMENTS

(millions de dollars)



## ENGAGEMENTS AU TITRE DE PROJETS ET PAYS

|                   | EX. 02 | EX. 03 | EX. 04 |
|-------------------|--------|--------|--------|
| Nombre de projets | 47     | 54     | 45     |
| Nombre de pays    | 16     | 16     | 16     |



CARLOS MADRID

## Mexique et Amérique centrale : un grand fabricant bénéficie d'une aide sur tous les plans

L'investissement de la SFI dans Copamex, grand fabricant mexicain de produits à base de papier qui opère aussi au Costa Rica et au Nicaragua, illustre bien la gamme de l'aide que la Société peut offrir aux entreprises des pays émergents. En collaboration avec Banco Nacional de Mexico (une filiale de la Citigroup), la SFI a procédé à un montage financier de 175 millions de dollars pour appuyer la restructuration des opérations et le refinancement de l'ensemble de la dette de Copamex et de CPG, sa filiale (cette dernière est une coentreprise constituée avec un partenaire suédois). La SFI a également aidé la compagnie à réduire ses risques de change et à trouver des moyens d'améliorer sa viabilité.

Le financement se compose de prêts de la SFI pour un montant de 75 millions de dollars et d'un mécanisme de financements syndiqués en devises multiples d'un montant équivalent à 100 millions de dollars. Ce mécanisme comprend un prêt de 46 millions de dollars accordé par les banques étrangères participant au programme de prêts B de la SFI, et un prêt libellé en peso mexicain d'un montant équivalent à 54 millions de dollars accordé par des banques du pays. La composante en dollars de ce mécanisme et l'apport de 50 millions de dollars de la SFI ont fait l'objet d'un swap qui a permis de les convertir en peso mexicain et, ce faisant, d'éviter le risque de change. Au total, dix banques commerciales ont participé à ce mécanisme de syndication.

La SFI accorde une assistance à Copamex qui va au-delà de ce financement novateur. Elle aidera la compagnie à renforcer son gouvernement d'entreprise et à réaliser des économies d'électricité et d'eau dans le cadre de ses opérations. Elle lui fournira des conseils sur la manière de rendre la fabrique de papier qu'elle vient d'acquérir au Nicaragua conforme aux politiques et directives environnementales du Groupe de la Banque mondiale. Enfin, elle aidera la compagnie à améliorer les normes d'exploitation, y compris en matière de santé et de sécurité, des entreprises qui collectent et transportent des vieux papiers pour le compte de Copamex.

écoulé, elle a créé un programme de formation commerciale dispensée sur l'internet et organisé des ateliers connexes à l'intention des entreprises dans les Caraïbes anglophones. À titre expérimental, la SFI continue d'apporter son soutien à l'initiative « Faim zéro » au Brésil où, l'exercice passé, elle a entrepris de mobiliser des contributions du secteur privé pour répondre aux besoins des municipalités (voir encadré).

La SFI aide les marchés des capitaux dans des domaines allant de l'exportation au logement, en passant par les fonds de pension et les petites entreprises ; et elle continue d'innover en procédant à des opérations de financement structurées ou de gestion des risques. Elle a participé à un swap de devises avec la grande banque brésilienne Unibanco. Pour développer le financement du logement, qui procure de vastes avantages sociaux et économiques, la SFI a approuvé des lignes de crédit pour financer des prêts hypothécaires en El Salvador, au Mexique, au Panama et au Pérou ; elle a entrepris d'étudier cette question en Amérique centrale ; et elle a parrainé une conférence sur le sujet dans la région andine. Ces lignes de crédit représentent le tout premier appui de la SFI au financement de la construction de logements et aux prêts hypothécaires adossés aux envois de fonds des travailleurs. En Colombie, la SFI a accordé une garantie partielle au titre de la première opération de titrisation de créances improductives adossées à des hypothèques de la région, qui a été lancée par la société de reprise d'hypothèques Titularizadora Colombiana et qui a été très favorablement accueillie par les investisseurs. Cette émission libellée en peso d'un montant équivalent à 67 millions de dollars crée un nouvel instrument susceptible d'accélérer considérablement le dénouement des opérations de prêts improductifs du secteur bancaire colombien et de fournir des liquidités aux banques participantes. L'appui que la SFI continue d'apporter aux grandes institutions de microfinancement a revêtu la forme, entre autres, des lignes de crédit ouvertes en faveur de Confia (Nicaragua) et de Sociedad Financiera Ecuatorial en Équateur, ainsi que des prêts à BancoSol et Prodem en Bolivie. La SFI a approuvé aussi une ligne de crédit fournisseur à Odebrecht, grande société de construction brésilienne déjà cliente de la SFI (voir encadré).

Pour renforcer la participation du secteur privé au secteur social, la SFI a approuvé un prêt de 20 millions de dollars à la société de diagnostic médical Fleury, au Brésil, une autre cliente de la SFI, pour l'aider à toucher des groupes de population à faibles revenus et conforter sa position sur le marché. Un prêt de 5 millions de dollars à Institute of Business (Institut de commerce) de University of the West Indies, à Trinité-et-Tobago permettra de construire le campus.

La SFI joue un rôle clé de stabilisateur conjoncturel dans la région, en encourageant les investissements et la création d'emplois dans des pays dont le climat de l'investissement pâtit des crises économiques, politiques et sociales. Au Venezuela, par exemple, la SFI a prêté 105 millions de dollars à une société d'hydrocarbures pour l'aider à mettre en valeur des réserves de pétrole. La SFI a réalisé des progrès considérables dans le cadre de ses efforts de restructuration de son portefeuille d'opérations en Argentine où elle donne accès à des financements à long terme. Elle a ainsi approuvé, pour ce pays, une garantie de un million de dollars à l'appui des exportations, une prise de participation de 40 millions de dollars pour faciliter l'achat et la restructuration d'une chaîne de magasins, et un montage financier à long terme de 80 millions de dollars, dont 30 millions dans le cadre de syndicats, pour un exportateur de soja.

Malgré les signes de reprise, la région reste fragile car son taux d'épargne est peu élevé, l'accès au crédit intérieur est limité et elle est tributaire des emprunts extérieurs. La SFI devra continuer de jouer un rôle de stabilisateur conjoncturel, en adaptant ses interventions aux besoins de ses clients avec lesquels elle cherche à trouver des approches commerciales novatrices. Grâce à l'intensification de la concurrence, les clients de la région ont de nouvelles opportunités, comme le prouvent les investissements intrarégionaux que la SFI aide à réaliser. En mai 2004, une conférence sur les opportunités d'investissement réciproques du Brésil et de la Chine a été organisée à Sao Paulo avec la collaboration de la SFI, qui illustre les efforts mis en œuvre par la SFI pour aider la région à promouvoir une croissance durable.



ADRIANO FERREIRA DE UVA





BIANCA AZEVEDO



MARCY VIEIRA

## Brésil : un bon exemple de responsabilité sociale

L'année dernière, la SFI a joué un rôle majeur dans le programme « Faim zéro » (Fome Zero) du Gouvernement brésilien : elle a accordé des financements et un appui technique à deux organisations à but non lucratif qui ont créé une base de données, un centre d'appels et un site internet dans le but de mobiliser les contributions d'entreprises privées prêtes à financer des projets de lutte contre la pauvreté pour répondre aux besoins des municipalités brésiliennes les plus pauvres. Durant l'exercice 04, à la demande de responsables gouvernementaux à Rio de Janeiro et à Sao Paulo, la SFI a, elle aussi, commencé à participer au programme et a parrainé des projets dans quatre municipalités.

Un projet mené à Brejao permet désormais d'alimenter en eau potable plus de 1 300 personnes habitant en zone rurale. À Setubinha, la SFI a financé un laboratoire d'analyses pathologiques installé dans un nouveau centre de santé. La municipalité de Granjeiro recevra du matériel agricole moderne pour effectuer la récolte de sisal, qui pourra profiter à 500 personnes. Enfin, à Aimores, de petits exploitants bénéficient d'une assistance agricole. Chaque projet a un impact majeur sur le développement et fait intervenir des populations locales et des pouvoirs municipaux prêts à partager les coûts et à travailler ensemble pour procéder à des améliorations durables de la situation.

Le secteur privé brésilien participe également avec enthousiasme à ce programme en adoptant des projets. La gestion de la base de données et du site internet du programme a été confiée à Associação Apoio Fome Zero Empresarial, une nouvelle association brésilienne regroupant des entreprises privées au Brésil.



ADRIANO FERREIRA DE LIMA

## **Brésil : un investissement dans la chaîne d'approvisionnement d'une grosse société**

Construtora Norberto Odebrecht S.A. est une des principales sociétés de construction et de génie civil d'Amérique latine et le plus gros exportateur brésilien de ces services. Au cours de l'exercice 02, la SFI — qui avait déjà travaillé avec cette entreprise — a procédé à un montage financier de 245 millions de dollars, dont 165 millions sous forme de prêts syndiqués, pour lui permettre de refinancer ses dettes arrivant à échéance ; elle l'a aidé à mettre au point un programme d'éducation, de prévention et de soins pour lutter contre le sida, destiné aux employés de ses projets en Angola et aux populations parmi lesquelles ils vivent. Durant l'exercice écoulé, la SFI a accordé un prêt d'entreprise de 25 millions de dollars à Odebrecht pour l'aider, d'une part, à financer des avances aux petites et moyennes entreprises auxquelles elle fait appel à titre de fournisseurs et de sous-traitants en Amérique latine et, d'autre part, à renforcer les capacités de ces entreprises. La SFI collabore étroitement avec Odebrecht à cette fin.

Ce projet, dont l'idée est née à l'époque de la première opération de financement, est devenu un investissement novateur parfaitement intégré au volet renforcement des capacités. Odebrecht travaille avec plus de 7 000 petites entreprises de divers secteurs en Amérique latine. La société offre des débouchés aux services de ces entreprises et bénéficie, en contrepartie, d'un groupe de fournisseurs loyaux et dévoués. Les avances accordées par Odebrecht sont en général la principale source de financement des opérations courantes de ces entreprises car elles n'ont que peu ou pas d'accès au financement bancaire. Le prêt de la SFI permettra à Odebrecht de continuer à fournir un appui aux petites et moyennes entreprises avec lesquelles elle sous-traite, à améliorer leur compétitivité en leur offrant des formations, et à leur montrer l'intérêt d'observer des pratiques commerciales viables.



REPRODUCTION AUTORISÉE - CPFL ENERGIA

## **Amérique latine : une influence très nette sur le gouvernement d'entreprise**

À travers toute l'Amérique latine, la SFI travaille avec des entreprises cotées en bourse, des institutions financières, des entreprises familiales y compris des sociétés dont le capital est toujours détenu par la famille du fondateur, des décideurs politiques, des autorités de contrôle des opérations boursières, des places boursières, et d'autres intervenants sur le marché pour renforcer la gouvernance dans le secteur privé. La SFI parraine avec l'OCDE la table ronde sur le gouvernement d'entreprise en Amérique latine qui, au cours de l'exercice 04, a publié dans un livre blanc (White Paper on Corporate Governance) une stratégie générale sur le gouvernement d'entreprise dans la région à l'intention des secteurs public et privé. La SFI aide ses clients de la région à se conformer à la nouvelle réglementation juridique et à répondre aux attentes du marché en matière de gouvernance afin d'avoir accès à de nouvelles sources de capitaux intérieurs et internationaux. Elle a également fourni des conseils aux gouvernements brésilien, chilien et colombien sur des réformes de la gouvernance indispensables au développement de marchés financiers plus diversifiés et plus actifs. La SFI soutient des mécanismes qui aident à faire connaître aux investisseurs les entreprises ayant un bon gouvernement d'entreprise, comme le « Novo Mercado » de la Bourse des valeurs de Sao Paulo (Bovespa), un nouveau compartiment boursier que la SFI a aidé à concevoir et à mettre en place au Brésil.

La SFI travaille avec de grandes sociétés de la région, telles que Odebrecht et CPFL Energia au Brésil et Suramericana Group en Colombie, pour améliorer leur gouvernement d'entreprise de façon à ce qu'ils se démarquent sur leurs marchés. Nombre de ces entreprises sont devenues des participantes actives à la table ronde régionale. La SFI fournit aussi son assistance dans des domaines intéressants des entreprises privées de taille plus réduite, à savoir la mise en place d'un cadre incitatif pour les équipes de direction, la constitution de conseils d'administration forts, et la planification des successions aux postes de direction. La SFI dispense à son personnel spécialisé dans les investissements une formation en matière de gouvernement d'entreprise inspirée de l'expérience sur le terrain, notamment en Amérique latine.

REPRODUCTION AUTORISÉE - ODEBRECHT



## Guatemala : une mine d'or offre des avantages durables

La SFI prête 45 millions de dollars à la société Montana Exploradora de Guatemala S.A. pour préparer un projet d'extraction d'or à Marlin, dans l'ouest du pays. La mine de Marlin, qui fait l'objet du premier investissement majeur dans ce secteur au Guatemala depuis plus de 20 ans, doit produire, en moyenne, 217 000 onces d'or et 3,3 millions d'onces d'argent par an pendant une quinzaine d'années.

Outre son financement, la SFI aidera à préparer et à appliquer des programmes sociaux et environnementaux en collaboration avec Montana, des organisations non gouvernementales, les municipalités et les populations locales. Elle aidera l'entreprise à apprendre aux populations autochtones à créer et à gérer des pépinières afin de reboiser les terres situées à la périphérie de la mine, et à identifier d'autres débouchés éventuels pour ces pépinières. Ces programmes permettront d'accroître le niveau de vie des populations locales et de leur offrir des débouchés économiques durables qui perdureront au-delà de la fermeture de la mine. Le projet soutient les efforts fournis par le Guatemala pour stimuler l'investissement et améliorer la compétitivité du secteur minier. Il permettra aussi d'établir les normes de gestion sociale, environnementale et technique pour les futurs projets miniers dans le pays. Le partenariat avec la SFI devrait renforcer les relations de travail positives de l'entreprise avec le gouvernement et les organismes de réglementation guatémaltèques.



ANTON VAN RUITEN



REPRODUCTION AUTORISÉE : RIO BRAVO

## Mexique : une génération d'électricité moins polluante, un partenariat durable

La plupart des investisseurs internationaux dans le secteur de l'énergie ont tourné le dos à l'Amérique latine lorsque le ralentissement économique de la région a été encore aggravé par une crise énergétique en Californie et une contraction des marchés boursiers mondiaux. Au Mexique, le nombre d'investisseurs répondant à un appel d'offres au titre d'opérations de production d'électricité indépendantes s'est considérablement réduit, et la production d'électricité n'a pas suivi la hausse de la demande. Dans ce contexte, la SFI a organisé un financement de 484 millions de dollars, dont 340 millions dans le cadre de syndicats, pour la construction et l'exploitation de deux centrales alimentées au gaz naturel, Rio Bravo III et Rio Bravo IV. Le projet fournit un appui à Électricité de France International S.A., l'une des rares grandes compagnies d'électricité investissant encore dans les pays émergents. Il témoigne aussi de l'évolution d'un partenariat forgé pour construire une infrastructure électrique fiable dans la région : en 2000, la SFI a contribué au financement de deux centrales construites à proximité par le même promoteur.

La participation de la SFI est essentielle parce que le projet doit mobiliser en peu de temps de gros financements à long terme et que le cadre réglementaire n'est pas clairement établi au Mexique. La production des deux centrales sera vendue exclusivement à la compagnie nationale d'électricité, Comisión Federal de Electricidad, dans le cadre d'un accord d'achat d'électricité d'une durée de 25 ans. Le projet mettra en place des capacités de production d'électricité fiables et respectueuses de l'environnement, qui permettent de répondre à la demande grandissante du Mexique, à des prix très compétitifs. Conformément à la stratégie du ministère de l'Énergie et de la compagnie publique d'électricité, les centrales à gaz naturel et cycle mixte augmenteront leur capacité de production — qui ne représente actuellement que moins de 10 % du total — ce qui entraînera une réduction des coûts de production et aura des retombées positives sur l'environnement.



# Moyen-Orient et Afrique du Nord

AFGHANISTAN  
ALGÉRIE  
ARABIE SAOUDITE  
BAHREÏN  
CISJORDANIE ET GAZA  
ÉGYPTE, RÉPUBLIQUE ARABE D'  
ÉMIRATS ARABES UNIS  
IRAN, RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE D'  
IRAQ  
JORDANIE  
KOWEÏT  
LIBAN  
LIBYE  
MAROC  
OMAN  
PAKISTAN  
RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE  
TUNISIE  
YÉMEN, RÉPUBLIQUE DU

## La satisfaction de besoins divers dans une région complexe

Durant l'exercice 04, la SFI a relevé de graves défis et lancé d'importantes nouvelles initiatives dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA). Celle-ci, qui s'étend du Maroc, à l'ouest, au Pakistan, à l'est, est très contrastée et l'équipe chargée de ses pays à la SFI a adapté sa démarche pour répondre aux besoins différents de chaque marché. Alors que certains pays ont affiché de solides résultats économiques pour l'exercice et ont disposé de liquidités considérables sur leurs marchés des capitaux, d'autres étaient en proie à des conflits. La SFI a poursuivi toute une gamme d'activités telles que des services d'assistance technique et de conseil en sus de ses opérations d'investissement. Elle a mis en route un programme en Iraq, pris des engagements en faveur de l'Afghanistan pour la première fois depuis plusieurs dizaines d'années, et mis en place un nouveau service pour assurer une assistance technique sur les marchés pionniers. La Société a également investi dans Egypt Housing Finance Company, qui est la première institution privée de financement du logement en Égypte (voir encadré).

Durant l'exercice 04, la SFI a engagé 236 millions de dollars au titre de 18 opérations d'investissement. Le programme a ciblé essentiellement le secteur financier (y compris les micro et petites entreprises et le logement), les industries manufacturières (et plus particulièrement le sous-secteur des matériaux de construction), et les hydrocarbures. La Société a complété ses activités sectorielles par des investissements dans les infrastructures et les technologies de l'information. En sus des initiatives qu'elle a menées en Afghanistan, en Égypte et en Iraq, elle a investi en Algérie, en Iran, au Pakistan et en Tunisie.

La SFI a accordé une attention particulière à son programme d'assistance technique dans la région et s'est efforcée, à cet égard, d'accroître les synergies entre ces travaux et ses activités d'investissement plus traditionnelles. Le Service de promotion pour l'entreprise en Afrique du Nord, qui couvre l'Algérie, l'Égypte et le Maroc, travaille depuis deux ans maintenant avec des petites et moyennes entreprises. Ses initiatives ont en particulier permis de fournir au secteur bancaire un appui ciblé sur l'accroissement de leurs capacités de financement des PME ; un atelier public sur les meilleures pratiques de financement des PME, ouvert à un large auditoire, a notamment été organisé en Égypte en avril 2004 et a réuni 250 participants venus d'institutions financières et d'administrations publiques. Une autre initiative a porté sur les programmes de liaison avec les PME dans le cadre desquels la SFI aide de grosses sociétés clientes, comme SEKEM, à établir une chaîne d'approvisionnement avec de plus petites entreprises locales. Ce fabricant de produits pharmaceutiques biologiques en Égypte a en effet conclu des marchés de fournitures avec des exploitations agricoles familiales.

Durant l'exercice 04, la SFI a lancé le Partenariat pour l'entreprise privée au Moyen-Orient, dans le but d'appuyer le développement du secteur privé sur quatre marchés pionniers : l'Afghanistan, la Cisjordanie et Gaza, l'Iraq et le Yémen. Cette initiative ciblera quatre grands domaines : le secteur financier, le cadre des affaires, les entreprises de taille réduite, et la privatisation ou la réorganisation des entreprises d'État (voir encadré).

La SFI a également effectué deux investissements qui ont lui permis d'inclure dans son portefeuille des projets en Afghanistan et de promouvoir la reprise économique dans ce pays. L'engagement qu'elle a pris au titre d'une participation de 1,25 million de dollars au capital de First Microfinance Bank of Afghanistan (FMBA) sera son premier investissement dans ce pays depuis près de 30 ans, et elle l'appuiera par une assistance technique à FMBA. Cette opération sans précédent donnera accès à des financements aux plus petites entreprises d'un pays qui, malgré les années de conflit qu'il vient de subir, a une tradition et un réel esprit d'entreprise (voir encadré). Le deuxième investissement que la SFI s'est engagée à réaliser en Afghanistan concerne Kabul Serena, qui sera le premier hôtel destiné à une clientèle d'affaires à ouvrir ses portes dans le pays depuis de nombreuses années. Le projet donnera lieu à la restauration et à

### PAYS BÉNÉFICIAIRES DES PLUS GROS ENGAGEMENTS DE LA SFI

Portefeuille d'engagements de la SFI pour son propre compte au 30 juin 2004 (millions de dollars)

|          |     |
|----------|-----|
| Pakistan | 354 |
| Égypte   | 307 |
| Maroc    | 84  |
| Jordanie | 83  |
| Algérie  | 74  |





KEITH MARTIN

## FINANCEMENT DES PROJETS ET PORTEFEUILLE

(millions de dollars)

|   | EX. 03       | EX. 04**     |
|---|--------------|--------------|
| Financements engagés pour le compte de la SFI                                     | 279          | 236          |
| Prêts   | 158          | 125          |
| Participations et quasi-participations*   | 8            | 74           |
| Financements structurés et gestion des risques                                    | 113          | 37           |
| Syndications de prêts signées   | 0            | 0            |
| <b>TOTAL, ENGAGEMENTS SIGNÉS</b>  | <b>279</b>   | <b>236</b>   |
| Portefeuille d'engagements pour le compte de la SFI                               | 1 326        | 1 156        |
| Prêts   | 803          | 840          |
| Participations  | 242          | 191          |
| Financements structurés et gestion des risques                                    | 281          | 125          |
| Portefeuille d'engagements détenus pour des tiers<br>(Participations à des prêts) | 837          | 706          |
| <b>TOTAL, PORTEFEUILLE D'ENGAGEMENTS</b>  | <b>2 163</b> | <b>1 862</b> |

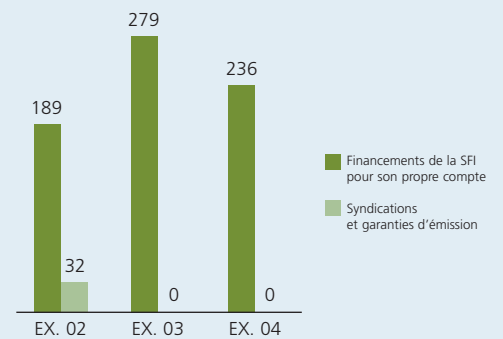
\* Y compris les prêts et les investissements sous forme de participations et de quasi-participations.

\*\* Y compris la part des projets officiellement classés « projets mondiaux » de LNM Holdings Investment qui concernent la région Moyen-Orient et Afrique du Nord.

Note : tous les chiffres ont été arrondis.

## ENGAGEMENTS

(millions de dollars)



## ENGAGEMENTS AU TITRE DE PROJETS ET PAYS

|                   | EX. 02 | EX. 03 | EX. 04 |
|-------------------|--------|--------|--------|
| Nombre de projets | 17     | 17     | 18*    |
| Nombre de pays    | 5      | 6      | 8      |

\* Y compris la part des projets officiellement classés « projets mondiaux » de LNM Holdings Investment





BETTY WOOD

### **Iraq : les femmes vont bénéficier d'une formation commerciale**

La SFI et la Banque mondiale collaborent à la mise en place d'un réseau mondial de femmes entrepreneurs et d'associations commerciales féminines qui peuvent se communiquer les meilleures pratiques et demander instamment à ce que des améliorations soient apportées au climat des affaires pour qu'il devienne plus propice aux femmes des pays en développement. Dans le cadre de cette initiative, une délégation iraquienne de femmes d'affaires et de responsables de l'action publique s'intéressant aux problèmes des femmes dans l'entreprise, dirigée par Mme Rajaa Khuzai, membre du Conseil du gouvernement transitoire iraquien, a participé à un programme de formation en renforcement des capacités organisé à Vancouver (Canada) au début de 2004. Des Jordaniennes responsables d'entreprise et représentant les associations commerciales de leur pays ont accompagné la délégation pour présenter des modèles d'association qui pourraient éventuellement être adoptés en Iraq. Les débats ont également porté sur la manière de fournir des services financiers aux femmes entrepreneurs. Le programme a donné lieu à un atelier, coparrainé par le FIAS, qui visait à produire des engagements tangibles pour faire progresser le plan de développement des femmes dans l'entreprise en Iraq. Au nombre de ces engagements, un atelier destiné à d'autres femmes iraqiennes entrepreneurs qui permettra de leur exposer les principaux concepts formulés lors de la réunion de Vancouver ; l'association des femmes d'affaires iraqiennes a également entrepris de mettre en place un programme pour aider les femmes à se doter de compétences entrepreneuriales. Mme Rajaa Khuzai et son groupe examineront plus avant la possibilité d'utiliser le modèle du U.S. National Women's Business Council pour permettre aux femmes d'affaires iraqiennes d'informer les responsables de l'action publique des améliorations qu'elles souhaiteraient voir apporter au climat de l'investissement privé.

l'agrandissement d'un établissement hôtelier délabré et contribuera de manière cruciale au développement des infrastructures commerciales et, à plus long terme, du tourisme.

En Iraq, la SFI a lancé une importante initiative dans le secteur financier. Dans ce pays déchiré par des troubles, les besoins du secteur privé ne sont plus satisfaits depuis plusieurs décennies. La Société, en collaboration avec des bailleurs de fonds, a entrepris de constituer un Mécanisme de financement de la petite entreprise en Iraq. Ce mécanisme fournira des financements et une assistance technique aux institutions financières qui, en Iraq, rétrocèdent leurs fonds à des entreprises de taille limitée.

Les pays en crise ne sont pas les seuls dont le secteur financier a besoin de l'assistance technique de la SFI. Cette dernière a également un impact notable sur les marchés plus développés et stables, notamment en développant les activités de financement des PME. En réponse à un besoin exprimé par les institutions financières pakistanaïses, la SFI a lancé une initiative de renforcement des capacités pour assurer aux membres de la direction et aux chargés de prêts des banques commerciales une formation portant sur le financement des entreprises de taille réduite. Le programme de cette formation a pour objet de combler les lacunes dans les domaines relatifs à l'évaluation du marché des PME, l'identification des opportunités de financement, l'évaluation de la solvabilité des entreprises et la conception de systèmes de gestion des risques axés sur le suivi des portefeuilles de petites entreprises.

D'autres investissements ayant trait au secteur financier ont été effectués durant l'exercice pour appuyer les PME, tels que l'investissement dans la Banque internationale arabe de Tunisie (Tunisie) (BIAT) qui a pour objet de permettre l'octroi de financements aux entreprises de taille très réduite et de prêts à la consommation. L'investissement de la SFI dans la BIAT est le premier effectué par la Société en Tunisie depuis 1998. Il introduit un nouvel instrument financier dans le secteur bancaire tunisien sous la forme de fonds propres complémentaires. La SFI appuie par son action les efforts actuellement déployés par la Banque mondiale et par le FMI pour renforcer le secteur financier du pays.

### **Égypte : l'achat de logements par des particuliers contribue à renforcer les marchés financiers**

L'Égypte a une forte demande non satisfaite de crédit logement à long terme. Jusqu'à présent, les consommateurs n'avaient guère la possibilité que d'obtenir des prêts de relativement faibles montants auprès d'un petit nombre de banques du secteur public. Les ménages souhaitant acheter un logement non subventionné devaient choisir entre verser immédiatement le montant intégral du prix du logement aux promoteurs ou rembourser ces derniers en effectuant des versements échelonnés sur une courte période, moyennant des intérêts élevés. C'est pourquoi la SFI a investi dans Egypt House Finance Company (EHFC), qui est la première institution privée de financement du logement du pays. Grâce à la participation de la SFI à hauteur de 1,6 million de dollars au capital de EHFC, cette dernière commencera à remédier à la pénurie de financements à long terme auxquels sont confrontés les ménages souhaitant acheter un logement. Les opérations de financement des hypothèques auront des retombées positives car elles contribueront à améliorer la qualité du parc immobilier et à accroître le nombre de logements disponibles à un prix abordable, en particulier pour la classe moyenne égyptienne qui se constitue actuellement. EHFC devrait jouer le rôle de catalyseur du développement d'un secteur du financement du logement qui, en dernière analyse, aura pour effet de stimuler la croissance économique et la création d'emplois. L'économie bénéficiera durablement de l'augmentation de la production et du nombre d'emplois dans le secteur de la construction et d'autres branches d'activité en aval, tandis que les circuits des marchés des capitaux s'approfondiront par suite du passage d'un volume plus important de l'épargne des Égyptiens résidant dans le pays ou à l'étranger dans l'économie moderne.

L'investissement de la SFI dans EHFC montre à quel point la Société est déterminée à développer les marchés des capitaux égyptiens par le biais de son assistance technique et de ses activités de renforcement institutionnel tout en créant une source de financement du logement d'un coût abordable qui contribuera à améliorer les conditions de vie d'un grand nombre d'Égyptiens.



## Afghanistan : la SFI réalise un investissement pionnier dans la microfinance

Durant l'exercice 04, la SFI a pris son premier engagement en Afghanistan depuis 1973 au titre d'un investissement dans First Microfinance Bank of Afghanistan (FMBA). Celle-ci, qui est officiellement depuis peu la première institution financière multiservices du pays, offre des instruments de crédit et d'épargne aux micro et aux petites entreprises, soit un segment de l'économie qui offre d'importantes perspectives de croissance étant donné l'esprit d'entreprise des Afghans. Ces catégories d'entreprises sont généralement tributaires de trois types de financement : l'aide financière de la famille et des amis, un volume limité de crédits fournisseurs, et des prêts très onéreux consentis par des prêteurs du secteur informel. FMBA poursuivra au départ ses opérations à Kaboul et dans les provinces du nord-est, mais devrait ensuite accroître l'envergure de ses activités pour couvrir tout le pays au moyen des réseaux de centres régionaux qui lui permettront de desservir les zones rurales et semi-urbaines. La SFI cherche à encourager la croissance de solides entreprises du secteur privé et est d'avis qu'investir dans des intermédiaires financiers est un moyen efficace de servir les entrepreneurs et les propriétaires de petites entreprises. La SFI a poursuivi cette opération avec Aga Khan Fund for Economic Development, auquel se joindra Kreditanstalt für Wiederaufbau (Allemagne) à une date ultérieure. L'investissement d'un million de dollars de la SFI, investissement de KfW compris, se traduira par une participation de 17 % au capital de la banque.

KEITH MARTIN

## Le Partenariat pour l'entreprise privée au Moyen-Orient

La SFI a lancé le Partenariat pour l'entreprise privée au Moyen-Orient (PEP-ME) durant l'exercice 04. Constitué sur le modèle du Partenariat pour l'entreprise privée financé par plusieurs bailleurs de fonds que la Société gère dans l'ex-Union soviétique et qui donne d'excellents résultats, le PEP-ME vise à fournir une assistance technique à une large gamme de parties prenantes afin d'appuyer le développement du secteur privé. Le programme cible quatre marchés de la région MENA — Afghanistan, Cisjordanie et Gaza, Iraq et Yémen — dont la situation économique est particulièrement difficile par suite de conflits ou en raison de leur niveau général de développement. Le PEP-ME est administré par l'intermédiaire du centre régional de la SFI au Caire, où seront basés des spécialistes sectoriels ; il bénéficiera également de l'appui des membres des services de la Banque mondiale travaillant dans les bureaux de l'institution situés dans ces quatre pays. Les activités que poursuivra le PEP-ME dépendront des circonstances et des besoins de chaque marché tout en ayant pour objectif global, conformément à la stratégie générale de la SFI, de développer le secteur financier, d'appuyer les petites et moyennes entreprises, de promouvoir un cadre propice aux affaires, notamment au plan réglementaire et juridique, et d'appuyer la restructuration ou la privatisation d'entreprises d'État. Le programme du PEP-ME recevra des financements de la SFI et d'autres bailleurs de fonds.

Des mesures ont déjà été prises en vue d'assurer une formation aux institutions financières ainsi qu'aux femmes entrepreneurs en Iraq. En juin 2004, le Partenariat a collaboré avec Arab Academy for Banking and Financial Services à la présentation d'un atelier d'une durée de trois jours à Amman (Jordanie). Les sujets de formation, choisis de manière à renforcer les capacités techniques de 50 directeurs de haut niveau du secteur privé et du secteur public irakiens, ont couvert notamment la gestion du risque de crédit et la gestion actif-passif, la planification stratégique, la gestion des risques de change et les questions de commercialisation. Les participants, dont la liste a été en partie suggérée par l'Association des banquiers d'Iraq, venaient essentiellement d'institutions financières privées. Parmi eux se trouvaient des chefs de services chargés de la gestion des risques, des opérations de banque de détail, de la commercialisation et des audits.



KEITH MARTIN



# Pour rester comptable des actions menées

## *Le conseiller/ombudsman pour l'application des directives*

Le Bureau du conseiller/ombudsman pour l'application des directives (CAO), qui a été créé en 1999 et est placé sous l'autorité directe du président du Groupe de la Banque mondiale, offre à la SFI et à la MIGA un mécanisme indépendant pour mieux rendre compte de leurs actions. En sa qualité d'ombudsman, le CAO répond aux plaintes des personnes touchées par un projet ou qui le seront probablement ; en sa qualité de vérificateur, il vérifie que les principes de sauvegarde environnementale et sociale sont bien appliqués par la SFI et la MIGA ; et en sa qualité de conseiller, il fournit de manière indépendante au président et aux directions de la SFI et de la MIGA des conseils portant sur des politiques et des problèmes systémiques, y compris ceux qui ressortent des enquêtes de l'ombudsman et de la vérification de l'application des directives.

Durant l'exercice 04, le CAO a reçu 15 nouvelles plaintes et a poursuivi ses travaux sur les affaires en cours. Il s'efforce de remédier aux problèmes indiqués par les plaignants et d'éviter que d'autres ne se posent à l'avenir par le biais de ses activités de médiation, de négociation ou des enquêtes qu'il mène auprès du personnel de la SFI ou de la MIGA, des entités parrainantes des projets et des personnes touchées. Il a également procédé à une opération de vérification de l'application des principes de sauvegarde, et a revu et mis à jour les directives relatives, entre autres, aux fonctions de vérification. Un examen externe du service du CAO, réalisé par une équipe de consultants indépendants, a également été publié durant l'exercice. Dans leur rapport, les consultants, qui louent l'intégrité du CAO et les progrès accomplis à ce jour, recommandent néanmoins d'améliorer la diffusion d'informations sur la manière dont le CAO opère, de renforcer les systèmes de gestion interne et de prendre l'initiative des procédures de vérification. Ils recommandent également de revoir plus en détail la fonction de vérification de l'application des principes de sauvegarde ; un examen du respect de l'application peut-être entrepris à la suite d'une plainte adressée à l'ombudsman, à la demande du président ou de la direction, ou lorsque le CAO le juge nécessaire.

Le Bureau du CAO diffuse ses directives opérationnelles et autres documents publiés sous forme imprimée et sur son site web, à l'adresse [www.cao-ombudsman.org](http://www.cao-ombudsman.org). Les directives sont disponibles en anglais, arabe, chinois, espagnol, français, portugais et russe.

### **Pérou : les populations locales participent à l'examen de la qualité de l'eau**

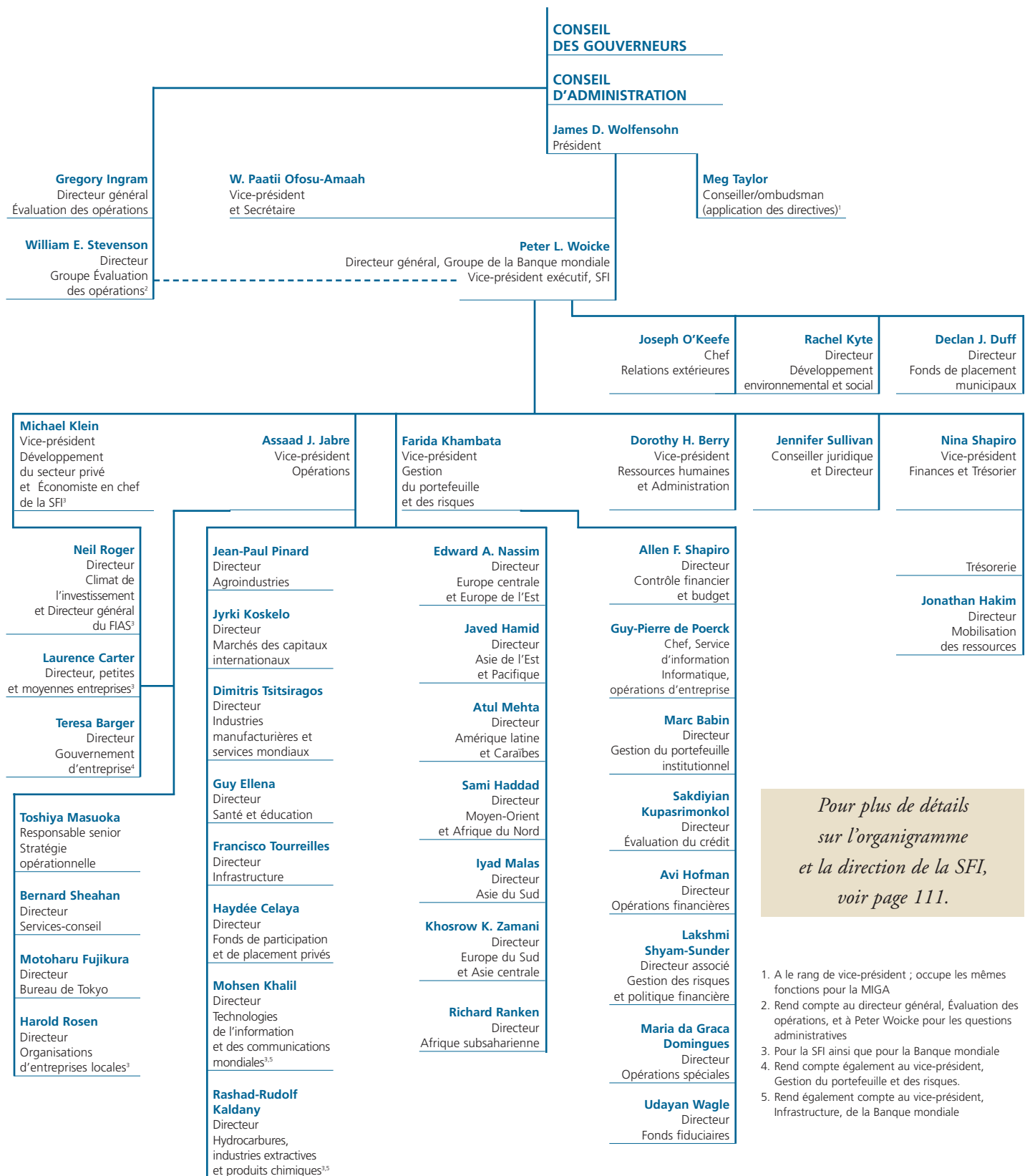
Durant l'exercice, le CAO a géré une étude indépendante de grande envergure de la qualité de l'eau dans la région de Cajamarca (Pérou). Celle-ci a été le site, en 2001, d'un déversement de mercure auquel a été associée l'entreprise d'extraction d'or Minera Yanacocha, dans laquelle a investi la SFI. Cet examen — qui résulte d'un effort de médiation entre la mine et les communautés touchées (Mesa de dialogo) entrepris par le CAO en 2001 — a donné lieu à l'évaluation de l'impact des opérations d'extraction sur le bassin versant, qui préoccupe énormément les populations locales. Le CAO a recruté des hydrologues indépendants pour mener cette enquête, qui se distingue par le fait qu'elle a fait participer la population locale (*veedores*) au suivi et à la vérification du processus de collecte des données. L'analyse des données recouvrées a été achevée dans le courant de l'été 2003 ; ses résultats ont été soumis à la *Mesa de dialogo* en octobre et à la SFI en décembre 2003. Bien que le rapport soit terminé, l'analyse de l'eau se poursuit tandis que la *Mesa de dialogo* s'efforce de régler les questions et de remédier aux problèmes soulevés. Cette opération a permis à la SFI de tirer d'importantes leçons sur les meilleures pratiques et la planification d'activités à caractère participatif.



ANN MAEST



# Organigramme de la SFI



*Pour plus de détails  
sur l'organigramme  
et la direction de la SFI,  
voir page 111.*

1. A le rang de vice-président ; occupe les mêmes fonctions pour la MIGA
2. Rend compte au directeur général, Évaluation des opérations, et à Peter Woicke pour les questions administratives
3. Pour la SFI ainsi que pour la Banque mondiale
4. Rend compte également au vice-président, Gestion du portefeuille et des risques.
5. Rend également compte au vice-président, Infrastructure, de la Banque mondiale

# Examen annuel et annexes 2004

|  |    |
|--|----|
| Groupe d'évaluation<br>des opérations                    | 65 |
| Résultats financiers                                     | 67 |
| Portefeuille   | 71 |
| Produits et services                                     | 74 |
| Projets engagés  | 76 |
| Projets d'assistance technique<br>et de services-conseil | 92 |

## PAGE 65

### Examen annuel 2004

## PAGE 105

### Annexes

|   |     |
|---|-----|
| Conseil des gouverneurs                               | 105 |
| Conseil d'administration                              | 109 |
| Organigramme<br>et direction de la SFI                | 111 |
| Représentants de la SFI<br>sur le terrain et contacts | 115 |
| Adresses de la SFI                                    | 117 |
| Participants<br>aux syndicats de prêts                | 119 |
| Principes d'Équateur :<br>Institutions participantes  | 119 |
| Sigles, notes et définitions                          | 120 |

# Le Groupe d'évaluation des opérations

Le Groupe d'évaluation des opérations (OEG) évalue les programmes et les projets d'investissement de la SFI, ainsi que les stratégies, directives et procédures correspondantes. L'OEG rend compte aux administrateurs de la SFI, qui examinent ses évaluations. Le Groupe réalise un grand nombre de ces évaluations avec ses homologues de la Banque mondiale et de la MIGA.

Durant l'exercice 04, les administrateurs de la SFI ont examiné une évaluation sectorielle portant sur les industries extractives ainsi que des évaluations de la situation au Brésil et en Chine, qui sont deux des plus gros pays clients de la Société. L'OEG a par ailleurs achevé l'évaluation des mécanismes de promotion et de développement des investissements de la SFI et du climat de l'investissement pour le développement du secteur privé et préside un groupe de travail chargé d'élaborer un cadre d'évaluation des services d'assistance technique et de conseil.

## Conclusion de l'examen annuel de l'OEG

Tous les ans, les agents de la SFI qui procèdent à des investissements évaluent un échantillon aléatoire représentatif d'investissements ayant atteint leur régime de croisière. L'OEG analyse les résultats des projets et présente ses conclusions dans le cadre de son examen annuel. Cette année, cet examen a porté sur les investissements approuvés durant la période 1995-1997 et a identifié quatre grands éléments déterminants des résultats obtenus par la SFI au plan du développement et au niveau des investissements : l'ampleur relative du risque intrinsèque du projet et les instruments sélectionnés par la SFI au regard de ce dernier ; la qualité des travaux accomplis par la SFI ; ses choix stratégiques en ce qui concerne les secteurs, les thèmes ou les pays sur lesquels son action porte ; et enfin la qualité du climat national ou mondial des affaires et les perspectives d'amélioration de ce climat. De tous ces facteurs, ce sont l'ampleur du risque posé par le projet et la qualité des travaux de la SFI qui sont le plus étroitement liés à la qualité des résultats au plan du développement et au niveau des investissements. Conjointement, ces quatre facteurs permettent de prévoir correctement le degré de succès d'environ deux tiers des opérations.

### DES OPÉRATIONS DOUBLEMENT PROFITABLES

Quarante et un pour cent des opérations évaluées ont été doublement profitables, c'est-à-dire qu'elles ont satisfait aux critères formulés par la SFI pour chaque investissement en contribuant à la fois à la réalisation des objectifs de développement dans un pays particulier et à la capacité de financement de futurs efforts de développement de la SFI. Cette dernière est parvenue à ce résultat malgré les conditions relativement défavorables existant sur les marchés émergents. Durant la période 1995-1997, les entrées de capitaux privés dans les marchés émergents ont atteint leur maximum, et la SFI a dû déployer d'importants efforts pour trouver des opportunités d'investissements viables lui permettant d'avoir une contribution notable. Or, à cette même période, les parties prenantes de la Société faisaient pression sur elle pour qu'elle encourage dans une plus large mesure l'apport de capitaux dans des

environnements présentant des risques élevés. C'est pourquoi, en 1998, la SFI a adopté une démarche stratégique axée sur les marchés des pays pionniers et les secteurs stratégiques dans lesquels son impact était le plus important.

### RÉSULTATS OBTENUS AU PLAN DU DÉVELOPPEMENT

Si l'on fait la synthèse des notations attribuées aux performances, 58 % des opérations ont eu un impact positif sur le développement. Les indicateurs retenus pour chaque projet sont :

- **le développement du secteur privé** (taux de réussite : 72 %) : la création d'entreprises viables capables d'attirer des financements, d'intensifier la concurrence et de forger des relations commerciales ou de promouvoir une amélioration du cadre réglementaire a un effet de démonstration positif.
- **l'impact sur l'environnement** (taux de réussite : 64 %) : les effets sur l'environnement ainsi que les impacts sur la situation sociale, la santé et la sécurité répondent aux prescriptions de la SFI ou les dépassent.
- **la viabilité économique** (taux de réussite : 61 %) : le taux de rentabilité économique est acceptable, compte tenu des pertes ou gains nets non financiers, des impacts non quantifiables et de la contribution de l'opération à des objectifs de développement recueillant l'adhésion générale.
- **le succès commercial du projet** (taux de réussite : 39 %) : dans les secteurs réels, le rendement est égal ou supérieur au coût du capital pour le projet ; dans le secteur financier, les portefeuilles subsidiaires contribuent à la rentabilité, à la situation financière et à la réalisation des objectifs commerciaux de l'intermédiaire.

Des exemples de succès ou d'échecs au plan du développement sont présentés à la page suivante.



## RÉSULTATS OBTENUS AU NIVEAU DES INVESTISSEMENTS

Le pourcentage des projets ayant donné des résultats satisfaisants au plan des investissements de la SFI est moins élevé (49 %) que celui des projets ayant affiché de bons résultats au plan du développement. Cette conclusion se retrouve dans chaque examen annuel de l'OEG et n'est guère surprenante si l'on considère qu'une entreprise du secteur privé doit payer ses employés, ses fournisseurs et l'État (taxes et impôts) avant que les propriétaires et les investisseurs ne puissent être rémunérés. L'OEG est parvenu à la conclusion que le taux de succès obtenu au niveau des

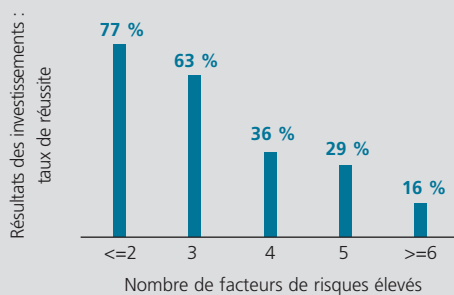
investissements diminue parallèlement à l'augmentation du nombre de facteurs de risques élevés intervenant dans les projets (voir le graphique).

## ÉVALUATION DES PERSPECTIVES DE RÉCENTS INVESTISSEMENTS DE LA SFI

La qualité potentielle des investissements les plus récents de la SFI ne peut pas être évaluée de manière fiable tant que leurs résultats commerciaux n'auront pas été déterminés de manière suffisamment exacte pour pouvoir servir de support à des projections valables des résultats sur la durée de vie totale du projet. L'OEG, toutefois, ayant établi l'existence d'un lien étroit entre l'intensité du risque intrinsèque d'un projet et les résultats que ce dernier donne au niveau des investissements, a étudié un échantillon d'investissements récemment engagés pour évaluer leurs niveaux de risque par rapport à celui d'un échantillon de projets ayant atteint leur régime de croisière, ainsi que les résultats qu'ils pourraient avoir dans les années qui viennent au plan des investissements. Le Groupe est arrivé à la conclusion que les investissements effectués plus récemment comportent moins de risques et que le choix des instruments utilisés par la SFI est mieux adapté aux caractéristiques de risque des projets.

De plus amples informations sur les rapports de l'OEG figurent sur le site [www.ifc.org/oeg](http://www.ifc.org/oeg).

### EFFETS DES FACTEURS DE RISQUES ÉLEVÉS SUR LES RÉSULTATS DES PROJETS AU NIVEAU DES INVESTISSEMENTS



### Projet ayant obtenu des résultats très satisfaisants au plan du développement

Le projet considéré est un programme d'équipement d'une durée de deux ans qui avait pour objet de réhabiliter et d'étendre un réseau d'alimentation en eau et d'assainissement récemment privatisé dans une grande capitale.

**Succès commercial du projet :** *excellent*. Le projet a été réalisé dans les délais prévus et à un coût inférieur au budget. La capacité du réseau a augmenté de 26 %, ce qui a permis d'alimenter en eau près d'un million de clients de plus et de fournir des services d'assainissement à environ 400 000 clients de plus dans une ville qui compte 9,4 millions d'habitants. Les opérations de la compagnie ont été rentables pendant toute la période.

**Viabilité économique :** *excellente*. Le projet a assuré une alimentation fiable en eau potable, 24 heures sur 24, pour la première fois dans de nombreux quartiers défavorisés. Le taux de rentabilité économique du projet, qui est de 36 %, a été établi compte tenu des impôts et taxes acquittés et du surplus des consommateurs. Le projet a aussi permis aux employés de la compagnie d'avoir un emploi sûr, de meilleures conditions de travail et d'être mieux rémunérés. Les employés pourraient également avoir la possibilité d'acquérir des actions de la compagnie.

**Impact sur l'environnement :** *satisfaisant*. Si le projet n'avait pas été réalisé, l'impact négatif sur la santé de la consommation d'eau non potable aurait continué d'être une charge pour la population et l'économie. Le projet a aidé la compagnie à respecter dans leur intégralité les prescriptions environnementales locales.

**Développement du secteur privé :** *excellent*. Le projet a permis d'engager plusieurs entreprises sous-traitantes employant environ 11 000 personnes. Certains de ses sous-traitants étaient de petites et moyennes entreprises créées par d'anciens employés. L'existence d'un système d'alimentation en eau a permis d'ouvrir des écoles et des centres de santé dans les quartiers desservis par la compagnie.

### Projet ayant obtenu des résultats insatisfaisants au plan du développement

Le projet consistait à rénover et à moderniser les installations de transformation de viande d'une entreprise dans le but d'accroître la qualité des produits d'exportation, d'élargir la gamme de production et de relever les normes d'hygiène.

**Succès commercial du projet :** *insatisfaisant*. Le projet a échoué sur le plan financier car il n'a pas permis à l'entreprise d'accroître sa part du marché intérieur à une époque à laquelle les marchés d'exportation s'effondraient. Il a permis d'améliorer l'efficacité globale de l'entreprise qui, toutefois, est restée exposée à la volatilité des prix des matières premières car les grands opérateurs intérieurs contrôlaient l'approvisionnement en bovins.

**Viabilité économique :** *insatisfaisante*. L'entreprise a reçu une subvention à l'exportation qui a davantage aidé ses propriétaires et ses bailleurs de fonds que le reste de la société. Un foyer de maladie bovine à l'étranger a incité l'entreprise à se restructurer et à réduire le nombre de ses employés en fermant deux installations anciennes situées dans des quartiers pauvres.

**Impact sur l'environnement :** *satisfaisant*. Le projet a donné lieu à l'adoption de normes de sécurité rigoureuses pour les employés dans une des installations de l'entreprise. La direction a veillé à ce que les directives environnementales de la SFI ainsi que les réglementations locales, notamment pour les émissions atmosphériques, la sécurité et l'hygiène, soient respectées.

**Développement du secteur privé :** *en partie insatisfaisant*. Le projet n'a pas permis de promouvoir la modernisation sur une grande échelle de l'industrie locale de transformation de viande, qui a continué d'être dominée par des opérateurs isolés et inefficaces qui ne respectent souvent pas les normes d'hygiène.

# Résultats financiers

Le résultat d'exploitation<sup>1</sup> de la SFI pour l'exercice 04 s'est élevé à 982 millions de dollars, soit un montant supérieur aux chiffres de 528 millions et de 161 millions de dollars enregistrés respectivement pour l'exercice 03 et l'exercice 02 (le calcul du résultat d'exploitation ne prend pas en compte les effets des normes comptables applicables aux produits dérivés et aux opérations de couverture ; lorsque ces effets sont pris en compte, le revenu net de l'exercice 04 s'établit à 993 millions de dollars). Le résultat d'exploitation de la Société pour l'exercice 04 résulte de recettes d'exploitation au titre des services aux clients de 915 millions de dollars, contre 205 millions de dollars pour l'exercice 03, ainsi que des recettes d'exploitation au titre des services de trésorerie de 67 millions de dollars (net des frais administratifs), soit un montant inférieur à celui de l'exercice 03 (323 millions de dollars). Globalement, le rendement de l'actif net moyen de la Société est passé de 8,2 % pour l'exercice 03 à 13,1 % pour l'exercice 04.

Le résultat d'exploitation au titre des services aux clients a fortement augmenté grâce aux importantes plus-values réalisées dans le cadre de la cession de créances, les solides dividendes produits par le portefeuille de participations, l'augmentation des recettes engendrées par le portefeuille de prêts et l'effet positif de la libération d'une partie des provisions pour pertes sur prêts durant l'exercice. Le portefeuille de prêts a produit des recettes d'exploitation de 304 millions de dollars pour l'exercice 04 (déduction faite du coût des prêts improductifs, des provisions pour pertes spécifiques, des frais administratifs internes, du coût des emprunts et du coût de la couverture des prêts) contre des recettes de 174 millions de dollars pour l'exercice 03.

Les portefeuilles d'actifs liquides ont enregistré des résultats records, très supérieurs aux valeurs de référence pour l'exercice 04 et affichent un rendement positif pour cette période de 12 mois. Toutefois, en raison de la hausse des rendements des titres du Trésor des États-Unis, le produit des actifs liquides est tombé de 323 millions de dollars pour l'exercice 03 à 67 millions de dollars pour l'exercice 04. Cette baisse tient pour 104 millions de dollars à des moins-values réalisées ou non réalisées alors que des plus-values de 157 millions de dollars avaient été enregistrées durant l'exercice 03.

Les portefeuilles de participations et de quasi-participations, c'est-à-dire les portefeuilles financés sur l'actif net de la SFI ont affiché un revenu d'exploitation de 585 millions de dollars pour l'exercice 04, soit un montant nettement supérieur à celui de 114 millions de dollars obtenu pour l'exercice 03. Les plus-values provenant de la cession de titres de participation ont atteint le niveau record de 381 millions de dollars pour l'exercice 04, contre 52 millions pour l'exercice 03.

La baisse du résultat d'exploitation des services de trésorerie de la SFI observée pour l'exercice 04 s'explique par la diminution des rendements à court terme et par les pertes d'exploitation réalisées ou non réalisées sur un marché obligataire bien moins porteur.

Les nouveaux investissements engagés par la SFI pour son propre compte se sont chiffrés à 4,8 milliards de dollars (y compris un montant de 0,2 milliard de dollars au titre des garanties signées), et les syndications signées à 880 millions de dollars. Le montant total du portefeuille décaissé s'est établi à 12,3 milliards de dollars au 30 juin 2004, c'est-à-dire à un niveau supérieur de 3 % à celui enregistré au 30 juin 2003. Le pourcentage du montant moyen décaissé au titre du portefeuille représenté par les frais administratifs pour l'exercice 04 (3 %) a augmenté par rapport aux 2,9 % enregistrés pour l'exercice précédent. Les frais administratifs sont majorés par le montant de certains produits et charges imputables aux programmes remboursables de la Société (32 millions de dollars pour l'exercice 04 contre 30 millions de dollars pour l'exercice 03). Les emprunts de la SFI ont continué de progresser parallèlement à ses activités de

## PRINCIPAUX RÉSULTATS FINANCIERS DE LA SFI

| (millions de dollars)   | Ex. 03     | Ex. 04     |
|---|------------|------------|
| <b>Services aux clients — résultat d'exploitation</b>                 | <b>205</b> | <b>915</b> |
| Prêts — résultat d'exploitation                                       | 174        | 304        |
| Participations/Quasi-participations —<br>résultat d'exploitation      | 114        | 585        |
| Assistance technique  | (9)        | (7)        |
| Contributions au titre de mécanismes                                  | (28)       | (29)       |
| Commissions institutionnelles et autres                               | (46)       | 62         |
| <b>Services de trésorerie de la SFI —<br/>résultat d'exploitation</b> | <b>323</b> | <b>67</b>  |
| Services de trésorerie de la SFI — actifs liquides                    | 323        | 67         |
| <b>Résultat d'exploitation de la SFI</b>                              | <b>528</b> | <b>982</b> |

1. Certains montants se rapportant aux exercices antérieurs ont été reclassés conformément à la présentation adoptée pour l'exercice actuel.



prêt. Les nouveaux emprunts sur les marchés internationaux se sont chiffrés, au total, à l'équivalent de 3,0 milliards de dollars pour l'exercice 04.

## Résultats financiers des principaux produits de la SFI

La valeur du portefeuille de prêts décaissés et en cours (abstraction faite des quasi-participations de type prêt), c'est-à-dire des prêts directs, a augmenté de 5 % pour passer de 7,8 milliards de dollars pour l'exercice 03 à 8,3 milliards de dollars pour l'exercice 04. Le portefeuille de prêts de la SFI a dégagé un revenu d'exploitation de 304 millions de dollars pour l'exercice 04, contre 174 millions de dollars durant l'exercice précédent. La diminution du ratio des intérêts non comptabilisés, l'augmentation des montants en arriéré recouvrés au titre des intérêts, l'augmentation sensible du produit des commissions financières et la libération d'une partie des provisions pour pertes spécifiques, sont autant de facteurs qui ont contribué à améliorer les résultats du portefeuille de prêts directs. Le revenu d'exploitation dégagé par ce dernier représente 22,9 % du capital utilisé, contre 14,5 % pour l'exercice 03.

La valeur du portefeuille de participations et de quasi-participations (y compris les quasi-participations de type prêt), c'est-à-dire le portefeuille financé par l'actif net de la SFI, a diminué de 3 % durant l'exercice 04 pour s'établir à 4,0 milliards de dollars. Ce portefeuille a affiché un bénéfice d'exploitation record de 585 millions de dollars pour l'exercice 04, contre 114 millions de dollars pour l'exercice 03, grâce essentiellement aux importantes plus-values réalisées sur les cessions de titres de participation, aux solides dividendes et à la libération de provisions pour pertes spécifiques. Les plus-values se sont chiffrées au total à 381 millions de dollars contre 52 millions pour l'exercice 03. Les dividendes ont également fortement augmenté puisqu'ils sont passés de 147 millions de dollars pour l'exercice 03 à un montant total de 207 millions de dollars pour l'exercice 04 par suite, en partie, de l'évolution positive des marchés mondiaux de l'énergie et des ressources. Le bénéfice d'exploitation de ce portefeuille (net des droits de garde et des profits ou pertes associés aux produits dérivés) correspond à un rendement du capital utilisé de 17,6 % pour l'exercice 04, contre 3,4 % pour l'exercice 03.

Le montant des provisions pour pertes a été réduit de 177 millions de dollars durant l'exercice 04 alors qu'il avait été accru de 98 millions de dollars durant l'exercice 03. La dotation à la provision pour pertes sur prêts et sur participations a été ramenée à 16,5 % du montant des prêts décaissés et en cours à la fin de l'exercice, soit un niveau nettement inférieur à celui de 21,9 % enregistré pour l'exercice 03.

## Capital et bénéfices non distribués

L'actif net de la SFI recouvre essentiellement les bénéfices non distribués et le capital libéré. Le capital libéré de la Société s'est chiffré à 2,4 milliards de dollars, soit le même montant que pour l'exercice 03 ; le revenu net étant de 993 millions de dollars, les bénéfices non distribués ont été portés à 5,4 milliards de dollars. À la clôture de l'exercice 04, l'actif net de la Société était de 7,8 milliards de dollars.

Au 30 juin 2004, le ratio d'adéquation du capital de la SFI (c'est-à-dire le rapport entre, d'une part, le capital libéré, les bénéfices non distribués et les provisions générales ajustées et, d'autre part, les actifs pondérés des risques, inscrits au bilan et hors

bilan) était de 48 %. Ce chiffre est bien supérieur au niveau minimum de 30 % requis en application des normes de fonds propres approuvées par le Conseil d'administration en mai 1994. Le ratio d'endettement de la SFI (c'est-à-dire le rapport entre l'encours des emprunts et des garanties et la somme du capital souscrit et des bénéfices non distribués) était de 2,3 à un, soit bien en dessous du maximum autorisé par les Statuts de la Société (qui est de 4,0 à un).

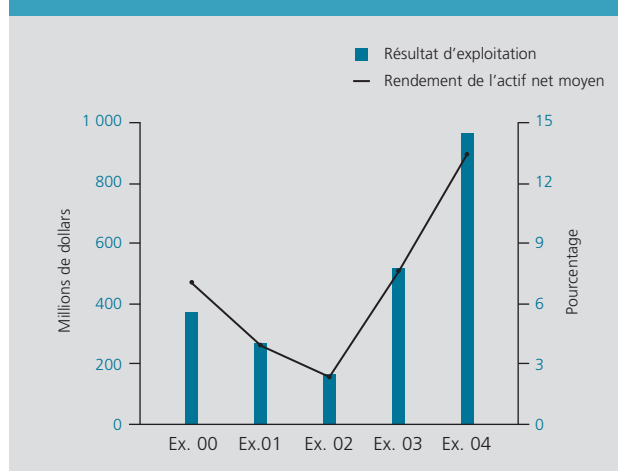
## Gestion des opérations de financement

Durant l'exercice 04, la SFI a levé l'équivalent de 3,0 milliards de dollars sur les marchés financiers internationaux. Elle a également racheté un montant de 33 millions de dollars sur l'encours de sa dette dans le cadre de sa stratégie de renforcement de la liquidité de ses émissions obligataires.

La SFI a émis des titres dans neuf monnaies : le dollar des États-Unis, le yen japonais, le dollar australien, l'euro, le peso colombien, le dollar de Hong Kong, le sol péruvien, le forint hongrois et la livre sterling. Le plus gros emprunt de l'exercice a été effectué par le biais d'une émission obligataire planétaire d'un montant d'un milliard de dollars.

La SFI a levé 45 % du montant total des emprunts qu'elle a contractés durant l'exercice 04 par le biais d'émissions en dollars des États-Unis, 35 % par le biais d'émissions structurées en yens japonais, 8 % en dollars australiens, 4 % en dollars de Hong Kong, 3 % en pesos colombiens, 1,5 % en livres sterling, 2,0 % en forints hongrois, 1,0 % en euros et 0,5 % en soles péruviens. Plus de 60 % de la totalité des financements ont été levés sur les marchés financiers japonais. Tous les emprunts ont été convertis en dollars des États-Unis à taux variable dans le cadre d'opérations de swap. La plupart des prêts accordés par la SFI sont libellés en dollars des États-Unis et assortis d'un taux variable. Ces swaps de monnaies et de taux d'intérêt, qui ont permis de ramener le coût des emprunts à un taux inférieur au LIBOR, et les revenus dégagés par le programme de rachat de dettes ont contribué à maintenir le coût de financement de la SFI à un faible niveau durant l'exercice 04.

### RÉSULTAT D'EXPLOITATION ET RENDEMENT DE L'ACTIF NET MOYEN



## Gestion des liquidités

Le montant total des actifs liquides inscrits au bilan était de 13,1 milliards de dollars au 30 juin 2004 contre 13,0 milliards de dollars pour l'exercice précédent. La majorité des liquidités sont libellées en dollars des États-Unis, les faibles montants restants étant conservés en euros et en yens pour financer des décaissements opérationnels. Le montant total des actifs liquides détenus est déterminé par les contraintes associées à la notation de crédit AAA/Aaa de la SFI et, notamment, le rythme des nouveaux emprunts sur le marché et des décaissements en faveur des clients.

Les portefeuilles d'actifs liquides de la SFI ont enregistré de bons résultats durant l'exercice 04, dans un contexte caractérisé par des marchés des capitaux volatiles et peu porteurs. Durant les trois premiers mois de l'exercice, les valeurs du Trésor des États-Unis ont fait une chute spectaculaire car les craintes suscitées par la possibilité d'une déflation se sont estompées, la situation géopolitique s'est améliorée et l'activité économique mondiale — en particulier aux États-Unis — a connu une vigoureuse reprise. Face à cette amélioration de la situation, les investisseurs se sont montrés nettement plus enclins à prendre des risques sur les marchés des capitaux, ce qui a fait monter les cours de la bourse. Les rendements obligataires ont fluctué à l'intérieur d'une large bande au cours des deux trimestres suivants, les investisseurs souhaitant s'assurer que la reprise aux États-Unis serait auto-entretenue et générerait des emplois. Les doutes exprimés à cet égard — qui ont provoqué une forte hausse des valeurs obligataires au début de 2004 — se sont finalement dissipés durant les trois derniers mois de l'exercice sous l'effet de la forte augmentation du nombre d'emplois. C'est pour cette raison, et par suite d'une légère poussée inflationniste, que le Comité de l'open-market du Système fédéral de réserve (Federal Open Market Committee) des États-Unis a durci quelque peu la politique monétaire en relevant son taux de 0,25 % lors de sa réunion du 30 juin 2004. La croissance a également repris dans les autres pays, surtout au Japon mais aussi, en Europe. Dans ce contexte, les portefeuilles d'actifs liquides ont dégagé un revenu d'exploitation de 67 millions de dollars, dont 39 millions de dollars au titre des marges bénéficiaires sur les titres adossés et 35 millions de dollars au titre de l'actif net de trésorerie, y compris les intérêts nets des moins-values réalisées et non réalisées. Les chiffres correspondants pour l'exercice 03 sont de 323 millions de dollars, dont 36 millions au titre des marges bénéficiaires sur les titres adossés et 293 millions de dollars au titre des intérêts et des revenus de l'actif net de trésorerie.

Les liquidités de la SFI sont investies conformément aux directives et normes établies dans le cadre de l'Autorisation de placement conférée à la Société par son Conseil d'administration. Cette autorisation précise les instruments et les catégories d'entités admissibles. La SFI est autorisée à placer ses liquidités sous forme d'obligations émises par des États, des administrations publiques, des sociétés ou des banques commerciales ayant une très bonne notation. Dans ce cadre, la direction de la SFI a formulé des directives prudentes pour la gestion des différents types de risques inévitablement associés à un important portefeuille d'obligations diversifiées, en mettant plus particulièrement l'accent sur le risque de marché (taux d'intérêt) et le risque de crédit. Aux fins de la gestion du portefeuille et de l'établissement des rapports, les liquidités de la SFI sont réparties dans cinq portefeuilles distincts et investies dans le monde entier dans des actifs de la plus haute qualité tels que des obligations souveraines et des obligations de sociétés ayant une notation AAA.

Le portefeuille P0 a été conçu de manière à fonctionner comme un compte de caisse pour traiter toutes les opérations donnant lieu à des décaissements et à des encaissements au titre de prêts et de participations et les transactions relatives aux emprunts et pour

financer la totalité des charges administratives de la Société. Ce portefeuille a donné des résultats supérieurs à la valeur de référence, à savoir le taux effectif des fonds du marché interbancaire au jour le jour aux États-Unis, puisqu'il a affiché un taux de rendement de 1,11 % contre 1,03 % pour la référence.

Le portefeuille P1 recouvre les actifs adossés, à savoir le produit des emprunts à taux variable de la SFI, que celle-ci investit dans des placements de haute qualité jusqu'au décaissement des prêts approuvés. La SFI s'efforce ainsi d'obtenir un rendement total supérieur à celui de sa référence — dans ce cas, les dépôts en dollars à trois mois — sans dépasser les limites établies pour les risques de taux d'intérêt et de crédit. Au cours de l'exercice 04, elle a obtenu un rendement total de 1,76 %, soit 0,73 point de plus que le rendement de 1,03 % enregistré pour la référence, contre 0,5 point pour l'exercice 03.

Le portefeuille P2 correspond principalement au capital libéré et aux bénéfices non distribués de la Société. Il est géré activement sur la base du rendement total d'un portefeuille de référence ayant une durée de trois ans (comprenant le portefeuille résiduel des prêts à taux fixe). Le rendement pour l'exercice 04 s'est établi à 0,65 % contre -0,44 % pour la référence, soit 1,09 point de plus que pour cette dernière. Ce résultat positif s'explique essentiellement par la stratégie adoptée pour les opérations sur les valeurs relatives des titres — qui a consisté à vendre des obligations ordinaires des États-Unis pour acheter des valeurs réelles (c'est-à-dire à l'abri de l'inflation) surtout sur les marchés des États-Unis ainsi que des obligations ordinaires sur les marchés européens — et par la poursuite d'une stratégie active de prêt de titres.

Le portefeuille P3 comprend des actifs adossés qui figuraient initialement dans le portefeuille P1. Ce portefeuille est maintenant géré activement par six gérants externes par rapport à la référence du portefeuille P1. À la clôture de l'exercice 04, la valeur totale des actifs figurant dans le portefeuille P3 était de 1,053 milliard de dollars, soit environ 8 % du portefeuille total d'actifs liquides de la Société. Le portefeuille se compose d'un programme global à revenu fixe (GFI) d'une valeur de 311 millions de dollars, qui est confié à deux gérants, et d'un programme de titres représentatifs d'emprunts hypothécaires (MBS) d'une valeur de 371 millions de dollars, également confié à deux gérants. Le solde de 371 millions est géré par deux autres gérants dans le cadre d'un programme hybride GFI/MBS. Durant l'exercice 04, le portefeuille P3 a affiché un rendement absolu de 1,27 %, soit 0,24 point de plus que la référence.

Le portefeuille P4 représente la partie du portefeuille P2 qui a été confiée à des gérants externes. Le programme de gestion externe du portefeuille P4 a démarré au début de l'exercice 04. Le département de la trésorerie de la SFI a nommé trois gérants externes qui ont reçu une allocation initiale de 100 millions de dollars chacun, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2003. À la fin de l'exercice 04, la valeur des actifs du portefeuille P4 s'élevait au total à 300 millions de dollars, soit 2 % environ de la valeur totale des actifs liquides de la Société. Le portefeuille P4 a pour valeur de référence le Lehman Brothers U.S. Intermediate Treasury Index, qui est généralement utilisé par les spécialistes pour les portefeuilles de ce type. Le portefeuille P4 a reculé de 0,12 % durant l'exercice 04 mais a obtenu des résultats supérieurs de 0,4 point à ceux de sa référence. À partir de l'exercice 05, le portefeuille P2 aura également l'indice Lehman Brothers pour référence, ce qui permettra à l'avenir de pouvoir comparer les résultats de manière précise.

## Gestion des risques et politique financière

Conformément aux meilleures pratiques en vigueur dans ce domaine d'activité, la gestion des risques et la politique financière



sont administrées par un groupe distinct relevant de la vice-présidence Gestion des portefeuilles et des risques. Cette unité est indépendante de tous les groupes procédant à des transactions et est chargée de formuler des recommandations sur les questions de politique financière et la gestion des risques, de préparer et de tenir à jour des directives internes pour la politique financière (et de s'assurer du respect de ces directives), et de traiter des questions relatives aux agences de notation. Son champ d'action couvre les transactions, les services de trésorerie et le domaine plus récent de la gestion active des portefeuilles, dans le but d'assurer la cohérence et la compatibilité des politiques et d'offrir un cadre unique à toutes les activités ayant trait aux placements.

Les activités de la SFI sont régies, de manière générale, par une série de politiques financières couvrant les engagements, l'adéquation du capital, le ratio d'endettement, la gestion actif-passif, la liquidité, et les produits dérivés. Certaines activités de trésorerie et de gestion du portefeuille font l'objet de directives internes détaillées et spécifiques.

Les directives relatives aux engagements formulées dans le cadre de la politique de la SFI en ce domaine déterminent les montants qui peuvent être engagés dans un pays, un secteur, pour un produit, un débiteur particulier ou un groupe de débiteurs. Outre ces directives, qu'elle applique pour plafonner les montants engagés dans le cadre de ses activités, la Société poursuit des politiques financières prudentes pour limiter ses risques financiers. Par exemple, le ratio d'adéquation du capital doit être au minimum égal à 30 % de ses actifs pondérés des risques, et le ratio de la dette plus les garanties en cours à l'actif net ne peut dépasser 4:1 tant que la SFI a un emprunt quelconque en cours auprès de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD). La Société gère par ailleurs avec beaucoup de prudence son actif-passif, ses liquidités et les engagements associés aux produits dérivés comme expliqué ci-après.

Les volumes de financement, les risques de taux d'intérêt et les risques de change sont contrôlés par le biais de la politique d'adossement qui exige que les actifs représentant des prêts soient financés par des engagements présentant les mêmes caractéristiques en termes de taux d'intérêt et de monnaie. Pour satisfaire les clients qui ont besoin d'emprunter en des monnaies autres que le dollar, à des taux fixes ou variables, et pour préserver la souplesse des emprunts et des investissements de liquidités en diverses monnaies sur différentes bases de taux d'intérêt, la SFI a recours à des produits dérivés, essentiellement des swaps de gré à gré, pour transformer ses actifs et engagements en actifs et engagements synthétiques en dollars à taux variables. Les actifs constitués par des participations et des quasi-participations sont financés au moyen de l'actif net et sont plafonnés à 100 % de l'actif net par les politiques en vigueur.

Les asymétries qui apparaissent pendant la durée d'un prêt par suite de la constitution de provisions, des remboursements anticipés, des rééchelonnements, de la perception des revenus générés par les marges ou les commissions en monnaies autres que le dollar, et des écarts qui peuvent intervenir entre les dates de révision du LIBOR pour les actifs et les engagements, font l'objet d'un suivi systématique et donnent lieu à des opérations de couverture compte tenu des limites opérationnelles.

Les ratios de liquidité de la SFI sont déterminés par la politique d'adossement et la politique de liquidité de l'institution. Conformément à la politique de financement couplé, les prêts sont financés par des engagements présentant les mêmes caractéristiques au plan des taux d'intérêt et des monnaies. Aux termes de sa politique de liquidité, la SFI est tenue de maintenir à tout moment un niveau de liquidités représentant au moins 65 % des

besoins nets de trésorerie indiqués par les projections pour les trois exercices suivants.

Les liquidités de la SFI sont détenues dans des portefeuilles financés sur le marché et dans un portefeuille financé sur l'actif net. Les risques de taux d'intérêt sont gérés, pour chacun des portefeuilles, sur la base d'une durée de référence, tandis que les risques de change sont couverts par le biais de produits dérivés. La SFI gère ses risques de crédit en fixant des conditions d'éligibilité pour les investissements ainsi que des plafonds pour les émetteurs, qui sont fonction des volumes et de la notation ainsi que des limites établies dans le cadre de la politique de diversification des classes d'actifs.

La SFI a recours à des produits dérivés dans le cadre de ses activités de financement, pour gérer les liquidités, l'actif-passif, les risques associés aux clients et pour gérer son portefeuille de manière active.

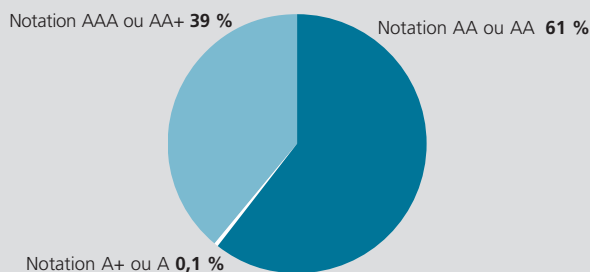
Si l'on fait abstraction de la gestion active des portefeuilles et de certaines positions prises dans le cadre de la gestion des liquidités, le recours à des produits dérivés ne pose aucun risque de marché puisque ces produits sont employés à des fins de couverture. Les limites au risque de marché découlant de l'emploi de produits dérivés dans le cadre des activités de gestion des liquidités et des portefeuilles sont déterminées par les directives formulées pour lesdites activités. Si les autres produits dérivés qui sont utilisés uniquement à des fins de couverture ne génèrent aucun risque de marché, ils génèrent des risques de crédit qui résultent de la possibilité de défaillance de la contrepartie lorsque le contrat de produits dérivés a une valeur positive pour la SFI.

La SFI coordonne avec la BIRD ses politiques de crédit concernant les critères d'admissibilité et les plafonds de crédit pour gérer les risques relatifs aux contreparties aux opérations sur produits dérivés. Les limites sont fixées en fonction du risque potentiel total associé à la contrepartie.

Pour se protéger contre les déclassements postérieurs à la conclusion de contrats de produits dérivés, la SFI a conclu, avec la plupart des contreparties, des accords de garantie basés sur le calcul des risques par référence au marché.

Le programme de gestion active des portefeuilles permet à la SFI de se couvrir et de gérer le risque financier global, les rendements et les engagements associés à son portefeuille de prêts, de quasi-participations et de participations. Dans le cadre de ce programme, elle peut se prémunir des risques par des techniques de gestion des risques et des instruments de couverture et poursuivre des stratégies d'accroissement des revenus adaptées au degré de risque qu'elle peut accepter et à ses objectifs de revenus.

#### RÉPARTITION DES RISQUES DE CRÉDIT PAR LA TRÉSORERIE



# Le portefeuille

Le portefeuille d'engagements<sup>1</sup> de la SFI est passé de 16,8 milliards de dollars à la fin de l'exercice 03 à 17,9 milliards de dollars pour l'exercice 04, ce qui représente un accroissement de 6,9 %. Il est constitué de prêts pour presque 74 % (13,3 milliards de dollars) et de participations pour 20 % (3,6 milliards de dollars).

Le portefeuille d'engagements est aussi composé de produits de financement structurés (y compris les garanties) pour 5 % (908 millions de dollars) et de produits de gestion des risques pour 1 % (177 millions de dollars). La Société a également assuré le portage et l'administration de 5,5 milliards de dollars de prêts syndiqués pour le compte des participants. À la clôture de l'exercice 04, le portefeuille d'engagements se composait de produits de gestion des risques, de garanties, de prêts et de participations dans 1 337 entreprises de 119 pays.

Compte tenu des nouveaux engagements, des remboursements, des cessions, des annulations, des paiements anticipés, des montants passés par pertes et profits et des écarts de conversion, le portefeuille d'engagements a enregistré un accroissement net de 1,2 milliard de dollars. Les remboursements du principal des prêts se sont élevés à 1,9 milliard de dollars, et les cessions et remboursements de participations à 585 millions de dollars.

Le montant total du portefeuille décaissé par la SFI pour son propre compte a augmenté pour s'établir à 12,3 milliards de dollars à la fin de l'exercice 04, contre 12,0 milliards de dollars à la fin de l'exercice 03. Le portefeuille de prêts décaissé a augmenté de

5,5 % tandis que le portefeuille de participations décaissé s'est contracté de 7,3 % durant l'exercice.

Une grande partie des investissements de la SFI sont libellés en dollars des États-Unis, mais la Société emprunte en différentes monnaies afin de diversifier ses sources de financement et de réduire le coût de ses ressources. La composition monétaire du portefeuille de prêts décaissé au 30 juin 2004 est indiquée dans les notes sur les états financiers (qui figurent dans le deuxième volume du Rapport annuel de la SFI pour 2004, en anglais uniquement). La SFI minimise les risques auxquels elle s'expose dans le cadre de ses transactions hors-bilan en prenant des positions inverses par le jeu de swaps, d'options ou de contrats à terme de gré à gré avec des contreparties dotées d'une solide assise financière sur le marché, et en procédant à une analyse approfondie de la cote de crédit de toutes les contreparties.

## Engagements et décaissements

Les nouveaux engagements de la SFI pour son propre compte concernent surtout les régions Europe et Asie centrale (35 %), Amérique latine et Caraïbes (26 %) et Asie de l'Est et Pacifique (15 %), et portent en majeure partie sur les services financiers et d'assurance (31 %) et sur les hydrocarbures et les industries extractives (10 %).

Les décaissements effectués durant l'exercice 04 se sont chiffrés à 3,2 milliards de dollars, contre 3,0 milliards pour l'exercice 03. Les décaissements au titre des prêts ont atteint 2,7 milliards de dollars et les décaissements au titre des participations 468 millions de dollars. La SFI a également décaissé 964 millions de dollars pour le compte d'institutions financières participant à ses prêts syndiqués.

## Gestion du portefeuille

Dans le cadre de ses efforts de supervision, la SFI veille attentivement au respect des accords d'investissement, se rend régulièrement sur le site des projets pour vérifier l'état d'avancement des opérations et aide à trouver des solutions lorsque

### COMPOSITION DU PORTEFEUILLE DE LA SFI 30 juin 2004

(Millions de dollars)

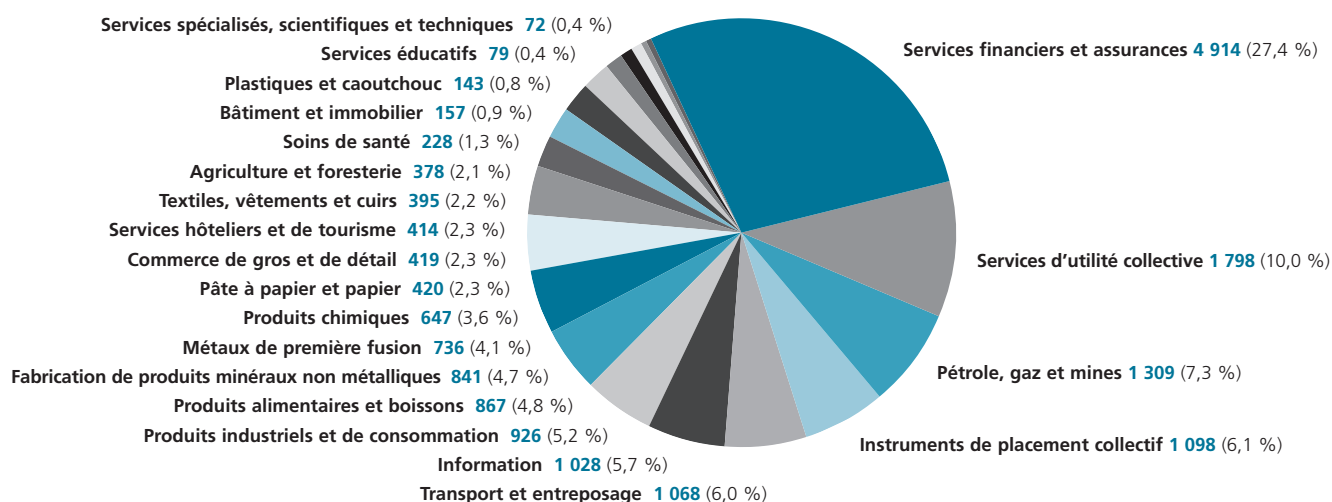
|   |               |
|---|---------------|
| <b>Engagements sous forme de prêts et de participations</b>                                 | <b>16 853</b> |
| Prêts   | 13 260        |
| Participations  | 3 592         |
| <b>Engagements hors bilan</b>   | <b>1 085</b>  |
| (au titre des instruments de gestion des risques et des produits de financement structurés) |               |
| <b>Total du portefeuille d'engagements détenus pour le propre compte de la SFI</b>          | <b>17 938</b> |
| <b>Total du portefeuille d'engagements détenus pour le compte de participants</b>           | <b>5 515</b>  |
| <b>Total du portefeuille décaissé</b>   | <b>12 297</b> |
| <b>Total du portefeuille non décaissé</b>   | <b>4 556</b>  |

1. Le portefeuille d'engagements recouvre les produits de financement structurés et les instruments de gestion des risques, qui sont des éléments hors bilan.



## PORTEFEUILLE D'ENGAGEMENTS POUR LE PROPRE COMPTE DE LA SFI

par secteur, au 30 juin 2004 (millions de dollars)



**PORTEFEUILLE DE LA SFI, TOTAL : USD 17 938**

Note : Les chiffres comprennent les produits de financement structurés et de gestion des risques.

les projets posent problème. Afin de renforcer la supervision des portefeuilles, la Société a créé, dans tous les départements des placements, des services de gestion du portefeuille opérant sous la direction d'un gérant de portefeuille pour pouvoir identifier les problèmes et y remédier rapidement. L'utilisation d'un système d'évaluation des risques facilite aussi ces opérations. Par ailleurs, la SFI poursuit le processus de rotation de ses agents et d'installation d'un nombre croissant de membres de son personnel sur le terrain et confie de plus en plus de tâches de supervision aux agents locaux de ses bureaux de représentation. Elle déploie des efforts particuliers, par le biais de la Division de gestion des prêts B, pour tenir les banques associées aux prêts de la Société informées de l'évolution des projets. La SFI et les participants au programme travaillent en étroite collaboration.

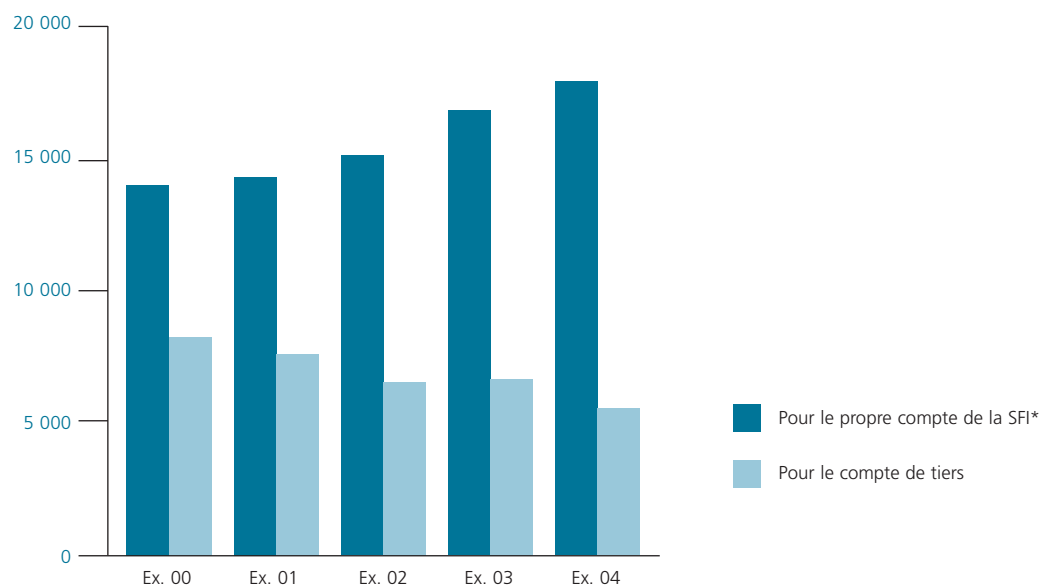
Les départements opérationnels évaluent au cas par cas la situation des projets quand des difficultés apparaissent. Lorsque celles-ci sont particulièrement graves, le Département des opérations spéciales de la SFI détermine les mesures qu'il convient de prendre pour y remédier. Dans ce cas, la Société s'efforce de négocier des accords avec tous les créanciers et actionnaires pour

répartir la charge de la restructuration et régler les problèmes sans interrompre le déroulement du projet. Dans les cas exceptionnels où les négociations échouent, la SFI prend toutes les dispositions nécessaires et appropriées pour protéger ses intérêts.

À l'issue de la mise en œuvre réussie d'un programme pilote, le Conseil d'administration a, en mai 2004, délégué au Département de la gestion du portefeuille le pouvoir de gérer les engagements et les risques financiers associés au portefeuille d'investissements sous forme de prêts et de participations en ayant recours aux stratégies et aux outils et instruments de gestion des risques pouvant être utilisés sur le marché. Les activités de gestion du portefeuille approuvées comprennent le recours à des instruments du marché pour réaliser des opérations de couverture des portefeuilles de prêts et de participations de la SFI et poursuivre les stratégies de rachat des participations. Toutes les opérations et stratégies retenues ont pour objet de protéger le portefeuille du risque de dégradation de la situation. Le département de la gestion du portefeuille a entrepris d'intégrer et de préciser la série de limites de risque et les mécanismes de contrôle établis durant la phase pilote.

## PORTEFEUILLE D'ENGAGEMENTS DE LA SFI, EX. 00-EX. 04

(millions de dollars)



\* Les totaux indiqués pour le propre compte de la SFI comprennent les produits de gestion des risques et de financement structurés.

Au cours de l'exercice 04, les revenus du portefeuille de participations et du portefeuille de prêts ont atteint 1,1 milliard de dollars, soit un montant supérieur de 64 % à celui de l'exercice 03, par suite de l'augmentation des plus-values et des dividendes produits par le portefeuille de participations. Le montant en principal non remboursé des prêts non productifs, exprimé en pourcentage du portefeuille de prêts décaissé, est tombé de 16,7 % au 30 juin 2003 à 11,5 % au 30 juin 2004. La part des arriérés au titre du principal en pourcentage du portefeuille de prêts décaissé a, elle aussi, baissé pour passer de 7,3 % à 5,1 %. Le risque associé au portefeuille de prêts a en outre diminué durant l'exercice par suite : 1) du gonflement de l'encours du portefeuille de prêts, alimenté par l'inclusion d'investissements présentant peu de risques ; 2) de l'abaissement du degré de risque des investissements en cours grâce aux renégociations, rééchelonnements et restructurations de dettes ; 3) de l'amélioration de la cote de crédit de certains pays ; et 4) de la sortie du bilan des investissements improductifs.

Le niveau estimatif des plus-values non réalisées sur le portefeuille des participations a augmenté durant l'exercice 04. Les plus-values réalisées se sont chiffrées à 375 millions de dollars, soit

un montant bien plus élevé que celui de 48 millions de dollars enregistré pour l'exercice 03<sup>2</sup>. La SFI a perçu un montant de 207 millions de dollars sous forme de dividendes, contre 147 millions de dollars pour l'exercice 03. Cette augmentation tient essentiellement à la hausse des prix de produits de base.

Les provisions pour pertes ont été ramenées à 2,0 milliards de dollars pour l'exercice 04, soit 16,5 % du portefeuille décaissé, contre 21,9 % pour l'exercice 03. Cette diminution s'explique par une réduction de 94 millions de dollars des provisions spécifiques et de 40 millions de dollars à la provision générale et par l'inscription en pertes et profits de 458 millions de dollars.

La direction de la SFI établit le niveau des provisions spécifiques sur la base des analyses des portefeuilles et des recommandations formulées par les services de gestion du portefeuille des départements des placements. L'ensemble du portefeuille fait, à cette fin, l'objet d'un examen trimestriel. La direction détermine le niveau de la provision générale au moyen d'une méthode de simulation Monte-Carlo. Les auditeurs externes de la SFI examinent attentivement les recommandations formulées pour le provisionnement, ainsi que les principes directeurs et les méthodes employées en la matière.

2. Le montant porté au titre des plus-values dans les états financiers comprend les gains et pertes enregistrés dans le cadre des opérations de rachat des titres de participation par le département de la gestion du portefeuille de la SFI.



# Les produits et services

## Produits financiers

### PARTICIPATIONS ET QUASI-PARTICIPATIONS

La SFI risque ses propres capitaux en prenant des participations dans des entreprises ou autres entités intervenant dans un projet, des institutions financières, des fonds de placement ou des fonds de participation privés. Elle peut prendre une participation à hauteur de 35 % dans une opération, mais se limite généralement à un pourcentage compris entre 5 et 20 % du capital du projet et ne doit pas être le principal actionnaire d'un projet. Elle investit à long terme et se retire d'une entreprise en cédant ses parts à des acquéreurs du même secteur ou, si le volume des liquidités le permet, sur le marché des capitaux lorsque les titres de l'entreprise sont admis à la cotation.

La SFI a aussi recours à des instruments appelés quasi-participations, qui présentent à la fois les caractéristiques de titres de la dette et de participations. Certains, comme les prêts non privilégiés et les instruments de dette convertibles, sont assortis d'un calendrier rigide ; d'autres, tels que les actions privilégiées et les titres participatifs n'ont pas de calendrier préétabli.

### PRÊTS ET SERVICES D'INTERMÉDIAIRES

La SFI consent des financements sur projet ou des financements d'entreprises sous forme de prêts A, c'est-à-dire de prêts qu'elle effectue pour son propre compte sans pouvoir accepter de garantie de l'État. Ces prêts ont généralement une échéance de 7 à 12 ans au départ mais il est arrivé que leur durée soit prolongée, dans certains cas jusqu'à 20 ans. Bien qu'elle libelle ses prêts essentiellement dans des devises principales, la Société a entrepris d'accroître les moyens dont elle dispose pour offrir des prêts en monnaie nationale.

La SFI procède à des études approfondies avant d'accorder un financement sur projet. Parce qu'elle a une vaste expérience des montages financiers dans les pays en développement, elle est particulièrement bien placée pour évaluer les risques associés à ces opérations. Elle accepte de consentir des financements remboursables uniquement au moyen des flux de trésorerie d'un projet, sans recours ou avec des droits de recours limités auprès des promoteurs.

Les prêts de la SFI peuvent aussi revêtir la forme de lignes de crédit ouvertes au profit d'intermédiaires bancaires, de sociétés de crédit-bail et d'autres institutions financières qui rétrocèdent les ressources qui leur sont ainsi procurées. Ces lignes de crédit ciblent fréquemment les petites entreprises.

### PRÊTS SYNDIQUÉS

Les syndicats ou prêts B sont un élément essentiel des efforts que déploie la Société pour mobiliser des capitaux privés au titre de projets dans les pays en développement, démultipliant ainsi son impact sur le développement. Grâce à ce mécanisme, les risques de crédit associés au projet sont répartis entre toutes les institutions financières mais la SFI reste le prêteur en titre. Les banques participantes bénéficient ainsi des avantages (un accès préférentiel aux devises, par exemple) dont jouit la SFI en sa qualité d'institution multilatérale de développement. Elles sont également exemptées, le cas échéant, de l'obligation de constituer les provisions requises par les autorités réglementaires.

## PRODUITS DE FINANCEMENT STRUCTURÉS

La SFI propose aussi à ses clients des produits de financement structurés, qui leur permettent de mobiliser des volumes de capitaux bien supérieurs à ceux de ses propres engagements. Ces instruments facilitent dans une mesure considérable la mobilisation de capitaux en monnaie nationale sur les marchés intérieurs, auprès d'investisseurs institutionnels et d'institutions financières.

En accordant des garanties partielles de crédit au titre d'instruments de la dette, la SFI utilise la notation AAA dont elle jouit pour aider ses clients à diversifier leurs sources de financement, allonger leurs échéances et à contracter des emprunts dans la monnaie de leur choix. La SFI aide aussi ses clients à structurer des opérations de titrisation et des mécanismes de partage des risques pour leur permettre de se défaire d'une partie des risques associés à un groupe d'actifs. Elle continue de mettre au point d'autres produits structurés pour répondre aux besoins de financement de ses clients.

## GESTION DES RISQUES

Les instruments de gestion des risques de la SFI permettent à ses clients d'avoir accès aux marchés des produits dérivés à long terme. Les instruments de couverture des risques de change leur donnent la possibilité de se protéger des risques associés aux engagements en devises qui se présentent généralement sous forme d'emprunts en devises. Depuis la mise au point d'instruments de couverture des risques pour les marchés émergents, la SFI peut offrir des couvertures en monnaie nationale sur les marchés existants. La Société a également des instruments de couverture des risques permettant à ses clients de gérer les risques de taux d'intérêt et les risques posés par la volatilité des prix des produits de base.

## Assistance technique et services-conseil

Les services-conseil de la SFI ont pour objet d'améliorer le climat de l'investissement dans les pays membres de l'institution ainsi que les pratiques commerciales des entreprises dans lesquelles elle investit. Ils ont un impact croissant sur la manière dont la Société envisage ses activités d'investissement.

La SFI poursuit une large gamme de missions de conseil portant sur les marchés des capitaux, et plus particulièrement sur les marchés des valeurs mobilières, les institutions bancaires et les organismes de crédit. Ces opérations recouvrent des activités telles que le développement d'un marché local des titres d'emprunts et le renforcement des capacités des institutions financières.

La SFI collabore avec la Banque mondiale par le biais de plusieurs services communs chargés de certains aspects du développement du secteur privé, à savoir la formulation de principes directeurs, la fourniture de services-conseil dans divers secteurs, et différentes transactions déterminées. La Société fournit, dans ce cadre, des conseils sur les questions de concurrence, le montage d'opérations de privatisation, et l'analyse des questions de fond concernant les investissements étrangers.

La SFI offre, en sus de ses opérations d'investissement, une assistance technique dans le cadre de laquelle elle fournit des services de conseil et de formation à des entreprises privées et aux gouvernements. Elle gère par ailleurs le programme des fonds fiduciaires d'assistance technique qui sont constitués avec l'appui financier des pays donateurs et une allocation de son propre budget et financent des études de faisabilité, des études sectorielles, des initiatives en matière de formation, des évaluations environnementales et sociales des projets, et des missions de conseil auprès des gouvernements. La Société gère aussi des services de promotion et de développement des investissements pour aider les petites et moyennes entreprises, ainsi que les services chargés des questions environnementales et sociales.

## Projets engagés

|                                 |    |
|---------------------------------|----|
| AFRIQUE SUBSAHARIENNE           | 76 |
| ASIE DE L'EST ET PACIFIQUE      | 78 |
| ASIE DU SUD                     | 81 |
| EUROPE ET ASIE CENTRALE         | 82 |
| AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES     | 87 |
| MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD | 90 |
| MONDE                           | 91 |

(millions de dollars)

| Description  | Prêt SFI | Participation SFI | Quasi-participation SFI | Produits de financement structurés (y compris garanties) | Syndications | Produits de gestion des risques | Total engagement ex. 04 | Mobilisation de financements structurés* |
|--|----------|-------------------|-------------------------|--|--------------|---------------------------------|-------------------------|--|
| <b>AFRIQUE SUBSAHARIENNE</b>   |          |                   |                         |  |              |                                 |                         |  |
| <b>RÉGION</b>  |          |                   |                         |  |              |                                 |                         |  |
| <b>Africa International Financial Holdings, LLC</b> achètera, restructurera et cèdera des banques commerciales en Afrique subsaharienne, en ciblant plus particulièrement les banques en cours de privatisation.                           | –        | 13,38             | –                       | –  | –            | –                               | 13,38                   | –  |
| <b>Africa Media Group Limited</b> bénéficiera d'une émission de droits de souscription au titre de son investissement dans TV Africa, qui diffuse des programmes dans toute l'Afrique.   | –        | 0,22              | –                       | –  | –            | –                               | 0,22                    | –  |
| <b>Industrial Promotion Services Ltd.</b> procédera à sa restructuration afin de devenir la première société d'investissement d'Afrique de l'Est dont le capital est intégralement garanti.  | –        | 4,50              | –                       | –  | –            | –                               | 4,50                    | –  |
| <b>Olam International</b> , fabricant de produits agroindustriels, renforcera sa position de bilan, améliorera ses capacités de traitement et accroîtra l'envergure de ses opérations dans la région.                                      | –        | 7,50              | –                       | –  | –            | –                               | 7,50                    | –  |
| <b>Olam Multi Country Multi Commodity Facility</b> restructurera ses opérations et augmentera le montant de ses lignes de financement de fonds de roulement pour accroître le volume des transactions d'Olam International avec l'Afrique. | –        | –                 | –                       | 30,00  | –            | –                               | 30,00                   | 60,00                                    |
| <b>Pan African Investment Partners Ltd.</b> investira dans des sociétés de la région en rapide expansion, qui ont fait leurs preuves sur le plan de la gestion et ont des flux de revenus durables en Afrique.                             | –        | 15,00             | –                       | –  | –            | –                               | 15,00                   | –  |
| <b>PAYS</b>  |          |                   |                         |  |              |                                 |                         |  |
| <b>Afrique du Sud</b>  |          |                   |                         |  |              |                                 |                         |  |
| <b>African Bank Limited</b> accroîtra l'attrait de ses obligations rachetables non garanties sur le marché secondaire local des titres de créances.  | 4,94     | –                 | –                       | –  | –            | –                               | 4,94                    | –  |
| <b>La municipalité de Johannesburg</b> utilisera le produit d'une émission obligataire pour financer des investissements dans l'infrastructure et restructurer sa dette actuelle.  | –        | –                 | –                       | 30,44  | –            | –                               | 30,44                   | 119,30                                   |
| <b>Hernic Ferrochrome (Pty) Limited</b> accroîtra sa capacité de production en mettant en exploitation une mine souterraine et en installant un four et une usine de bouletage.  | 24,17    | 4,70              | 1,56                    | –  | –            | –                               | 30,43                   | –  |
| <b>Mvelaphanda Gold (Pty) Limited</b> acquerra une partie des actifs sud-africains de Gold Fields dans le but de devenir un opérateur à part entière.  | –        | –                 | 28,00                   | –  | –            | –                               | 28,00                   | –  |
| <b>South African Home Loans</b> accroîtra sa base de capital et financera l'expansion de ses activités de constitution de dossiers de prêts hypothécaires.   | –        | 0,58              | –                       | –  | –            | –                               | 0,58                    | –  |

Note : Les projets signés et traités par la SFI durant l'exercice 04 sont inclus dans ce tableau, de même que certaines opérations signées durant l'exercice 03 dont les dossiers ont été finalisés durant l'exercice 04.

\* Les chiffres indiqués pour la mobilisation de financements structurés représentent les montants intégraux à la date d'engagement du projet (les projets peuvent comporter plusieurs tranches réalisées sur plusieurs années).



| Description  | Prêt SFI | Participation SFI | Quasi-participation SFI | Produits de financement structurés (y compris garanties) | Syndications | Produits de gestion des risques | Total engagement ex. 04 | Mobilisation de financements structurés* |
|--|----------|-------------------|-------------------------|--|--------------|---------------------------------|-------------------------|--|
| <b>South African Home Loans</b> accroîtra sa base de capital et financera l'expansion de ses activités de constitution de dossiers de prêts hypothécaires.   | –        | 0,64              | –                       | –  | –            | –                               | 0,64                    | –  |
| <b>United Bank for Africa (plc)</b> établira d'autres sources de capitaux à long terme, pour diversifier et renforcer ses opérations.  | –        | –                 | 10,00                   | –  | –            | –                               | 10,00                   | –  |
| <b>UPDC Hotels Ltd.</b> convertira un complexe hôtelier privatisé en un centre regroupant un hôtel, des appartements, des services de conférence, un centre d'affaires, un club de sport, des magasins et des bureaux.               | 11,00    | –                 | –                       | –  | –            | –                               | 11,00                   | –  |
| <b>Angola</b><br><b>Enterprise Bank of Angola</b> fournira des crédits et autres services financiers à des micro et petites entreprises.   | –        | 0,70              | –                       | –  | –            | –                               | 0,70                    | –  |
| <b>Cameroun</b><br><b>Pecten Cameroon Company</b> financera la poursuite de la mise en valeur des champs pétrolifères au large des côtes.  | –        | –                 | –                       | –  | 1,45         | –                               | 1,45                    | –  |
| <b>Cap-Vert</b><br><b>Caixa Económica de Cabo Verde, S.A.</b> mettra des financements à moyen et long terme et en devises à la disposition du secteur privé.   | 6,08     | –                 | –                       | –  | –            | –                               | 6,08                    | –  |
| <b>Côte d'Ivoire</b><br><b>Péto Ivoire S.A.</b> , qui est un distributeur de produits pétroliers, construira des postes d'essence et des réseaux de distribution pour accroître le nombre de ses points de vente au détail.          | 0,33     | –                 | –                       | –  | –            | –                               | 0,33                    | –  |
| <b>Kenya</b><br><b>Magadi Soda Company Ltd.</b> construira une nouvelle usine et les installations connexes pour produire du carbonate de sodium aux fins de l'exporter, essentiellement pour la fabrication de conteneurs en verre. | 22,00    | –                 | 4,00                    | –  | –            | –                               | 26,00                   | –  |
| <b>Madagascar</b><br><b>Cottonline S.A.</b> installera une fabrique de vêtements produisant pour les marchés des États-Unis et d'Europe.   | 5,00     | –                 | –                       | –  | –            | –                               | 5,00                    | –  |
| <b>Mali</b><br><b>La Société industrielle d'emballage et de conditionnement</b> accroîtra sa production de sacs et de bouteilles en plastique.   | 0,27     | –                 | –                       | –  | –            | –                               | 0,27                    | –  |
| <b>Mauritanie</b><br><b>La Générale de banque de Mauritanie pour l'investissement et le commerce</b> financera les secteurs des industries extractives et du pétrole.  | –        | –                 | 10,00                   | –  | –            | –                               | 10,00                   | –  |
| <b>Mozambique</b><br><b>Empresa Nacional de Hidrocarbonetos de Mocambique</b> mettra en valeur les réserves de gaz de Panda et Temane et exploitera les installations de transformation connexes.                                    | –        | 18,50             | –                       | –  | –            | –                               | 18,50                   | –  |
| <b>Merec Industries, Lda.</b> développera ses opérations d'usinage et de production d'huile de coco en acquérant et en installant une usine et des silos près de Maputo.   | –        | –                 | –                       | 1,20   | –            | –                               | 1,20                    | 1,19                                     |
| <b>NovoBanco</b> , qui est une banque de microfinancement, accroîtra la portée des services qu'elle offre aux micro et petites entreprises.  | –        | 0,20              | –                       | –  | –            | –                               | 0,20                    | –  |

Projets engagés (suite)

(millions de dollars)

| Description   | Prêt SFI | Participation SFI | Quasi-participation SFI | Produits de financement structurés (y compris garanties) | Syndications | Produits de gestion des risques | Total engagement ex. 04 | Mobilisation de financements structurés* |
|---|----------|-------------------|-------------------------|--|--------------|---------------------------------|-------------------------|--|
| <b>Nigéria</b>  |          |                   |                         |  |              |                                 |                         |  |
| <b>Guaranty Trust Bank Plc.</b> prendra des mesures pour remédier à la pénurie de financements à moyen et long terme dans le pays.  | 20,00    | –                 | –                       | –  | –            | –                               | 20,00                   | –  |
| <b>MTN Nigeria</b> étendra son réseau et ramènera le coût des services de télécommunications cellulaires à un niveau abordable pour une plus grande partie de la population du pays.  | 85,00    | 15,00             | –                       | –  | –            | –                               | 100,00                  | –  |
| <b>Nigeria Trade Enhancement Facility</b> permettra de relever les plafonds des lignes de confirmation dont peuvent se prévaloir les banques locales qui, sinon, sont handicapées par les limites associées au risque-pays.     | –        | –                 | –                       | 20,00  | –            | –                               | 20,00                   | 20,00                                    |
| <b>Zambie</b>   |          |                   |                         |  |              |                                 |                         |  |
| <b>Celtel Zambia Limited</b> consolidera sa part du marché et développera les services de téléphonie cellulaire dans le pays.   | –        | 0,25              | –                       | –  | –            | –                               | 0,25                    | –  |
| <b>ASIE DE L'EST ET PACIFIQUE</b>   |          |                   |                         |  |              |                                 |                         |  |
| <b>RÉGION</b>   |          |                   |                         |  |              |                                 |                         |  |
| <b>Avenue Asia Special Situations Fund III, L.P.</b> cherchera à acquérir des crédits individuels dans un groupe de titres de créances en difficulté libellés en dollars et en monnaie nationale.                               | –        | 40,00             | –                       | –  | –            | –                               | 40,00                   | –  |
| <b>Modern Asia Environmental Holdings</b> , société spécialisée dans les déchets industriels solides et dangereux, développera ses activités dans la région.  | 15,00    | –                 | –                       | –  | –            | –                               | 15,00                   | –  |
| <b>Olam International</b> , fournisseur de produits agroindustriels, renforcera sa position de bilan, accroîtra ses capacités de traitement, et développera ses activités dans la région.                                       | –        | 7,50              | –                       | –  | –            | –                               | 7,50                    | –  |
| <b>PAYS</b>   |          |                   |                         |  |              |                                 |                         |  |
| <b>Cambodge</b>   |          |                   |                         |  |              |                                 |                         |  |
| <b>Aceda</b> , société de microfinancement, se transformera en banque commerciale agréée, ce qui lui permettra d'étendre la portée de son réseau régional et d'accroître ses efforts de mobilisation de fonds en dépôt.         | 6,00     | –                 | –                       | –  | –            | –                               | 6,00                    | –  |
| <b>Aceda</b> , société de microfinancement, bénéficiera d'un apport en capital qui lui permettra d'accroître le champ de ses opérations.  | –        | 1,10              | –                       | –  | –            | –                               | 1,10                    | –  |
| <b>La Société Concessionnaire de l'Aéroport</b> gèrera et exploitera les aéroports internationaux de Phnom Penh et de Siem Reap-Angkor.   | 10,00    | –                 | –                       | –  | –            | –                               | 10,00                   | –  |
| <b>Chine</b>  |          |                   |                         |  |              |                                 |                         |  |
| <b>Anjia Group Holdings</b> développera ses opérations de financement de logements, accroîtra ses effectifs et renforcera ses systèmes.   | –        | 2,00              | –                       | –  | –            | –                               | 2,00                    | –  |
| <b>Asian Strategic Investments Corporation Group</b> développera ses activités de fournisseur de pièces détachées automobiles.  | –        | 10,00             | –                       | –  | –            | –                               | 10,00                   | –  |
| <b>China Construction Bank</b> encouragera la liquidation des créances improductives et leur transfert du secteur public au secteur privé.  | 28,00    | –                 | –                       | –  | –            | –                               | 28,00                   | –  |
| <b>China Green Energy Limited</b> créera, possèdera et exploitera un portefeuille de centrales électrocalogènes.  | 20,00    | –                 | –                       | –  | –            | –                               | 20,00                   | –  |
| <b>China Re Life</b> privatisera ses opérations en constituant des entités commerciales distinctes pour ses activités de réassurances sur la vie ou autres types d'assurances et pour ses activités d'assurances sur les biens. | –        | 15,34             | –                       | –  | –            | –                               | 15,34                   | –  |

| Description  | Prêt SFI | Participation SFI | Quasi-participation SFI | Produits de financement structurés (y compris garanties) | Syndications | Produits de gestion des risques | Total engagement ex. 04 | Mobilisation de financements structurés* |
|--|----------|-------------------|-------------------------|--|--------------|---------------------------------|-------------------------|--|
| <b>Colony China Opportunity Fund</b> jouera le rôle de fonds de placement de créances en difficulté.   | –        | 17,31             | –                       | –  | –            | –                               | 17,31                   | –  |
| <b>CSMC Technologies Corporation Limited</b> accroîtra la capacité de sa fabrique de puces sous forme de tranche pour semi-conducteurs et construira une usine supplémentaire.   | –        | 12,00             | –                       | –  | –            | –                               | 12,00                   | –  |
| <b>CUNA Mutual Group</b> offrira des services d'assurance hypothèque, vie, invalidité, crédit, chômage et des assurances complémentaires.  | –        | 12,00             | –                       | –  | –            | –                               | 12,00                   | –  |
| <b>Guangxi Fenglin Forestry Development Co. Ltd.</b> financera une plantation forestière et une usine de production de panneaux de fibres qui sera créée par une filiale.  | 15,00    | 6,00              | –                       | –  | 18,00        | 4,00                            | 43,00                   | –  |
| <b>Industrial Bank</b> diversifiera la propriété de son capital, améliorera son gouvernement d'entreprise et adoptera des normes internationales.  | –        | 52,18             | –                       | –  | –            | –                               | 52,18                   | –  |
| <b>Jiangxi Chenming Paper Co. Ltd.</b> installera et exploitera une fabrique de papier couché léger ainsi qu'une usine de pâte à papier et une centrale à cycle combiné.   | –        | 12,90             | –                       | –  | –            | –                               | 12,90                   | –  |
| <b>Jilin Huazheng Agribusiness Development Co., Ltd.</b> transformera la viande de porc dans la province de Jilin et commercialisera des viandes fraîches, surgelées et des produits de charcuterie.                               | –        | –                 | –                       | –  | 7,00         | –                               | 7,00                    | –  |
| <b>Nanjing Kumho Tire Co., Ltd.</b> accroîtra sa capacité de production de pneus.  | 34,00    | 2,23              | –                       | –  | –            | –                               | 36,23                   | –  |
| <b>Ningxia Darong Chemical Industry Joint Stock Co. Ltd.,</b> qui est un producteur de produits chimiques, accroîtra sa capacité de production ainsi que ses économies d'échelle pour contribuer à satisfaire la demande mondiale. | 10,00    | 1,50              | –                       | –  | 8,00         | –                               | 19,50                   | –  |
| <b>Shanghai International Banking and Finance Institute</b> fournira à des cadres spécialisés dans les opérations financières une formation portant sur les meilleures pratiques bancaires et financières internationales.         | –        | 0,08              | –                       | –  | –            | –                               | 0,08                    | –  |
| <b>Shanxi Antai Group Corporation</b> construira une usine de production de coke métallurgique dans la province de Shanxi.   | 40,00    | –                 | –                       | –  | –            | –                               | 40,00                   | –  |
| <b>Southern Aluminum Industry (China) Co., Ltd.</b> accroîtra et modernisera ses opérations en installant une usine de laminage d'aluminium et les matériels connexes.   | 12,00    | –                 | –                       | –  | –            | –                               | 12,00                   | –  |
| <b>Wumart Stores</b> ouvriront des magasins dans le nord et l'est de la Chine, renforceront leurs systèmes d'exploitation, d'information et de logistique, et intensifieront la formation donnée au personnel.                     | –        | 6,48              | –                       | –  | –            | –                               | 6,48                    | –  |
| <b>Xiniao Gas Holdings Limited</b> se lancera dans des projets de distribution de gaz municipal.   | 25,0     | 10,0              | –                       | –  | –            | –                               | 35,00                   | –  |
| <b>Yangtze Special Situations Fund L.P.</b> assumera le rôle de fonds de placement d'actifs en difficulté.   | –        | 0,96              | –                       | –  | –            | –                               | 0,96                    | –  |
| <b>Zhong Chen Energy Storage Co. Ltd.</b> exploitera un terminal de gaz de pétrole liquide et examinera un projet d'expansion des installations.   | –        | 5,00              | –                       | –  | –            | –                               | 5,00                    | –  |
| <b>Indonésie</b><br><b>Bona Vista School</b> agrandira ses établissements pédagogiques à Djakarta.   | 1,00     | –                 | –                       | –  | –            | –                               | 1,00                    | –  |



Projets engagés (suite)

(millions de dollars)

| Description  | Prêt SFI | Participation SFI | Quasi-participation SFI | Produits de financement structurés (y compris garanties) | Syndications | Produits de gestion des risques | Total engagement ex. 04 | Mobilisation de financements structurés* |
|--|----------|-------------------|-------------------------|--|--------------|---------------------------------|-------------------------|--|
| <b>Medan National Plus School</b> ouvrira des établissements de préparation au primaire, des écoles primaires et secondaires dans des grandes villes.  | 1,75     | –                 | –                       | –  | –            | –                               | 1,75                    | –  |
| <b>PT Bank Buana Indonesia</b> deviendra une banque de taille moyenne, et jouera un rôle plus important dans le secteur bancaire restructuré du pays.  | –        | 0,36              | –                       | –  | –            | –                               | 0,36                    | –  |
| <b>PT Bank NISP Tbk.</b> diversifiera la structure de son capital et développera ses opérations de prêt.   | 35,00    | –                 | –                       | –  | –            | –                               | 35,00                   | –  |
| <b>PT Ecogreen Oleochemicals</b> ouvrira une unité de production d'acides gras et réalignera ses fonds de roulement.   | 30,00    | –                 | –                       | –  | –            | –                               | 30,00                   | –  |
| <b>PT Karunia Alam Segar</b> accroîtra sa production de nouilles pour alimenter le marché dans l'est de Java.  | 18,10    | –                 | –                       | –  | –            | –                               | 18,10                   | –  |
| <b>PT Prakrsa Alam Segar</b> accroîtra sa production de nouilles pour alimenter le marché dans l'ouest de Java.  | 16,90    | –                 | –                       | –  | –            | –                               | 16,90                   | –  |
| <b>P.T. South Pacific Viscose</b> , producteur de fibres, accroîtra et diversifiera sa production.   | 9,50     | –                 | –                       | –  | –            | –                               | 9,50                    | –  |
| <b>Wilmar Trading</b> , qui produit et distribue de l'huile et des graines oléagineuses, renforcera sa structure financière pour s'assurer une croissance durable à long terme.                                    | –        | –                 | –                       | 20,00  | –            | –                               | 20,00                   | 10,00                                    |
| <b>Mongolie</b><br><b>Agricultural Bank of Mongolia</b> développera et renforcera ses opérations après sa privatisation.   | 1,80     | 1,20              | –                       | –  | –            | –                               | 3,00                    | –  |
| <b>Trade and Development Bank of Mongolia</b> privatisera ses opérations, renforcera sa base de capital, et étendra la portée géographique de ses activités.   | –        | 1,50              | 3,50                    | –  | –            | –                               | 5,00                    | –  |
| <b>Philippines</b><br><b>Globe Telecom, Inc.</b> , qui est une société de télécommunications, procédera à un swap de devises afin de gérer le risque de change qu'elle court au titre de ses engagements.          | –        | –                 | –                       | –  | –            | 20,00                           | 20,00                   | –  |
| <b>Land Registration Systems, Inc.</b> informatisera et connectera les bureaux du Land Registration Authority dans le but de constituer une base de données foncières.   | 22,00    | 2,70              | –                       | –  | –            | –                               | 24,70                   | –  |
| <b>Manila Water Company</b> allongera ses conduites, améliorera son réseau, mettra en place des services d'assainissement et exploitera des puits profonds.  | 30,00    | 15,00             | –                       | –  | –            | –                               | 45,00                   | –  |
| <b>Thaïlande</b><br><b>Fabrinet Thailand</b> investira dans des chaînes de production de composants pour fibres optiques de manière à accroître le volume des ventes.  | 3,00     | –                 | –                       | –  | –            | –                               | 3,00                    | –  |
| <b>Thai Middle Market Facility</b> fournira des financements à long terme et à taux fixe aux entreprises de taille intermédiaire.  | 40,00    | –                 | –                       | –  | –            | –                               | 40,00                   | –  |
| <b>Viet Nam</b><br><b>Olam Multi Country Multi Currency Facility Vietnam</b> restructurera et augmentera ses lignes de fonds de roulement afin d'accroître le volume du commerce d'Olam International au Viet Nam. | –        | –                 | –                       | 20,00  | –            | –                               | 20,00                   | 40,00                                    |
| <b>Saigon Thuong Tin Commercial Joint Stock Bank</b> renforcera sa base de capital et ses capacités institutionnelles.   | –        | 3,23              | –                       | –  | –            | –                               | 3,23                    | –  |

| Description  | Prêt SFI | Participation SFI | Quasi-participation SFI | Produits de financement structurés (y compris garanties) | Syndications | Produits de gestion des risques | Total engagement ex. 04 | Mobilisation de financements structurés* |
|--|----------|-------------------|-------------------------|--|--------------|---------------------------------|-------------------------|--|
| <b>ASIE DU SUD</b>   |          |                   |                         |  |              |                                 |                         |  |
| <b>RÉGION</b>  |          |                   |                         |  |              |                                 |                         |  |
| <b>Cairn Energy PLC</b> contribuera à la mise en valeur des réserves de gaz en Inde et le marché du gaz intérieur au Bangladesh.   | 40,00    | –                 | –                       | –  | –            | –                               | 40,00                   | –  |
| <b>PAYS</b>  |          |                   |                         |  |              |                                 |                         |  |
| <b>Bangladesh</b>  |          |                   |                         |  |              |                                 |                         |  |
| <b>BRAC Bank</b> ciblera son action sur les marchés des crédits spécialisés et le marché des transferts de fonds intérieur et international.   | –        | 1,63              | –                       | –  | –            | –                               | 1,63                    | –  |
| <b>GrameenPhone Limited</b> élargira l'accès aux télécommunications dans toutes les régions du pays.   | 30,00    | –                 | –                       | –  | –            | –                               | 30,00                   | –  |
| <b>United Leasing Company Limited</b> utilisera des financements en monnaie nationale à plus long terme pour promouvoir ses opérations de crédit-bail et rétrocéder des fonds à des taux compétitifs.                                      | –        | –                 | –                       | 5,00   | –            | –                               | 5,00                    | –  |
| <b>Bhoutan</b>   |          |                   |                         |  |              |                                 |                         |  |
| <b>Bhutan Resorts Corporation Limited</b> construira des pavillons de tourisme dans les vallées de l'Himalaya à l'ouest du Bhoutan.  | 10,00    | –                 | –                       | –  | –            | –                               | 10,00                   | –  |
| <b>Inde</b>  |          |                   |                         |  |              |                                 |                         |  |
| <b>Ballarpur Industries Limited</b> modernisera et rénovera ses installations pour accroître sa production de papier et de pâte à papier.  | –        | –                 | 15,00                   | –  | –            | –                               | 15,00                   | –  |
| <b>Birla Home Finance</b> développera ses opérations de financement hypothécaire avec des clients ayant une bonne cote de crédit qui construisent, achètent ou rénovent des propriétés résidentielles.                                     | 10,61    | –                 | 10,61                   | –  | –            | –                               | 21,22                   | –  |
| <b>CMScomputers</b> accroîtra ses capacités de technologies de l'information en dehors des pôles technologiques indiens pour s'implanter dans plus d'une centaine de villes du pays.   | 10,00    | 10,00             | –                       | –  | –            | –                               | 20,00                   | –  |
| <b>Continental Carbon India Limited</b> restructurera la dette de l'usine de noir de charbon qu'elle a récemment achetée et entreprendra un programme d'investissement.  | –        | –                 | –                       | –  | –            | 1,50                            | 1,50                    | –  |
| <b>Crompton Greaves Ltd.</b> , société de matériels électriques et de génie civil, poursuivra ses efforts de modernisation et de restructuration financière et opérationnelle.   | 15,00    | –                 | –                       | –  | –            | –                               | 15,00                   | –  |
| <b>DQ Entertainment Limited</b> , société de multimédia, contractera davantage de contrats de coproduction avec des sociétés au Canada, en France, et en Italie.   | –        | –                 | 1,00                    | –  | –            | –                               | 1,00                    | –  |
| <b>Housing Development Finance Corporation Limited</b> développera ses activités de prêt aux particuliers ayant des revenus moyens ou faibles.   | –        | –                 | –                       | –  | 100,00       | –                               | 100,00                  | –  |
| <b>Max Healthcare Institute Limited</b> construira le premier réseau de soins de santé intégré dans la région de New Delhi, et offrira des services de santé primaires, secondaires et tertiaires.   | 19,64    | –                 | –                       | –  | –            | –                               | 19,64                   | –  |
| <b>NewPath Ventures LLC</b> établira des sociétés exploitantes spécialisées dans la conception de puces en forme de tranche pour semi-conducteurs et de logiciels embarqués.   | –        | 3,00              | –                       | –  | –            | –                               | 3,00                    | –  |
| <b>NIIT Student Loan Program</b> assurera un enseignement pratique en technologies de l'information à des adultes.   | –        | –                 | –                       | 2,10   | –            | –                               | 2,10                    | 71,10                                    |
| <b>Powerlinks Transmission Ltd.</b> , qui est le premier partenariat public-privé forgé en Inde dans le secteur du transport d'électricité construira, possédera et exploitera une ligne à haute tension entre l'est et le nord de l'Inde. | 74,56    | –                 | –                       | –  | –            | –                               | 74,56                   | –  |

## Projets engagés (suite)

(millions de dollars)

| Description  | Prêt SFI | Participation SFI | Quasi-participation SFI | Produits de financement structurés (y compris garanties) | Syndications | Produits de gestion des risques | Total engagement ex. 04 | Mobilisation de financements structurés* |
|--|----------|-------------------|-------------------------|--|--------------|---------------------------------|-------------------------|--|
| <b>RAK Ceramics India Pvt. Ltd.</b> construira une usine de production de sanitaires et de carreaux de céramique vitrifiés de haute qualité.   | 20,00    | –                 | –                       | –  | –            | –                               | 20,00                   | –  |
| <b>Sundaram Finance Limited</b> accroîtra le volume de ses activités de financement d'automobiles et de véhicules commerciaux sur les marchés ruraux et semi-ruraux.   | 43,61    | –                 | –                       | –  | –            | –                               | 43,61                   | –  |
| <b>United Phosphorus Limited</b> accroîtra ses capacités de production en Inde et développera ses activités à l'étranger en acquérant des droits d'enregistrement de ses produits sur les marchés développés.                    | 17,50    | –                 | –                       | –  | –            | –                               | 17,50                   | –  |
| <b>Maldives</b>  |          |                   |                         |  |              |                                 |                         |  |
| <b>Maldives Finance Leasing Company Limited</b> aura recours à des financements à long terme pour consentir des crédits-baux à des entreprises du secteur privé.   | 3,00     | –                 | –                       | –  | –            | –                               | 3,00                    | –  |
| <b>Taj Maldives Private Limited</b> refinancera les dettes à court et moyen terme qu'il a contractées au titre de ses stations de tourisme.  | 8,50     | –                 | –                       | –  | 8,50         | –                               | 17,00                   | –  |
| <b>Sri Lanka</b>   |          |                   |                         |  |              |                                 |                         |  |
| <b>Commercial Bank of Ceylon</b> renforcera sa base de capital.  | –        | 2,89              | –                       | –  | –            | –                               | 2,89                    | –  |
| <b>MTN Networks Limited</b> étendra son réseau et les zones couvertes et améliorera la qualité du réseau et son service client.  | 30,00    | –                 | 20,00                   | –  | –            | –                               | 50,00                   | –  |
| <b>EUROPE ET ASIE CENTRALE</b>   |          |                   |                         |  |              |                                 |                         |  |
| <b>RÉGION</b>  |          |                   |                         |  |              |                                 |                         |  |
| <b>Advent Central and Eastern Europe III L.P.</b> procédera à des investissements dans des entités de la région en phase d'expansion et à des opérations de rachat.  | –        | 15,15             | –                       | –  | –            | –                               | 15,15                   | –  |
| <b>Baku-Tbilisi-Ceyhan Pipeline</b> transportera jusqu'à un million de barils de pétrole par jour, essentiellement à partir du gisement Azeri-Chirag-Deepwater-Gunashli.   | 125,00   | –                 | –                       | –  | 125,00       | –                               | 250,00                  | –  |
| <b>Euromedic Group</b> étendra son réseau de centres de diagnostic et de dialyse en Bosnie, en Hongrie, en Pologne et en Roumanie et installera des services dans d'autres endroits de la région.                                | 12,64    | –                 | –                       | –  | –            | –                               | 12,64                   | –  |
| <b>Poteza Adriatic Fund B.V.</b> procédera à des investissements sous forme de participations et de quasi-participations en prenant des parts majoritaires ou des parts minoritaires importantes dans des sociétés de la région. | –        | 13,68             | –                       | –  | –            | –                               | 13,68                   | –  |
| <b>Raiffeisen International Bank-Holding AG</b> encouragera les prêts aux petites et moyennes entreprises d'Europe centrale.   | 60,00    | 60,78             | –                       | –  | –            | –                               | 120,78                  | –  |
| <b>Raiffeisen International Bank-Holding AG</b> encouragera les prêts aux petites et moyennes entreprises d'Europe du Sud.   | 60,00    | 60,78             | –                       | –  | –            | –                               | 120,78                  | –  |
| <b>PAYS</b>  |          |                   |                         |  |              |                                 |                         |  |
| <b>Albanie</b>   |          |                   |                         |  |              |                                 |                         |  |
| <b>Insurance Institute of Albania</b> renforcera ses opérations, sa gestion et ses systèmes d'information et accroîtra ses investissements dans le pays.   | –        | 5,47              | –                       | –  | –            | –                               | 5,47                    | –  |
| <b>Vodafone Albania Sh.A.</b> mettra en place un réseau cellulaire couvrant l'ensemble du territoire, y compris les régions dans lesquels les services téléphoniques sont insuffisants.  | 41,39    | –                 | –                       | –  | 8,92         | –                               | 50,31                   | –  |



| Description   | Prêt SFI | Participation SFI | Quasi-participation SFI | Produits de financement structurés (y compris garanties) | Syndications | Produits de gestion des risques | Total engagement ex. 04 | Mobilisation de financements structurés* |
|---|----------|-------------------|-------------------------|--|--------------|---------------------------------|-------------------------|--|
| <b>Arménie</b>  |          |                   |                         |  |              |                                 |                         |  |
| <b>Armeconombank</b> rétrocèdera des fonds à de petites et moyennes entreprises et accordera des crédits-logement aux particuliers.   | 2,00     | –                 | –                       | –  | –            | –                               | 2,00                    | –  |
| <b>Armenia Hotel Closed Joint Stock Company</b> achèvera la rénovation d'un hôtel d'affaires et de tourisme à Erevan.   | –        | 1,25              | –                       | –  | –            | –                               | 1,25                    | –  |
| <b>Azerbaïdjan</b>  |          |                   |                         |  |              |                                 |                         |  |
| <b>Amerada Hess Corporation</b> mettra en valeur le champ du centre d'Azeri en installant des installations de traitement, une installation de compression de gaz et un pont-plate-forme en mer, un oléoduc sous-marin, et agrandira ses installations de production à terre.                 | 1,68     | –                 | –                       | –  | 1,68         | –                               | 3,36                    | –  |
| <b>BP Corporation NA, Inc.</b> mettra en valeur les champs pétrolifères du centre d'Azeri, notamment en agrandissant les installations de production à terre de Sangachal.  | 10,00    | –                 | –                       | –  | 10,00        | –                               | 20,00                   | –  |
| <b>Statoil</b> mettra en valeur le champ du centre d'Azeri en installant des installations de traitement, une installation de compression de gaz et un pont-plate-forme en mer, un oléoduc sous-marin, et agrandira ses installations de production à terre.                                  | 8,75     | –                 | –                       | –  | 8,75         | –                               | 17,50                   | –  |
| <b>Unocal — Union Oil Company of California</b> mettra en valeur le champ du centre d'Azeri en installant des installations de traitement, une installation de compression de gaz et un pont-plate-forme en mer, un oléoduc sous-marin, et agrandira ses installations de production à terre. | 10,00    | –                 | –                       | –  | 10,00        | –                               | 20,00                   | –  |
| <b>Bélarus</b>  |          |                   |                         |  |              |                                 |                         |  |
| <b>Detroit Belarus Brewing Company</b> modernisera ses installations, renforcera son système de distribution, et améliorera sa gestion.   | 7,00     | 3,00              | –                       | –  | –            | –                               | 10,00                   | –  |
| <b>Bosnie-Herzégovine</b>   |          |                   |                         |  |              |                                 |                         |  |
| <b>Central Profit Banka</b> consentira des prêts à moyen et long terme à de petites et moyennes entreprises.  | 11,47    | 4,70              | –                       | –  | –            | –                               | 16,17                   | –  |
| <b>Raiffeisen Bank Bosnia</b> refinancera des prêts au titre de fonds de roulement à de petites et moyennes entreprises, allongera la durée de ses prêts à moyen et long terme, et prêtera à des particuliers souhaitant acheter ou rénover un logement.                                      | 8,87     | –                 | –                       | –  | –            | –                               | 8,87                    | –  |
| <b>Bulgarie</b>   |          |                   |                         |  |              |                                 |                         |  |
| <b>Drujba AD</b> , fabricant de conteneurs en verre, modernisera ses opérations et améliorera ses résultats au plan environnemental.  | 24,26    | –                 | –                       | –  | –            | –                               | 24,26                   | –  |
| <b>Pasa Bulgaria</b> construira une fabrique d'articles de vaisselle.   | 12,55    | 2,50              | –                       | –  | –            | –                               | 15,05                   | –  |
| <b>ProCredit Bank AD</b> offrira des crédits et d'autres services financiers à des micro et petites entreprises.  | 12,16    | –                 | –                       | –  | –            | –                               | 12,16                   | –  |
| <b>ProCredit Bank AD</b> accroîtra ses fonds de roulement en procédant à une émission de droits de souscription.  | –        | 1,24              | –                       | –  | –            | –                               | 1,24                    | –  |
| <b>Stomana Industries AD</b> rénovera son aciérie, améliorera ses méthodes de production et ses résultats au plan environnemental.  | 21,23    | –                 | –                       | –  | –            | –                               | 21,23                   | –  |
| <b>Trakya Glass Bulgaria EAD</b> construira la première fabrique de verre flotté du pays.   | 22,61    | 5,00              | –                       | –  | –            | –                               | 27,61                   | –  |
| <b>Estonie</b>  |          |                   |                         |  |              |                                 |                         |  |
| <b>Kreenholm Valduse AS</b> renforcera son commerce de textiles en offrant à ses clients une plus large gamme d'articles.   | 0,96     | –                 | –                       | –  | 1,24         | –                               | 2,20                    | –  |

Projets engagés (suite)

(millions de dollars)

| Description  | Prêt SFI | Participation SFI | Quasi-participation SFI | Produits de financement structurés (y compris garanties) | Syndications | Produits de gestion des risques | Total engagement ex. 04 | Mobilisation de financements structurés* |
|--|----------|-------------------|-------------------------|--|--------------|---------------------------------|-------------------------|--|
| <b>Fédération de Russie</b>  |          |                   |                         |  |              |                                 |                         |  |
| <b>La Banque Société Générale Vostok</b> développera ses opérations de financement hypothécaire.   | 75,00    | –                 | –                       | –  | –            | –                               | 75,00                   | –  |
| <b>BSGV Leasing</b> accordera des financements sous forme de crédit-bail à des sociétés russes clientes.   | 19,45    | –                 | –                       | –  | –            | –                               | 19,45                   | –  |
| <b>Delta Lease Far East</b> se spécialisera dans les opérations de crédit-bail avec les petites et moyennes entreprises en Sibérie et dans la partie orientale de la Russie.                                     | 4,00     | –                 | –                       | –  | –            | –                               | 4,00                    | –  |
| <b>Independent Network Television Holdings, Ltd.</b> financera l'expansion de TV3 Russia, en accroissant la distribution des programmes, en améliorant ces derniers et en renforçant ses activités de promotion. | –        | 3,50              | 7,00                    | –  | –            | –                               | 10,50                   | –  |
| <b>JSC Lebedyansky</b> , fabricant de jus de fruits et d'aliments pour nourrissons accroîtra sa capacité de production et se lancera dans le commerce de l'eau minérale.   | 35,00    | –                 | –                       | –  | –            | –                               | 35,00                   | –  |
| <b>KronoGruppe Schweiz</b> modernisera une fabrique de fibres dures et construira une fabrique de panneaux à Sharja.   | 49,34    | –                 | –                       | –  | 49,34        | –                               | 98,68                   | –  |
| <b>Kronospan Holding Limited</b> construira deux lignes de production de panneaux de fibres et une usine de résine.  | 51,06    | –                 | –                       | –  | –            | –                               | 51,06                   | –  |
| <b>NBD Bank</b> financera des entreprises moyennes dans des secteurs clés de l'économie et renforcera sa position de bilan.  | –        | –                 | 2,00                    | –  | –            | –                               | 2,00                    | –  |
| <b>OOO Ruscam</b> installera un troisième four dans sa fabrique de bouteille de verre et construira quatre chaînes de moulage de bouteilles et une usine de traitement de masse des matières premières.          | 17,50    | –                 | –                       | –  | –            | –                               | 17,50                   | –  |
| <b>Pilkington Float Glass Russia</b> construira une fabrique de verre flotté pour répondre à une demande de plus en plus importante.   | 53,74    | –                 | –                       | –  | –            | –                               | 53,74                   | –  |
| <b>Russian Standard Bank</b> développera ses activités de prêt personnel et titrisera certains de ces prêts.   | 40,00    | –                 | –                       | –  | –            | –                               | 40,00                   | –  |
| <b>Severstaltrans; Balttranservis; Sevtekhnotrans</b> accroîtront leur parc de wagons-citernes et acquerront de nouvelles locomotives.   | 40,00    | –                 | –                       | –  | –            | –                               | 40,00                   | –  |
| <b>Siberia Airlines</b> agrandira sa flotte d'avions, rénovera les appareils qu'elle vient d'acheter et accroîtra le montant de ses fonds de roulement.  | 20,00    | –                 | 5,00                    | –  | –            | –                               | 25,00                   | –  |
| <b>Sveza Holding</b> , producteur de contreplaqué en bouleau modernisera trois usines, accroîtra ses équipements de coupe de bois et refinancera sa dette à court terme.   | 40,50    | –                 | –                       | –  | –            | –                               | 40,50                   | –  |
| <b>ZAO Kulon Development, ZAO Kulon Estate</b> construira et exploitera des entrepôts commerciaux, des services logistiques et des immeubles de bureaux dans la région de Moscou.                                | 2,50     | –                 | 5,00                    | –  | –            | –                               | 7,50                    | –  |
| <b>ZAO Russkiy Mir</b> achètera des wagons-citernes et les équipements connexes en vue de les louer dans le cadre de contrats de location-vente à des sociétés pétrolières.                                      | 15,00    | –                 | –                       | –  | –            | –                               | 15,00                   | –  |
| <b>Géorgie</b>   |          |                   |                         |  |              |                                 |                         |  |
| <b>ProCredit Bank</b> procédera à une émission de droits de souscription pour accroître sa base de capital.  | –        | 0,67              | –                       | –  | –            | –                               | 0,67                    | –  |
| <b>ProCredit Bank</b> fournira des crédits et autres services financiers aux conditions du marché aux micro et petites entreprises.  | 4,00     | –                 | –                       | –  | –            | –                               | 4,00                    | –  |

| Description  | Prêt SFI | Participation SFI | Quasi-participation SFI | Produits de financement structurés (y compris garanties) | Syndications | Produits de gestion des risques | Total engagement ex. 04 | Mobilisation de financements structurés* |
|--|----------|-------------------|-------------------------|--|--------------|---------------------------------|-------------------------|--|
| <b>TBC Bank</b> se lancera dans des opérations de gestion des risques pour améliorer ses positions de change et d'intérêt.   | –        | –                 | –                       | –  | –            | 0,50                            | 0,50                    | –  |
| <b>Kazakhstan</b><br><b>Nelson Resources Limited</b> accroîtra ses fonds de roulement et financera les activités de prospection, de mise en valeur et de production de ses projets d'hydrocarbures.                  | –        | 1,72              | –                       | –  | –            | –                               | 1,72                    | –  |
| <b>Moldova</b><br><b>FinComBank S.A.</b> aura recours à une ligne de crédit pour rétrocéder des fonds à des micro et petites entreprises.  | 1,50     | –                 | –                       | –  | –            | –                               | 1,50                    | –  |
| <b>Moldinconbank S.A.</b> accordera des financements à long terme aux petites et moyennes entreprises et, ce faisant, stimulera les investissements, l'industrie et le commerce et la création d'emplois.            | 4,00     | –                 | –                       | –  | –            | –                               | 4,00                    | –  |
| <b>Victoriabank</b> financera des entreprises locales opérant dans des secteurs tels que les exportations de vin et de produits alimentaires, le crédit-bail, l'immobilier et le bâtiment.                           | 5,00     | –                 | –                       | –  | –            | –                               | 5,00                    | –  |
| <b>Pologne</b><br><b>Intercell S.A.</b> , qui est une usine de papier et de pâte à papier, développera ses opérations en Pologne et construira deux nouvelles fabriques de sacs en papier en Russie.                 | 50,42    | –                 | –                       | –  | –            | –                               | 50,42                   | –  |
| <b>Lidl Polska sp. z.o.o.</b> développera les opérations de ses magasins d'alimentation discomptes.  | 48,63    | –                 | –                       | –  | –            | –                               | 48,63                   | –  |
| <b>République kirghize</b><br><b>Demirbank Kyrgyz International Bank</b> accroîtra sa base de capital.   | –        | 0,11              | –                       | –  | –            | –                               | 0,11                    | –  |
| <b>Joint Stock Commercial Bank Kyrgyzstan</b> offrira davantage de crédits aux micro et petites entreprises et renforcera sa capacité de prêt.   | 1,50     | –                 | –                       | –  | –            | –                               | 1,50                    | –  |
| <b>Joint-Stock Company Investment Export-Import Bank (Inexim)</b> rétrocèdera des fonds à des micro et petites entreprises.  | 1,50     | –                 | –                       | –  | –            | –                               | 1,50                    | –  |
| <b>Roumanie</b><br><b>Banca Comerciala Romana S.A.</b> , qui est une banque d'État, aura recours à des financements pour procéder à sa future privatisation et mettre ses activités aux normes de l'UE.              | –        | 111,00            | –                       | –  | –            | –                               | 111,00                  | –  |
| <b>Banca Transilvania</b> accroîtra son portefeuille d'hypothèques résidentielles.   | 24,31    | –                 | –                       | –  | –            | –                               | 24,31                   | –  |
| <b>Microfinance Bank (MIRO) S.A.</b> ré-examinera sa stratégie d'entreprise et aura recours à une ligne de crédit pour atteindre ses objectifs de rentabilité.   | 10,00    | –                 | –                       | –  | –            | –                               | 10,00                   | –  |
| <b>Ro-Fin Mortgage Loan Company</b> préparera les dossiers et assurera le service de prêts hypothécaires primaires aux ménages.  | 5,00     | –                 | –                       | –  | –            | –                               | 5,00                    | –  |
| <b>Romanian-American Enterprise Fund</b> rétrocèdera des fonds à trois partenaires de microfinancement par le biais d'une ligne de crédit.   | 3,00     | –                 | –                       | –  | –            | –                               | 3,00                    | –  |
| <b>Tadjikistan</b><br><b>SEF SugdAgroServe</b> étendra l'application de son modèle de propriété agricole pour financer l'achat de facteurs de production agricoles et vendre davantage de coton à de meilleurs prix. | 0,50     | –                 | –                       | –  | –            | –                               | 0,50                    | –  |



## Projets engagés (suite)

(millions de dollars)

| Description   | Prêt SFI | Participation SFI | Quasi-participation SFI | Produits de financement structurés (y compris garanties) | Syndications | Produits de gestion des risques | Total engagement ex. 04 | Mobilisation de financements structurés* |
|---|----------|-------------------|-------------------------|--|--------------|---------------------------------|-------------------------|--|
| <b>Turquie</b>  |          |                   |                         |  |              |                                 |                         |  |
| <b>Akbank</b> développera ses activités de prêt à moyen et long terme aux petites et moyennes entreprises et offrira de nouveaux instruments de financement aux particuliers, tels que crédits hypothécaires et prêts personnels. | –        | –                 | –                       | –  | 100,00       | –                               | 100,00                  | –  |
| <b>Borusan Holding A.Ş.</b> accroîtra la productivité des activités de production d'aciers et de tuyaux et la distribution d'automobiles et de matériels de construction.   | 30,00    | –                 | 10,00                   | –  | –            | –                               | 40,00                   | –  |
| <b>Garanti Finansal Kiralama A.Ş.</b> développera les opérations de crédit-bail aux petites et moyennes entreprises qui n'ont pas accès à des financements à long terme pour procéder à des investissements en capital.           | 10,00    | –                 | –                       | –  | –            | –                               | 10,00                   | –  |
| <b>Koc Finansal Kiralama A.Ş.</b> accroîtra ses opérations de crédit-bail avec les petites et moyennes entreprises.   | 30,00    | –                 | –                       | –  | –            | –                               | 30,00                   | –  |
| <b>Kusadasi Port</b> construira un nouveau terminal pour les passagers, rénovera les terminaux existants et achètera des matériels.   | 10,00    | –                 | –                       | –  | 8,00         | –                               | 18,00                   | –  |
| <b>MESA Hospital</b> fournira des services médicaux et chirurgicaux, des soins d'urgence et des consultations aux patients ambulatoires à Ankara.   | 11,00    | –                 | –                       | –  | –            | –                               | 11,00                   | –  |
| <b>Meteksan Sistem</b> , qui est une société de services de technologies de l'information, remplacera une partie de sa dette à court terme par des financements à plus long terme pour préparer son expansion.                    | 8,50     | –                 | –                       | –  | –            | –                               | 8,50                    | –  |
| <b>Opet Petrolçülük A.Ş.</b> , distributeur de produits pétroliers au détail, construira une gare maritime et des citernes, et étendra son réseau de distribution au détail.  | 25,00    | –                 | –                       | –  | 40,00        | –                               | 65,00                   | –  |
| <b>Oyak Bank A.Ş.</b> allongera l'échéance de ses engagements, accroîtra ses activités de financement de la consommation et procédera à des acquisitions.   | 50,00    | –                 | –                       | –  | –            | –                               | 50,00                   | –  |
| <b>Ukraine</b>  |          |                   |                         |  |              |                                 |                         |  |
| <b>CJSC Mironovsky Khleboprodukt</b> développera ses opérations dans la filière volailles et améliorera l'efficacité de la production.  | 20,00    | –                 | 10,00                   | –  | –            | –                               | 30,00                   | –  |
| <b>First Lease</b> accroîtra l'envergure de ses activités de crédit-bail pour les véhicules de transport et renforcera sa gestion interne et ses systèmes techniques.   | 2,00     | –                 | –                       | –  | –            | –                               | 2,00                    | –  |
| <b>Joint Stock Commercial Bank HVB Bank Ukraine</b> exercera ses droits de souscription pour renforcer ses fonds propres et poursuivre son expansion.   | –        | 0,53              | –                       | –  | –            | –                               | 0,53                    | –  |
| <b>Microfinance Bank of Ukraine</b> accroîtra son portefeuille de prêts ainsi que le nombre de ses agences et guichets.   | –        | 1,02              | –                       | –  | –            | –                               | 1,02                    | –  |
| <b>Nova Liniya</b> construira deux nouveaux grands magasins de détail à Kiev.   | –        | –                 | 5,00                    | –  | –            | –                               | 5,00                    | –  |
| <b>ProCredit Ukraine</b> accroîtra l'envergure et la durée de ses prêts aux micro et petites entreprises.   | 8,50     | –                 | –                       | –  | –            | –                               | 8,50                    | –  |
| <b>Sandora Limited Liability Company</b> modernisera et agrandira son usine de production de jus et refinancera une partie de sa dette.   | 10,00    | –                 | –                       | –  | –            | –                               | 10,00                   | –  |

| Description  | Prêt SFI | Participation SFI | Quasi-participation SFI | Produits de financement structurés (y compris garanties) | Syndications | Produits de gestion des risques | Total engagement ex. 04 | Mobilisation de financements structurés* |
|--|----------|-------------------|-------------------------|--|--------------|---------------------------------|-------------------------|--|
| <b>AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES</b>   |          |                   |                         |  |              |                                 |                         |  |
| <b>RÉGION</b>  |          |                   |                         |  |              |                                 |                         |  |
| <b>Construtora Norberto Odebrecht</b> assurera une formation en matière de renforcement des capacités aux petites et moyennes entreprises qui sont ses fournisseurs et ses sous-traitants.   | 25,00    | –                 | –                       | –  | –            | –                               | 25,00                   | –  |
| <b>Digicel Eastern Caribbean Limited</b> développera les services de téléphonie mobile à Aruba, la Barbade, Grenade, Sainte-Lucie, et Saint-Vincent.   | 10,00    | 0,85              | 3,41                    | –  | –            | –                               | 14,26                   | –  |
| <b>Salutia.com, Inc.</b> lancera l'emploi de technologies sur le marché des soins de santé de la région.   | –        | 0,08              | –                       | –  | –            | –                               | 0,08                    | –  |
| <b>PAYS</b>  |          |                   |                         |  |              |                                 |                         |  |
| <b>Argentine</b>   |          |                   |                         |  |              |                                 |                         |  |
| <b>Aceitera General Deheza S.A.</b> construira des entrepôts, accroîtra sa capacité de concassage de soja, de tournesol et de produits d'arachides, et investira dans la production de farines à haute teneur en protéines.        | 50,00    | –                 | –                       | –  | –            | –                               | 50,00                   | –  |
| <b>Banco de Galicia y Buenos Aires, S.A.</b> reprendra ses opérations de lignes de crédits commerciaux afin d'appuyer un domaine essentiel et rentable de ses activités et de renforcer sa position financière.                    | 7,50     | –                 | –                       | –  | –            | –                               | 7,50                    | –  |
| <b>Export Trust</b> , qui est un service de titrisation, appuiera l'expansion des opérations de financement pré-exportation de sociétés argentines.  | 1,00     | –                 | –                       | –  | –            | –                               | 1,00                    | –  |
| <b>Jumbo Argentina S.A.</b> acquerra, restructurera et exploitera la chaîne de supermarchés Disco, en la fusionnant avec ses opérations relatives aux hypermarchés Jumbo.  | –        | 40,00             | –                       | –  | –            | –                               | 40,00                   | –  |
| <b>Bolivie</b>   |          |                   |                         |  |              |                                 |                         |  |
| <b>BancoSol</b> développera ses opérations de rétrocession et allongera la durée de son portefeuille de prêts aux petites et aux microentreprises.   | 6,00     | –                 | –                       | –  | –            | –                               | 6,00                    | –  |
| <b>Prodem Fondo Financiero Privado S.A.</b> accroîtra l'envergure de ses opérations de financement et fournira des informations et des explications sur le rôle des sources de microfinancement aux investisseurs institutionnels. | 3,00     | –                 | –                       | –  | –            | –                               | 3,00                    | –  |
| <b>Brésil</b>  |          |                   |                         |  |              |                                 |                         |  |
| <b>Comgas</b> accroîtra l'usage du gaz naturel dans le pays pour en faire un combustible de rechange d'un meilleur rapport coût-efficacité et plus respectueux de l'environnement.   | 45,00    | –                 | –                       | –  | –            | –                               | 45,00                   | –  |
| <b>Laboratorio Fleury</b> , qui est une société de diagnostic clinique, développera ses opérations et diversifiera ses activités.  | 20,00    | –                 | –                       | –  | –            | –                               | 20,00                   | –  |
| <b>Macaé</b> , centrale électrique alimentée au gaz, accroîtra sa capacité de génération thermique.  | –        | –                 | –                       | –  | 50,00        | –                               | 50,00                   | –  |
| <b>Queiroz Galvao Perfuracoes S.A.</b> transformera des engagements à taux variable en engagements à taux fixes de manière à profiter du faible niveau des taux d'intérêt.   | –        | –                 | –                       | –  | –            | 0,60                            | 0,60                    | –  |
| <b>Tecon Rio Grande S.A.</b> accroîtra la capacité de son terminal à conteneurs dans le port de Rio Grande.  | 8,10     | –                 | –                       | –  | 8,10         | –                               | 16,20                   | –  |
| <b>Unibanco — Uniao de Bancos Brasileiros S.A.</b> profitera de la longueur des échéances et du prix favorable des financements dans le cadre de ses opérations bancaires.   | –        | –                 | –                       | –  | –            | 20,00                           | 20,00                   | –  |

## Projets engagés (suite)

(millions de dollars)

| Description  | Prêt SFI | Participation SFI | Quasi-participation SFI | Produits de financement structurés (y compris garanties) | Syndications | Produits de gestion des risques | Total engagement ex. 04 | Mobilisation de financements structurés* |
|--|----------|-------------------|-------------------------|--|--------------|---------------------------------|-------------------------|--|
| <b>Chili</b>   |          |                   |                         |  |              |                                 |                         |  |
| <b>Aguas Nuevo Sur Maule, S.A.</b> fournira des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement et assurera le traitement des eaux usées dans la Région VII du Chili.  | 33,00    | –                 | –                       | –  | 33,00        | –                               | 66,00                   | –  |
| <b>San Vicente Terminal Internacional S.A.</b> exploitera et agrandira le port de San Vicente.   | 15,00    | –                 | –                       | –  | –            | –                               | 15,00                   | –  |
| <b>Sociedad Nacional de Procesamiento de Datos S.A.</b> , qui est un prestataire indépendant de services de technologies de l'information, développera ses activités sur les marchés d'Amérique latine.                    | –        | 10,00             | –                       | –  | –            | –                               | 10,00                   | –  |
| <b>Colombie</b>  |          |                   |                         |  |              |                                 |                         |  |
| <b>Banco Davivienda S.A.</b> , qui prépare les dossiers de prêts hypothécaires, accroîtra et diversifiera son portefeuille d'actifs et de prêts.   | –        | –                 | –                       | 0,03   | –            | –                               | 0,03                    | 35,00                                    |
| <b>Cartones America S.A.</b> , fabricant d'emballages en papier, refinancera ses dettes et construira une centrale à cycle combiné.  | 22,00    | –                 | –                       | –  | –            | –                               | 22,00                   | –  |
| <b>Colombian Home Mortgage Corp.</b> acquerra et titrisera des créances hypothécaires résidentielles et, ce faisant, développera le marché secondaire des hypothèques du pays.   | –        | –                 | –                       | 1,46   | –            | –                               | 1,46                    | 107,80                                   |
| <b>Colombian Home Mortgage Corp.</b> appuiera la titrisation d'actifs hypothécaires improductifs dans le cadre d'une transaction parrainée par Titularizadora Colombiana.  | –        | –                 | –                       | 3,30   | –            | –                               | 3,30                    | 63,70                                    |
| <b>Costa Rica</b>  |          |                   |                         |  |              |                                 |                         |  |
| <b>Banco Interfin S.A.</b> accordera des financements à long terme à des petites et moyennes entreprises et accroîtra sa compétitivité dans la région en procédant à la capitalisation de ses succursales.                 | 15,00    | –                 | 5,00                    | –  | –            | –                               | 20,00                   | –  |
| <b>El Salvador</b>   |          |                   |                         |  |              |                                 |                         |  |
| <b>Banco Agrícola S.A.</b> développera ses opérations de financement hypothécaire et rétrocèdera des fonds à des sociétés opérant dans les secteurs des industries manufacturières, du commerce et de l'exportation.       | 50,00    | –                 | –                       | –  | –            | –                               | 50,00                   | –  |
| <b>Confia AFP S.A.</b> aidera Cuscatlan Group à diversifier ses sources de revenus et à renforcer sa réputation de fournisseur de services financiers à l'échelle de la région.  | –        | 7,50              | –                       | –  | –            | –                               | 7,50                    | –  |
| <b>Financiera Calpia S.A.</b> accroîtra son portefeuille de prêts et étendra la portée de ses opérations en Amérique centrale.   | 5,00     | –                 | 5,00                    | –  | –            | –                               | 10,00                   | –  |
| <b>Metrocentro, S.A. de C.V.</b> construira un nouveau centre commercial pour satisfaire la demande de plus en plus forte de complexes de magasins de vente au détail.   | 25,00    | –                 | –                       | –  | –            | –                               | 25,00                   | –  |
| <b>Équateur</b>  |          |                   |                         |  |              |                                 |                         |  |
| <b>Sociedad Financiera Ecuatorial S.A.</b> , qui est une institution fournissant des crédits et autres services financiers aux micro et aux petites entreprises, accroîtra son portefeuille et la portée de ses activités. | 2,00     | –                 | –                       | –  | –            | –                               | 2,00                    | –  |
| <b>Guatemala</b>   |          |                   |                         |  |              |                                 |                         |  |
| <b>Montana Exploradora de Guatemala S.A.</b> mettra en valeur un gisement d'or et mettra en place les installations de traitement et les infrastructures connexes dans l'ouest du Guatemala.                               | 45,00    | –                 | –                       | –  | –            | –                               | 45,00                   | –  |
| <b>Mexique</b>   |          |                   |                         |  |              |                                 |                         |  |
| <b>Central Lomas de Real S.A. de C.V.</b> générera de l'électricité pour la vendre à la compagnie d'électricité d'État.  | 50,00    | –                 | 20,00                   | –  | 106,17       | 2,00                            | 178,17                  | –  |



| Description   | Prêt SFI | Participation SFI | Quasi-participation SFI | Produits de financement structurés (y compris garanties) | Syndications | Produits de gestion des risques | Total engagement ex. 04 | Mobilisation de financements structurés* |
|---|----------|-------------------|-------------------------|--|--------------|---------------------------------|-------------------------|--|
| <b>Central Valle Hermoso S.A. de C.V.</b> génèrera de l'électricité pour la vendre à la compagnie d'électricité d'État.   | 50,00    | –                 | 20,00                   | –  | 107,09       | 2,00                            | 179,09                  | –  |
| <b>Copamex Productos Al Consumidor, S.A. de C.V.</b> procèdera à sa restructuration financière en combinant des dettes à court et à long terme.   | 50,00    | –                 | –                       | –  | 46,00        | 7,00                            | 103,00                  | –  |
| <b>Corporativo Copamex, S.A. de C.V.</b> formulera une stratégie de réduction et de refinancement de sa dette, pour renforcer sa souplesse financière et sa compétitivité.  | –        | –                 | 25,00                   | –  | –            | –                               | 25,00                   | –  |
| <b>Grupo Calidra, S.A. de C.V.</b> modernisera et diversifiera ses activités d'extraction de calcaire.  | 20,00    | –                 | –                       | –  | –            | 2,00                            | 22,00                   | –  |
| <b>Hipotecaria Nacional, S.A. de C.V.</b> assurera le service de prêts hypothécaires.   | 99,65    | –                 | –                       | –  | –            | –                               | 99,65                   | –  |
| <b>Hipotecaria Su Casita, S.A. de C.V.—SOFOL</b> , société de financement du logement non bancaire, accordera des prêts relais aux promoteurs construisant des logements sociaux.   | 15,94    | –                 | –                       | –  | –            | –                               | 15,94                   | –  |
| <b>Inversionistas en Autotransportes Mexicanos S.A. de C.V.</b> accroîtra son parc d'autobus, améliorera l'efficacité de ses opérations et la qualité de ses services et renforcera sa position sur le marché.  | 37,00    | –                 | –                       | –  | –            | –                               | 37,00                   | –  |
| <b>Pan American Silver Corporation</b> réhabilitera et agrandira une mine d'argent.   | –        | 1,87              | –                       | –  | –            | –                               | 1,87                    | –  |
| <b>SSA Mexico Holdings, S.A. de C.V.</b> agrandira le terminal portuaire de conteneur de Manzanillo pour maintenir sa compétitivité dans la région.   | 45,00    | –                 | –                       | –  | –            | –                               | 45,00                   | –  |
| <b>Nicaragua</b><br><b>Confia</b> rétrocèdera des fonds à des entrepreneurs et des microentreprises qui n'ont qu'un accès limité aux institutions de crédit.  | 5,00     | –                 | –                       | –  | –            | –                               | 5,00                    | –  |
| <b>Panama</b><br><b>BancoContinental</b> assurera une meilleure concordance entre les échéances de ses avoirs et celles de ses engagements et améliorera la qualité de ses évaluations de la viabilité financière et environnementale de ses clients. | 40,00    | –                 | –                       | –  | –            | –                               | 40,00                   | –  |
| <b>Corporacion UBC Internacional, S.A.</b> accroîtra son capital pour compenser de récentes acquisitions et appuyer son expansion.  | –        | 0,33              | –                       | –  | –            | –                               | 0,33                    | –  |
| <b>La Hipotecaria</b> étendra la portée de ses activités de préparation de dossiers de financement hypothécaire en El Salvador.   | 15,00    | –                 | –                       | –  | –            | –                               | 15,00                   | –  |
| <b>Pérou</b><br><b>Banco Internacional Del Peru</b> renforcera ses opérations de financement hypothécaire à moyen et long terme.  | 40,00    | –                 | –                       | –  | –            | –                               | 40,00                   | –  |
| <b>Edpyme Edyficar S.A.</b> développera ses activités de prêt à des microentrepreneurs ayant de faibles revenus et opérant dans des quartiers pauvres dans tout le pays.  | 3,00     | –                 | –                       | –  | –            | –                               | 3,00                    | –  |
| <b>Gloria S.A.</b> étendra la portée de ses activités commerciales couvrant les produits alimentaires, les articles de papier et les produits pharmaceutiques au-delà de sa base, dans le sud du Pérou.   | 25,00    | –                 | –                       | –  | –            | –                               | 25,00                   | –  |

Projets engagés (suite)

(millions de dollars)

| Description   | Prêt SFI | Participation SFI | Quasi-participation SFI | Produits de financement structurés (y compris garanties) | Syndications | Produits de gestion des risques | Total engagement ex. 04 | Mobilisation de financements structurés* |
|---|----------|-------------------|-------------------------|--|--------------|---------------------------------|-------------------------|--|
| <b>République dominicaine</b>   |          |                   |                         |  |              |                                 |                         |  |
| <b>Domicem S.A.</b> achèvera la construction de sa fabrique de ciment par procédé à sec.  | 24,00    | –                 | –                       | –  | 24,00        | –                               | 48,00                   | –  |
| <b>Grupo M</b> améliorera la qualité de ses opérations et accroîtra sa production de vêtements en s’installant dans une zone franche à Haïti.   | 20,00    | –                 | –                       | –  | –            | –                               | 20,00                   | –  |
| <b>Trinité-et-Tobago</b>  |          |                   |                         |  |              |                                 |                         |  |
| <b>Caribe Hospitality Trinidad and Tobago</b> construira et exploitera un hôtel de la chaîne Marriott Courtyard à Port of Spain.  | 3,80     | –                 | –                       | –  | –            | –                               | 3,80                    | –  |
| <b>U.W.I., St. Augustine — Institute of Business</b> construira un établissement pour conforter, améliorer et accroître l’envergure de ses opérations.  | 5,00     | –                 | –                       | –  | –            | –                               | 5,00                    | –  |
| <b>Venezuela</b>  |          |                   |                         |  |              |                                 |                         |  |
| <b>Petrobras Energia Venezuela</b> accroîtra la production de ses champs de pétrole et de gaz.  | 80,00    | –                 | 25,00                   | –  | –            | –                               | 105,00                  | –  |
| <b>MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD</b>  |          |                   |                         |  |              |                                 |                         |  |
| <b>PAYS</b>   |          |                   |                         |  |              |                                 |                         |  |
| <b>Afghanistan</b>  |          |                   |                         |  |              |                                 |                         |  |
| <b>First Microfinance Bank of Afghanistan</b> , qui est la première institution financière offrant toute la gamme des services bancaires du pays, fournira des instruments de crédit et d’épargne aux micro et aux petites entreprises. | –        | 1,00              | –                       | –  | –            | –                               | 1,00                    | –  |
| <b>Tourism Promotion Services (Afghanistan) Ltd.</b> rénovera et agrandira Kabul Serena Hotel.  | –        | –                 | 7,00                    | –  | –            | –                               | 7,00                    | –  |
| <b>Algérie</b>  |          |                   |                         |  |              |                                 |                         |  |
| <b>Algerian Cement Company</b> doublera sa capacité de production de ciment.  | 10,00    | –                 | –                       | –  | –            | –                               | 10,00                   | –  |
| <b>Égypte</b>   |          |                   |                         |  |              |                                 |                         |  |
| <b>Alexandria Fiber Co., SAE</b> construira et exploitera une fabrique de fibres acryliques.  | 8,00     | –                 | –                       | –  | –            | –                               | 8,00                    | –  |
| <b>Commercial International Life Insurance Company S.A.E.</b> procèdera à une augmentation de capital pour se conformer aux réglementations en vigueur dans sa branche d’activité.  | –        | 0,33              | –                       | –  | –            | –                               | 0,33                    | –  |
| <b>Egypt Housing Finance Company</b> accordera des crédits à long terme pour financer des investissements dans le logement.   | –        | 1,62              | –                       | –  | –            | –                               | 1,62                    | –  |
| <b>Lecico Egypt (S.A.E.)</b> accroîtra sa capacité de production de sanitaires et de carreaux de céramique.   | 9,75     | –                 | –                       | –  | –            | –                               | 9,75                    | –  |
| <b>Merlon Petroleum Company of Egypt</b> mettra en valeur trois sites où des gisements de gaz ont été découverts dans la concession d’El Mansoura et acquerra des données sismiques supplémentaires.                                    | 15,00    | –                 | 5,00                    | –  | –            | –                               | 20,00                   | –  |
| <b>Sokhna Port Development Company</b> construira et exploitera des terminaux à conteneurs, d’entreposage en vrac, de marchandises diverses et à engrais dans le port au nord d’El-Sokhna.  | 20,00    | –                 | –                       | –  | –            | –                               | 20,00                   | –  |
| <b>Iran</b>   |          |                   |                         |  |              |                                 |                         |  |
| <b>RAK Ceramics Joint Stock Company</b> installera une fabrique de carreaux de céramique vitrifiés de haute qualité.  | 7,00     | –                 | –                       | –  | –            | –                               | 7,00                    | –  |

| Description   | Prêt SFI | Participation SFI | Quasi-participation SFI | Produits de financement structurés (y compris garanties) | Syndications | Produits de gestion des risques | Total engagement ex. 04 | Mobilisation de financements structurés* |
|---|----------|-------------------|-------------------------|--|--------------|---------------------------------|-------------------------|--|
| <b>Liban</b>  |          |                   |                         |  |              |                                 |                         |  |
| <b>Lebanese Ceramic Industries</b> , qui est une filiale de Lecico Egypt, refinancera ses emprunts et améliorera la structure de son bilan.   | 5,25     | –                 | –                       | –  | –            | –                               | 5,25                    | –  |
| <b>Pakistan</b>   |          |                   |                         |  |              |                                 |                         |  |
| <b>BSJS Balanced Fund</b> exercera ses droits de souscription.  | –        | 0,59              | –                       | –  | –            | –                               | 0,59                    | –  |
| <b>Dewan Investment and Finance Company</b> fournira des services financiers aux petites et moyennes entreprises, en s'efforçant de développer la chaîne d'approvisionnement du Dewan Group.  | –        | 1,03              | –                       | –  | –            | –                               | 1,03                    | –  |
| <b>Dewan Salman Fibres Limited</b> transformera l'encours de son prêt non couvert en dollars en un prêt en monnaie nationale.   | –        | –                 | –                       | 30,00  | –            | –                               | 30,00                   | –  |
| <b>First UDL Modaraba</b> , qui est une société de crédit-bail, restructurera un mécanisme de titres participatifs.   | –        | –                 | –                       | 7,00   | –            | –                               | 7,00                    | –  |
| <b>Sarah Textiles</b> restructurera ses activités.  | 0,13     | –                 | –                       | –  | –            | –                               | 0,13                    | –  |
| <b>TRG Pakistan II Limited</b> développera ses opérations locales de centre d'appels et investira à l'étranger pour diversifier ses activités.  | –        | 5,00              | –                       | –  | –            | –                               | 5,00                    | –  |
| <b>République arabe syrienne</b>  |          |                   |                         |  |              |                                 |                         |  |
| <b>Bank of Syria and Overseas</b> aidera des entreprises privées et accroîtra le volume et l'efficacité des opérations d'intermédiation financière.   | –        | 3,09              | –                       | –  | –            | –                               | 3,09                    | –  |
| <b>Tunisie</b>  |          |                   |                         |  |              |                                 |                         |  |
| <b>La Banque internationale arabe de Tunisie</b> renforcera sa base de capital pour faciliter son expansion, en particulier pour ses prêts aux particuliers et ses opérations avec les petites et moyennes entreprises.                             | –        | –                 | 49,34                   | –  | –            | –                               | 49,34                   | –  |
| <b>MONDE</b>  |          |                   |                         |  |              |                                 |                         |  |
| <b>AIG Global Emerging Markets Fund II L.P.</b> , fonds d'investissement privé, investira dans les opérations de restructuration ainsi que dans les entreprises en phase d'expansion ou de démarrage.   | –        | 45,00             | –                       | –  | –            | –                               | 45,00                   | –  |
| <b>Capital International Private Equity Fund IV, L.P.</b> ciblera son action sur l'investissement de capitaux dans des sociétés de nombreux secteurs qui sont en phase d'expansion et occupent une place prédominante sur leurs marchés respectifs. | –        | 30,00             | –                       | –  | –            | –                               | 30,00                   | –  |
| <b>Emerging Markets Global Small Capitalization Fund</b> investira dans des sociétés dont la capitalisation boursière est inférieure à 500 millions de dollars et qui sont cotées sur les bourses des marchés émergents.                            | –        | 10,00             | –                       | –  | –            | –                               | 10,00                   | –  |
| <b>Global Microcredit Facility</b> jouera le rôle de mécanisme de renforcement du microcrédit pour appuyer les institutions de microfinancement dans le monde entier.   | –        | –                 | 4,00                    | –  | –            | –                               | 4,00                    | –  |
| <b>LNM Holdings N.V.</b> financera les activités requises de ses filiales implantées dans des pays en développement en matière de protection environnementale, de réhabilitation des actifs et des niveaux de fonds de roulement.                   | 100,00   | –                 | –                       | –  | –            | –                               | 100,00                  | –  |
| <b>ShoreCap International</b> fournira des financements et une assistance en matière de gouvernement d'entreprise aux institutions qui financent des petites et microentreprises en Afrique, en Asie du Sud et en Europe de l'Est.                  | –        | 2,50              | –                       | –  | –            | –                               | 2,50                    | –  |



# Projets d'assistance technique et de services-conseil

|                                 |     |
|---------------------------------|-----|
| AFRIQUE SUBSAHARIENNE           | 92  |
| ASIE DE L'EST ET PACIFIQUE      | 95  |
| ASIE DU SUD                     | 97  |
| EUROPE ET ASIE CENTRALE         | 98  |
| AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES     | 101 |
| MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD | 103 |
| MONDE                           | 104 |

| Projet   | Description du projet   | Bailleur | Programme |
|--|---|----------|-----------|
| <b>AFRIQUE SUBSAHARIENNE</b>                                     |   |          |           |
| <b>RÉGION</b>  |   |          |           |
| Centre pour des investissements durables en Afrique              | Promotion de financements et d'investissements durables sur le plan environnemental et social dans le secteur financier privé.  | Norvège  | SFMF      |
| Climat de l'investissement, intégration régionale                | Évaluation du climat de l'investissement et des perspectives d'intégration régionale de huit pays membres de l'Union économique et monétaire ouest-africaine.                                 |          | FIAS      |
| Consortium de formation de banques en Afrique                    | Établissement de centres de formation bancaire dans cinq pays africains avec l'appui d'institutions de formation bancaire européennes et américaines.   |          | CBF       |
| Formation à la lutte contre le VIH/SIDA sur les lieux de travail | Fourniture d'une aide durant la phase pilote de l'initiative de formation à la lutte contre le VIH/SIDA sur les lieux de travail.   | Pays-Bas | TATF      |
| Horus Investments et la microfinance                             | Offre d'une formation au personnel d'institutions de microfinancement au Bénin, au Tchad et au Togo, et sélection de diplômés universitaires.   |          | CBF       |
| Opportunités d'investissement : secteurs TI et Internet          | Étude du marché des technologies de l'information (TI) et des perspectives d'investissement en Afrique de l'Est et en Afrique australe.   | Finlande | TATF      |
| Programme d'entrepreneuriat : renforcement des capacités         | Appui à la formation de conseillers, de formateurs locaux et de mentors pour le programme d'appui et de formation à l'entrepreneuriat.  | Pays-Bas | TATF      |
| Réseau de télécommunications : étude de faisabilité              | Évaluation de la viabilité d'un réseau de télécommunications à longue distance.   | Suède    | TATF      |
| Services d'aide aux entreprises                                  | Appui à des programmes visant à accroître la productivité de petites entreprises au Kenya et à Madagascar.  | Pays-Bas | TATF      |
| Vaisselle et conteneurs en verre : étude sectorielle             | Évaluation de l'industrie de la verrerie et préparation d'une stratégie de modernisation.   | Suède    | TATF      |
| <b>PAYS</b>  |   |          |           |
| <b>Afrique du Sud</b>  |   |          |           |
| Industries extractives durables                                  | Offre d'un cours de perfectionnement des cadres sur la compétitivité et les responsabilités sociales de l'entreprise.   | Pays-Bas | CCF       |
| Produits forestiers : activités rémunératrices                   | Aide à une société productrice de produits forestiers à exploiter de nouvelles activités rémunératrices au moyen de ses actifs forestiers et fonciers.  | Norvège  | EOF       |
| Produits forestiers : évaluation des débouchés à l'exportation   | Évaluation des débouchés pour les exportations d'une société productrice de produits forestiers et préparation d'une stratégie pour le secteur des produits forestiers du pays.               | Canada   | TATF      |
| Société de financement municipal                                 | Aide à la constitution d'une institution fournissant des financements, des services de conseil et des services de renforcement des capacités pour les infrastructures municipales en Afrique. | Norvège  | TATF      |
| <b>Angola</b>  |   |          |           |
| Opérations bancaires : appui à l'issue d'un conflit              | Fourniture d'une aide à Enterprise Bank of Angola pour renforcer les capacités dont elle a besoin pour fonctionner dans un environnement post-conflit.  | Norvège  | TATF      |

- CBF** : Mécanisme de renforcement des capacités  
**CCF** : Service de promotion du civisme des entreprises  
**EOF** : Services des opportunités à caractère environnemental  
**FIAS** : Service-conseil pour l'investissement étranger  
**PEP** : Partenariat pour l'entreprise privée  
**PME** : Petites et moyennes entreprises  
**SFMF** : Service des marchés des capitaux pour un développement durable  
**TATF** : Programme des fonds fiduciaires d'assistance technique

| Projet   | Description du projet   | Baillleur | Programme |
|--|---|-----------|-----------|
| <b>Botswana</b><br>Obstacles administratifs                      | Examen du cadre juridique des affaires, des frais administratifs et d'inscription et des obstacles à l'investissement.  |           | FIAS      |
| <b>Burkina Faso</b><br>Diagnostic et politique de la concurrence | Conseils en matière de politique de la concurrence et investissements connexes.   |           | FIAS      |
| <b>Gambie</b><br>Climat de l'investissement                      | Examen du climat de l'investissement du pays.   |           | FIAS      |
| <b>Ghana</b><br>Association des écoles privées                   | Planification des activités et formation pour des écoles primaires et secondaires privées.  |           | CBF       |
| Produits d'agroindustries durables                               | Aide à un marchandiseur de produits agricoles aux fins de la formulation de protocoles de délivrance de certificats d'exploitation durable aux entreprises qui récoltent le bois.       | Norvège   | CCF       |
| <b>Guinée-Bissau</b><br>Examen du régime fiscal                  | Examen et formulation de recommandations pour l'amélioration des systèmes fiscaux et incitatifs.  |           | FIAS      |
| <b>Kenya</b><br>Cooperative Bank                                 | Renforcement des capacités de la banque dans les domaines du gouvernement d'entreprise, des systèmes et du marketing.   |           | CBF       |
| Développement communautaire<br>Magadi Soda                       | Évaluation des besoins et appui au renforcement des capacités ou au développement de proximité aux alentours de la mine de Magadi Soda.   | Norvège   | CCF       |
| Miel : certificat de pratiques commerciales loyales              | Aide à une coopérative pour l'aider à créer des débouchés pour le miel qu'elle produit en ayant recours à des « pratiques loyales ».  | Norvège   | CCF       |
| Obstacles administratifs   | Examen des obstacles administratifs à l'investissement.   |           | FIAS      |
| Politique de l'investissement                                    | Examen du cadre juridique des affaires.   |           | FIAS      |
| <b>Lesotho</b><br>Obstacles administratifs                       | Aide à la conception d'un registre informatique des sociétés et à la réforme du système d'octroi de licences aux entreprises privées.   |           | FIAS      |
| <b>Madagascar</b><br>Appui aux services de crédit-bail           | Examen des possibilités de développer les opérations de crédit-bail financier et de préparer de nouveaux textes de loi, et organisation de séminaires sur les avantages du crédit-bail. | Italie    | TATF      |
| Centre d'appui aux PME   | Constitution d'un centre de services aux PME ; préparation d'un dossier d'information et d'outils de formation en français.   |           | CBF       |
| <b>Mali</b><br>Entreprenariat : initiative II                    | Aide à l'application d'un modèle de promotion de l'entreprenariat ayant fait ses preuves en Afrique du Sud.   |           | CBF       |
| Microentreprises : action à la base                              | Constitution de fonds au niveau des communautés et activités de formation pour aider les individus extrêmement pauvres à créer des microentreprises.                                    |           | CBF       |

Projets d'assistance technique et de services-conseil (suite)

| Projet   | Description du projet   | Bailleur         | Programme |
|--|---|------------------|-----------|
| <b>Maurice</b><br>Eau et assainissement : mission de conseil           | Conseils au titre de la participation du secteur privé à la fourniture de services d'approvisionnement en eau et d'assainissement.  | SFI              | TATF      |
| <b>Mozambique</b><br>Étude sur le développement des marchés financiers | Aide pour permettre à des particuliers et à des institutions d'acquérir la part de l'État dans le projet de gaz pour la région de l'Afrique australe.   | Suisse           | TATF      |
| Fonds carbone : étude de faisabilité                                   | Examen de la faisabilité de l'utilisation de fonds carbone et de fonds pour le gaz naturel dans les secteurs de l'électricité, des transports, des entreprises industrielles et des ménages.  | Norvège          | TATF      |
| Programme d'investissement dans le tourisme                            | Mise en œuvre d'une nouvelle politique et d'une nouvelle stratégie du tourisme.   | Pays-Bas         | TATF      |
| <b>Nigéria</b><br>Génération et distribution d'électricité             | Fourniture de services techniques, commerciaux, environnementaux et juridiques et de services de banque d'investissement aux fins du développement des activités de génération et de distribution d'électricité par le secteur privé. | Irlande          | TATF      |
| Obstacles administratifs/ stratégie de promotion                       | Assistance à la réforme de l'inscription au registre des entreprises dans le cadre d'un programme axé sur les micro, les petites et les moyennes entreprises.   |                  | FIAS      |
| Programme de développement du marché obligataire                       | Fourniture de conseils à la commission des valeurs mobilières et au marché boursier sur le développement du marché obligataire local.   | Canada/SFI       | TATF      |
| <b>Ouganda</b><br>Obstacles administratifs                             | Examen des obstacles administratifs à l'investissement, en particulier dans les grands secteurs d'exportation.  |                  | FIAS      |
| Téléphones villageois en Ouganda                                       | Constitution de microentreprises de téléphonie villageoise dans les zones rurales.  |                  | CBF       |
| <b>Sénégal</b><br>Projet d'électricité du secteur privé                | Aide au gouvernement aux fins de l'examen de la structure juridique d'une centrale électrique indépendante.   | Suisse/SFI       | TATF      |
| <b>Seychelles</b><br>Climat de l'investissement                        | Examen du cadre de l'investissement intérieur et de l'investissement étranger direct.   |                  | FIAS      |
| <b>Sierra Leone</b><br>Climat de l'investissement à l'issue du conflit | Examen du climat de l'investissement dans le pays et formulation de recommandations pour l'établissement d'un cadre post-conflit.   |                  | FIAS      |
| <b>Tanzanie</b><br>Politique de la concurrence                         | Analyse de la relation entre productivité, compétitivité, croissance économique, et réduction de la pauvreté.   |                  | FIAS      |
| Pompes à pied pour l'irrigation  | Fourniture des capacités techniques pour mettre en place une chaîne de distribution.  | Pays-Bas/Norvège | EOF       |
| Promotion de l'agriculture   | Amélioration des opportunités offertes aux exploitants locaux d'approvisionner une sucrerie et aide à la reproduction du modèle en d'autres endroits en Afrique.  |                  | CBF       |
| <b>Zambie</b><br>Obstacles administratifs                              | Fourniture d'une aide au gouvernement en vue de réformer les obstacles administratifs pour stimuler l'investissement et l'activité économique.  |                  | FIAS      |
| Politique de l'investissement : cadre juridique                        | Aide au Centre de l'investissement zambien pour promouvoir la modification de la loi sur l'investissement et rétablir les incitations à l'investissement.   |                  | FIAS      |



| Projet   | Description du projet   | Bailleur     | Programme |
|--|---|--------------|-----------|
| <b>ASIE DE L'EST ET PACIFIQUE</b>                                    |   |              |           |
| <b>RÉGION</b>  |   |              |           |
| Bank South Pacific   | Accroissement des services et des financements aux petites entreprises par le biais d'une amélioration des systèmes et de la notation des données.  |              | CBF       |
| Enquête sur les opportunités d'investissement                        | Analyse du marché de sous-traitance des processus industriels et commerciaux et les perspectives d'investissement dans la région.   | Irlande      | TATF      |
| Évaluation des besoins des industries manufacturières et de services | Évaluation de la viabilité des liens entre les industries manufacturières et les petites et moyennes entreprises locales.   | Japon        | TATF      |
| Liens  | Examen de l'impact des politiques de l'investissement sur les relations entre les investisseurs étrangers et les entreprises intérieures, en particulier les micro et petites entreprises.  |              | FIAS      |
| Politique de l'investissement des îles du Pacifique                  | Deux projets : évaluation des pratiques de sélection et des mécanismes d'approbation des pays du Pacifique et de leur impact sur l'investissement étranger ; et examen des progrès accomplis par ces pays en vue de l'adoption de politiques de l'investissement conformes aux principes de l'APEC. |              | FIAS      |
| Promotion du commerce en Asie du Sud-est                             | Renforcement des pratiques de financement du commerce entre les banques d'Asie du Sud-est et promotion de la croissance dans la région par le biais d'échanges « sud-sud ».   | Suisse       | TATF      |
| <b>PAYS</b>  |   |              |           |
| <b>Cambodge</b>  |   |              |           |
| Forum du secteur privé   | Amélioration du dialogue entre le gouvernement et le secteur privé et suivi des progrès accomplis sur les points identifiés par le secteur privé en vue d'améliorer le climat de l'investissement.  | Australie    | TATF      |
| Plan de commercialisation  | Fourniture d'une formation et d'une aide pour la formulation d'un plan de commercialisation de la production d'articles d'artisanat en soie et l'exploitation d'un restaurant.  |              | CBF       |
| Politique de l'investissement : cadre juridique                      | Aide au gouvernement dans le cadre de la préparation de règlements d'application.   |              | FIAS      |
| <b>Chine</b>   |   |              |           |
| Assistance à un audit financier                                      | Aide à deux universités privées en vue de la réalisation d'un audit sur la base des normes comptables internationales.  | Suède/SFI    | TATF      |
| Banques : gouvernement d'entreprise                                  | Renforcement du gouvernement d'entreprise de Lotus Bank pour appuyer l'expansion de ses activités de banque de détail et de financement des PME.  | Irlande/SFI  | TATF      |
| Développement de l'industrie du papier et de la pâte à papier        | Préparation d'un plan de développement de l'industrie du papier et de pâte à papier non fabriqués à partir de bois.   | Finlande     | TATF      |
| Développement stratégique d'une branche d'activité                   | Fourniture d'une aide à une société de technologie métallurgique aux fins de la préparation d'un plan d'entreprise et d'états financiers consolidés de référence.   | Danemark/SFI | TATF      |
| Évaluation et développement des systèmes de TI                       | Aide au Conseil national pour les fonds de sécurité sociale aux fins de l'évaluation de ses actifs liquides et de la formulation de politiques d'investissement et de technologies de l'information.  | Irlande/SFI  | TATF      |
| Industrie automobile : étude sectorielle                             | Évaluation du marché automobile, y compris des principaux intervenants et des possibilités d'investissement.  | Suède/SFI    | TATF      |
| Industrie pharmaceutique : étude sectorielle                         | Examen de l'industrie pharmaceutique dans la province de Sichuan et de sa contribution à l'économie locale.   | Suède        | TATF      |
| Plan d'entreprise et renforcement des capacités                      | Aide à Minsheng Shipping Company aux fins de la planification de l'expansion de ses activités et de l'amélioration de ses normes de gestion financière.   | Norvège      | TATF      |
| Programme de développement de l'approvisionnement des mines          | Identification de fournisseurs locaux pour les opérations minières de Sino Gold et développement d'autres secteurs de croissance économique après la fermeture de la mine.  |              | CBF       |
| Programme de développement d'un marché obligataire                   | Aide au développement d'un marché obligataire local non gouvernemental.   | Canada/SFI   | TATF      |
| Secteur des TI : stratégie et analyse du marché                      | Aide au développement du secteur des TI.  | Suède        | TATF      |
| Société de crédit-bail   | Fourniture d'une aide à New Century Finance Leasing Company pour renforcer ses capacités et respecter les normes.   | Pays-Bas     | TATF      |
| Stratégie de promotion   | Examen du climat de l'investissement étranger direct avec des représentants du gouvernement du nord-est de la Chine.  |              | FIAS      |

Projets d'assistance technique et de services-conseil (suite)

| Projet   | Description du projet   | Bailleur         | Programme |
|--|---|------------------|-----------|
| Technologie du traitement des eaux usées de l'industrie du papier        | Mise au point d'opérations commerciales pilotes pour tester une technologie de traitement des eaux usées des fabriques de pâte à papier chimique, qui sont une source majeure de pollution.                           | SFI              | EOF       |
| Transformation de l'industrie de la verrerie                             | Mise au point d'une stratégie pour le secteur national du verre flotté.   | Suède/SFI        | TATF      |
| <b>Fidji</b><br>Banques : programme de gestion                           | Mentorat au profit du personnel de Fiji Development Bank portant sur les processus et les changements de procédures.  | Australie        | TATF      |
| Politique de l'investissement  | Assistance portant sur les recommandations politiques et législatives concernant l'investissement étranger.   |                  | FIAS      |
| <b>Îles Marshall</b><br>Politique de l'investissement                    | Aide au gouvernement en vue de l'examen et de la révision de sa politique de l'investissement étranger direct.  |                  | FIAS      |
| <b>Îles Salomon</b><br>Relance des mutuelles de crédit                   | Analyse des mutuelles de crédit et des clubs d'épargne et identification des changements nécessaires pour assurer une relance durable de la branche des mutuelles de crédit.  | Australie        | TATF      |
| <b>Mongolie</b><br>Projet de développement du crédit-bail                | Constitution des capacités d'un organisme public de crédit-bail.  | Japon/SFI        | PEP/TATF  |
| Secteur minier : étude de portée   | Aide au renforcement des petites et moyennes entreprises travaillant avec les industries minières.  | Irlande          | TATF      |
| <b>Papouasie-Nouvelle-Guinée</b><br>Climat de l'investissement           | Examen du cadre de l'investissement étranger direct et recommandations en vue de son amélioration.  |                  | FIAS      |
| <b>Philippines</b><br>Banques : programme de renforcement institutionnel | Fourniture d'une aide à Banco de Oro pour améliorer sa gestion du risque de crédit, son gouvernement d'entreprise et ses directives en matière de blanchiment des capitaux.   | Canada/SFI       | TATF      |
| Électricité : participation du secteur privé                             | Fourniture d'une aide au gouvernement pour permettre l'achèvement de l'électrification des campagnes d'ici 2006 et l'accroissement de la participation du secteur privé à la génération d'électricité.                | Norvège/SFI      | TATF      |
| Évaluation de la bourse  | Fourniture d'une évaluation indépendante de la Bourse des Philippines.  | Italie           | TATF      |
| Industries extractives : recherche d'un consensus                        | Sensibilisation des parties prenantes à la contribution économique que peuvent avoir les opérations minières  | SFI              | TATF      |
| Marché des titres à revenu fixe  | Fourniture d'une aide à Philippine Dealing and Securities Holding, Inc., aux fins de la mise en place de l'infrastructure d'un marché obligataire local.  | Italie           | TATF      |
| Microentreprise Bank Philippines   | Renforcement de la viabilité de la banque par le biais du recrutement et de la formation de chargés de prêts, de l'installation de nouveaux systèmes de gestion, et du renforcement des activités de suivi des prêts. |                  | CBF       |
| <b>Samoa</b><br>Prêts et évaluation du crédit                            | Aide au renforcement des procédures de crédit et formation du personnel de National Bank of Samoa Ltd.  | Nouvelle-Zélande | TATF      |
| <b>Thaïlande</b><br>Projet de développement du marché obligataire        | Fourniture d'une aide au Thai Bond Dealing Center pour poursuivre la mise en œuvre de ses fonctions de surveillance et d'auto-réglementation du marché.   | SFI              | TATF      |
| <b>Timor-Leste</b><br>Politique et promotion de l'investissement         | Deux projets : examen du projet de loi sur l'investissement, et évaluation d'une proposition relative à un organisme de promotion de l'investissement.  |                  | FIAS      |
| <b>Viet Nam</b><br>Financement du logement, aide à la privatisation      | Analyse du marché du financement du logement et fourniture d'une aide à la banque centrale du Viet Nam en vue de la privatisation de Housing Bank of Mekong Delta.  | Danemark         | TATF      |
| Forum des entreprises  | Financement des activités du Forum des entreprises au Viet Nam pour favoriser le dialogue entre le gouvernement et la communauté des entreprises.   | Canada           | TATF      |
| Politique de l'investissement : cadre juridique                          | Appui à l'établissement d'une loi uniforme pour l'investissement étranger et intérieur.   |                  | FIAS      |
| Programme de centrales de risques  | Aide au développement de rapports sur le crédit en vue d'accorder des financements à des groupes de population n'ayant qu'un accès limité aux services, et en particulier aux petites entreprises.                    | Australie        | TATF      |
| Services bancaires aux particuliers et aux petites entreprises           | Aide à Sacombank en vue du développement de ses activités de banque de détail et de financement de la petite entreprise.  | Suisse           | TATF      |

| Projet  | Description du projet   | Bailleur     | Programme |
|---|---|--------------|-----------|
| <b>ASIE DU SUD</b>                                      |   |              |           |
| <b>PAYS</b>   |   |              |           |
| <b>Bangladesh</b>                                       |   |              |           |
| Étude de faisabilité et plan d'entreprise               | Aide au fabricant d'un système bon marché de purification de l'eau de boisson des ménages.  | Pays-Bas/SFI | EOF       |
| <b>Bhoutan</b>  |   |              |           |
| Développement institutionnel                            | Appui aux efforts déployés par le gouvernement pour attirer et gérer des investissements étrangers directs.   |              | FIAS      |
| <b>Inde</b>   |   |              |           |
| Gestion de la production et de l'hygiène des aliments   | Amélioration de l'hygiène des aliments et de la gestion de la qualité.  | Suède        | TATF      |
| Secteur des PME : réseau mondial des écoles de commerce | Détermination des besoins éducatifs du secteur des PME et préparation d'une formation commerciale pertinente.   | Pays-Bas     | TATF      |
| Zones économiques spéciales                             | Facilitation du dialogue entre le secteur public et le secteur privé sur les zones économiques spéciales.   | Suisse       | TATF/FIAS |
| <b>Sri Lanka</b>  |   |              |           |
| Politique de la concurrence                             | Analyse de la relation entre productivité, compétitivité, croissance économique, et réduction de la pauvreté et examen de la compétitivité.             |              | FIAS      |
| Programmes PME  | Élaboration d'initiatives en faveur des PME et examen de la possibilité d'ouvrir un bureau du projet dans le pays pour exécuter et gérer ces activités. | Pays-Bas     | TATF      |



Projets d'assistance technique et de services-conseil (suite)

| Projet   | Description du projet   | Bailleur             | Programme |
|--|---|----------------------|-----------|
| <b>EUROPE ET ASIE CENTRALE</b>   |   |                      |           |
| <b>RÉGION</b>  |   |                      |           |
| Analyse des risques : formation portant sur le point critique de leur maîtrise | Formation portant sur la gestion de l'hygiène des aliments destinée aux consultants des agroindustries et aux responsables de la santé publique en Albanie, Bosnie-Herzégovine et Serbie-et-Monténégro. | Grèce                | TATF      |
| Analyse du financement du logement   | Préparation de dossiers sur les systèmes de financement du logement, les marchés financiers et le cadre juridique connexe au Kazakhstan, en Ouzbékistan, en République kirghize et au Tadjikistan.      | Suisse               | TATF      |
| Commercialisation du financement de projets de rendement énergétique           | Aide à l'exécution de projets d'un bon rendement énergétique par le biais de l'évaluation et de la promotion sur le marché de sociétés de services connexes.  | Finlande             | TATF      |
| Industrie de la verrerie : évaluation stratégique                              | Évaluation de l'industrie des emballages en verre en Ukraine et en Russie et promotion de son développement durable.  | Suisse               | TATF      |
| Institutions de financement du logement : étude de faisabilité                 | Évaluation des systèmes de financement du logement, des marchés financiers et du cadre juridique dans la région des Balkans.  | Espagne/SFI          | TATF      |
| Mécanisme de crédit-bail pour l'Asie centrale                                  | Appui aux sociétés de crédit-bail souhaitant faire l'objet d'un investissement par le biais du mécanisme  |                      | CBF       |
| <b>PAYS</b>  |   |                      |           |
| <b>Albanie</b>   |   |                      |           |
| Obstacles administratifs : exécution   | Fourniture d'une aide au gouvernement pour réduire les obstacles administratifs à l'investissement.   |                      | FIAS      |
| <b>Arménie</b>   |   |                      |           |
| Projet de bijouterie en or : étude de faisabilité                              | Fourniture de conseils à Yerevan Jewelry Company sur la compétitivité et les meilleures pratiques sur les marchés mondiaux.   | Israël               | TATF      |
| <b>Bosnie-Herzégovine</b>  |   |                      |           |
| Banques : conseils juridiques  | Aide à la réalisation d'une fusion entre Union Banka et d'autres banques d'État.  | Autriche/SFI         | TATF      |
| Initiative de développement de l'herboristerie                                 | Aide à la constitution d'associations pouvant améliorer la viabilité du secteur de l'herboristerie.   | Pays-Bas/Norvège/SFI | CCF       |
| <b>Bulgarie</b>  |   |                      |           |
| Obstacles administratifs   | Aide à l'examen des procédures administratives de l'activité économique.  |                      | FIAS      |
| <b>Croatie</b>   |   |                      |           |
| Obstacles administratifs   | Aide à la mise en application par le gouvernement des conclusions d'une étude réalisée en 2000.   |                      | FIAS      |
| <b>Fédération de Russie</b>  |   |                      |           |
| Banque commerciale : assistance technique                                      | Aide à Sibacademank en vue de l'adoption des pratiques internationales en matière de procédures de crédit et de gestion des risques.  | Norvège              | TATF      |
| Compagnies maritimes de la Volga et du nord-ouest                              | Aide à deux compagnies maritimes pour leur permettre de comprendre les problèmes environnementaux, sanitaires et sécuritaires qui se posent dans leurs chantiers de radoub et d'entretien.              | Pays-Bas             | TATF      |
| Crédit-bail : nord-ouest de la Russie  | Développement du crédit-bail dans le nord-ouest de la Russie et aide à l'établissement de liens commerciaux entre des entreprises suédoises et des entreprises russes.                                  | Suède                | PEP       |
| Développement des prêts à la petite clientèle                                  | Aide à Bank Vozrozhdenie pour renforcer ses pratiques en matière de procédures de crédit et de gestion des risques et pour développer ses prêts à la petite clientèle.                                  | Canada/SFI           | TATF      |
| Développement du marché des émissions d'hypothèques                            | Aide en vue de satisfaire la demande d'hypothèques, en particulier en dehors de la capitale.  | Suisse               | PEP       |
| Enseignement supérieur : plan d'action stratégique                             | Aide à quatre institutions privées d'enseignement supérieur dans le domaine de la planification stratégique.  | Israël/SFI           | TATF      |
| Gestion sociale et environnementale  | Aide à la compagnie de gaz privée Novatek en vue de porter sa performance sociale et environnementale aux normes internationales.   | Danemark             | TATF      |

| Projet  | Description du projet  | Bailleur    | Programme |
|---|--|-------------|-----------|
| Institution de microfinancement : étude de faisabilité                                | Évaluation de la faisabilité de la transformation d'une institution financière non commerciale en une banque spécialisée dans la microfinance dans la région de Samara.                            | Danemark    | TATF      |
| Investisseurs : diagnostic  | Étude des investisseurs potentiels dans trois régions russes.  |             | FIAS      |
| Obstacles administratifs  | Trois projets aux fins de la formulation de recommandations pour l'élimination des obstacles administratifs à l'investissement dans les régions (oblasts) de Kaliningrad, de Perm et de Tomsk.     |             | FIAS      |
| Organe de réglementation des télécommunications                                       | Examen du cadre réglementaire des télécommunications et détermination de la marche à suivre pour constituer un organe de réglementation indépendant.   | Suède       | TATF      |
| Possibilité d'emploi  | Promotion de la responsabilité sociale des entreprises et aide aux jeunes défavorisés afin d'améliorer leurs conditions de vie.  | SFI         | TATF/PEP  |
| Renforcement des capacités au niveau des communautés                                  | Renforcement des capacités des parties prenantes pour leur permettre de participer à des débats sur le développement.  | Italie      | CCF       |
| Renforcement des capacités bancaires  | Aide à UralTransBank en vue de l'adoption des pratiques internationales en matière de procédures de crédit et de gouvernement d'entreprise.  | Suisse      | TATF      |
| Secteur bancaire : gouvernement d'entreprise  | Amélioration du gouvernement d'entreprise de banques russes et de leur évaluation du crédit des sociétés clientes.   | Suisse      | PEP       |
| Secteur de la sidérurgie : étude de marché  | Examen de la possibilité de financer la modernisation de fabriques de tuyaux d'acier.  | Royaume-Uni | TATF      |
| Utilisation des effluents gazeux : étude de faisabilité                               | Test de la viabilité de la récupération des gaz perdus lors de l'extraction de pétrole et de la récupération des gaz de puits à basse pression.  | Allemagne   | PEP       |
| <b>Géorgie</b><br>Obstacles administratifs  | Deux projets : aide au gouvernement aux fins de la conception de son programme pour le climat de l'investissement ; et mise en œuvre des recommandations d'une étude des obstacles administratifs. |             | FIAS      |
| <b>Kazakhstan</b><br>Établissement de fournisseurs pour l'industrie des hydrocarbures | Aide à l'établissement de fournisseurs dans la région du projet du gisement de pétrole et de gaz de Karachaganak.  |             | CBF       |
| Gestion de la qualité   | Aide aux entreprises locales pour leur permettre de devenir des fournisseurs agréés des consortiums internationaux participant à des opérations avec l'État.                                       | Pays-Bas    | TATF      |
| <b>Lettonie</b><br>Obstacles administratifs   | Analyse de l'impact des réformes menées pour éliminer les obstacles administratifs à l'investissement.   |             | FIAS      |
| <b>Macédoine, ex-Rép. yougoslave de</b><br>Obstacles administratifs                   | Formulation de recommandations sur la capacité de l'État à réaliser une réforme du cadre de l'activité économique.   |             | FIAS      |
| <b>Moldova</b><br>Politique de l'investissement : cadre juridique                     | Examen du projet de loi sur l'investissement étranger et discussions des recommandations avec les représentants de l'État.   |             | FIAS      |
| <b>Ouzbékistan</b><br>Fabrique de vêtements : étude de marché                         | Évaluation des matériels de production, des conditions du marché, et des prescriptions technologiques d'une fabrique de vêtements en phase d'expansion.  | Suisse      | TATF      |
| Politique des PME — Phase III   | Poursuite de la préparation d'une politique réglementaire et élargissement de l'accès des entrepreneurs à l'information.   | Suisse      | PEP       |
| Privatisation : préparation d'un plan d'entreprise                                    | Aide à Uzbektelecom aux fins de la préparation d'un plan d'entreprise avant sa privatisation.  | Japon       | TATF      |
| <b>République tchèque</b><br>Programme d'appui aux fournisseurs                       | Achèvement de la formation de spécialistes tchèques des PME, participation au financement de leur formation et mentorat d'entreprises du pays.   | SFI         | TATF      |

Projets d'assistance technique et de services-conseil (suite)

| Projet  | Description du projet  | Bailleur         | Programme |
|---|--|------------------|-----------|
| <b>Serbie-et-Monténégro</b>   |  |                  |           |
| Cogénération de chaleur et d'électricité  | Identification des possibilités de cogénération dans les centrales électriques actuelles, dans les sites industriels et pour les systèmes de chauffage urbain.   | Italie           | TATF      |
| Eau et assainissement : participation du secteur privé  | Encouragement de la participation du secteur privé aux activités du secteur de l'eau et de l'assainissement.   | Italie/Suède/SFI | TATF      |
| École de commerce : étude de faisabilité  | Préparation d'une enquête de marché et d'une étude de faisabilité d'une nouvelle école de commerce.  | Italie           | TATF      |
| Investissement étranger direct : stratégie  | Évaluation du climat de l'investissement et fourniture de conseils sur les améliorations susceptibles d'attirer des investissements étrangers directs.   |                  | FIAS      |
| Obstacles administratifs  | Analyse des obstacles administratifs à l'investissement et formulation de recommandations en vue de leur élimination.  |                  | FIAS      |
| Organisme de privatisation  | Aide au centre des marchés financiers de l'organisme de privatisation du pays.   | Italie           | TATF      |
| Programme de restructuration : Elektroniska   | Aide à l'organisme de privatisation du pays aux fins de la restructuration de sociétés d'État avant leur privatisation et de l'évaluation des plans relatifs à la mise en place d'une zone industrielle, d'un centre logistique polyvalent et d'un centre de commerce. | Italie           | TATF      |
| Société avicole : étude de la réorganisation de l'entreprise  | Aide à une société d'élevage de volailles aux fins de la restructuration de ses opérations pour les mettre aux normes internationales de l'industrie de la viande, maximiser leur efficacité et la productivité et réduire les coûts de production.                    | Italie           | TATF      |
| Stratégie de mise en place d'un oléoduc   | Aide à la planification de la mise en place de l'oléoduc de Constanza-Pancevo-Omisalj-Trieste  | Italie           | TATF      |
| <b>Tadjikistan</b>  |  |                  |           |
| Banques : viabilité   | Fourniture d'une aide en vue d'assurer la durabilité des opérations de First MicroFinance Bank of Tajikistan et sa viabilité commerciale.  | Canada           | TATF      |
| Microfinance : transformation institutionnelle  | Aide à une ONG en vue de sa transformation en une banque de microfinancement viable sur le plan commercial.  | Canada           | TATF      |
| Politique des PME — Phase II  | Amélioration des procédures réglementaires applicables aux PME et lancement d'une campagne d'information visant les entrepreneurs.   | Suisse           | PEP       |
| <b>Turquie</b>  |  |                  |           |
| Conseil consultatif pour l'investissement   | Deux projets d'aide au gouvernement en vue de l'établissement d'un conseil consultatif pour l'investissement composé de directeurs internationaux, qui appuiera les réformes du climat de l'investissement sur la base des meilleures pratiques internationales.       |                  | FIAS      |
| Politique de la concurrence   | Présentation d'exposés sur le climat de l'investissement et la politique de la concurrence au conseil de la concurrence du pays.   |                  | FIAS      |
| <b>Ukraine</b>  |  |                  |           |
| Comptabilité et diagnostic de SIG   | Aide à Nova Liniya aux fins de l'évaluation de ses fonctions financières et comptables et de la mise en place d'un système informatique de gestion (SIG).  | Italie           | TATF      |
| Développement du crédit-bail  | Création d'un cadre législatif approprié pour le crédit-bail et renforcement des capacités de l'organisme de supervision du secteur.   | Pays-Bas         | PEP       |
| Politique de développement des PME  | Suivi du cadre réglementaire applicable aux PME et promotion d'une loi commune pour les permis de création et d'expansion d'entreprises.   | Norvège/SFI      | TATF      |
| Producteur avicole : hygiène des aliments et système de gestion de la qualité/ comptabilité et finances | Aide à Mironovsky Khleboprodukt, producteur avicole, pour lui permettre de gérer l'hygiène et la qualité de sa production et établir des départements de la comptabilité et des finances performants   | Italie/Suède     | TATF      |
| Secteur bancaire : gouvernement d'entreprise  | Deux projets visant à améliorer le gouvernement d'entreprise de banques ainsi que l'évaluation de la solvabilité des sociétés qui sont leurs clientes.   | Suisse           | PEP/TATF  |



| Projet   | Description du projet   | Bailleur   | Programme |
|--|---|------------|-----------|
| <b>AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES</b>                         |   |            |           |
| <b>RÉGION</b>  |   |            |           |
| Assurance-vie pour les personnes handicapées               | Évaluation de la viabilité technique et financière de la constitution d'une société d'assurance-vie axée sur les personnes handicapées.   | SFI        | TATF      |
| Bois précieux  | Aide à une société de produits forestiers installée au Brésil axée sur l'exploitation de nouvelles activités rémunératrices au moyen de ses actifs forestiers et fonciers.          | SFI        | EOF       |
| Caraïbes : Cadre de l'activité économique                  | Identification et évaluation des obstacles existants dans le cadre de l'activité économique de certains pays des Caraïbes.  |            | FIAS      |
| Programme de centrales de risques                          | Constitution de centrales de risques privées accordant des crédits aux segments de population ayant un accès limité à ce type de service.   | Italie     | TATF      |
| Service régional du financement du logement                | Analyse des marchés du financement du logement et possibilités de financement hypothécaires au Costa Rica, en El Salvador et au Panama.   | Italie/SFI | TATF      |
| <b>PAYS</b>  |   |            |           |
| <b>Bolivie</b>   |   |            |           |
| Étude du marché du travail                                 | Examen du marché du travail bolivien et détermination des besoins les plus importants au niveau de l'enseignement supérieur.  | Pays-Bas   | TATF      |
| Fibres de lama, Fondation Prodem                           | Appui pour répondre aux besoins d'infrastructure des petits producteurs de fibres et fournir une formation portant sur les questions de qualité.                                    |            | CBF       |
| Microfinance : Prodem FFP                                  | Octroi de financements à une institution de microfinancement rurale pour améliorer les services financiers aux clients.   |            | CBF       |
| <b>Colombie</b>  |   |            |           |
| Financement du développement : étude de faisabilité        | Étude du marché en vue de la transformation des sociétés de financement du développement en banques d'investissement modernes.  | Espagne    | TATF      |
| <b>Costa Rica</b>  |   |            |           |
| Fiscalité et incitations à l'investissement                | Examen de l'impôt sur les bénéfices des sociétés et du régime incitatif pour aider le gouvernement à structurer une proposition de réforme.   |            | FIAS      |
| <b>El Salvador</b>   |   |            |           |
| Appui au développement commercial pour les détaillants     | Appui au développement d'écoles de commerce en vue de répondre aux besoins des populations locales.   | Norvège    | CCF       |
| Café et vêtements : responsabilité sociale des entreprises | Évaluation des initiatives de responsabilité sociale des entreprises dans les industries du café et du vêtement et conception d'outils stratégiques pour renforcer ces initiatives. |            | FIAS      |
| Programme de perfectionnement                              | Mise en place de cours de formation qui répondent aux besoins des entrepreneurs.  | Italie     | TATF      |
| Programme Global Home Township : étude de faisabilité      | Analyse de la possibilité d'appliquer le programme Global Home Township   | Suède      | TATF      |
| <b>Équateur</b>  |   |            |           |
| Chaînes d'approvisionnement durables                       | Mise en place de chaînes d'approvisionnement dans la filière banane respectueuses de l'environnement et équitables sur le plan social.  | SFI        | CCF       |
| Traitement des eaux usées                                  | Aide à Prodesadora Nacional de Alimentos C.A. en vue d'accroître ses connaissances dans le domaine du traitement secondaire des eaux usées et de la gestion des effluents traités   | Allemagne  | TATF      |
| <b>Grenade</b>   |   |            |           |
| Climat de l'investissement                                 | Aide à Grenada Industrial Development Corporation en vue de l'évaluation du climat de l'investissement dans le pays.  |            | FIAS      |

Projets d'assistance technique et de services-conseil (suite)

| Projet   | Description du projet   | Bailleur     | Programme |
|--|---|--------------|-----------|
| <b>Guatemala</b><br>Climat de l'investissement                             | Évaluation du climat de l'investissement du pays en vue d'en débattre avec la nouvelle équipe gouvernementale.  |              | FIAS      |
| Industries extractives :<br>développement de proximité                     | Constitution de pépinières gérées par la communauté pour répondre aux besoins de reboisement des mines.   | Norvège      | CCF       |
| <b>Guyana</b><br>Politique de l'investissement                             | Examen du code de l'investissement du pays, et comparaison du code et des bonnes pratiques internationales.   |              | FIAS      |
| <b>Honduras</b><br>Liaisons  | Aide au gouvernement aux fins du renforcement du cadre de formation de la main-d'œuvre.   |              | FIAS      |
| <b>Jamaïque</b><br>Élevage durable de strombes                             | Aide au développement d'élevages durables de strombes et à la réalisation d'économies d'échelle au stade de la commercialisation.                     | Pays-Bas/SFI | EOF       |
| Fiscalité de l'investissement<br>et incitations                            | Aide au gouvernement en vue de l'évaluation des options concernant un régime fiscal et des incitations plus adaptées et attrayantes.                  |              | FIAS      |
| <b>Mexique</b><br>Autobus au gaz naturel<br>comprimé                       | Appui à un projet pilote d'alimentation au gaz naturel comprimé des autobus de banlieue à Mexico.   | SFI          | EOF       |
| Étude de l'administration<br>publique en ligne                             | Amélioration de la compétitivité des sociétés de technologies offrant des services d'administration publique en ligne.                                | Espagne      | TATF      |
| Recyclage des eaux usées<br>pour une usine de chaux                        | Évaluation de la viabilité technique et commerciale d'un système novateur de récupération de la vapeur d'eau.   | SFI          | EOF       |
| <b>Nicaragua</b><br>Politique de la concurrence                            | Analyse des obstacles à la concurrence dans les grandes industries et aide à la conception d'un cadre directeur connexe.                              |              | FIAS      |
| <b>Pérou</b><br>Étude de marché pour un<br>programme de prêt aux étudiants | Étude des possibilités de constituer un mécanisme pilote de prêt aux étudiants avec des banques locales et des universités privées.                   | Suisse       | TATF      |
| Obstacles administratifs<br>au niveau municipal                            | Évaluation des procédures administratives au niveau municipal à Lima et fourniture d'une aide dans le but d'améliorer le cadre local des entreprises. |              | FIAS      |

| Projet   | Description du projet   | Bailleur    | Programme |
|--|---|-------------|-----------|
| <b>MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD</b>   |   |             |           |
| <b>PAYS</b><br><b>Afghanistan</b><br>Politique de l'investissement : cadre juridique<br><br>Renforcement des capacités bancaires | Examen des lois sur l'investissement du pays en vue de discussions consacrées aux questions de commerce et d'investissement.                            |             | FIAS      |
| <b>Égypte, République arabe d'</b><br>Banques : pratiques commerciales durables  | Aide à First Microfinance Bank of Afghanistan en vue du renforcement de ses capacités grâce au financement des postes de direction clés.                | Norvège/SFI | TATF      |
| <b>Iraq</b><br>Renforcement des capacités  | Formation de banquiers portant sur les pratiques commerciales durables.   |             | SFMT      |
| <b>Pakistan</b><br>Obstacles administratifs  | Parrainage de programmes de renforcement des capacités destinés aux femmes entrepreneurs en Iraq.   |             | FIAS      |
| Producteur de textiles : traitement des eaux usées   | Préparation d'une stratégie de développement du secteur privé dans la province frontière du nord-ouest.   |             | FIAS      |
| Secteur de la santé : étude de faisabilité   | Aide pour optimiser les opérations d'une installation de traitement des eaux usées.   | Norvège     | EOF       |
| Sociétés financières non bancaires : analyse des investissements   | Examen du secteur des services de santé privés du pays et évaluation du marché des services généraux et spécialisés.                                    | Japon       | TATF      |
| <b>République arabe syrienne</b><br>Cadre de l'IED : examen diagnostique   | Analyse de la compétitivité des sociétés de crédit-bail et des banques d'investissement du pays et renforcement de l'infrastructure financière du pays. | Canada      | TATF      |
| Politique de l'investissement : cadre juridique  | Examen du cadre juridique, politique et institutionnel en vue d'attirer des investissements étrangers directs.  | France      | TATF      |
| <b>Tunisie</b><br>Évaluation environnementale et sociale   | Examen du cadre juridique de l'investissement pour offrir un environnement plus propice à l'investissement étranger direct.                             |             | FIAS      |
|  | Évaluation du portefeuille de Tuninvest Fund et identification des possibilités d'améliorer des pratiques durables.                                     | Norvège     | SFMT      |



Projets d'assistance technique et de services-conseil (suite)

| Projet   | Description du projet  | Bailleur             | Programme |
|--|--|----------------------|-----------|
| <b>MONDE</b>   |  |                      |           |
| Ateliers sur les avantages compétitifs des entreprises | Présentation d'activités bancaires viables et de gestion des risques environnementaux ; ateliers en Afrique, en Europe et Asie centrale et en Amérique latine.   | Pays-Bas/Norvège/SFI | SFMF      |
| Bon traitement du bétail : meilleures pratiques        | Appui à la formulation de principes de bon traitement du bétail à respecter dans le cadre des projets de la SFI.   | Pays-Bas/Norvège/SFI | CCF       |
| Formation en gestion pour les PME                      | Transformation d'un programme pilote réussi de formation en gestion pour les PME en un des instruments de base utilisés par la SFI aux fins du développement des entreprises.  | Australie/SFI        | TATF      |
| Outils d'évaluation du respect des droits de l'homme   | Mise au point d'un programme informatique interactif qui donne aux sociétés des directives précises sur le respect des droits de l'homme.  | Danemark             | TATF      |
| Programme mondial de centrales de risques              | Aide à la mise en place de centrales de risques privées qui accorderont des crédits aux segments de population qui ne bénéficient que dans une mesure limitée de ces services, en particulier les petites entreprises. | Norvège              | TATF      |
| Purification de l'eau de boisson                       | Aide à l'expansion d'une société vendant au détail de l'eau potable par l'intermédiaire de franchises et vendant des matériels et des services de purification de l'eau aux communautés.                               | Pays-Bas             | EOF       |
| Renforcement des capacités des PME : Shorecap Exchange | Renforcement des capacités des micro et petites entreprises.   |                      | CBF       |
| Services bancaires aux PME : évaluation de l'impact    | Formulation des meilleures pratiques pour l'évaluation de l'impact des services bancaires aux petites et moyennes entreprises.   | Pays-Bas             | TATF      |
| Trousse à outils des PME                               | Exploitation des technologies de l'information et des communications pour aider les PME des marchés émergents à acquérir et appliquer des pratiques de gestion d'entreprise durable.                                   | SFI                  | TATF      |
| World Hotel Links.com                                  | Facilitation de l'extension d'un service de réservation de chambres d'hôte en ligne sur les marchés mondiaux.  |                      | CBF       |

# Conseil des gouverneurs

## *Gouverneurs et gouverneurs suppléants*

(au 30 juin 2004)

| État membre                       | Gouverneur             | Gouverneur suppléant         |
|-----------------------------------|------------------------|------------------------------|
| <b>A</b>                          |                        |                              |
| Afghanistan                       | Ashraf Ghani           | Anwar Ul-Haq Ahady           |
| Afrique du Sud                    | Trevor Andrew Manuel   | Mandisi Bongani Mpahlwa      |
| Albanie                           | Arben Malaj            | Fatos Ibrahim                |
| Algérie                           | Abdellatif Benachou    | Abdelhak Bedjaoui            |
| Allemagne                         | Heidemarie Wiecek-Zeul | Caio K. Koch-Weser           |
| Angola                            | Ana Dias Lourenco      | Job Graca                    |
| Antigua-et-Barbuda                | Errol Cort             | Asot A. Michael              |
| Arabie saoudite                   | Ibrahim A. Al-Assaf    | Hamad Al-Sayari              |
| Argentine                         | Roberto Lavagna        | Alfonso de Prat-Gay          |
| Arménie                           | Vahram Nercissiantz    | Karen Chshmarityan           |
| Australie                         | Peter Costello         | Chris Gallus                 |
| Autriche                          | Karl-Heinz Grasser     | Thomas Wieser                |
| Azerbaïdjan                       | Elman S. Rustamov      | Farhad Aliyev                |
| <b>B</b>                          |                        |                              |
| Bahamas                           | James H. Smith         | Ruth R. Millar               |
| Bahreïn                           | Abdulla Hassan Saif    | Zakaria Ahmed Hejres         |
| Bangladesh                        | M. Saifur Rahman       | Mirza Tasadduq Hussain Beg   |
| Barbade                           | Owen S. Arthur         | Grantley W. Smith            |
| Bélarus                           | Andrei V. Kobyakov     | Anatoly I. Sverzh            |
| Belgique                          | Didier Reynders        | Guy Quaden                   |
| Belize                            | Said W. Musa           | Hugh McSweeney               |
| Bénin                             | Bruno Amoussou         | Fatiou Akplogan              |
| Bhoutan                           | Lyonpo Wangdi Norbu    | (vacant)                     |
| Bolivie                           | Horst Grebe Lopez      | Javier Cuevas Argote         |
| Bosnie-Herzégovine                | Adnan Terzic           | Dragan Doko                  |
| Botswana                          | Baledzi Gaolathe       | Serwalo S. G. Tumelo         |
| Brésil                            | Antonio Palocci Filho  | Henrique de Campos Meirelles |
| Bulgarie                          | Milen Veltchev         | Bojidar Lubenov Kabaktchiev  |
| Burkina Faso                      | Jean Baptiste Compaore | Lene Sobgo                   |
| Burundi                           | Athanase Gahungu       | Léon Nimbona                 |
| <b>C</b>                          |                        |                              |
| Cambodge                          | Keat Chhon             | Ouk Rabun                    |
| Cameroun                          | Martin Okouda          | Daniel Njankouo Lamere       |
| Canada                            | Ralph Goodale          | Paul Thibault                |
| Cap-Vert                          | Joao Pinto Serra       | Victor A. G. Fidalgo         |
| Chili                             | Nicolas Eyzaguirre     | Mario Marcel                 |
| Chine                             | Jin Renqing            | Li Yong                      |
| Chypre                            | Makis Keravnos         | Christos Patsalides          |
| Colombie                          | Alberto Carrasquilla   | Santiago Montenegro Trujillo |
| Comores                           | Younoussa Imani        | Moindjie Saadi               |
| Congo, République démocratique du | Andre-Philippe Futa    | Jean-Claude Masangu Mulongo  |
| Congo, République du              | Rigobert Roger Andely  | Pierre Moussa                |
| Corée, République de              | Hun-Jai Lee            | Seung Park                   |
| Costa Rica                        | Alberto Dent Zeledon   | Francisco de Paula Gutierrez |
| Côte d'Ivoire                     | Bohoun Bouabre         | Boniface Britto              |
| Croatie                           | Ivan Suker             | Martina Dalic                |

Conseil des gouverneurs (suite)

| État membre                   | Gouverneur                   | Gouverneur suppléant            |
|-------------------------------|------------------------------|---------------------------------|
| <b>D</b>                      |                              |                                 |
| Danemark                      | Per Stig Moller              | Carsten Staur                   |
| Djibouti                      | Yacin Elmi Bouh              | Simon Mibrathu                  |
| Dominique                     | Swinburne Lestrade           | Ambrose M. J. Sylvester         |
| <b>E</b>                      |                              |                                 |
| Égypte, République arabe d'   | Medhat Hassanein             | Fayza Abulnaga                  |
| El Salvador                   | Eduardo Zablah-Touche        | Guillermo Lopez-Suarez          |
| Émirats arabes unis           | Hamdan bin Rashid Al-Maktoum | Mohammed Khalfan Bin Khirbash   |
| Équateur                      | Mauricio Yopez Najas         | Ramiro Galarza                  |
| Érythrée                      | Berhane Abrehe               | Martha Woldegiorghis            |
| Espagne                       | Pedro Solbes Mira            | David Vegara Figueras           |
| Estonie                       | Taavi Veskimagi              | Renaldo Mandmets                |
| États-Unis                    | John W. Snow                 | Alan P. Larson                  |
| Éthiopie                      | Ahmed Sufian                 | Mekonnen Manyazewal             |
| <b>F</b>                      |                              |                                 |
| Fédération de Russie          | Aleksei Kudrin               | German O. Gref                  |
| Fidji                         | Jone Yavala Kubuabola        | Tevita Banuve                   |
| Finlande                      | Antti Kalliomaki             | Paula Lehtomaki                 |
| France                        | Nicolas Sarkozy              | Jean-Pierre Jouyet              |
| <b>G</b>                      |                              |                                 |
| Gabon                         | Casimir Oye-Mba              | Christian Bongo                 |
| Gambie                        | Mousa G. Bala Gaye           | Karamo K. Bojang                |
| Géorgie                       | Zurab Nogaideli              | Irakli Rekhviashvili            |
| Ghana                         | Yaw Osafo-Mafo               | Anthony Akoto Osei              |
| Grèce                         | George Alogoskoufis          | Plutarchos Sakellaris           |
| Grenade                       | Anthony Boatswain            | Timothy Antoine                 |
| Guatemala                     | Maria Antonieta de Bonilla   | Lizardo Sosa Lopez              |
| Guinée                        | Madikaba Camara              | Eugene Camara                   |
| Guinée-Bissau                 | Joao Aladje Mamadu Fadia     | Francisco Correia, Jr.          |
| Guinée équatoriale            | Antonio Nve Nseng            | Miguel Edjang Angue             |
| Guyana                        | Bharrat Jagdeo               | Saisnarine Kowlessar            |
| <b>H</b>                      |                              |                                 |
| Haïti                         | Henri Bazin                  | Raymond Magloire                |
| Honduras                      | Arturo Alvarado              | Maria Elena Mondragon de Villar |
| Hongrie                       | Tibor Draskovics             | Elemer Tertak                   |
| <b>I</b>                      |                              |                                 |
| Îles Marshall                 | Brenson S. Wase              | Smith Michael                   |
| Îles Salomon                  | Francis John Zama            | Shadrach Fanega                 |
| Inde                          | P. Chidambaram               | D. C. Gupta                     |
| Indonésie                     | Boediono                     | Hartadi A. Sarwono              |
| Iran, République islamique d' | Safdar Hosseini              | Mohammad Khazaei-Torshizi       |
| Iraq                          | (vacant)                     | (vacant)                        |
| Irlande                       | Charlie McCreevy             | Tom Considine                   |
| Islande                       | Halldor Asgrimsson           | Geir Hilmar Haarde              |
| Israël                        | David Klein                  | Yossi Bachar                    |
| Italie                        | Antonio Fazio                | Lorenzo Bini Smaghi             |
| <b>J</b>                      |                              |                                 |
| Jamaïque                      | Omar Lloyd Davies            | Wesley George Hughes            |
| Japon                         | Sadakazu Tanigaki            | Toshihiko Fukui                 |
| Jordanie                      | Bassem I. Awadallah          | Tayseer Al-Smadi                |



| État membre                            | Gouverneur                        | Gouverneur suppléant           |
|--|-----------------------------------|--------------------------------|
| <b>K</b>                               |                                   |                                |
| Kazakhstan                             | Grigoriy Aleksandrovich Marchenko | Kayrat Nematovich Kelimbetov   |
| Kenya                                  | David Mwiraria                    | Joseph Mbui Magari             |
| Kiribati                               | Nabuti Mwemwenikarawa             | Tebwe letaake                  |
| Koweït                                 | Mahmoud Al-Nouri                  | Bader Meshari Al-Humaidhi      |
| <b>L</b>                               |                                   |                                |
| Lesotho                                | M. C. Mphutlane                   | Moliehi Matabane               |
| Lettonie                               | Oskars Spurdzins                  | Juris Lujans                   |
| Liban                                  | Fuad A. B. Siniora                | Marwan Hemadeh                 |
| Libéria                                | Christian D. Herbert              | Harry A. Greaves, Jr.          |
| Libye                                  | Mohamed Ali Elhuwej               | Ali Ramadan Shnebsh            |
| Lituanie                               | Algirdas Butkevicius              | Arvydas Kregzde                |
| Luxembourg                             | Luc Frieden                       | Jean Guill                     |
| <b>M</b>                               |                                   |                                |
| Macédoine, ex-République yougoslave de | Nikola Popovski                   | Dimko Kokaroski                |
| Madagascar                             | Zaza Manitranga Ramandimbarison   | Davida Rajaon                  |
| Malaisie                               | Abdullah Ahmad Badawi             | Samsudin Hitam                 |
| Malawi                                 | Goodall E. Gondwe                 | David Faiti                    |
| Maldives                               | Fathulla Jameel                   | Adam Maniku                    |
| Mali                                   | Abou-Bakar Traore                 | Marimantia Diarra              |
| Maroc                                  | Fathallah Oualalou                | Abderrazak El Mossadeq         |
| Maurice                                | Pravind Kumar Jugnauth            | Krishnanand Guptar             |
| Mauritanie                             | Abdellahi Ould Cheikh-Sidia       | Mohamed Ould El Abed           |
| Mexique                                | Francisco Gil Diaz                | Alonso Pascual Garcia Tames    |
| Micronésie, États fédérés de           | Nick L. Andon                     | Lorin Robert                   |
| Moldova                                | Zinaida Grecianii                 | Dumitru Ursu                   |
| Mongolie                               | Chultem Ulaan                     | Ochirbat Chuluunbat            |
| Mozambique                             | Adriano Afonso Maleiane           | Manuel Chang                   |
| Myanmar                                | Hla Tun                           | Myo Nwe                        |
| <b>N</b>                               |                                   |                                |
| Namibie                                | Immanuel Ngatjizeko               | Carl-Hermann G. Schlettwein    |
| Népal                                  | Prakash Chandra Lohani            | Bhanu Prasad Acharya           |
| Nicaragua                              | Luis Eduardo Montiel              | Mario Alonso Icabalceta        |
| Niger                                  | Ali M. Lamine Zene                | Adamou Namata                  |
| Nigéria                                | Ngozi N. Okonjo-Iweala            | Haruna Usman Sanusi            |
| Norvège                                | Hilde Frafjord Johnson            | Olav Kjørven                   |
| Nouvelle-Zélande                       | Michael Cullen                    | John Whitehead                 |
| <b>O</b>                               |                                   |                                |
| Oman                                   | Ahmed Bin Abdulnabi Macki         | Mohammed bin Nasser Al-Khasibi |
| Ouganda                                | Gerald M. Ssendaula               | C. M. Kassami                  |
| Ouzbékistan                            | Rustam S. Azimov                  | (vacant)                       |
| <b>P</b>                               |                                   |                                |
| Pakistan                               | Shaukat Aziz                      | Waqar Masood Khan              |
| Palaos                                 | Casmir Remengesau                 | Lawrence Alan Goddard          |
| Panama                                 | Norberto Delgado Duran            | Domingo Latorraca              |
| Papouasie-Nouvelle-Guinée              | Bart Philemon                     | Koiari Tarata                  |
| Paraguay                               | Dionisio Borda                    | Jose Ernesto Buttner Limprich  |
| Pays-Bas                               | Gerrit Zalm                       | Agnes Van Ardenne              |
| Pérou                                  | Pedro Pablo Kuczynski             | Javier Silva Ruete             |
| Philippines                            | Juanita D. Amatong                | Rafael B. Buenaventura         |
| Pologne                                | Leszek Balcerowicz                | Jerzy Pruski                   |
| Portugal                               | Manuela Ferreira Leite            | Francisco Esteves de Carvalho  |

Conseil des gouverneurs (suite)

| État membre                           | Gouverneur                             | Gouverneur suppléant    |
|---------------------------------------|--|-------------------------|
| <b>R</b>                              |  |                         |
| République arabe syrienne             | Ghassan El-Rifai                       | Mohammad Hamandosh      |
| République centrafricaine             | Daniel Nditifei-Boysembe               | Sonny Mpokomandji       |
| République démocratique populaire lao | Chansy Phosikham                       | Phouphet Khamphounvong  |
| République dominicaine                | Jose Lois Malkun                       | Carlos Despradel        |
| République kirghize                   | Bolot E. Abildaev                      | Kubat A. Kanimetov      |
| République slovaque                   | Ivan Miklos                            | Elena Kohutikova        |
| République tchèque                    | Bohuslav Sobotka                       | Oldrich Dedek           |
| Roumanie                              | Mihai Nicolae Tanasescu                | Emil Iota Ghizari       |
| Royaume-Uni                           | Hilary Benn                            | Gordon Brown            |
| Rwanda                                | Donald Kaberuka                        | Celestin Kabanda        |
| <b>S</b>                              |  |                         |
| Sainte-Lucie                          | Kenny D. Anthony                       | Trevor Brathwaite       |
| Saint-Kitts-et-Nevis                  | Denzil Douglas                         | Wendell E. Lawrence     |
| Samoa                                 | Misa Telefoni Retzlaff                 | Hinauri Petana          |
| Sénégal                               | Abdoulaye Diop                         | Cheikh Hadjibou Soumare |
| Serbie-et-Monténégro                  | Igor Luksic                            | Mladjan Dinkic          |
| Seychelles                            | Jeremie Bonnelame                      | Sylvestre Radegonde     |
| Sierra Leone                          | Joseph Bandabla Dauda                  | Samura Kamara           |
| Singapour                             | Lim Hng Kiang                          | Lim Siong Guan          |
| Slovénie                              | Dusan Mramor                           | Irena Sodin             |
| Somalie                               | (vacant)                               | (vacant)                |
| Soudan                                | El Zubair Ahmed El Hassan              | Abda Y. El Mahdi        |
| Sri Lanka                             | Sarath Leelananda Bandara<br>Amunugama | P. B. Jayasundera       |
| Suède                                 | Gunnar Lund                            | Carin Jamtin            |
| Suisse                                | Joseph Deiss                           | Micheline Calmy-Rey     |
| Swaziland                             | Guduza Dlamini                         | Musa D. Fakudze         |
| <b>T</b>                              |  |                         |
| Tadjikistan                           | Safarali Najmudinov                    | Abdulaziz Sharipov      |
| Tanzanie                              | Abdallah Omar Kigoda                   | Gray S. Mgonja          |
| Tchad                                 | Mahamat Ali Hassan                     | Mahamat Bahradine Oumar |
| Thaïlande                             | Somkid Jatusripitak                    | Somchainuk Engtrakul    |
| Togo                                  | M'Ba Legzim                            | Mewunesso Baliki Pini   |
| Tonga                                 | Siosiu T. T. 'Utoikamanu               | Meleseini Lomu          |
| Trinité-et-Tobago                     | Conrad Enill                           | Alison Lewis            |
| Tunisie                               | Mohamed Nouri Jouini                   | Abdelhamid Triki        |
| Turkménistan                          | Shekersoltan Muhammedova               | (vacant)                |
| Turquie                               | Ibrahim H. Canakci                     | Aydin Karaoz            |
| <b>U</b>                              |  |                         |
| Ukraine                               | Mykola Azarov                          | Mykola Derkatch         |
| Uruguay                               | Isaac Alfie                            | Ariel Davrieux          |
| <b>V</b>                              |  |                         |
| Vanuatu                               | Jimmy Nicklam                          | Simeon Athy             |
| Venezuela, República Bolivariana de   | Jorge Giordani                         | Tobias Nobrega Suarez   |
| Viet Nam                              | Le Duc Thuy                            | Phung Khac Ke           |
| <b>Y</b>                              |  |                         |
| Yémen, République du                  | Ahmed Mohamed Sofan                    | Mohammed Al-Sabbry      |
| <b>Z</b>                              |  |                         |
| Zambie                                | Ng'andu Peter Magande                  | Situmbeko Musokotwane   |
| Zimbabwe                              | Christopher T. Kuruneri                | Gideon Gono             |

# Conseil d'administration

## *Administrateurs et administrateurs suppléants nombre de voix et part du total dont ils disposent*

(au 30 juin 2004)

| Administrateur                             | Administrateur suppléant                 | État au nom duquel<br>vote chaque administrateur   | Total des voix | Pourcentage<br>du total |
|--|--|--|----------------|-------------------------|
| <b>Nommés</b>                              |  |  |                |                         |
| Carole Brookins                            | Robert B. Holland, III                   | États-Unis   | 569 629        | 23,68                   |
| (vacant) <sup>a</sup>                      | Toshio Oya                               | Japon  | 141 424        | 5,88                    |
| Eckhard Deutscher                          | Walter Hermann                           | Allemagne  | 129 158        | 5,37                    |
| Pierre Duquesne                            | Anthony Requin                           | France   | 121 265        | 5,04                    |
| Tom Scholar                                | (vacant) <sup>b</sup>                    | Royaume-Uni  | 121 265        | 5,04                    |
| <b>Élus</b>                                |  |  |                |                         |
| Kurt Bayer<br>(Autriche)                   | Gino Alzetta<br>(Belgique)               | Autriche, Bélarus, Belgique, Hongrie, Kazakhstan,<br>Luxembourg, République slovaque, République tchèque,<br>Slovénie, Turquie   | 125 221        | 5,21                    |
| Chander Mohan Vasudev<br>(Inde)            | Akbar Ali Khan<br>(Bangladesh)           | Bangladesh, Bhoutan, Inde, Sri Lanka   | 99 234         | 4,13                    |
| Biagio Bossone<br>(Italie)                 | Nuno Mota Pinto<br>(Portugal)            | Albanie, Grèce, Italie, Portugal   | 98 866         | 4,11                    |
| Per Kurowski<br>(Rep. Bol. de Venezuela)   | Maria Jesus Fernandez<br>(Espagne)       | Costa Rica, El Salvador, Espagne, Guatemala,<br>Honduras, Mexique, Nicaragua, Republica<br>Bolivariana de Venezuela  | 97 478         | 4,05                    |
| Marcel Masse<br>(Canada)                   | Gobind Ganga<br>(Guyana)                 | Antigua-et-Barbuda, les Bahamas, la Barbade, Bêlize,<br>Canada, Dominique, Grenade, Guyana, Irlande,<br>Jamaïque, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et- Nêvis  | 92 944         | 3,86                    |
| Ad Melkert<br>(Pays-Bas)                   | Tamara Solyanyk<br>(Ukraine)             | Arménie, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Croatie, Chypre,<br>Géorgie, Israël, Macédoine (ex-République yougoslave de),<br>Moldova, Pays-Bas, Roumanie, Ukraine   | 87 113         | 3,62                    |
| Thorsteinn Ingolfsson<br>(Islande)         | Inkeri Hirvensalo<br>(Finlande)          | Danemark, Estonie, Finlande, Islande, Lettonie,<br>Lituanie, Norvège, Suède  | 86 693         | 3,60                    |
| Alexey G. Kvasov<br>(Fédération de Russie) | Eugène Miagkov<br>(Fédération de Russie) | Fédération de Russie   | 81 592         | 3,39                    |
| Otaviano Canoto<br>(Brésil)                | Gil S. Beltran<br>(Philippines)          | Brésil, Colombie, Équateur, Haïti, Panama, Philippines,<br>République dominicaine, Trinité-et-Tobago   | 75 980         | 3,16                    |
| John Austin<br>(Nouvelle-Zélande)          | Terry O'Brien<br>(Australie)             | Australie, Cambodge, Corée (République de),<br>Îles Marshall, Îles Salomon, Kiribati, Micronésie<br>(États fédérés de), Mongolie, Nouvelle-Zélande, Palaos,<br>Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa, Vanuatu | 73 309         | 3,05                    |



Conseil d'administration (suite)

| Administrateur                                | Administrateur suppléant                      | État au nom duquel vote chaque administrateur   | Total des voix | Pourcentage du total |
|---|---|---|----------------|----------------------|
| <b>Élus (suite)</b>                           |   |   |                |                      |
| Alieto Guadagni<br>(Argentine)                | C. Veronica Querejazu Vidovic<br>(Bolivie)    | Argentine, Bolivie, Chili, Paraguay, Pérou, Uruguay   | 64 144         | 2,67                 |
| Pietro Veglio<br>(Suisse)                     | Jakub Karnowski<br>(Pologne)                  | Azerbaïdjan, Ouzbékistan, Pologne, République kirghize, Serbie-et-Monténégro, Suisse, Tadjikistan, Turkménistan,  | 62 601         | 2,60                 |
| Rapee Asumpinpong<br>(Thaïlande)              | Hadiyanto<br>(Indonésie)                      | Fidji, Indonésie, Malaisie, Myanmar, Népal, République démocratique populaire lao, Singapour, Thaïlande, Tonga, Viet Nam  | 59 912         | 2,49                 |
| Louis K. Kasekende<br>(Ouganda)               | J. Mills Jones<br>(Libéria)                   | Afrique du Sud, Angola, Botswana, Burundi, Érythrée, Éthiopie, Gambie, Kenya, Lesotho, Libéria, Malawi, Mozambique, Namibie, Nigéria, Ouganda, Seychelles, Sierra Leone, Soudan, Swaziland, Tanzanie, Zambie, Zimbabwe  | 58 873         | 2,45                 |
| Tanwir Ali Agha<br>(Pakistan)                 | Sid Ahmed Dib<br>(Algérie)                    | Afghanistan, Algérie, Ghana, Iran (Rép. islamique d'), Iraq, Maroc, Pakistan, Tunisie   | 46 377         | 1,93                 |
| Mahdy Ismail Aljazzaf<br>(Koweït)             | Mohamed Kamel Amr<br>(Rép. arabe d'Égypte)    | Bahreïn, Égypte (Rép. arabe d'), Émirats arabes unis, Jordanie, Koweït, Liban, Libye, Maldives, Oman, République arabe syrienne, Yémen (République du)  | 34 079         | 1,42                 |
| Yahya Abdulla M. Alyahya<br>(Arabie saoudite) | Abdulrahman M. Almofadhi<br>(Arabie saoudite) | Arabie saoudite   | 30 312         | 1,26                 |
| Zhu Guangyao<br>(Chine)                       | Wu Jinkang<br>(Chine)                         | Chine   | 24 750         | 1,03                 |
| Paulo F. Gomes<br>(Guinée-Bissau)             | Philippe Ong Seng<br>(Maurice)                | Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Cap-Vert, Comores, Congo (République démocratique du), Congo (République du), Côte d'Ivoire, Djibouti, Gabon, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Madagascar, Mali, Maurice, Mauritanie, Niger, République centrafricaine, Rwanda, Sénégal, Tchad, Togo | 22 947         | 0,95                 |

Les personnes dont le nom figure ci-après ont également exercé les fonctions d'administrateur après le 30 juin 2003 : Amaury Bier (Brésil), jusqu'au 9 janv. 2004 ; Yuzo Harada (Japon), jusqu'au 15 juin 2004 ; Neil F. Hyden (Australie), jusqu'au 14 août 2003 ; Finn Jonck (Danemark), jusqu'au 7 oct. 2003 ; Franco Passacantando (Italie), jusqu'au 25 sept. 2003. Les personnes dont le nom figure ci-après ont également exercé les fonctions d'administrateur suppléant après le 30 juin 2003 : Eckhardt Biskup (Allemagne), jusqu'au 31 août 2003 ; Dong-Soo Chin (Corée, République de), jusqu'au 22 juil. 2003 ; Helena Cordeiro (Portugal), jusqu'au 11 sept. 2003 ; Emmanuel Moulin (France), jusqu'au 22 juil. 2003 ; Alfonso C. Revollo (Bolivie) et Rosemary B. Stevenson (Royaume-Uni), jusqu'au 14 mai 2004 ; Sharon Weber (Jamaïque), jusqu'au 14 nov. 2003 ; Masanori Yoshida (Japon), jusqu'au 11 juil. 2003.

Note : La Somalie (333 voix) n'a pas participé à l'élection ordinaire des administrateurs tenue en 2002.

a. Remplacé à partir du 6 juillet 2004 par Yoshio Okubo (Japon).

b. Remplacé à partir du 29 juillet 2004 par Caroline Sergeant (Royaume-Uni).

# Organigramme et direction de la SFI

## *Direction de la SFI, 2004*

### Président<sup>1</sup>

James D. Wolfensohn

### Vice-président exécutif<sup>2</sup>

Peter L. Woicke

Vice-président et Secrétaire<sup>1</sup>

W. Paatii Ofosu-Amaah

Conseiller/ombudsman pour l'application des directives<sup>3</sup>

Meg Taylor

Vice-président, Affaires juridiques

Carol F. Lee

Vice-président, Gestion des ressources humaines et Administration

Dorothy H. Berry

Vice-président, Opérations

Assaad J. Jabre

Vice-président, Gestion du portefeuille et des risques

Farida Khambata

Vice-président, Banque mondiale/SFI  
Développement du secteur privé  
et Économiste en chef de la SFI

Michael Klein

Vice-président, Finances

Nina Shapiro

## DÉPARTEMENTS RÉGIONAUX

### Afrique subsaharienne

Directeur (Johannesburg)

Richard Ranken

Directeur adjoint, Petites et moyennes entreprises et Assistance technique

Mwaghazi Mwachofi

Directeur adjoint, Investissements

Thierry Tanoh

Chef, Centre de solutions pour les PME (Johannesburg)

Ibrahima Diong

Chef pour la région Afrique de l'Est (Nairobi)

Jean Philippe Prosper

Chef-pays, Afrique centrale (Douala)

Cheikh Oumar Seydi

Directeur régional, Ghana (Accra)

(vacant)

Chef-pays, Madagascar

(vacant)

Chef-pays, Nigéria (Lagos)

Andrew Alli

Chef-pays, Sénégal (Dakar)

(vacant)

### Asie de l'Est et Pacifique

Directeur

Javed Hamid

Responsable senior, Promotion des entreprises (Hong Kong)

Timothy Krause

Responsable senior, Chine et Mongolie (Beijing)

Karin Finkelston

Chef, Promotion des entreprises (Hong Kong)

Azmat Taufique

Chef-pays, Indonésie (Djakarta)

German Vegarra

Chef-pays, Philippines (Manille)

Vipul Bhagat

*Voir p. 63 pour l'organigramme de la SFI.*

Chef-pays, Thaïlande (Bangkok)

Michael Higgins

Chef-pays, Viet Nam, Laos, et Cambodge (Hanoï)

Deepak Khanna

Chef, Stratégie et coordination

Amitava Banerjee

### Asie du Sud

Directeur

Iyad Malas

Chef-pays, Inde (New Delhi)

Vipul C. Prakash

Chef, Stratégie et coordination

Neil Gregory

### Europe centrale et Europe de l'Est

Directeur (Moscou)

Edward Nassim

Directeur, Partenariat pour l'entreprise privée (Moscou)

Christian Grossmann

Chef, Stratégie et coordination

Kutlay Ebiri

Directeur, Europe du Sud et Asie centrale (Istanbul)

Khosrow Zamani

Directeur adjoint (Istanbul)

Shahbaz Mavaddat

Directeur (Istanbul)

Sita Ramaswami

Directeur (Istanbul)

Vincent Rague

### Amérique latine et Caraïbes

Directeur (Rio de Janeiro)

Atul Mehta

Directeur adjoint (São Paulo)

Saran Kebet-Koulibaly

Chef-pays et Représentant régional, Région andine (Bogotá)

Serge Devieux

Chef-pays, Mexique et Amérique centrale (Mexico)

Paolo Martelli

Responsable senior des questions de stratégie

Eduardo Wallentin

### Moyen-Orient et Afrique du Nord

Directeur (Le Caire)

Sami Haddad

Directeur adjoint, Promotion des opérations

Abdelkader H. Allaoua

Chef-pays, Pakistan (Islamabad)

Farid Dossani

Chef, Promotion des entreprises

Vivek Pathak

Chef, Bureau de Dubaï

(vacant)

Chef, Stratégie et coordination

Peggy Henderson

## DÉPARTEMENTS DES INDUSTRIES

### Agroindustries

|  |                   |
|--|-------------------|
| Directeur  | Jean-Paul Pinard  |
| Responsable senior, Portefeuille et évaluation du crédit | Macadou N'Daw     |
| Chef, Nouveaux placements                                | Oscar Chemerinski |

### Marchés des capitaux internationaux

|  |                     |
|--|---------------------|
| Directeur  | Jyrki Koskelo       |
| Directeur, Groupe des transactions mondiales                           | Edward Strawderman  |
| Directeur adjoint, Opérations sur le terrain et Portefeuille           | Mark Alloway        |
| Directeur régional, Europe centrale et de l'Est (Moscou)               | Alireza Zavar       |
| Directeur régional, Asie du Sud et MENA (Dubai)                        | Jan Van Bilsen      |
| Directeur régional, Europe du Sud et Asie centrale (Istanbul)          | Martin Kimmig       |
| Directeur régional, Afrique subsaharienne (Johannesburg)               | Dolika Banda        |
| Chef, Asie de l'Est  | Loy Pires           |
| Directeur adjoint, Ingénierie financière                               | Shidan Derakhshani  |
| Chef, Renforcement des institutions et promotion des nouveaux produits | Georgina Baker      |
| Chef, Microfinancement   | S. Aftab Ahmed      |
| Chef, Institutions financières non bancaires                           | Marcos Brujic       |
| Chef, Opérations bancaires   | Joao Lucas Duchene  |
| Chef, Stratégie des marchés des capitaux internationaux                | Denis Lionel Chaput |
| Directeur adjoint, Opérations  | Mamta Shah          |
| Chef, Coordonnateur régional pour CAF et CSA                           | Ayaan Adam          |
| Chef, Coordonnateur régional pour CEA et MENA                          | Hans-Jorg Paris     |
| Chef, Coordonnateur régional pour CEU et SECA                          | Rosy Khanna         |
| Chef, Coordonnateur régional pour CLA                                  | James Scriven       |
| Chef, Projets spéciaux   | Jean-Marie Masse    |

### Technologies de l'information et des communications mondiales<sup>4</sup>

|  |                          |
|--|--------------------------|
| Directeur                                  | Mohsen Khalil            |
| Chef, Portefeuille et évaluation du crédit | Joseph Solan             |
| Chef, Nouveaux placements                  | Stéphanie von Friedeburg |
| Chef, Groupe Internet                      | Ravi Vish                |

### Industries manufacturières et services mondiaux

|  |                      |
|--|----------------------|
| Directeur  | Dimitris Tsitsiragos |
| Directeur adjoint, Viabilité et portefeuille mondial | Michael Essex        |
| Responsable senior, Formation et développement       | Robin Glantz         |
| Directeur, Groupe sectoriel I                        | Sujoy Bose           |
| Directeur, Groupe sectoriel II                       | Stéphanie Fremann    |
| Directeur, Groupe sectoriel III                      | Ritva Laukkanen      |
| Directeur, Groupe des transactions mondiales         | Snezana Stoilkjovic  |

### Santé et éducation

|  |              |
|--|--------------|
| Directeur  | Guy Ellena   |
| Chef, Promotion des entreprises                                  | Shilpa Patel |
| Chef, Département de l'évaluation des crédits et du Portefeuille | Sybile Lazar |

### Infrastructure

|  |                       |
|--|-----------------------|
| Directeur                                  | Francisco Tourreilles |
| Responsable senior, Services de transport  | Ravinder Bugga        |
| Chef, Nouveaux placements                  | Darius Lilaoonwala    |
| Chef, Portefeuille et évaluation du crédit | Apinya Suebsaeng      |
| Chef, Portefeuille et évaluation du crédit | Paul Baribeau         |
| Directeur, Infrastructure                  | Amnon Mates           |
| Directeurs, Services d'utilité collective  | Usha Rao-Monari       |

### Hydrocarbures, industries extractives et produits chimiques<sup>4</sup>

|  |                       |
|--|-----------------------|
| Directeur                                  | Rashad-Rudolf Kaldany |
| Responsable senior, Industries extractives | Kent E. Lupberger     |
| Responsable senior, Hydrocarbures          | Somit Varma           |
| Chef, Produits chimiques                   | Lance Crist           |
| Chef, Portefeuille et évaluation du crédit | Kalada Harry          |

### Fonds de participation et de placement privés

|                               |               |
|-------------------------------|---------------|
| Directeur                     | Haydée Celaya |
| Chef, Gestion du portefeuille | David Wilton  |

### Petites et moyennes entreprises<sup>5</sup>

|   |                     |
|---|---------------------|
| Directeur                                     | Laurence Carter     |
| Chef de service, Équipements et installations | Max Aitken          |
| Chef de service, Opérations de financement    | Mariann Kurtz Weber |
| Chef, Liens                                   | Sujata Lamba        |

### Fonds fiduciaires

|           |                |
|-----------|----------------|
| Directeur | Uday Wagle     |
| Chef      | Mariko Higashi |



## DÉPARTEMENTS

### Contrôle financier et budget

|  |                  |
|--|------------------|
| Directeur  | Allen F. Shapiro |
| Responsable senior, Budget   | Richard J. Moss  |
| Directeur, Politiques régissant la présentation de l'information financière et la comptabilité | Paul B. Bravery  |
| Directeur, Contrôles internes et projets spéciaux  | Nicholas Pardoe  |
| Conseiller senior, Provisions pour pertes sur prêts  | Guy A. de Clercq |

### Informatique, opérations d'entreprise

|   |                      |
|---|----------------------|
| Chef, Services d'information                      | Guy-Pierre de Poerck |
| Responsable senior, Développement et informatique | Wajdi Bustani        |
| Directeur, Informatique pour les opérations       | Paul Standen         |

### Gouvernement d'entreprise<sup>6</sup>

|           |               |
|-----------|---------------|
| Directeur | Teresa Barger |
|-----------|---------------|

### Gestion du portefeuille institutionnel

|  |                   |
|--|-------------------|
| Directeur  | Marc Babin        |
| Chef, Service de gestion des participations et du portefeuille | Sebastian Thiriez |

### Relations extérieures

|      |                |
|------|----------------|
| Chef | Joseph O'Keefe |
|------|----------------|

### Gestion des risques opérationnels et politique financière

|                   |                      |
|-------------------|----------------------|
| Directeur associé | Lakshmi Shyam-Sunder |
|-------------------|----------------------|

### Évaluation du crédit

|                              |                         |
|------------------------------|-------------------------|
| Directeur                    | Sakdiyiam Kupasrimonkol |
| Chargé principal des crédits | Mun Fui Wong            |
| Chargé principal des crédits | Eduardo Abello          |
| Chargé principal des crédits | Vincent Polizzato       |

### Développement environnemental et social

|  |                 |
|--|-----------------|
| Directeur                                      | Rachel Kyte     |
| Chef, Groupe financement et environnement      | Louis Boorstin  |
| Responsable senior, Groupe d'appui aux projets | William Bulmer  |
| Chef, Groupe des services d'assurance          | Merunisha Ahmid |
| Chef, Développement et entreprises             | (vacant)        |

### Opérations financières

|  |              |
|--|--------------|
| Directeur  | Avi Hofman   |
| Chef, Appui aux opérations de prêt et de participation | Soon-Wan Ooi |

|   |             |
|---|-------------|
| Chef, Comptabilité des placements, Respect des réglementations et service de conservation | Karen Jones |
|---|-------------|

### Entreprises locales

|           |              |
|-----------|--------------|
| Directeur | Harold Rosen |
|-----------|--------------|

### Ressources humaines et administration

|   |                     |
|---|---------------------|
| Vice-président  | Dorothy H. Berry    |
| Directeur adjoint, Valorisation des ressources humaines | Esteban Altschul    |
| Chef, Services des rémunérations et projets spéciaux    | Daniel Tytun        |
| Chef, Installations et Administration                   | Geoffrey A. Willing |
| Chef, Formation des cadres                              | Helen Frick         |
| Chef, Équipe des Ressources humaines                    | Eva Mennel          |
| Chef, Équipe des Ressources humaines                    | Anne Sahl           |

### Département juridique

|  |                           |
|--|---------------------------|
| Conseiller juridique principal         | Jennifer Sullivan         |
| Premier conseiller juridique, Finances | Victoria C. Choy          |
| Premier conseiller juridique           | David Harris              |
| Premier conseiller juridique           | Eduardo A. Hernandezorena |
| Premier conseiller juridique           | David McLean              |
| Premier conseiller juridique           | Christian Philip          |
| Premier conseiller juridique           | George Springsteen        |

### Groupe, Stratégie opérationnelle

|                    |                 |
|--------------------|-----------------|
| Responsable senior | Toshiya Masuoka |
|--------------------|-----------------|

### Groupe Évaluation des opérations<sup>7</sup>

|           |                      |
|-----------|----------------------|
| Directeur | William E. Stevenson |
|-----------|----------------------|

### Mobilisation des ressources

|                           |                     |
|---------------------------|---------------------|
| Directeur                 | Jonathan Hakim      |
| Chef, Gestion des prêts B | Mary Elizabeth Ward |

### Trésorerie

|   |                  |
|---|------------------|
| Trésorier adjoint — Chef des opérations de financement                      | John Borthwick   |
| Trésorier adjoint — Chef de la gestion des liquidités et de la trésorerie   | Mark Spindel     |
| Trésorier adjoint — Chef de la gestion des produits dérivés et actif/passif | Shanker Krishnan |
| Trésorier adjoint — Chef de l'analyse quantitative                          | Takehisa Eguchi  |
| Trésorier adjoint — Chef, Financements structurés                           | Lee Meddin       |

## Organigramme et direction de la SFI (suite)

### SERVICES DE PROMOTION ET DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS

#### Service de promotion et de développement des investissements en Afrique (APDF)

Directeur général (Johannesburg) (vacant)

#### Service de promotion et de développement des investissements en Chine (CPDF)

Directeur général (Chengdu) Eric Siew

#### Programme d'appui aux PME en Indonésie orientale (PENSA)

Directeur général (Bali) Chris Richards

#### Mécanisme d'appui aux PME de la région LAC

Directeur général Anita Bhatia

#### Service de promotion et de développement des investissements dans la vallée du Mékong (MPDF)

Directeur général (Hanoï) Adam Sack

#### Service de promotion de l'entreprise en Afrique du Nord (NAED)

Directeur général, Partenariat pour Jesper Kjaer

l'entreprise privée — Moyen-Orient et NAED

Chef de programme (Le Caire) Antoine Courcelle-Labrousse

Chef de programme (Alger) Houria Sammari

Chef de programme (Rabat) Joumana Cobein

#### Service de promotion de l'entreprise dans le Pacifique (PEDF)

Directeur général (Sydney) Denise Aldous

#### Service de promotion de l'entreprise en Asie du Sud (SEDF)

Directeur général (Dhaka) Anil Sinha

#### Service de développement de l'entreprise en Asie du Sud-est (SEED)

Directeur général (Sarajevo) Alex Paine

### DIVERS

Directeur, Bureau de Tokyo (Japon)

Motoharu Fujikura

Représentant spécial en Europe (Paris)

Wolfgang Bertelsmeier

Représentant spécial en Europe (Francfort)

Oltmann G. Siemens

#### Fonds de placement municipal

Directeur

Declan J. Duff

#### Services-conseil pour le développement du secteur privé

Directeur

Bernard Sheahan

Chef, Politique et transactions de privatisation

Denise Leonard

Chef, Politique et transactions de privatisation

David Donaldson

#### Développement du secteur privé

Directeur, Département du Climat de l'investissement et Directeur général du FIAS

Neil Roger

Chef, Service-conseil pour l'investissement étranger

Thomas Davenport

Chef, Group de suivi et d'analyses

Simeon Djankov

Économiste principal (Sydney)

Russell Muir

Économiste principal

(vacant)

#### Groupe des opérations spéciales

Directeur

Maria da Graça Domingues

1. Ces hauts fonctionnaires occupent le même poste à la BIRD.
2. Exerce aussi la fonction de directeur général de la Banque mondiale, et est responsable du développement du secteur privé pour l'ensemble du Groupe de la Banque.
3. Rend directement compte à James D. Wolfensohn.
4. Rend compte au vice-président de la BIRD, Infrastructure, ainsi qu'au vice-président de la SFI, Opérations et au vice-président de la SFI, Gestion des risques et du portefeuille pour les questions relatives au portefeuille.
5. Rend compte au vice-président de la SFI, Opérations ainsi qu'au vice-président de la Banque mondiale/SFI, Développement du secteur privé et Économiste en chef de la SFI.
6. Rend compte au vice-président de la SFI, Gestion du portefeuille et des risques ainsi qu'au vice-président de la Banque mondiale/SFI, Développement du secteur privé et Économiste en chef de la SFI.
7. Rend directement compte au directeur général, Évaluation des opérations, BIRD et au vice-président exécutif de la SFI.

# Représentants de la SFI sur le terrain et contacts

| Pays  | Ville                                   | Nom  | Titre   |
|---|---|--|---|
| Afrique du Sud<br>Afrique du Sud<br>Afrique du Sud (APDF)         | Le Cap<br>Johannesburg<br>Johannesburg  | Henning Amelung<br>Richard Ranken<br>(vacant)                    | Chargé d'investissements senior<br>Directeur                          |
| Albanie<br>Albanie (SEED)   | Tirana<br>Tirana                        | Elira Sakiqi<br>Anila Bashllari                                  | Chargé de programme-pays<br>Coordonnateur du programme                |
| Algérie (NAED)  | Alger                                   | Houria Sammari   | Chef de programme   |
| Allemagne   | Francfort                               | Oltmann Siemens  | Représentant spécial pour l'Europe                                    |
| Argentine   | Buenos Aires                            | Yolande Duhem  | Chef-pays   |
| Arménie   | Erevan                                  | Nerses Karamanukyan  | Chargé de projet senior   |
| Australie (FIAS)  | Sydney                                  | Andrew Proctor   | Chef régional   |
| Australie (PEDF)  | Sydney                                  | Denise Aldous  | Directeur général   |
| Azerbaïdjan   | Bakou                                   | Aliya Nuriyeva   | Coordonnateur du programme  |
| Bangladesh<br>Bangladesh (SEDF)                                   | Dhaka<br>Dhaka                          | Hafeezuddin Ahmad<br>Anil Sinha                                  | Représentant résident<br>Directeur général                            |
| Bélarus   | Minsk                                   | Ivan Ivanov  | Chef de projet  |
| Bolivie   | La Paz                                  | Paolo Martelli   | Chef-pays   |
| Bosnie-Herzégovine  | Sarajevo                                | Sita Ramaswami   | Chef-pays (basé à Istanbul)   |
| Bosnie-Herzégovine (SEED)   | Sarajevo                                | Alex Paine   | Directeur général   |
| Brésil  | Rio de Janeiro                          | Atul Mehta   | Directeur   |
| Brésil  | São Paulo                               | Saran Kebet-Koulibaly  | Directeur associé   |
| Bulgarie  | Sofia                                   | Sujata Lamba   | Chef-pays (basé à Istanbul)   |
| Cameroun<br>Cameroun (APDF)                                       | Douala<br>Douala                        | Oumar Seydi<br>David Ashiagbor                                   | Chargé de programme-pays<br>Chargé de la promotion<br>des entreprises |
| Chili   | Santiago                                | Yolande Duhem  | Chef-pays   |
| Chine   | Hong Kong                               | Tim Krause   | Directeur régional senior   |
| Chine   | Beijing                                 | Karin Finkelston   | Chef-pays   |
| Chine (CPDF)  | Chengdu                                 | Eric Siew  | Directeur général   |
| Cisjordanie et Gaza   | Jérusalem                               | (vacant)   |   |
| Colombie  | Bogota                                  | Serge Devieux  | Représentant résident   |
| Côte d'Ivoire   | Abidjan                                 | (vacant)   |   |
| Croatie   | Zagreb                                  | Roberto Albisetti  | Chef-pays (basé à Belgrade)   |
| Égypte, République arabe d'<br>Égypte, République arabe d' (NAED) | Le Caire<br>Le Caire                    | Sami Haddad<br>Jesper Kjaer                                      | Directeur<br>Directeur général  |
| Fédération de Russie<br>Fédération de Russie (PEP)<br>France      | Moscou<br>Moscou<br>Paris               | Edward Nassim<br>Christian Grossmann<br>Wolfgang Bertelsmeier    | Directeur<br>Directeur<br>Représentant spécial pour l'Europe          |
| Géorgie   | Tbilissi                                | (vacant)   |   |
| Ghana<br>Ghana (APDF)   | Accra<br>Accra                          | Kirsten Fenster<br>Modou Badara Njie                             | Chargé de programme-pays<br>Chef régional                             |
| Inde<br>Inde<br>Indonésie<br>Indonésie (PENSA)                    | Mumbai<br>New Delhi<br>Djakarta<br>Bali | (vacant)<br>Iyad Malas<br>German Vegarra<br>Christopher Richards | Directeur<br>Chef-pays<br>Directeur général                           |
| Japon   | Tokyo                                   | Motoharu Fujikura  | Directeur   |

Représentants de la SFI sur le terrain et contacts (*suite*)

| Pays  | Ville   | Nom  | [Titre]   |
|---|---|--|---|
| Kazakhstan<br>Kazakhstan<br>Kenya   | Almaty<br>Almaty<br>Nairobi   | Gorton De Mond<br>Valerian Khagay<br>Jean Philippe Prosper   | Chef-pays<br>Chef-pays<br>Chef régional   |
| Macédoine, ex-République yougoslave de<br>Madagascar (APDF)<br>Maroc (NAED)<br>Mexique et Amérique centrale<br>Moldova<br>Mozambique (APDF) | Skopje<br>Antananarivo<br>Rabat<br>Mexico<br>Chisinau<br>Maputo         | Sita Ramaswami<br>Henri E. Rabarijohn<br>Joumana Cobein<br>Paolo Martelli<br>Roberto Albisetti<br>Issufo Caba        | Chef-pays (basé à Istanbul)<br>Chef régional<br>Chef de programme<br>Chef-pays<br>Chef-pays (basé à Belgrade)<br>Chargé de la promotion des entreprises |
| Nigéria   | Lagos   | Andrew Alli  | Chef-pays   |
| Ouzbékistan   | Tachkent  | Elbek Rikhsiyev  | Chargé de programme-pays  |
| Pakistan<br>Pakistan<br>Paraguay<br>Pérou<br>Pérou (Mécanisme d'appui aux PME de la région LAC)<br>Philippines<br>Pologne                   | Islamabad<br>Karachi<br>Asunción<br>Lima<br>Lima<br>Manille<br>Varsovie | Farid Dossani<br>Zunee Muhtashim<br>Yolande Duhem<br>Per Kjellerhaugh<br>Anita Bhatia<br>Vipul Bhagat<br>Mary Lystad | Chef-pays<br>Chargé d'investissements<br>Chef-pays<br>Représentant résident<br>Directeur général<br>Chef-pays<br>Chargé d'investissement senior         |
| République dominicaine<br>République kirghize<br>République tchèque<br>Roumanie   | Saint-Domingue<br>Bichkek<br>Prague<br>Bucarest                         | Salem Rohana<br>Gulnura Djuzenova<br>Charles van der Mandele<br>Ana Maria Mihaescu                                   | Représentant régional<br>Chargé de programme-pays<br>Chef, Opérations spéciales<br>Chef de mission  |
| Sénégal<br>Serbie-et-Monténégro<br>Sri Lanka  | Dakar<br>Belgrade<br>Colombo  | Marième D. Travaly<br>Roberto Albisetti<br>Sanjiva Senanayake  | Chargé de programme-pays<br>Chef de mission<br>Représentant résident  |
| Tadjikistan<br>Thaïlande<br>Trinité-et-Tobago<br>Turkménistan   | Dushanbe<br>Bangkok<br>Port of Spain<br>Ashgabat                        | Olim Khomidov<br>Michael Higgins<br>Kirk Ifill<br>Gorton De Mond   | Chargé d'investissements<br>Chef-pays<br>Représentant régional<br>Coordonnateur régional (basé à Almaty)  |
| Turquie<br>Turquie  | Istanbul<br>Istanbul  | Khosrow Zamani<br>Sujata Lamba   | Directeur régional<br>Chef-pays   |
| Ukraine<br>Uruguay  | Kiev<br>Montevideo  | Elena Voloshina<br>Yolande Duhem   | Chargé de programme<br>Chef-pays  |
| Viet Nam<br>Viet Nam (MPDF)   | Hanoï<br>Hanoï  | Deepak Khanna<br>Adam Sack   | Chef-pays<br>Directeur général  |



# Adresses de la SFI

## Siège

2121 Pennsylvania Avenue, N.W.  
Washington, DC 20433, États-Unis  
Téléphone : (1-202) 473-3800  
Fax : (1-202) 974-4384

## Afrique du Sud, Johannesburg

14 Fricker Road  
Illovo Boulevard  
Illovo 2196  
PO Box 411552, Craighall 2024  
Johannesburg, Afrique du Sud  
Téléphone : (27-11) 371 3000  
Fax : (27-11) 325 0582

## Albanie, Tirana

Rruga Deshmoret e 4 Shkurtit  
Vila. 34  
Tirana, Albanie  
Téléphone : (+355-4) 230-016/7  
Fax : (+355-4) 240-590

## Allemagne, Francfort

Bockenheimer Landstrasse 109  
Frankfurt am Main 60325, Allemagne  
Téléphone : (49-69) 7434-8230  
Fax : (49-69) 7434-8239

## Argentine, Buenos Aires

Bouchard 680, piso 11°  
Torre Fortabat  
1106 Buenos Aires, Argentine  
Téléphone : (54-11) 4114-7200  
Fax : (54-11) 4312-7184

## Arménie, Erevan

Republic Square  
9 V. Sargsyan Str.  
Yerevan 375010, Arménie  
Téléphone : (374-1) 545-241/242/243  
Fax : (374-1) 545-245

## Australie, Sydney (FIAS)

Level 18, CML Building  
GPO Box 1612  
14 Martin Place  
Sydney, NSW 2000, Australie  
Téléphone : (61-2) 9223-7773  
Fax : (61-2) 9223-2533

## Azerbaïdjan, Bakou

91-95 Mirza Mansur Str., Icheri Sheher  
Baku 370 004, Azerbaïdjan  
Téléphone : (994-12) 921-941/922-807  
Fax : (994-12) 921-479/926-873

## Bangladesh, Dhaka

United House  
10 Gulshan Avenue, 4th Floor  
Gulshan 1  
Dhaka 1212, Bangladesh  
Téléphone : (880-2) 9899334  
Fax : (880-2) 9899255

## Bélarus, Minsk

6°, 3rd floor, Partizansky Prospekt  
Minsk 220033, Bélarus  
Téléphone : (375-172) 197-811 ;  
281-779, 281-838  
Fax : (375-172) 227-440

## Bolivie, La Paz

Calle Fernando Guachalla n° 342  
Edificio Victor, Piso 9  
La Paz, Bolivie  
Téléphone : (591-2) 244-3133  
Fax : (591-2) 212-5065

## Bosnie-Herzégovine, Sarajevo

H. Kresevljakovica 19  
71000 Sarajevo  
Bosnie-Herzégovine  
Téléphone : (387-33) 440-293  
Fax : (387-33) 440-108

## Brésil, Rio de Janeiro

Rua Redentor, 14-Ipanema  
Rio de Janeiro — 22421-030, Brésil  
Téléphone : (55-21) 2525-5850  
Fax : (55-21) 2525-5879

## Brésil, São Paulo

Av. Roque Petroni Junior, 999  
8th floor, Rooms 81/82  
04707-910 São Paulo SP, Brésil  
Téléphone : (55-11) 5185-6888  
Fax : (55-11) 5181-8252

## Bulgarie, Sofia

36 Dragan Tzankov Blvd.  
World Trade Center/INTERPRED  
5th Floor  
1057 Sofia, Bulgarie  
Téléphone : (359-2) 918-14225/14230  
Fax : (359-2) 9712-045

## Cameroun, Douala

96 Rue Flatters  
Bureau 305  
B.P. 4616  
Douala, Cameroun  
Téléphone : (237) 428 033/429 451  
Fax : (237) 428 014

## Chine, Beijing

Room 1501, Tower 2  
China World Trade Center  
Beijing 100004, RP de Chine  
Téléphone : (86-10) 6505 8686  
Fax : (86-10) 6505 9808

## Chine, Hong Kong

Suite 7903, Two International Finance Center  
8 Finance Street  
Central  
Hong Kong  
Téléphone : (852) 2509 8100  
Fax : (852) 2509 9363

## Cisjordanie et Gaza

P.O. Box 54842  
Jérusalem, Israël  
Téléphone : (972-2) 236-6517/6500  
Fax : (972-2) 236-6521

## Colombie, Bogotá

Corporación Financiera Internacional  
Cra. 7 No. 71-21 Torre A, Oficina 1401  
Edificio Fiduagraria  
Bogotá, Colombie  
Téléphone : (571) 319-2330  
Fax : (571) 319-2359

## Côte d'Ivoire, Abidjan

Immeuble Banque Mondiale  
Cocody  
Angle des rues Jaques Aka et Booker Washington  
01 BP 1850, Abidjan  
Côte d'Ivoire  
Téléphone : (225) 2244 3244  
Fax : (225) 2244-4483

## Égypte, Le Caire

World Trade Center Bldg.  
1191 Corniche El Nil, Boulac  
Cairo, Égypte  
Téléphone : (20-2) 579-9900/6565/5353  
Fax : (20-2) 579-2211

## Fédération de Russie, Moscou

36, bld. 1, 3rd floor, Bolshaya Molchanovka  
103069 Moscow, Russie  
Téléphone : (7-095) 411 7555  
Fax : (7-095) 411 7556

## France, Paris

66, avenue d'Iéna  
75116 Paris, France  
Téléphone : (33-1) 4069-3060  
Fax : (33-1) 4720-7771

## Géorgie, Tbilissi

5a, 1st Drive, Chavchavadze Ave  
Tbilisi, Géorgie 0179  
Téléphone : (995-32) 913 096, 912 689, 912 659,  
912 436, 912 356  
Fax : (995-32) 913 478, 913 480

## Ghana, Accra

N° 150A, Roman Road  
Roman Ridge  
P.O. Box CT 2638 Cantonments  
Accra, Ghana  
Téléphone : (233) 244 312 053

## Inde, Mumbai

Godrej Bhavan, 3rd Floor  
Murzban Road  
Fort, Mumbai 400 001, Inde  
Téléphone : (91-22) 5665-2000  
Fax : (91-22) 5665-2001

## Adresses de la SFI (suite)

### **Inde, New Delhi**

No. 1, Panchsheel Marg, Chanakyapuri  
New Delhi 110 021, Inde  
Téléphone : (91-11) 2611-1306  
Fax : (91-11) 2611-1281

### **Indonésie, Djakarta**

Jakarta Stock Exchange Bldg.  
Tower 2, 13th Floor  
Jl. Jenderal Sudirman Kav. 52-53  
Djakarta 12190, Indonésie  
Téléphone : (62-21) 5299-3001  
Fax : (62-21) 5299-3002

### **Japon, Tokyo**

10th Floor, Fukoku Seimei Building  
2-2-2, Uchisaiwai-cho, Chiyoda-ku  
Tokyo 100-0011, Japon  
Téléphone : (81-3) 3597-6657  
Fax : (81-3) 3597-6698

### **Kazakhstan, Almaty**

41 Kazybek Bi Street, bldg. A, 4th Floor  
Almaty 480100, République du Kazakhstan  
Téléphone : (7-3272) 980-580  
Fax : (7-3272) 980-5814

### **Kenya, Nairobi**

Hill Park Building, Upper Hill Road  
P.O. Box 30577-00100  
Nairobi, Kenya  
Téléphone : (254-20) 260-300/400  
Fax : (254-20) 260-383

### **Mexique, Mexico**

Prado Sur 240, Suite 402  
Lomas de Chapultepec  
Del. Miguel Hidalgo  
Mexico D.F., 11000, Mexique  
Téléphone : (52-55) 5520-6191  
Fax : (52-55) 5520-5659

### **Nigéria, Lagos**

Maersk House, 1st Floor  
Plot 121 Louis Solomon Close  
Off Ahmadu Bello Way  
Victoria Island, Lagos, Nigéria  
Téléphone : (234-1) 262-6455/6464  
Fax : (234-1) 262-6465/6

### **Ouzbékistan, Tachkent**

107B Amir Temur St. Tashkent 700084  
Business Center Floor: 15C  
World Bank Country Office, Ouzbékistan  
Téléphone : (998 71) 138 2528  
Fax : (998 71) 138 5927

### **Pakistan, Islamabad**

20 A, Shahrah-e-Jamhuriat Ramna 5  
(G5/1) Islamabad, Pakistan  
Téléphone : (92-51) 227-9631/32/33  
Fax : (92-51) 282-4335

### **Pakistan, Karachi**

1st Floor, Bahria Complex-III  
M. T. Khan Road  
Karachi, Pakistan  
Téléphone : (92-21) 561-0098/0065  
Fax : (92-21) 561-0153

### **Pérou, Lima**

Av. Alvarez Calderon 185,  
Piso 7 San Isidro  
Lima, Pérou  
Téléphone : (511) 615-0660  
Fax : (511) 421-7241

### **Philippines, Manille**

11th Floor, Tower One  
Ayala Triangle, Ayala Avenue  
Makati 1226, Manila, Philippines  
Téléphone : (63-2) 848-7333/38  
Fax : (63-2) 848-7339

### **Pologne, Varsovie**

Warsaw Financial Center  
Emilii Plater 53, 9th Floor  
00-113 Warsaw, Pologne  
Téléphone : (48-22) 520-6100  
Fax : (48-22) 520-6101

### **République dominicaine, Saint Domingue**

Calle Virgilio Diaz Ordoñez #36  
esq. Gustavo Mejía Ricart  
Edificio Mezzo Tempo, Suite 401  
Santo Domingo, République dominicaine  
Téléphone : (809) 566-6815  
Fax : (809) 566-7746

### **République kirghize, Bichkek**

214 Moskovskaya Street  
720 010 Bishkek, République kirghize  
Téléphone : (996-312) 610-650  
Fax : (996-312) 610-356/481

### **République tchèque, Prague**

Na Rybnicku 5  
12000 Prague, République tchèque  
Téléphone : (420-2) 9636-8400  
Fax : (420-2) 9636-8410

### **Roumanie, Bucarest**

83, Boulevard Dacia, Sector 2  
Bucharest, Roumanie  
Téléphone : (40-21) 211-2866/201-0365/201-0366  
Fax : (40-21) 201-0364/211-3141

### **Royaume-Uni, Londres**

4 Millbank  
London SW1P 3JA, R.-U.  
Téléphone : (44-20) 7222-7711  
Fax : (44-20) 7976-8323

### **Sénégal, Dakar**

3 Place de l'Indépendance,  
Immeuble SDIH, 7<sup>e</sup> étage  
B.P. 3296  
Dakar, Sénégal  
Téléphone : (221) 849-5049  
Fax : (221) 849-5044

### **Serbie-et-Monténégro, Belgrade**

Krnjeginje Zorke 96  
11000 Belgrade, Serbie-et-Monténégro  
Téléphone : (381-11) 3023-760  
Fax : (381-11) 3023-733

### **Sri Lanka, Colombo**

c/o The World Bank, DFCC Bldg., 2nd Floor  
73/5 Galle Road  
Colombo 3, Sri Lanka  
Téléphone : (94-11) 2448-070 poste 325/  
(94-11) 5561-325  
Fax : (94-11) 2471-536

### **Tadjikistan, Dushanbe**

WB, IFC (RM):  
91-10, Shevchenko str., 734025  
Dushanbe, Tadjikistan  
Téléphone : (992-372) 210-756/ 211-518  
Fax : (992-372) 214-871

### **Thaïlande, Bangkok**

17th Floor, Diethelm Tower A  
93/1 Wireless Road  
Bangkok 10330, Thaïlande  
Téléphone : (66-2) 650-9253/8  
Fax : (66-2) 650-9259

### **Trinité-et-Tobago, Port of Spain**

SW Penthouse, SAGICOR Building  
16 Queen's Park West, 3rd floor  
Port of Spain, Trinité-et-Tobago  
Téléphone : (868) 628-5074  
Fax : (868) 622-1003

### **Turquie, Istanbul**

Is Kuleleri, Kule 2—Kat 3  
34330 4.—Levent  
Istanbul, Turquie  
Téléphone : (90-212) 282-4001  
Fax : (90-212) 282-4002

### **Ukraine, Kiev**

4 Bogomoltsa Ulitsa, 5th floor  
Kiev 01024, Ukraine  
Téléphone : (380-44) 253-0539  
Fax : (380-44) 490-5830

### **Viet Nam, Hanoï**

7th Floor, 63 Ly Thai To, Hoan Kiem  
Hanoi, Viet Nam  
Téléphone : (84-4) 934-2282  
Fax : (84-4) 934-2289

# Participants aux syndications de prêts

ABN AMRO Bank NV  
 Alpha Bank AE  
 Anglo Irish Bank Corporation plc  
 The Arab Investment Company SAA  
 Banca Intesa SpA  
 Banca Monte dei Paschi di Siena SPA  
 Banco Atlantico SA  
 Banco Bilbao Vizcaya Argentaria, S.A.  
 Banco Espirito Santo SA  
 Bank of America NA  
 Bank of Bahrain and Kuwait BSC  
 Bayerische Hypo- und Vereinsbank AG  
 Bayerische Landesbank  
 BNP Paribas  
 BRE Bank SA  
 BRED Banque Populaire  
 Bumiputra-Commerce Bank Berhad  
 Caixa Geral de Depósitos SA  
 Calyon\*  
 Citigroup Inc.  
 Cooperatieve Centrale Raiffeisen-Boerenleenbank BA  
 (Rabobank Nederland)  
 DBS Bank Limited  
 DekaBank Deutsche Girozentrale  
 Deutsche Bank AG  
 Dexia SA  
 Erste Bank der oesterreichischen Sparkassen AG  
 ForeningsSparbanken AB (publ) (Swedbank)  
 Fortis Bank NV/SA

Gulf International Bank BSC  
 HSBC Group  
 HSH Nordbank AG  
 ING Group  
 International Finance Participation Trust  
 Investkredit Bank AG  
 KBC Bank NV  
 The Korea Development Bank  
 Landesbank Rheinland-Pfalz Girozentrale  
 Mizuho Corporate Bank, Ltd.  
 Natexis Banques Populaires  
 National Bank of Dubai PJSC  
 National Bank of Kuwait SAK  
 Nederlandse Financierings—Maatschappij voor  
 Ontwikkelingslanden NV (FMO)  
 Norddeutsche Landesbank Girozentrale  
 Nordea AB (pub)  
 Overseas-Chinese Banking Corporation Limited  
 Raiffeisen Zentralbank Oesterreich AG (RZB Austria)  
 Raiffeisenlandesbank Oberosterreich rGmbH  
 Raiffeisenverband Salzburg reg Gen mbH  
 The Royal Bank of Scotland Group plc  
 San Paolo IMI Spa  
 Société Générale  
 Standard Chartered Bank  
 State Bank of India  
 UniCredito Italiano SPA  
 Union National Bank  
 WestLB AG

## Principes d'Équateur : *institutions participantes*

Les institutions financières suivantes ont adopté les Principes d'Équateur au 30 juin 2004. Pour plus d'informations sur ces principes, voir p. 17.

ABN AMRO Bank NV  
 Banco Bilbao Vizcaya Argentaria, S.A.  
 Bank of America NA  
 Barclays  
 Calyon\*  
 CIBC  
 Citigroup Inc.  
 Crédit Suisse Group

Dexia SA  
 Dresdner Bank  
 Eksport Kredit Fonden  
 HSBC Group  
 HVB Group  
 ING Group  
 KBC Bank NV  
 MCC

Mizuho Corporate Bank, Ltd.  
 Rabobank Group  
 Royal Bank of Canada  
 Royal Bank of Scotland  
 Standard Chartered Bank  
 Unibanco  
 WestLB AG  
 Westpac Banking Corporation

\*Le 30 avril 2004, le Crédit Agricole Indosuez et le Crédit Lyonnais ont fusionné pour former Calyon.

# Sigles, notes et définitions

## SIGLES

|              |  |               |  |
|--------------|--|---------------|--|
| <b>ANASE</b> | Association des nations de l'Asie du Sud-Est                                       | <b>MIGA</b>   | Agence multilatérale de garantie des investissements                               |
| <b>APDF</b>  | Service de promotion et de développement des investissements en Afrique            | <b>MPDF</b>   | Service de promotion et de développement du secteur privé dans la vallée du Mékong |
| <b>BERD</b>  | Banque européenne pour la reconstruction et le développement                       | <b>OCDE</b>   | Organisation de coopération et de développement économiques.                       |
| <b>BIRD</b>  | Banque internationale pour la reconstruction et le développement                   | <b>OEG</b>    | Groupe d'évaluation des opérations   |
| <b>CAO</b>   | Conseiller/ombudsman pour l'application des directives                             | <b>ONG</b>    | Organisation non gouvernementale   |
| <b>CBF</b>   | Mécanisme de renforcement des capacités  | <b>OMC</b>    | Organisation mondiale du commerce  |
| <b>CCF</b>   | Service de promotion du civisme des entreprises                                    | <b>PEP</b>    | Partenariat pour l'entreprise privée   |
| <b>CIRDI</b> | Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements | <b>PEP-ME</b> | Partenariat pour l'entreprise privée au Moyen-Orient                               |
| <b>EOF</b>   | Services des opportunités à caractère environnemental                              | <b>PIB</b>    | Produit intérieur brut   |
| <b>FEM</b>   | Fonds pour l'environnement mondial   | <b>PME</b>    | Petites et moyennes entreprises  |
| <b>FIAS</b>  | Service-conseil pour l'investissement étranger                                     | <b>SEDF</b>   | Service de promotion de l'entreprise en Asie du Sud                                |
| <b>FMAS</b>  | Services-conseil pour le secteur financier   | <b>SEED</b>   | Service de promotion de l'entreprise en Europe du Sud-est                          |
| <b>FMI</b>   | Fonds monétaire international  | <b>SFI</b>    | Société financière internationale  |
| <b>IDA</b>   | Association internationale de développement  | <b>SFMI</b>   | Service des marchés des capitaux pour un développement durable                     |
| <b>IED</b>   | Investissement étranger direct   | <b>TATF</b>   | Programme des fonds fiduciaires d'assistance technique                             |
| <b>MENA</b>  | Moyen-Orient et Afrique du Nord  | <b>TI</b>     | Technologies de l'information  |
|              |  | <b>UE</b>     | Union européenne   |
|              |  | <b>USAID</b>  | Agence des États-Unis pour le développement international                          |

## NOTES ET DÉFINITION

**Prêt A et prêt B :** Les accords de prêt conclus entre la SFI et les emprunteurs stipulent en principe le montant global du financement que la SFI et les institutions participantes s'engagent à fournir. Un prêt de la SFI peut comprendre deux éléments : 1) le prêt A, qui est la part de la SFI proprement dite, financée sur les propres ressources de la Société et soumise aux conditions de l'accord de prêt ; et 2) le prêt B, qui est financé par les participants à des conditions susceptibles de différer de celles de la SFI.

**Engagements :** 1) Accords signés au titre de financements sous forme de prêts et de participations (y compris les quasi-participations) ; 2) accords de garantie signés ; et 3) mécanismes de gestion des risques considérés prêts à être appliqués comme indiqué par un accord ISDA signé ou un accord de mécanisme de gestion des risques signé avec un client.

**Décaissements :** Prêts et investissements effectivement versés.

**L'exercice de la SFI** va du 1<sup>er</sup> juillet au 30 juin. L'exercice 04 a donc commencé le 1<sup>er</sup> juillet 2003 et a pris fin le 30 juin 2004.

**Les montants investis** sont exprimés en dollars des États-Unis, quelle que soit la monnaie dans laquelle l'investissement a été effectué. Les montants investis dans des monnaies autres que le dollars des États-Unis sont réévalués le dernier jour du mois durant lequel l'investissement a été approuvé.

**Rétrocession de financements :** processus consistant à prêter les fonds émanant des ressources propres de la SFI en passant par un intermédiaire, une banque du pays, par exemple.

**La SFI et les participants** assument pleinement les risques de crédit commercial associés aux projets, mais comme la SFI est le prêteur en titre, les participants bénéficient des mêmes avantages, sur le plan fiscal et pour le provisionnement des risques-pays, que ceux tirés par la Société de son statut particulier d'institution financière multilatérale.

**Les instruments de quasi-participation** présentent des caractéristiques de prêts et de participations, de manière à offrir diverses combinaisons d'éléments de risque et de rendements intermédiaires entre ceux des prêts et des participations proprement dits.

**Les chiffres ayant été arrondis**, les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme de leurs éléments dans certains tableaux.

**La Banque mondiale** se compose de la BIRD et l'IDA.

**Le Groupe de la Banque mondiale** comprend la BIRD, l'IDA, la SFI, la MIGA et le CIRDI.



**Chef de projet et rédacteur :**

Paul McClure

**Collaborateurs, relations extérieures :**

Joseph O'Keefe, directeur  
Dana Lane, chef des publications  
Ariadne Garscadden, assistante, Information  
Declan Heery, consultant  
Gemma Lueje, assistante, Programme  
André McClean, stagiaire

**Site web :** Stephan Beauchesne, Anna Bottiglieri, Vincent Yemoh

**Principaux collaborateurs SFI :**

Philippe Ahoua  
Faheen Allibhoy  
Teresa Andaya  
Anthony Aylward  
Paul Bravery  
Nicholas Burke  
Omar Chaudry  
Julia Chiperfield  
Michael Dompas  
David Donaldson  
Sabine Durier  
Kutlay Ebiri  
James Emery  
Sara Gann  
Anastasia Gekis  
Stella Gonzales  
Alison Harwood  
Peggy Henderson  
Brigid Holleran  
Emily Horgan  
Lisa Kaestner  
Sam Keller  
Jung Lim Kim  
Gjergj Konda

Irina Likhacheva  
Michele Lubrano  
Nadia Maaze  
Junko Oikawa  
Kaikham Onedamdy  
Lory Camba Opem  
Skander Oueslati  
Sérgio Pimenta  
Andrea Quinones  
Fereshteh Raissian  
Randall Riopelle  
Brian Samuel  
Hillmare Schulze  
Ellen Schwab  
William V. Todd  
Erika Veizaga  
Mary Beth Ward  
David Wofford  
Wai-Keen Wong  
Rob Wright  
Linda Young  
Kenji Yuhaku  
Damla Zeybel

**Traduction :**

*Édition arabe :* Al-Ahram Center for Translation & Publishing, Le Caire

*Édition chinoise :* China Financial & Economic Publishing, Beijing

*Éditions espagnole et française :* Division de traduction de la Banque mondiale (GSDTR), Washington

*Édition russe :* Alex Publishing, Moscou

**Conception graphique :**

Financial Communications Inc., Bethesda, MD

**Impression :**

S&S Graphics, Laurel, MD

**Photographies :**

Greg Girard  
Michael Gunawan  
Breton Littlehales  
Carlos Madrid  
Membres du personnel de la SFI, de la Banque mondiale et de la MIGA

## RAPPORT ANNUEL 2004 VOLUME 1

La Société financière internationale a pour mission de promouvoir un développement économique durable par le biais du secteur privé. À cette fin, elle cherche des moyens novateurs de relever les défis du développement en même temps qu'elle investit dans des entreprises et des institutions financières sur les marchés émergents et encourage l'acquisition de compétences en matière de gestion. La Société estime que pour être considérées fructueuses, les opérations commerciales doivent nécessairement avoir un impact positif sur le développement et elle fait porter ses efforts essentiellement sur les pays où les besoins en investissements se font le plus sentir. Elle est convaincue que la croissance économique ne peut être durable que si elle est également viable sur le plan environnemental et social et qu'elle contribue à améliorer la qualité de la vie des populations des pays en développement.

LE RAPPORT ANNUEL DE LA SFI SUR LE WEB :  
[www.ifc.org/ar2004](http://www.ifc.org/ar2004), qui fait pendant à cette publication, permet de naviguer et de télécharger facilement des informations sur les projets d'investissement de la SFI.



2121 Pennsylvania Avenue, NW  
Washington, D.C. 20433 États-Unis d'Amérique  
Téléphone : (001) 202-473-3800  
Fax : (001) 202-974-4384  
[www.ifc.org](http://www.ifc.org)



KIMBERLY SHIRES